

CONSEIL COMMUNAL DU 28 MARS 2022  
GEMEENTERAAD VAN 28 MAART 2022REGISTRE  
REGISTER**Présents**  
**Aanwezig**

Jean Laurent, *Président/Voorzitter* ;  
Vincent De Wolf, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Patrick Lenaers, Françoise de Halleux, Frank Van Bockstal, Aziz Es, Karim Sheikh Hassan,  
Colette Njomgang, Maryam Matin Far, Caroline Joway, *Échevin(e)s/Schepenen* ;  
Bernard de Marcken de Merken, Eliane Paulissen, André du Bus, Rachid Madrane, Gisèle  
Mandaila, Arnaud Van Praet, Florence Pendeville, Anne Vandersande, Zacharia Moktar, Vincent  
Paul Louis Biauçe, Emeline Houyoux, Joanna Kaminska, Ethel Savelkoul, Lucien Rigaux, Jean-  
Luc Debroux, Thierry Mommer, Louise-Marie Bataille, Alain Bonus, Françoise Duvosquel,  
Pieterjan Vanden Boer, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Annick Petit, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Virginie Taittinger, Olivier Colin, Audrey Petit, Laure-Mélanie Defèche, Elien Sohier, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Secrétariat - Secretariaat**28.03.2022/A/0001 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 21.02.2022**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 21.02.2022**

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*PV\_séance\_21.02.2022.pdf*

---

**28.03.2022/A/0002 Prestation de serment du nouveau secrétaire communal.**

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

### **Eedaflegging van de nieuwe Gemeentesecretaris**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*Monsieur le Président :*

Il me semble que ceci est adéquat étant donné qu'aux cotés du chef de l'administration et de la fonction publique locale que représente le secrétaire communal, le responsable politique en est le Bourgmestre.  
Je passe donc la parole à Monsieur le Bourgmestre Vincent De Wolf.

*Monsieur le Bourgmestre :*

Monsieur le premier échevin est promu pour quelques instants secrétaire communal puisque Monsieur Queeckers n'a pu nous rejoindre.

Je connais Madame Petit et je vois qu'évidemment elle est tendue. Je voudrais simplement lui dire que lorsque, moi-même conseiller communal pendant 3 mois, j'ai dû une première fois prêter serment, je ne me doutais pas que le prononcé d'un simple serment allait être aussi générateur d'une accélération cardiaque en ce qui me concernait en tout cas, à l'époque.

Je ne vais pas faire un long discours mais je vais peut-être expliquer aux honorables conseillers qui ne le savent pas, que vous et moi avons une certaine ancienneté.

Après avoir engagé Monsieur Debaty, on a décidé d'essayer d'ouvrir l'administration à l'extérieur et donc, si possible, de l'enrichir en recrutant au niveau A des fonctionnaires candidats extérieurs par examen.

À l'époque, nous n'avions pas de juriste. Je me rappelle, pour avoir présidé cet examen, qu'on a vu arriver une jeune femme qui est aujourd'hui toujours la même. Je n'ai pas l'impression qu'elle ait changé en une vingtaine d'année. Je retrouve toujours la même jeune dame avec la même élégance, la même prestance, évidemment avec un petit peu de stress qui était présent aussi dans cet examen.

Examen avec une partie écrite et une partie orale.

La partie orale - vous connaissez mon attirance pour les affaires disciplinaires - et j'avais constaté les déficiences dans l'administration dans le défaut de connaissance en matière disciplinaire. Comme j'avais quelqu'un qui était juriste de la tutelle sous la main, j'en ai profité pour poser des questions en disant chaque fois "c'est la dernière". Mais ce n'est jamais la dernière et finalement Madame Petit a réussi très brillamment cet examen.

Vous devez savoir, Madame, que vous faites la fierté de cette administration. Vous êtes quelqu'un d'extrêmement dévoué, quelqu'un d'extrêmement compétent. Vous ne comptez pas vos heures. Vous êtes un exemple pour toutes et tous. Ce n'est pas pour rien que la plupart des chefs de services sont présents, ce n'est pas pour rien que votre famille est présente. Ce n'est pas pour rien que vous avez été élue à l'unanimité moins une abstention. Ce faisant, vous avez fait preuve d'humilité, parce

que comme le secrétaire communal, Monsieur Debaty avait été élu de la même façon, il ne fallait pas faire mieux que lui.

Nous avons devant nous une grande dame à qui au nom du conseil et du collège, je demande de bien vouloir lever la main et prêter le serment légal.

*Madame Petit :*

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge.  
Ik zweer, getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de grondwet en aan de wetten van het Belgische volk.»

*Monsieur le Bourgmestre :*

Ik geef u acte van uw eedaflegging. Je vous donne acte de votre prestation de serment. Je vous félicite au nom de toute l'administration.

Je remercie le Président de m'avoir laissé exceptionnellement présider ce morceau de conseil communal compte tenu des liens historiques et amicaux que nous avons, puisque nous faisons équipe depuis longtemps. Je vous invite à prendre la place qui vous revient.

*Monsieur le Président :*

Au nom du conseil communal, on se joint tous aux remerciements du Bourgmestre. Ceci nous semble évident mais c'est encore mieux quand c'est fait. Mes plus sincères félicitations. Je vous passe la parole.

*Madame Petit :*

Merci beaucoup. Vous aurez constaté que j'avais un peu de stress. Le Bourgmestre me connaît bien, il essayé de nous détendre. Je le remercie beaucoup.

Je voulais vous dire du fond du cœur, Monsieur le Bourgmestre, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les échevins, Mesdames et Messieurs en vos titres et qualités, que je suis très honorée de la confiance que vous m'accordez. Après de nombreuses années passées au service de la commune d'Etterbeek, j'ai à cœur de poursuivre à vos côtés et avec l'aide très précieuse des collaborateurs et des équipes, le travail accompli jusqu'à présent dans l'intérêt de nos citoyens.

Le service public est au centre de nos préoccupations.

Je vous remercie Monsieur le Bourgmestre pour votre écoute et votre soutien dans les moments plus difficiles. J'ai une pensée pour Monsieur Christian Debaty qui, s'il n'est pas présent physiquement, l'est par la pensée et que je remercie également. Lui qui, avec Monsieur Vincent De Wolf, a fait de notre commune ce qu'elle est aujourd'hui. Lui qui m'a encouragée et m'a aidée à me dépasser pour suivre ce parcours.

Je remercie aussi ma famille pour son soutien et sa patience.

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs je vous remercie.

*Madame Vandersande :*

Madame Petit,

Nous sommes particulièrement heureux ce soir de votre nomination en qualité de secrétaire communale.

Nous savons que vous avez été aux côtés de votre prédécesseur durant plus de 20 ans et que ce dernier vous a formée au point de devenir rapidement son adjointe.

Les exigences de qualité, de maîtrise, de rigueur, d'appréhension globale dans chacun de vos dossiers vous qualifient au mieux.

Le Bourgmestre, dans la gestion des crises et des décisions urgentes qu'il a dû prendre ces deux dernières années, a pu compter sur vous à chaque moment.

Votre personnalité est ressortie dans les différentes épreuves que nous avons connues, vous avez démontré une abnégation et une solidité remarquables.

Vous avez un sens aigu de la notion de service public au service des citoyennes et citoyens etterbeekois.

Nous sommes persuadés que vos qualités de management s'exprimeront auprès du personnel dans l'objectif d'un bien-être des équipes au bénéfice de notre commune.

Enfin, en ma qualité de conseillère communale, je suis heureuse de travailler avec une secrétaire communale

*Monsieur Madrane :*

Ce n'était pas prévu mais je voulais simplement dire à Madame Petit que je corrobore ce qui a été dit par Monsieur le Bourgmestre, notre collègue Madame Vandersande. J'ai eu la chance de vous côtoyer au Collège durant quelques années et je voulais simplement confirmer une chose : Un grand soucis de nos concitoyens, une grande loyauté à l'égard des autorités et également une force de travail incroyable.

Vous avez eu la chance d'être entourée par un grand Monsieur. Monsieur Debaty, qui vous a écolé d'une certaine manière mais vous l'avez aussi beaucoup aidé. J'étais admiratif de votre professionnalisme au sein du Collège.

Et comme Madame Vandersande, je suis heureux que ce soit une femme qui atteigne cette fonction dans notre commune.

Je voulais vous dire sincèrement mon profond respect et ma profonde admiration pour votre parcours. Je suis sûr qu'à la tête de la commune, vous allez continuer à faire ce qui a été fait. Je vous remercie pour votre engagement au service des etterbeekois.

*Monsieur du Bus :*

Madame la Secrétaire communale,  
Sachez que notre groupe politique partage l'émotion qui doit être la vôtre en ce jour de prestation de serment comme secrétaire communale.

Nous vous connaissons depuis tant d'années que nous avons appris à apprécier, derrière une certaine discrétion, vos qualités tant professionnelles que humaines . Ce

n'est donc que justice que de vous voir ceindre – au sens figuré bien sûr - cette écharpe non pas maïorale ou scabinale – mais bien celle de responsable d'une administration importante. Une fonction capitale, car c'est vers vous que les regards se tournent à chaque moment difficile, à chaque interrogation, à chaque crise aussi.

Sans vous, et votre administration, le politique n'est que du vent. Nous en sommes bien conscients. Sans vous, les services communaux sont dans l'incapacité de tourner. Nous en sommes à ce point avertis qu'il ne nous échappe pas que vous manquez parfois de moyens financiers et humains pour faire face à la croissance des demandes et des exigences. Vous devez faire face à une équation difficile. C'est la réalité. Mais nous savons que vous n'êtes pas seule, que vous bénéficiez d'un staff hautement motivé et aussi d'un collègue composé de membres particulièrement engagés. Les conditions sont donc réunies pour vous permettre de relever ce défi avec confiance et enthousiasme.

Nous vous souhaitons une belle carrière sous le sceau complet du titre de secrétaire communale.

Madame Mandaila :

Je n'ai rien préparé Madame la Secrétaire communale car je suis nulle quand je prépare quelque chose et je pense que ces moments quand on les partage, ce sont des moments d'émotions où il faut parler vrai.

Vous êtes une personne toujours à l'écoute, à l'écoute de tous dans l'opposition ou dans la majorité, et cela démontre que vous êtes un vrai manager. Un management avec humanité.

Je suis fier de voir que le poste de secrétaire communal revient à une femme hautement compétente. Vous êtes d'une discrétion et d'une efficacité incroyables arrivant à répondre à l'ensemble de nos questions et à nous apaiser.

Je vous remercie d'avoir accepté le mandat que vous méritez amplement. Merci pour votre travail et pour ce que vous faites pour les Etterbeekoïis.

Je me rappelle vous avoir demandé quand est-ce vous seriez établie dans votre fonction. Vous m'aviez répondu que ça ne dépendait pas de vous et que vous attendiez. Je suis fier que ce moment soit arrivé.

Félicitations encore au nom du groupe Défi.

*Monsieur Biauce :*

*Monsieur le Président :*

Merci à tous pour ces mots. Le message du conseil communal est clair.

Félicitations encore et c'est également une manière de féliciter l'ensemble de l'administration communale. Toutes nos amitiés à l'ancien Secrétaire communal et longue vie à la nouvelle Secrétaire communale .

*2 annexes / 2 bijlagen*

*prestation de serment secrétaire communal\_Président.docx, prestation de serment secrétaire communal\_Bourgmestre.docx*

---

28.03.2022/A/0003 **Conseil de l'Action Sociale d'Etterbeek - Démission d'un membre (M. Mourad KOURDOUSSI) - Acceptation**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 21.01.2019 portant élection des membres du Conseil de l'Action Sociale ;

Vu que cette élection a été validée par le Collège juridictionnel de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 30.01.2019;

Vu que la séance d'installation du Conseil de l'action sociale a eu lieu le 01.03.2019;

Considérant que le 23.02.2022, Monsieur Mourad KOURDOUSSI a notifié sa démission de son mandat de conseiller effectif du Conseil de l'action sociale d'Etterbeek;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communal d'accepter la démission lors de la première séance qui suit ladite notification;

Considérant que le membre démissionnaire reste en fonction jusqu'à la prestation de serment de son·a remplaçant·e;

DECIDE d'accepter la démission de Monsieur Mourad KOURDOUSSI de son mandat de Conseiller de l'action sociale

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

**Raad van Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek - Ontslag van een lid (dhf Mourad KOURDOUSSI) - Aanvaarding**

De gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van 21.01.2019 betreffende de verkiezing van de leden van de Raad van Maatschappelijk Welzijn ;

Gelet op het feit dat deze verkiezing door het Rechtscollege van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geldig werd verklaard op 30.01.2019 ;

Overwegende dat de installatievergadering van de Raad van Maatschappelijk Welzijn plaatsgevonden heeft op 01.03.2019 ;

Overwegende dat de heer Mourad KOURDOUSSI op 23.02.2022 kennis heeft gegeven van zijn ontslag als vast raadslid van de Raad van Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek;

Overwegende dat het aan de Gemeenschapsraad is om het ontslag te aanvaarden tijdens de eerste vergadering na de bovengenoemde kennisgeving;

Overwegende dat het aftredende raadslid in functie blijft tot de eedaflegging van zijn vervanger;

BESLIST in te stemmen met het ontslag van de heer Mourad KOURDOUSSI uit zijn mandaat van Raadslid van de Raad van Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*INDIVIDUAL\_NOTIFICATION\_fr\_37124.pdf, Démission conseiller CPAS-principes (txt NL).doc*

---

28.03.2022/A/0004 **Conseil de l'Action Sociale d'Etterbeek - Démission d'un membre (M. Thierry MOMMER) - Acceptation**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 21.01.2019 portant élection des membres du Conseil de l'Action Sociale ;

Vu que cette élection a été validée par le Collège juridictionnel de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 30.01.2019;

Vu que la séance d'installation du Conseil de l'action sociale a eu lieu le 01.03.2019;

Considérant que le 21.02.2022, Monsieur Thierry MOMMER a notifié sa démission de son mandat de conseiller effectif du Conseil de l'action sociale d'Etterbeek;

Considérant qu'il appartient au Conseil Communal d'accepter la démission lors de la première séance qui suit ladite notification;

Considérant que le membre démissionnaire reste en fonction jusqu'à la prestation de serment de son remplaçant·e;

DECIDE d'accepter la démission de Monsieur Thierry MOMMER de son mandat de Conseiller de l'action sociale

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

**Raad van Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek - Ontslag van een lid (dhf Thierry MOMMER) - Aanvaarding**

De gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van 21.01.2019 betreffende de verkiezing van de leden van de Raad van Maatschappelijk Welzijn ;

Gelet op het feit dat deze verkiezing door het Rechtscollege van het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest geldig werd verklaard op 30.01.2019 ;

Overwegende dat de installatievergadering van de Raad van Maatschappelijk Welzijn plaatsgevonden heeft op 01.03.2019 ;

Overwegende dat de heer Thierry MOMMER op 21.02.2022 kennis heeft gegeven van zijn ontslag als vast raadslid van de Raad van Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek;

Overwegende dat het aan de Gemeenschapsraad is om het ontslag te aanvaarden tijdens de eerste vergadering na de bovengenoemde kennisgeving;

Overwegende dat het aftredende raadslid in functie blijft tot de eedaflegging van zijn vervanger;

BESLIST in te stemmen met het ontslag van de heer Thierry MOMMER uit zijn mandaat van Raadslid van de Raad van Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*INDIVIDUAL\_NOTIFICATION\_fr\_37124.pdf, Démission conseiller CPAS-principes (txt NL).doc*

---

## Affaires générales - Algemene Zaken

28.03.2022/A/0005 **Ordonnance de police du 20.09.2021 rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie de coronavirus Covid-19 – Abrogation.**

Le Conseil communal,

Considérant que le coronavirus Covid-19 est une maladie infectieuse très contagieuse touchant généralement les poumons et les voies respiratoires ; qu'il se transmet d'un individu à un autre par voie aérienne ; que sa transmission semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez ;

Considérant que le port d'un masque joue un rôle important dans la lutte contre cette maladie ; que les autorités l'imposent ou le recommandent dans certains cas ;

Considérant qu'en date du 23.07.2021, le Bourgmestre a pris, sous l'urgence due à une aggravation de la situation sanitaire à ce moment-là, une ordonnance imposant :

1. dans certaines zones du territoire communal et pendant certains tranches horaires, de se couvrir intégralement la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu ;
2. en dehors de ces zones, de détenir en tout temps un masque buccal ou une alternative, afin de pouvoir le présenter à tout moment, sur injonction d'un agent qualifié ;

Considérant que ladite ordonnance a été confirmée par le Conseil communal, en séance du 20.09.2021 ;

Considérant que la moyenne journalière des nouvelles contaminations avérées au coronavirus COVID-19 en Belgique est en forte diminution pour le moment, tout comme le taux de positivité ;

Vu l'arrêté royal du 28.10.2021 portant les mesures de police administrative nécessaires en vue de prévenir ou de limiter les conséquences pour la santé publique de la situation d'urgence épidémique déclarée concernant la pandémie de coronavirus, modifié notamment le 05.03.2022 ;

Vu l'article 135, §2 de la Nouvelle loi communale qui dispose que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ; et notamment le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties ;

Considérant que, si certaines mesures sont toujours nécessaires afin de protéger la population et de diminuer la pression sur le système des soins de santé, et qu'il est ainsi toujours important de respecter les mesures d'hygiène tendant à éviter la propagation du virus, certaines mesures sanitaires peuvent toutefois être levées, comme par exemple le port du masque dans certaines artères plus fréquentées ;

Vu la balance des intérêts en présence ;

Vu les motifs susmentionnés ;

ORDONNE CE QUI SUIT

#### Article 1<sup>er</sup>

La présente ordonnance abroge celle du 20.09.2021, qui confirmait l'ordonnance de police du Bourgmestre du 23.07.2021 rendant obligatoire le port du masque en certains endroits du territoire communal pour raison de salubrité publique durant la pandémie du coronavirus Covid 19.

#### Article 2

Elle entre en vigueur immédiatement.

#### Article 3

Conformément aux dispositions des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cette ordonnance peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au Conseil d'État, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be> . Une action en suspension de

l'ordonnance peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Politieverordening van 20.09.2021 tot verplichting van het dragen van een masker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-Covid-19-pandemie - Opheffing.**

De gemeenteraad,

overwegende dat het coronavirus Covid-19 een zeer besmettelijke ziekte is die doorgaans de longen en de luchtwegen aantast; dat het door de lucht wordt overgedragen van het ene individu op het andere; dat de overdracht van het virus lijkt plaats te vinden via alle mogelijke vormen van lozing via de mond en de neus;

overwegende dat het dragen van een masker een belangrijke rol speelt in de strijd tegen deze ziekte; dat de overheid het in sommige gevallen verplichten of aanbevelen;

overwegende dat de burgemeester op 23.07.2021 in alle dringendheid een verordening heeft uitgevaardigd doordat de gezondheidssituatie op dat moment verergerde; gelet op die verordening:

1. houdende verplichting om in bepaalde zones in de gemeente en tijdens bepaalde uren de mond en de neus volledig te bedekken met een masker of een ander stoffen alternatief;
2. houdende de verplichting om buiten die zones op elk moment een mondmasker of een alternatief bij zich te hebben om het op vraag van een bevoegde ambtenaar te kunnen voorleggen;

overwegende dat die verordening werd bevestigd door de gemeenteraad in zijn zitting van 20.09.2021;

overwegende dat het dagelijkse gemiddelde van nieuwe bevestigde COVID-19-besmettingen in België momenteel sterk daalt, evenals de positiviteitsratio;

gelet op het koninklijk besluit van 28.10.2021 houdende de nodige maatregelen van bestuurlijke politie teneinde de gevolgen voor de volksgezondheid van de afgekondigde epidemische noodsituatie betreffende de coronapandemie te voorkomen of te beperken, dat met name werd gewijzigd op 05.03.2022;

gelet op artikel 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet die bepaalt dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen; en met name het nemen van passende maatregelen om rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizoötieën te voorkomen en het verstrekken van de nodige hulp om ze te doen ophouden;

overwegende dat, hoewel bepaalde maatregelen nog steeds noodzakelijk zijn om de bevolking te beschermen en de druk op de gezondheidszorg te verminderen, en het dus nog steeds belangrijk is de hygiënemaatregelen in acht te nemen om de verspreiding van het virus te voorkomen, kunnen bepaalde gezondheidsmaatregelen worden opgeheven, zoals het dragen van maskers in bepaalde drukke straten;

gelet op de afweging van de belangen;

gelet op de bovenstaande motieven;

## VERORDENT WAT VOLGT

### Artikel 1

Deze politieverordening herroept die van 20.09.2021 houdende de bevestiging van de politieverordening van de burgemeester van 23.07.2021 tot verplichting van het dragen van een masker op bepaalde plaatsen op het gemeentelijke grondgebied om redenen van volksgezondheid tijdens de coronavirus-Covid-19-pandemie.

### Artikel 2

Ze treedt onmiddellijk in werking.

### Artikel 3

In overeenstemming met de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring van deze verordening ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, worden ingediend binnen 60 dagen na de kennisgeving van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van deze verordening ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

28.03.2022/A/0006 **Arrêté de suspension du Ministre bruxellois des pouvoirs locaux de la décision du 24 janvier 2022 par laquelle le conseil communal d'Etterbeek choisit la procédure de passation et approuve les documents de marché du marché public de travaux concernant la conception, la réalisation et le financement de la réhabilitation du site de l'ancienne maison communale - Communication**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Besluit van de Brusselse minister van Plaatselijke Besturen tot schorsing van het besluit van 24 januari 2022 waarbij de gemeenteraad van Etterbeek de gunningsprocedure kiest en het bestek goedkeurt voor de overheidsopdracht voor de uitvoering van werken betreffende het ontwerp, de uitvoering en de financiering van de sanering van de site van het voormalig gemeentehuis - Mededeling**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Arrêté Ministre suspension communiqué le 15.03.22.pdf*

---

28.03.2022/A/0007 **Maintien de la délibération du Conseil communal du 24.01.2022 qui a approuvé les conditions et les modes de passation du marché relatif à la conception, réalisation et financement de la réhabilitation du site de l'ancienne maison communale (avenue d'Auderghem 115/117) - Décision justificative**

Le Conseil communal,

Vu la décision du Conseil communal du 24.01.22 qui a approuvé les conditions et le mode de passation du marché relatif à la conception, réalisation et financement de la réhabilitation du site de l'ancienne maison communale (Avenue d'Auderghem 115/117); que c'est la procédure du dialogue compétitif qui a été retenue;

Vu qu'en vertu de l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, un arrêté ministériel a été adopté, ordonnant la suspension de l'exécution de la décision du 24 janvier 2022 susmentionnée par laquelle le Conseil communal d'Etterbeek a choisi la procédure de passation et a approuvé les documents du marché public de travaux concernant la conception, la réalisation et le financement de la réhabilitation du site de l'ancienne maison communale a été prononcée;

Vu que l'article 2 de l'arrêté ministériel reprend l'article 9 de l'ordonnance précitée :« Le présent arrêté est notifié au collège de bourgmestres et échevins chargé de le communiquer au conseil communal lors de la prochaine séance. Le conseil communal justifie ou retire l'acte suspendu. Sous peine de nullité de l'acte suspendu, la décision par laquelle il justifie ou retire l'acte suspendu doit être transmise au Gouvernement dans un délai de 40 jours à date de la réception du présent arrêté. »

Considérant le souhait de la commune de maintenir sa délibération du 24.01.2022; que les développements qui suivent constituent la décision justificative que la commune entend soumettre à la Région pour le maintien de la délibération suspendue;

DECIDE, en vue du maintien de la délibération du 24.01.2022, de soumettre à la Région la décision justificative suivante :

DECISION JUSTIFICATIVE :

**I. Introduction**

1. À titre liminaire, l'attention est attirée sur le fait que le mode de passation choisi est le dialogue compétitif. Dans ce cas, seul un document descriptif doit être publié à ce stade de la procédure. Selon la doctrine, « *ce document se présente comme « un cahier des charges simplifié » ne comportant qu'un énoncé sommaire et neutre techniquement, financièrement et/ou juridiquement des besoins et exigences de l'adjudicateur* »[1]. Ce document doit permettre d'engager le dialogue avec les soumissionnaires. Le présent document a fixé des exigences minimales limitées, afin de préserver la créativité des soumissionnaires au stade du dialogue, au vu des enjeux multiples (logements, polycliniques, espaces verts) du marché.

## **II. Motifs avancés à l'appui de la suspension**

### **II.1 Estimation du marché**

2. L'arrêté énonce trois griefs :

- L'estimation du montant du marché manquerait de transparence, spécialement en ce qui concerne le document intitulé « estimation des coûts et des revenus ».
- Le défraiement aux opérateurs économiques n'aurait pas été pris en compte.
- L'évaluation de la valeur de l'assiette du terrain n'aurait pas été faite, en violation de la circulaire du 22 décembre 2015.

Il se lit comme suit :

*Considérant que dans la décision susvisée du 24 janvier 2022, l'estimation approuvée de 61 117 108 euros (hTVA) manque de transparence ; que le document approuvé « estimation des coûts et revenus » résume le coût total (sans taxes) à 61.573.717 euros et les revenus fonciers à 12.800.836 euros ; que l'article 7, § 7, de l'arrêté royal susvisé du 18 avril 2017 stipule que, dans un marché public de travaux, « le calcul de la valeur estimée prend en compte le coût des travaux ainsi que la valeur totale estimée des fournitures et des services mis à la disposition de l'adjudicataire par le pouvoir adjudicateur s'ils sont nécessaires à l'exécution des travaux » ; que cela ne ressort pas des documents de marché ; qu'il n'apparaît pas non plus que l'estimation précitée prennent en compte le montant total des indemnités de participation au dialogue prévues au 2.6.4. du document descriptif, comme l'exigent les dispositions de l'article 7, § 1, 5° du même arrêté royal du 18 avril 2017 ; que, par ailleurs, il ressort du dossier transmis à l'Administration régionale que la valeur vénale du bien n'a pas fait l'objet d'une estimation préalable, ce qui est contraire aux dispositions de la section II, 2, a. de la circulaire du 22 décembre 2015 relative à l'acquisition ou à l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels immobiliers ;*

\*\*\*

3. La prétendue méconnaissance de la circulaire du 22 décembre 2015 manque en fait. Observons tout d'abord que l'on est à ce jour encore loin de la cession d'un droit réel, puisque ceci ne se fera qu'en suite de l'attribution du marché, à savoir au plus tôt fin 2023 ou en 2024. L'administration communale ne semble donc pas tenue de disposer dès à présent de cette estimation.

Par ailleurs, et plus fondamentalement, l'estimation de la valeur a été établie par l'administration régionale le 3 février 2022 (pour rappel, le bâti existant sera a priori démolé). Cette dernière en dispose donc, puisqu'elle émane de ses propres services.

Il est par conséquent mal venu de prétendre qu'elle n'aurait pas été effectuée. À toutes fins utiles, elle se trouve en annexe.

4. Sur base de l'article 7 § 7 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, l'estimation du marché est supérieure à 60 millions d'euros, de sorte que la contrainte légale qui en découle est une publicité européenne (obligatoire à partir de 5.382.000 euros HTVA), qui est évidemment suivie en l'espèce.

L'estimation des coûts et des revenus est un document de travail interne, fourni aux conseillers communaux dans le cadre du dossier mis à leur disposition, conformément à l'article 87 § 2 de la nouvelle loi communale. Le document intitulé « estimation des coûts et des revenus » n'est donc pas un document du marché. Pour rappel, les documents du marché sont constitués du Document descriptif, des 6 annexes qui y sont mentionnées comme telles, ainsi que l'avis de marché.

5. L'indemnisation payée aux soumissionnaires (pour rappel : deux fois 40.000 euros) paraît marginale au vu du montant estimé du marché.

Il n'est pas inutile de rappeler ici que la procédure suivie est un *dialogue compétitif*. Pour rappel, il s'agit d'une procédure dans laquelle l'exposé financier n'est – à ce stade – que sommaire (cf. numéro 1), et pour cause : ce sont les opérateurs économiques qui vont établir leurs projets, plans et propositions de constructions, modèles de vente des

appartements, etc. de sorte que l'estimation globale qui peut en être faite à ce stade est – par définition – hypothétique.

La critique manque par conséquent de pertinence.

6. Dans un souci de transparence, l'avis de marché est complété avec par la mention suivante :

*Le montant estimé du marché est de l'ordre d'une soixantaine de millions d'euros. Il ne s'agit que d'une estimation préalable, étant entendu que celui-ci sera fonction des orientations prises par chaque projet déposé.*

## **II.2 Bilinguisme des documents du marché**

7. L'arrêté fait grief de ne pas avoir intégralement établi en néerlandais trois annexes au document descriptif : l'estimation des coûts et revenus, l'inventaire amiante, et certains plans dont des archives de 1949 :

*Considérant que les documents à publier (tels que « estimation des coûts et revenus », « inventaire amiante » et certains plans) ne sont pas tous bilingues ; que l'absence d'une version entièrement bilingue des documents de marché dans le cadre d'un dialogue compétitif est contraire aux dispositions de l'article 18 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative du 18 juillet 1966 ; que, par ailleurs, en contradiction avec l'article 4 de la loi du 17 juin 2016 susmentionnée, un tel manquement est de nature à porter atteinte au principe d'égalité de traitement entre les soumissionnaires francophones et néerlandophones ;*

\*\*\*

8. L'on a vu que l'estimation des coûts et des revenus n'est pas un document du marché (cf. numéro 4), de sorte que l'observation manque de pertinence.

9. En ce qui concerne l'inventaire amiante, et certaines des archives de plans architecturaux communiquées à titre documentaire (dont, pour rappel, certaines remontent à 1949), il s'agit d'une erreur matérielle. Il va de soi que l'inventaire et les archives seront communiqués dans les deux langues.

Notez cependant qu'il s'agit d'annexes qui, une fois publiées sur le site eProcurment, ne seront en pratique disponibles aux opérateurs économiques qu'une fois que ceux-ci auront franchi le cap de la sélection qualitative. Pour rappel en effet, l'on est au stade de la candidature, et non des offres.

En toutes hypothèses, vous trouverez, en annexe à la présente, l'inventaire amiante et les plans traduits en néerlandais.

10. Au surplus, il est constaté qu'aucune observation n'a été formulée sur la traduction des documents principaux, à savoir le document descriptif et le formulaire de candidature.

## **II.3 Pourcentage des logements sociaux**

11. L'arrêté reproche aux documents du marché de ne pas appliquer les 10% de la même manière dans l'ensemble des documents :

*Considérant que, dans tous les documents de marché, la prévision de 10% de logements sociaux n'est pas appliquée partout de la même manière ; que les discordances internes dans les documents du marché par rapport aux exigences minimales en matière de logements sociaux (formulations différentes pouvant correspondre à des exigences différentes) sont de nature à porter atteinte au principe de transparence tel que visé à l'article 4 de la loi du 17 juin 2016 précitée;*

\*\*\*

12. Au stade du lancement de la mise en concurrence, il est important que les opérateurs économiques potentiellement intéressés aient connaissance du fait qu'il faudra des logements sociaux estimés à 10% du nombre de logements conventionnés, étant entendu que « L'objectif tend à construire environ 120 logements sociaux et conventionnés . »[2]

Il est proposé de clarifier ce point à l'occasion du dialogue, ce qui est permis. Il est en effet compliqué à ce stade de la procédure de fixer en exigence minimale le pourcentage précis.

13. Contrairement à ce qu'indique l'arrêté ministériel, il ne s'agit pas d'une « exigence minimale ». Les seules exigences minimales concernent les fonctions poursuivies par le présent projet:

*« Les éléments suivants sont des exigences minimales:*

*- La visite des lieux ;*

*- Les trois fonctions (logements, l'espace vert et la polyclinique) doivent être reprises dans les solutions proposées.*

*- La programmation minimale des besoins de l'espace polyclinique, telle que visée au numéro 3.4. »*

La réglementation n'impose pas au demeurant que le pourcentage de logements sociaux soit indiqué au titre d'exigence minimale.

L'observation manque par conséquent de pertinence.

#### **II.4 Sélection qualitative - critère objectif de limitation du nombre de candidats**

14. Le critère de limitation du nombre de candidats est contesté dans la décision de suspension. Il se lit comme suit :

*Considérant que dans le cadre de ce dialogue compétitif, le pouvoir adjudicateur fixe un des critères de classement et de limitation du nombre de candidats comme suit : « la pertinence des références proposées par rapport au projet en cours » ; que la formulation de ce critère n'est pas suffisamment précise ni objective pour comprendre de quelle manière il sera appliqué et comment la réduction interviendra en contradiction avec l'article 79, § 2, de la loi du 17 juin 2016 susmentionnée ; que par conséquent, le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des soumissionnaires, tels que visés à l'article 4 de la loi du 17 juin 2016 susmentionnée, ne sont pas garantis ;*

\*\*\*

15. Pour rappel, le document descriptif prévoit ce qui suit :

*« Conformément aux articles 39 et 79 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, seuls trois candidats seront invités à dialoguer. Si plus de trois candidats satisfont aux critères de sélection qualitative, alors la réduction et le classement des candidats sont basés sur les critères suivants :*

*Critère 1 – 70 points : pertinence des références avancées par rapport au présent projet.*

*Seules les références avancées dans le cadre du numéro 2.3.5, B « Références » sont prises en considération pour ce classement.*

*Le fait pour les opérateurs d'avancer des références en tout ou en partie communes avec l'équipe qui se présente sera valorisé.*

*Critère 2 – 30 points: nombre de m<sup>2</sup> de logements avancés dans le cadre des références ».*

La critique porte sur le critère 1, en ce que sa formulation ne serait pas suffisamment précise ni objective pour comprendre de quelle manière il sera appliqué.

Or, le critère précise expressément que seront prises en considération les seules références ayant permis aux candidats de satisfaire aux critères de sélection. Le critère renvoie en effet expressément au 2.3.5. B « références » qui comprend l'ensemble des seuils d'exigence minimale. La volonté est d'apprécier la pertinence des références avancées et d'examiner quels candidats avance les références les plus pertinentes par rapport au présent marché. Le pouvoir adjudicateur ne se limite dès lors plus à vérifier si le seuil minimal d'exigence est satisfait, mais lesquelles sont les plus pertinentes en fonction du marché. À cet égard, le cahier prévoit expressément que sera considéré comme une plus-value le fait d'avoir avancé des références reprenant l'équipe proposée dans le cadre du présent dialogue.

Un tel critère relatif à la pertinence est-il problématique en droit ? La réponse est négative.

16. Notons d'emblée que la réglementation ne précise pas les critères qui peuvent être utilisés, ni leur pondération.

17. Il n'est pas non plus contraire au principe de transparence de ne pas mieux préciser ce qu'il est sous-entendu par des références pertinentes. En effet, le Conseil d'état a considéré ce qui suit dans son arrêt n° 238.888 du 27 juillet 2017 :

*“Voorts is, anders dan de verzoekende partijen betogen, uitdrukkelijk in de Selectieleidraad bepaald dat de **relevantie van de gekozen referentieprojecten** moest worden toegelicht.*

***Alhoewel dit niet uitdrukkelijk is bepaald**, lijkt het eveneens **logisch en voorzienbaar** dat een referentie voor elk van de drie voormelde disciplines “architectuur”, “technieken” en “stabiliteit” **positiever zou worden beoordeeld**.*

*Uit al hetgeen voorafgaat lijkt aldus prima facie niet te volgen dat de verwerende partij niet redelijkerwijze mocht besluiten dat de aanvragen tot deelneming van de vijf geselecteerde kandidatenteams “tot de meest relevante” behoren.”*

18. En pratique, un tel critère est au demeurant fréquemment utilisé. Il permet en effet d'opérer un classement en se basant sur la pertinence des références qui sont avancées pour satisfaire aux critères de sélection par rapport au marché. À cet égard, **les documents-types de la SLRB**, publiés sur leur site internet, prévoient un tel critère en des termes comparables pour la sélection d'auteurs de projet :

*Critère n°3 - La pertinence et la qualité des références choisies (doc 3a et/ou doc 3b) par le candidat par rapport à l'objet du marché : évaluée sur base d'une présentation détaillée de chaque référence (textes et visuels). Les références (construites ou non) présentées dateront des 5 dernières années*

Le grief manque donc de pertinence.

## **II.5 Attribution : sous-critère relatif à la qualité des logements**

19. L'arrêté fait grief que le sous-critère d'attribution « qualité des logements proposés » serait irrégulièrement rédigé. Le sous-critère n'expliquerait pas la notion « qualité », et la commune n'expliquerait donc pas comment elle entend appliquer ce sous-critère :

*Considérant que le document descriptif fixe 4 critères d'attribution, qui sont subdivisés ou non en sous-critères ; que le 1er critère d'attribution (conception urbaine et qualités architecturales du complexe à construire) est subdivisé en 2 sous-critères, dont l'un est « la qualité des logements proposés » ; que ce dernier sous-critère ne précise toutefois pas la portée de la notion « qualité » et que la commune n'explique donc pas comment elle entend appliquer ce sous-critère que dès lors, on peut conclure que ce critère manque de transparence, en contradiction avec l'article 4 de la loi du 17 juin 2016 susmentionnée ;*

\*\*\*

20. Pour rappel, le critère se lit comme suit :

## Qualités urbanistiques et architecturales de l'ens construire

---

Ce critère d'attribution sera apprécié sur la base  
suivants :

- \* La qualité architecturale globale (éléments  
intégration dans son contexte, volumétrie et façade  
etc.) 25
  - \* La qualité des logements proposés 10
- 

Le critère d'attribution prévoit donc deux sous-critères d'attribution, chacun étant pondéré.

21. La jurisprudence est constante en ce sens que la méthode d'analyse, au même titre que les éléments d'appréciation, ne doivent pas être annoncés à l'avance. Le 30 mars 2021, le Conseil d'État a examiné ces aspects un arrêt qui rappelle la règle selon laquelle :

*« Un pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de porter à la connaissance des soumissionnaires, préalablement au dépôt des offres, la méthodologie qu'il appliquera afin d'évaluer les offres au regard des critères d'attribution. Il dispose donc d'une certaine liberté dans l'accomplissement de son évaluation, et peut donc, sans modifier les critères d'attribution établis dans le cahier des charges ou dans l'avis de marché, structurer son propre travail et d'analyse des offres présentées »*<sup>[3]</sup> (p. 56).

Cet enseignement est encore rappelé par le Conseil d'Etat dans un arrêt n°250.536 du 7 mai 2021.

L'arrêt n° 247.802 du 16 juin 2020<sup>[4]</sup> a également jugé qu'au regard de la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne, le recours, dans le cadre de la comparaison des offres, à des critères non annoncés ou pondérés à l'avance était admissible si les mêmes trois conditions précises.

*« - ne modifie pas les critères d'attribution du marché définis dans le cahier des charges ou dans l'avis de marché ;  
- ne contienne pas d'éléments qui, s'ils avaient été connus lors de la préparation des offres, auraient pu influencer cette préparation ;  
- n'ait pas été adoptée en prenant en compte des éléments susceptibles d'avoir un effet discriminatoire envers l'un des soumissionnaires ».*

22. Le degré de précision que souhaite l'arrêté ministériel n'est par conséquent pas justifié, en droit. La qualité de logements est suffisamment précise pour que les opérateurs économiques aient connaissance du fait que la qualité des logements proposés sera évaluée.

\*\*\*

23. Observons à titre complémentaire ce qui suit. L'article 81 de la loi du 17 juin 2016 prévoit expressément que le terme « qualité » est un critère d'attribution légal :

*« Parmi ces critères, il peut y avoir notamment:  
a) la qualité, y compris la valeur technique, les caractéristiques esthétiques et fonctionnelles, l'accessibilité, la conception pour tous les utilisateurs, les caractéristiques sociales, environnementales et innovantes, le commerce et les conditions dans lesquels il est pratiqué; »*

Le Conseil d'état a rappelé dans l'arrêt n° 248.055 du 14 juillet 2020 que le pouvoir adjudicateur dispose d'un pouvoir discrétionnaire et que le contrôle confié au Conseil d'état se limite à vérifier si l'appréciation faite par le pouvoir adjudicateur se repose sur des motifs suffisamment vérifiables et solides. L'appréciation textuelle de la qualité des offres en évaluant les points positifs et négatifs de différentes offres est une motivation suffisante:

*« Het komt in elk geval **niet aan de Raad van State** toe om de beoordeling van de offertes over te doen en aldus zijn visie op de evaluatie van de offertes **in de plaats te stellen** van deze van de aanbestedende overheid. In de uitoefening van het hem opgedragen rechtmatigheidstoezicht mag hij desgevraagd **wel nagaan of deze beoordeling berust op voldoende veruitwendigde en draagkrachtige motieven** en of het bestuur daarbij zijn beoordelingsruimte niet te buiten is gegaan.*

*Te dezen lijken in het verslag van nazicht per offerte de beoordelingselementen te zijn besproken zo als die werden aangekondigd in het bestek bij de beide subgunningscriteria van het eerste gunningscriterium "ontwerp" waarbij op het eerste gezicht **uiting wordt gegeven aan verschillende appreciaties van de kwaliteit van de offertes** onderling. Het gaat om een beschrijvende evaluatie in woorden gekoppeld aan het toekennen van een puntenscore, waarbij in hoofdzaak de **belangrijkste pluspunten en minpunten** zoals die door de stuurgroep werden geformuleerd bij de beoordeling van de offertes worden hernomen*

*De verzoekende partij toont aldus niet aan dat de **woordelijke motivering** van de beoordeling in het verslag van nazicht, dat integraal deel uitmaakt van de bestreden gunningsbeslissing, niet in een evenredige verhouding staat tot de gegeven punten score."*

24. Par ailleurs, le grief fait fi du recours au dialogue compétitif. À cet égard, la doctrine rappelle que : « Une alternative plus réaliste pourrait donc être d'énoncer des critères d'attribution nombreux et très généraux, à interpréter selon les ambitions énoncées progressivement en cours de dialogue, et évoluant avec le degré de précision attendu des participants au fur et à mesure des phases du dialogue. »[5] La doctrine reconnaît dès lors la possibilité de modaliser et préciser les critères en cours de dialogue, au vu des spécificités de ce mode de passation.

Au demeurant, s'il fallait être plus précis, ceci pourrait encore se faire en cours de dialogue, sans entacher la régularité de la procédure comme cela a déjà été jugé en jurisprudence. À propos d'un dialogue compétitif, il a ainsi été jugé que :

*29. Cerner considère que si le pouvoir adjudicateur décide d'évaluer les offres au regard d'un critère TCO, c'est-à-dire du coût total de possession, il est normal qu'il doive tenir compte de tous les coûts pertinents liés à l'offre. (...)*

*Au cours du dialogue, le pouvoir adjudicateur peut discuter de tous les aspects du marché avec les participants. Le dialogue peut porter non seulement sur les aspects techniques du projet mais également sur les aspects économiques (prix, coûts, revenus, ...) ou sur les aspects juridiques. Mais, le dialogue ne peut pas conduire à modifier l'objet du marché ou les besoins à satisfaire, ni ses caractéristiques fondamentales au moment du lancement du marché. Ce sont les moyens pour y parvenir qui font l'objet du dialogue, non les besoins du pouvoir adjudicateur (...).*

*36. A la différence de la procédure négociée, la phase de dialogue dans le cadre d'un marché dialogue compétitif se situe en amont de la procédure, c'est-à-dire avant que les offres ne soient déposées car ce sont les moyens pour réaliser le projet qui font l'objet du dialogue. Le dialogue ne porte pas sur l'offre des candidats. Le dialogue compétitif vise à déterminer les conditions du marché, ce qui aboutira souvent à la rédaction d'un cahier spécial des charges (...).*

*37. La loi ne définit pas le TCO. La notion de « coûts de cycle de vie » telle qu'elle ressort de l'article 82, § 1<sup>er</sup> de la loi du 17 juin 2016 relative au marché (cité à titre exemplatif par Cerner puisqu'il n'est pas contesté que la loi n'était pas en vigueur au jour du lancement du marché en cause), ne cite pas les coûts salariaux du pouvoir adjudicateur. Le « cas d'affaires » établi par la firme Gartner et transmis aux candidats mentionne « le coût de travail lié à l'utilisation d'un actif » mais les CUSL insiste sur le caractère marginal de cette communication, rédigé avant le lancement du marché, alors que les conditions du marché restaient à discuter.*

*38. Si le Document descriptif énonce, que « l'inventaire définitif des éléments du*

calcul du TCO sera précisé à l'issue des Workshops ( .. ) et ensuite dans le cahier spécial des charges », comme la réglementation l'autorise, tous les coûts du TCO visés au point 1.6 du Document explicatifs sont liés au produit. Il n'est pas démontré que les CUSL ont laissé croire aux participants au dialogue compétitif que des coûts internes comme ceux liés à la charge salariale du pouvoir adjudicateur seraient nécessairement intégrés dans le TCO. Les CUSL n'ont pas varié sur la définition du TCO, à l'issue du dialogue, et après être informées des Solutions de chaque participant, de sorte que le risque de favoritisme n'est pas établi par Cerner. (...)

43. Il s'ensuit que ce moyen n'est pas fondé. [6]

L'observation manque donc de fondement, en droit.

### **III.Observations complémentaires**

25. La note au Ministre, qui était jointe à l'arrêté de suspension, énonce plusieurs observations complémentaires. Elles sont ici rencontrées.

Observons d'emblée que l'essentiel d'entre elles sont des considérations d'opportunité, et non de légalité. L'on y répond dans un souci d'exhaustivité, sans que ceci ne soit juridiquement nécessaire puisque ces éléments ne sont pas repris dans les motifs avancés dans la suspension.

#### **III.1 Marché conjoint**

26. On lit dans la note au Ministre une affirmation selon laquelle la convention de marché conjoint n'aurait pas été transmise[7].

\*\*\*

27. L'auteur de l'acte paraît mal informé. Cette convention a été approuvée par le Conseil en date du 20 décembre 2021. Ceci a en outre expressément été communiqué à la tutelle dès le 21 décembre 2021 (cf. annexe à la présente note).

Au demeurant, si c'est la Commune qui revêt la qualité de pouvoir adjudicateur à l'égard des tiers, il est en effet prévu qu'à la conclusion du contrat, ce dernier sera tripartite. Par ailleurs, un rôle précis a été dévolu à Iris Achat. Le cahier spécial des charges le mentionne expressément (p.4) :

**La Commune d'Etterbeek, en qualité de pouvoir adjudicateur, en vertu de la loi du 17 juin 2016, est notamment seule compétente pour :**

- la coordination générale, tant du point de vue de la préparation que du lancement, de la conduite, de l'atténuation des risques et de l'exécution du Marché, sans préjudice de la responsabilité de la partie relative à l'exécution du marché relatif à la fourniture de services ;
- l'adoption et la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires à la communication aux tiers concernés, ce qui inclut la conduite, et à l'attribution ;
- toute communication formelle ou informelle avec les Participants, Soumissionnaires ou adjudicataires du marché.

Ou encore (p.5):

La Convention à conclure à l'issue du présent marché et l'adjudicataire. L'exécution du marché requerra, étroite entre les parties à cette convention en vue d'abords de celui-ci.

HIS agréera l'espace polyclinique, et les parties concernées en regard au cours du dialogue, comme cela est stipulé :

Les opérateurs économiques sont donc informés du fait que la partie polyclinique sera spécifiquement suivie par HIS.

28. Au demeurant, aucune disposition légale n'impose au pouvoir adjudicateur d'un marché conjoint de communiquer l'ensemble de l'accord avec les autres participants. L'observation manque donc de pertinence, en droit.

29. En opportunité, il ressort clairement de la convention conclue avec HIS que celle-ci aura un rôle actif en ce qui concerne la partie « polyclinique » :

*la participation de HIS aux réunions préalables à l'attribution concernant la polyclinique et aux dialogues y relatifs. HIS devra transmettre à la Commune son analyse concernant la régularité des offres au regard du programme et des critères d'attribution relatifs à la polyclinique, dans un délai de 30 jours à compter de la communication des offres ;*

Ou encore :

*Les projets de décision de sélection, de décision de clôture du dialogue et de décision motivée d'attribution seront transmis par la Commune à HIS pour avis. HIS se prononce dans un délai de dix jours à compter de la notification de l'acte qui lui est soumis.*

*En cas d'avis défavorable de HIS, les parties conviennent de se concerter dans les 7 jours, en présence du Bourgmestre de la Commune, du Président du Conseil médical et du Président de HIS.*

*(...)*

*Sans préjudice de la possibilité de mettre en place un comité de pilotage, la Commune prend en charge seule le contrôle et le suivi de l'exécution du marché, à l'exception de la partie propre à la polyclinique.*

*HIS est seule compétente en ce qui concerne le contrôle et le suivi de l'exécution de la polyclinique.*

### **III.2 Financement du projet entre parties**

30. La Note au Ministre évoque le fait qu'il manquerait un cadre clair concernant les droits et obligations des parties dans le cadre de ce marché public. La transparence du financement du projet et mise en question.<sup>[8]</sup>

\*\*\*

31. En résumé le financement se fait comme suit :

- la commune paye les logements sociaux. Pour cette partie, La commune a par ailleurs pris contact en ce qui concerne le subventionnement des logements sociaux.
- HIS paye la partie polyclinique
- L'opérateur économique finance l'opération par la vente des appartements aux tiers. Sur le prix de la vente, la commune perçoit comme recette la part relative à la valeur du terrain. Cette part comprend un engagement ferme de l'opérateur économique, ainsi qu'une majoration en fonction de la mise en concurrence.

Le financement du projet est précisé dans le document descriptif au point 4 « *Prix et modalités de financement* ».

Notez que la convention de marché conjoint précise expressément que HIS se verra octroyer un droit réel démembré à titre gratuit sur le terrain. Quant au paiement, la convention précise ce qui suit :

*L'acquisition de la polyclinique auprès de l'attributaire du marché conjoint se fera par HIS, qui en assure le financement dans son intégralité, à l'exception des frais relatifs aux abords du bâtiment qui seront entièrement à la charge de la Commune. Elle s'acquittera donc directement auprès de l'attributaire du prix d'acquisition de la polyclinique.*

### **III.3 Inscription budgétaire**

32. La Note au Ministre évoque le fait (page 3, point c) que l'inscription au budget extraordinaire 2022 pose question.<sup>[9]</sup>

\*\*\*

33. Le marché ne sera pas attribué en 2022, mais au plus tôt fin 2023. Il n'y a par conséquent pas lieu de procéder dès à présent à une inscription budgétaire au budget 2022.

Le considérant relatif à l'inscription budgétaire peut effectivement être omis.

### **III.4 Intervention des organes communaux dans la suite de la procédure**

34. La note au Ministre évoque l'intervention des organes communaux dans la suite de la procédure.<sup>[10]</sup>

\*\*\*

35. Il n'entre pas dans l'intention de la commune de passer outre l'intervention des organes légalement compétents. En toute hypothèse, ceci ne concerne que des actes futurs, qui ne sont actuellement pas soumis à la tutelle, de sorte que l'observation manque de pertinence.

### **III.5 Logements libres**

36. La Note au Ministre évoque le fait que les logements libres ne reviennent ni dans la délibération, ni dans les besoins du document descriptif, tandis que le document descriptif détermine que le marché concerne pour partie de logements libres.<sup>[11]</sup>

\*\*\*

37. Il n'est pas contesté que le document descriptif n'insiste pas sur les logements libres. Ceci est logique dès lors qu'il ne s'agit que d'une simple faculté laissée ouverte aux opérateurs économiques, par exemple si cela était économiquement souhaitable pour eux. Autrement dit, il ne s'agit pas d'un objectif à atteindre pour la Commune ; un projet qui ne comprendrait pas de logements libres serait tout à fait admissible. Il n'y a donc pas lieu de le viser au titre de l'objet du marché, et encore moins au titre de programme des besoins.

### **III.6 Logements sociaux et exigence minimale**

38. La Note au Ministre évoque le fait que la détermination de 10% de logements sociaux ne serait pas appliquée de la même manière dans tous les documents, et que les logements sociaux devraient figurer au titre d'exigence minimale.<sup>[12]</sup>

\*\*\*

39. Outre ce qui a déjà été exposé ( cf. numéro II.3), relevons qu'aucune disposition légale n'impose de fixer en exigence minimale le pourcentage de logements sociaux. Ceci est expliqué par le fait que les projets émaneront des opérateurs économiques et que l'on n'est pas à l'abri que le pourcentage varie légèrement en fonction des m<sup>2</sup> carrés construits.

### **III.7 Recours au dialogue compétitif - justification**

40. La Note au Ministre évoque le fait que l'utilisation du dialogue compétitif est partiellement justifiée par l'article 38 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics,

tandis que l'article 38 ne serait pas d'application pour ce marché public. <sup>[13]</sup>

\*\*\*

41. Le dialogue compétitif est justifié, en droit et en fait. En fait, aucune critique n'est formulée. En droit, le dialogue est fondé sur l'article 39 de la loi qui renvoie lui-même à l'article 38, d'où la formulation reprise au cahier. Relevons que le cahier ne vise que deux hypothèses de recours au dialogue compétitif, qui lui sont expressément applicables.

L'observation manque par conséquent de pertinence.

### **III.8 Délai d'exécution du contrat**

42. La Note au Ministre fait grief du fait que, bien que le pouvoir adjudicateur n'aurait pas déterminé un délai d'exécution, il a déterminé une série de délais stricts qui devront être respectés, et que ces délais, pourtant jugés comme importants, n'ont pas été traduits en une exigence minimale. <sup>[14]</sup>

\*\*\*

43. Le cahier prévoit ce qui suit en matière de délai :

## 5.6 Durée du marché et délai d'exécution

Le présent marché est conclu pour une durée supérieure à 4 ans, cor projet et de l'ampleur des travaux à réaliser.

Le pouvoir adjudicateur n'a pas spécifié le délai d'exécution, cependant des délais de rigueur, notamment en matière de démolition et d'étude (le soumissionnaire doit proposer lui-même un délai d'exécution d'après le calendrier).

Si la commune n'a pas obtenu un permis de démolition avant la notification des dossiers présumés complets de demandes de permis de démolition et qu'ils n'ont pas été déposés auprès de l'autorité délivrante dans les 3 mois qui suivent, et les travaux de démolition entrepris dès que ce permis sera exécuté, et si, avant d'obtenir préalablement un permis de démolition, le permis de désamiantage a été déposé par l'adjudicataire.

Délai maximum en jours calendrier : 1.640 jours de calendrier.

Ce délai sera suspendu entre l'accusé de réception de dossier complet par l'autorité compétente en matière d'urbanisme et les trois mois qui suivront l'obtention du permis d'urbanisme. Trois mois estimés nécessaires au démarrage des travaux de démolition.

Le pouvoir adjudicateur attire tout spécialement l'attention des soumissionnaires sur le respect du délai.

La commune se réserve la faculté de réclamer des dommages-intérêts en cas de cause du refus, de la suspension et/ou de l'annulation des autorisations.

44. En outre, l'exécution est encadrée d'un délai « maximum » : une clause de sortie du contrat est prévue au point 8 du document descriptif, qui paraît ne pas avoir été pris en compte.

45. En droit, observons que la réglementation n'impose pas que le délai d'exécution soit érigé en exigence minimale. La Commune n'aperçoit pas en quoi cette disposition du document descriptif, qui prévoit également des délais intermédiaires pour des hypothèses précises (l'exemple de la démolition pour éviter des squats), méconnaîtrait la réglementation. Aucune disposition légale n'est au demeurant invoquée par l'administration régionale à l'appui de l'observation.

46. En opportunité, observons ce qui suit. Dans un projet de cette ampleur, où les solutions émaneront des opérateurs économiques eux-mêmes, il ne serait pas raisonnable de ne pas laisser la possibilité de discuter des délais en cours de dialogue, si cela se justifiait.

### III.9 Emploi des langues

47. La Note au Ministre évoque le fait qu'il y aurait un manque de clarté sur l'emploi des langues au point 1.8 qui potentiellement pourrait entrer en conflit avec la loi sur l'emploi des langues est d'ordre public.<sup>[15]</sup>

\*\*\*

48. Il n'entre nullement dans l'intention de la commune d'appliquer le cahier des charges ou tout autre document du marché d'une manière qui contrevienne à l'emploi des langues en matière administrative.

### III.10 Causes d'exclusion

49. La Note au Ministre fait grief du fait que les documents de marché ne contiennent pas de disposition qui oblige les candidats à déposer un extrait du casier judiciaire et recommande de le préciser dans les documents du marché.<sup>[16]</sup>

\*\*\*

50. Les causes d'exclusions sont organisées à l'article 67, §1<sup>er</sup>, de la loi du 17 juin 2016. Cette disposition – comme d'autres - s'applique de plein droit de sorte qu'il n'est pas nécessaire de la reprendre dans les documents du marché. Elle sera bien évidemment strictement respectée par la suite.

### III.11 DUME – documents à joindre et simplification administrative

51. La Note au Ministre évoque le fait que chaque candidat doit joindre tous les documents justificatifs au moment du dépôt de la demande de participation, ce qui ne correspondrait pas au principe de simplification administrative.<sup>[17]</sup>

\*\*\*

52. Dans la mesure où le dialogue compétitif est obligatoirement une procédure en deux phases, il a été demandé de joindre aux demandes de participation les références démontrant leur capacité.

Cette manière de travailler est régulière en droit, et très commune dans les procédures en deux temps, comme ici. À défaut de produire d'initiative les informations et documents requis, l'adjudicateur serait alors contraint, dans la phase de sélection qualitative, de solliciter à nouveau les candidats afin d'obtenir les documents et informations manquants, ce qui paraît ne pas être gage de simplification...

Au demeurant, cette manière de procéder a été avalisée par un arrêt récent du Conseil d'État. L'obligation de présenter un DUME dans le cadre du dépôt d'une offre n'empêche pas le pouvoir adjudicateur d'exiger la production, dès le dépôt de l'offre, des certificats, déclarations et autres moyens de preuves, visés à l'article 72 de l'arrêté royal du 18 avril 2017.<sup>[18]</sup>

### III.12 Sous-critère d'attribution, usage de « etc. »

53. La Note au Ministre fait grief au premier sous-critère du premier critère d'attribution de contenir une formulation imprécise par l'usage de « etc. », ce qui serait contraire au principe de transparence.<sup>[19]</sup>

\*\*\*

54. Il s'agit d'exemples d'éléments d'appréciation, qui ne constituent pas de sous-sous-critères d'attribution. Nous sommes en effet au stade de la méthode d'analyse des offres, et non d'un critère ou sous-critère d'attribution. L'on se reporte à cet égard à ce qui a été exposé ci-devant (cf. numéro 20).

55. En droit, l'observation manque de pertinence. Dans un arrêt n°251.042 du 23 juin 2021, le Conseil d'Etat a jugé ce qui suit à propos de l'utilisation de ce terme « etc. » :  
« Le cahier spécial des charges décline le critère « vision du projet (55 points) » en trois sous-critères « vision sur la faisabilité du projet (20 points) », « vision architecturale en ce qui concerne la réalisation du projet sur site et en tenant compte des prescriptions urbanistiques et du programme de besoins (25 points) » et « vision sur les équipements

techniques et le concept de durabilité (10 points) ». Une série d'éléments explicatifs viennent préciser les sous-critères d'attribution, permettant ainsi aux soumissionnaires d'en connaître la juste portée et de les interpréter sensiblement de la même manière. Ces éléments explicatifs semblent prima facie constituer tout au plus des éléments d'appréciation. Le requérant ne prétend que ces éléments manqueraient de clarté. **Ce qu'il dénonce ce sont les mentions « etc. » qui sont reprises sous ces éléments d'appréciation. Le pouvoir adjudicateur n'est cependant pas tenu d'exposer, de manière exhaustive, dans le cahier spécial des charges, tous les éléments qu'un sous-critère d'attribution peut recouvrir. Comme le relève la partie adverse dans sa note d'observations, la formule « etc. » permet à chaque soumissionnaire d'ajouter, à ceux déjà énumérés dans le cahier spécial des charges, d'autres éléments de nature à mieux refléter la pertinence de son offre au regard du sous-critère d'attribution considéré. Du reste, le requérant n'explique pas concrètement en quoi les mentions « etc. » sous les éléments d'appréciation énumérés pour les trois sous-critères du critère « vision du projet » auraient empêché les soumissionnaires d'anticiper correctement les éléments attendus par la partie adverse. Le deuxième moyen, en sa première branche, n'est pas sérieux, sans qu'il soit nécessaire d'examiner d'autres motifs éventuels de rejet ».**

Le Conseil d'État a dès lors considéré que cette manière de procéder n'était pas contraire aux principes de transparence et d'égalité, mais qu'il permettait à chaque soumissionnaire d'ajouter, à ceux déjà énumérés dans le cahier spécial des charges, d'autres éléments de nature à mieux refléter la pertinence de son offre au regard du sous-critère d'attribution considéré.

### III.13 Planning

56. La Note au Ministre évoque le fait que le planning de la procédure de passation ne tiendrait pas compte du fait que chaque nouveau document rédigé au cours de la procédure, devra être soumis à l'approbation par l'organe décisionnel compétent pour déterminer les conditions du marché.<sup>[20]</sup>

\*\*\*

57. Le document descriptif prévoit un planning indicatif. Ce dernier est en effet serré mais il va de soi que les documents et conditions seront adoptés par les organes légalement compétents.

En ce qui concerne les conditions du marché, si celles-ci devaient être amenées à être précisées ou modifiées en cours de dialogue, il est prévu qu'elles soient approuvées par le Conseil, au fur et à mesure et au plus tard avant la clôture du dialogue et l'adoption du guide de soumission. À cet égard, le Conseil d'Etat a déjà jugé que des conditions de marché publiées avant l'adoption formelle n'étaient pas irrégulières si elles ont été adoptées par l'organe légalement compétent[21] :

Selon la requérante, l'illégalité de la modification des charges tiendrait, d'une part, à ce que cette modification a été décidée par l'autorité compétente pour fixer les conditions et, d'autre part, à ce qu'elle méconnaît les principes de bonne administration et de non-discrimination. Tels qu'exposés et débattus, ces deux griefs sont infondés. Les réponses suivantes :

- En ce qui concerne la première des deux illégalités alléguées, il est constaté que l'avis rectificatif et le cahier spécial des charges modifié ont été adoptés par le conseil de l'action sociale de la partie adverse le 27 juin 2017, alors que les modifications litigieuses ont seulement été décidées lors de la délibération du conseil de l'action sociale de la partie adverse le 28 juin 2017. Cela étant, il doit être constaté que, lorsqu'elle a soumis son offre, les soumissionnaires Kone et Otis, la partie adverse s'est fondée sur le cahier spécial des charges qui avait bien fait l'objet d'une décision prise par l'autorité compétente et ayant fait l'objet d'une publication dans l'avis rectificatif. La requérante ne soutient, par ailleurs, pas que son offre serait pas conforme à la modification décidée par le conseil de l'action sociale de la partie adverse et – dès lors, précisément, que le contenu de l'offre déposée le 27 juin 2017 correspond à celui de la décision prise le 28 juin 2017. Elle est dépourvue d'intérêt à invoquer l'absence d'une nouvelle décision. Le premier grief d'illégalité allégué ne peut, en conséquence,

Ou encore :

*« L'article 65/4 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dispose comme suit :*

*" L'autorité adjudicatrice établit une décision motivée;*

*1o lorsqu'elle décide de recourir à une procédure négociée sans publicité;*

*2o lorsqu'elle décide de recourir à une procédure négociée avec publicité dans les secteurs classiques;*

*[...]*

*5o lorsqu'elle attribue un marché, quelle que soit la procédure;*

*[...]*

*Dans les cas mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, les motifs de la décision doivent exister au moment où celle-ci est prise mais la décision motivée peut cependant être établie a posteriori, et au plus tard lors de l'établissement de la décision d'attribution visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>[...]."*

*Aux termes de cette disposition, la décision de lancer le marché par procédure négociée, procédure d'exception, hors secteurs spéciaux, qui logiquement précède la rédaction du C.S.C., peut donc être établie par l'autorité compétente après le lancement effectif de la*

*procédure, après la communication du C.S.C., après l'ouverture des offres et même, au plus tard au moment de la décision d'attribution. Il s'ensuit que, prima facie, l'autorité compétente peut approuver un C.S.C., rédigé en application d'une décision de lancer un marché selon la procédure d'adjudication, après sa communication mais avant l'ouverture des offres.* [22]

La Commune a conscience du planning serré envisagé. Ce dernier se justifie par la perte engendrée par le site laissé sans occupation. Il est dans tous les cas certain que toute décision sera adoptée par l'organe légalement compétent. Il en va notamment ainsi du guide de soumission avant la remise des offres finales qui sera adoptée par le Conseil.

De même, le délai de standstill et les délais de tutelle seront strictement respectés. Il n'est nullement dans les intentions des autorités d'outrepasser de tels délais. Le calendrier étant indicatif, il pourra être précisé en cours de procédure, sans que cela ne modifie les conditions du marché.

### **III.14 Indemnisation de participation**

59. La Note au Ministre fait grief du fait que le document descriptif mentionne que le soumissionnaire recevra une indemnisation de participation au dialogue si le marché est conclu. Selon la note, cette condition serait assez défavorable et disproportionnée pour les soumissionnaires qui ont participé à toute la procédure et répondent aux critères de sélection. [23]

\*\*\*

60. Il paraît paradoxal de considérer l'indemnité comme défavorable aux soumissionnaires. Au contraire, l'on ne peut que déplorer que dans de nombreux projets, aucune indemnité ne soit versée pour la participation des soumissionnaires, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

61. En droit, rien n'interdit de lier le versement de l'indemnité à la conclusion du contrat. En opportunité, il paraît légitime que l'adjudicateur souhaite ne déboursier l'argent qu'une fois qu'il sait que le contrat est conclu. Il s'agit d'un incitant à ne pas contrarier la conclusion de celui-ci.

62. Aucune disposition légale ou réglementaire n'est au demeurant invoquée par l'administration régionale à l'appui de sa remarque, qui paraît être de pure opportunité.

### **III.15 DUME - signature**

63. La Note au Ministre évoque le fait que le formulaire de candidature, les annexes et la DUME ne doivent pas être signés individuellement, vu que ces documents seront signés globalement moyennant la signature du rapport de dépôt. [24]

\*\*\*

64. Rien dans les documents transmis n'impose que le DUME soit signé autrement que par le rapport de dépôt, de sorte que l'observation manque de pertinence.

### **III.16 Espaces verts – cabine Sibelga**

65. La note au Ministre évoque le fait que divers travaux sont à charge et de l'adjudicataire, tels que des espaces verts, une cabine d'électricité, etc. Elle rappelle à ce sujet que des règles s'appliquent en exécution à propos des réceptions, des amendes, des pénalités [25]...

\*\*\*

66. En se fondant sur l'article 9 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 relatif aux règles générales d'exécution des marchés publics, le document descriptif énonce, en son point 1.1, que les règles d'exécution seront plus amplement précisées ultérieurement, comme la procédure de dialogue le permet.

Au demeurant, si l'opération comporte la livraison de biens tels que des espaces verts, une cabine Siblega, etc., il ne faut pas perdre de vue que le marché porte sur la conception, le financement et la réalisation de l'opération, à savoir une hypothèse expressément visée à l'article 9 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 pour ne pas rendre obligatoire tout cet arrêté, ce qui n'est pas critiqué *en droit* par

l'administration régionale.

En, opportunité, il convient à ce stade de laisser libre les opérateurs économiques de venir avec leurs propres solutions et engagements. Le cas échéant, en cours de dialogue, ces éléments pourront être complétés.

### III.17 Surface totale

67. La Note au Ministre fait grief du fait que la surface totale décrite au page 5 du document descriptif ne correspondrait pas à la surface décrite dans le document 'Estimation des coûts et revenus'.<sup>[26]</sup>

\*\*\*

68. La surface totale est celle renseignée dans le document descriptif.

Pour rappel (cf. numéro 0), le document relatif aux revenus et estimations n'est pas un document du marché à communiquer aux opérateurs économiques mais est un document interne de travail, de sorte que l'observation manque de pertinence.

Observons encore ce qui suit. La surface totale disponible au sol peut faire l'objet de précisions au cours du dialogue. Par ailleurs, la surface à construire dépendra des projets des opérateurs économiques, de sorte que cette donnée n'est évidemment pas connue avec certitude à ce stade.

\*\*\*

## IV. Annexes

- Liste communiquée le 21 décembre 2021 – convention de marché conjoint
- Estimation faite par l'Administration régionale
- Version néerlandaise des documents du marché visés au numéro II.2

[1] B. Lombaert et consort, *Droit des marchés publics*, La Charte, 2020, p.304.

[2] Document descriptif, p. 5.

[3] C.E., n°250.271 du 30 mars 2021.

[4] C.E., n° 247.802 du 16 juin 2020; Voy. Notamment C.E., arrêt du 31 décembre 2015, n°233.374.

[5] B. Lombaert et consort, *Droit des marchés publics*, La Charte, 2020, p.304.

[6] Civ. Bruxelles (réf.), 13 octobre 2017, RG 17/83/C, pp. 9 et 10.

[7] Note au Ministre, page 3, point a.

[8] Note au Ministre, page 3, point b.

[9] Note au Ministre, page 3, c.

[10] Note au Ministre, pages 3 et 4, point d.

[11] Note au Ministre, page 4, point e.

[12] Note au Ministre, page 2 point c et page 4, point g.

[13] Note au Ministre, page 4 point h.

[14] Note au Ministre, page 4 point f.

[15] Note au Ministre, page 4, point i.

[16] Note au Ministre, page 4, point j.

[17] Note au Ministre, page 5, h.

[18] C.E., n° 247.914 du 25 juin 2020, s.p.r.l. Rénovation de construction / la Régie des Bâtiments (recours en extrême urgence).

[19] Note au Ministre, page 5, point l.

[20] Note au Ministre, page 3.

[21] C.E., n°252.190 du 23 novembre 2021.

[22] C.E., n°252.190 du 23 novembre 2021.

[23] Note au Ministre, page 5.

[24] Note au Ministre, page 5 point n.

[25] Note au Ministre, page 5, point o.

[26] Note au Ministre, page 5, point p.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

**Instandhouding van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 24.01.2022, waarbij de lastvoorwaarden en gunningswijze van de opdracht voor het ontwerp, de uitvoering en de financiering van de sanering van de site van het voormalige gemeentehuis (Oudergemlaan 115/117) werden goedgekeurd -  
Rechtvaardigingsbeslissing**

De gemeenteraad,

Gelet op het besluit van de gemeenteraad van 24.01.22 waarbij de voorwaarden en de wijze van gunning van de opdracht betreffende het ontwerp, de uitvoering en de financiering van de sanering van de site van het voormalige gemeentehuis (Oudergemlaan 115/117) werden goedgekeurd; dat de procedure van de concurrentiegerichte dialoog werd gekozen;

Aangezien krachtens artikel 9, lid 1, van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, een ministerieel besluit is vastgesteld waarbij de schorsing wordt gelast van de uitvoering van voormeld besluit van 24 januari 2022 waarbij de gemeenteraad van Etterbeek de gunningsprocedure heeft gekozen en de documenten heeft goedgekeurd voor de overheidsopdracht voor de uitvoering van werken betreffende het ontwerp, de verwezenlijking en de financiering van de sanering van de site van het voormalig gemeentegebouw, is uitspraak gedaan.

Aangezien artikel 2 van het ministerieel besluit artikel 9 van voornoemde ordonnantie overneemt: "Dit besluit wordt ter kennis gebracht van het college van burgemeester en schepenen, dat ermee belast is het in de eerstvolgende vergadering ter kennis te brengen van de gemeenteraad. De gemeenteraad moet de geschorste handeling motiveren of intrekken. Op straffe van nietigverklaring van de geschorste handeling moet het besluit waarbij de geschorste handeling wordt gerechtvaardigd of ingetrokken, binnen 40 dagen na ontvangst van dit besluit aan de regering worden toegezonden.

Overwegende de wens van de gemeente om haar beraadslaging van 24.01.2022 te houden; dat de volgende ontwikkelingen het rechtvaardigingsbeslissing vormen die de gemeente aan het Gewest wil voorleggen voor de instandhouding van de geschorste beraadslaging

BESLIST, met het oog op de instandhouding van de beraadslaging van 24.01.2022, het volgende rechtvaardigingsbeslissing aan het Gewest voor te leggen:

**RECHTVAARDIGINGSBESLISSING**

**I. Inleiding**

1. Om te beginnen, wordt de aandacht gevestigd op het feit dat de gekozen plaatsingswijze de concurrentiegerichte dialoog is. In dat geval moet in dit stadium van de procedure alleen een beschrijvend document worden gepubliceerd. Volgens de doctrine "*ce document se présente comme « un cahier des charges simplifié » ne comportant qu'un énoncé sommaire et neutre techniquement, financièrement et/ou juridiquement des besoins et exigences de l'adjudicateur*"[1]. Dit document is bedoeld als basis voor de dialoog met de inschrijvers. In dit document worden beperkte minimumeisen gesteld om de creativiteit van de inschrijvers in de dialoofase te vrijwaren, gezien de veelheid van onderwerpen (huisvesting, polikliniek, groene ruimten) van de opdracht.

**II. Aangevoerde motieven ter ondersteuning van de schorsing**

## II.1 Raming van de opdracht

2. Het besluit somt drie bezwaren op:

- De raming van het bedrag van de opdracht zou aan transparantie ontbreken, in het bijzonder het document “raming van kosten en opbrengsten”
- Er zou geen rekening worden gehouden met de vergoeding voor de economische operatoren.
- De waarde van de grond van het terrein werd niet vooraf geschat, wat in tegenspraak is met de bepalingen van de omzendbrief van 22 december 2015.

Het heeft de volgende vorm:

*Overwegende dat in de bovenvermelde beslissing van 24 januari 2022 de goedgekeurde raming van 61.117.108 euro (BTWe) ontbreekt aan transparantie; dat het goedgekeurde document “raming van kosten en opbrengsten” de totale kosten (zonder taken) daarentegen op 61.573.717 euro en het inkomen uit onroerend goed op 12.800.836 euro samenvat; dat artikel 7, § 7, van het bovenvermeld koninklijk besluit van 18 april 2017 bepaalt dat bij een overheidsopdracht van werken “bij de berekening van de geraamde waarde, de kost van de werken in aanmerking genomen worden, alsmede de geraamde totale waarde van de leveringen en diensten die door de aanbestedende overheid ter beschikking van de opdrachtnemer zijn gesteld indien deze nodig zijn voor de uitvoering van de werken”; dat dit uit de opdrachtdocumenten niet naar voor komt; dat evenmin blijkt dat de voormelde raming rekening houdt met de in 2.6.4. van het beschrijvend document voorziene vergoeding voor deelname aan de dialoog, zoals geëist door de bepalingen van artikel 7, § 1, 5°, van hetzelfde koninklijk besluit van 18 april 2017; dat daarenboven uit het aan de Gewestelijke Administratie toegezonden dossier blijkt dat de handelswaarde van het goed niet vooraf werd geschat, wat in tegenspraak is met de bepalingen van Afdeling II, 2, a. van de omzendbrief van 22 december 2015 betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen;*

\*\*\*

3. De vermeende miskennis van de omzendbrief van 22 december 2015 ontbreekt in feite. Allereerst zij opgemerkt dat de overdracht van een zakelijk recht nog ver weg is, aangezien deze pas zal plaatsvinden na de gunning van de opdracht, dat wil zeggen op zijn vroegst eind 2023 of in 2024. Het gemeentebestuur lijkt dus niet verplicht te zijn om op heden over deze raming te beschikken.

Bovendien, en meer fundamenteel, werd de raming van de waarde door de Gewestelijke Administratie vastgesteld op 3 februari 2022 (ter herinnering, het bestaande gebouw zal a priori worden afgebroken). Deze laatste kan er dus over beschikken, aangezien zij afkomstig is van haar eigen diensten.

Het is derhalve ongegrond te beweren dat deze niet is gebeurd. In elk geval wordt ze in bijlage bijgevoegd.

4. Op basis van artikel 7, § 7, van het koninklijk besluit van 18 april 2017 is de raming van de opdracht hoger dan 60 miljoen euro, zodat de wettelijke beperking die eruit volgt de Europese bekendmaking is (verplicht vanaf 5.382.000 euro exclusief btw), die in dit geval uiteraard wordt gevolgd.

Het document “estimation des coûts et des revenus” is een intern werkdocument, dat aan de gemeenteraadsleden wordt verstrekt als onderdeel van het dossier dat hun ter beschikking wordt gesteld, overeenkomstig artikel 87, § 2, van de nieuwe gemeentewet. Het document “estimation des coûts et des revenus” is derhalve geen opdrachtdocument. Ter herinnering, de opdrachtdocumenten bestaan uit het beschrijvend document, de 6 bijlagen die als zodanig in het document worden genoemd en de aankondiging van de opdracht.

5. De vergoeding die wordt betaald aan de inschrijvers (ter herinnering: twee keer 40.000 euro) lijkt marginaal gezien het geraamde bedrag van de opdracht.

In dit verband zij eraan herinnerd dat de gevolgde procedure een concurrentiegerichte dialoog is. Ter herinnering, dit is een procedure waarbij de financië uiteenzetting - in dit stadium - slechts een samenvatting is (zie nummer 1), en wel om goede redenen: het zijn de economische operatoren die hun ontwerpen, plannen en voorstellen voor de bouw,

verkoopmodellen voor de appartementen, enz. zullen uitwerken, waardoor de globale raming die in dit stadium kan worden gemaakt - per definitie - hypothetisch is.

De kritiek is dus irrelevant.

6. Met het oog op de transparantie wordt de bekendmaking van de opdracht aangevuld met de volgende vermelding:

*Het geraamde bedrag van de opdracht bedraagt ongeveer zestig miljoen euro. Dit is slechts een voorlopige raming aangezien het bedrag zal afhangen van de richting die elk ingediend project uitgaat.*

## II.2 Tweetaligheid van de opdrachtdocumenten

7. In het besluit wordt aangevoerd dat drie bijlagen bij het beschrijvend document niet volledig in het Nederlands zijn opgesteld: de raming van kosten en opbrengsten, de asbestinventaris, en bepaalde plannen, waaronder archieven uit 1949:

*Overwegende dat niet alle te publiceren documenten (zoals “estimation des coûts et revenus, “inventaire amiante” en enkele plannen) tweetalig zijn; dat de afwezigheid van een volledig tweetalig versie van de opdrachtdocumenten in het kader van een concurrentiegerichte dialoog tegenstrijdig is met de bepalingen van het artikel 18 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken van 18 juli 1966; dat, in tegenspraak met artikel 4 van de bovenvermelde wet van 17 juni 2016, zo'n gebrek bovendien van die aard is het beginsel van de gelijkheid van de behandeling tussen de Frans- en de Nederlandstalige inschrijvers aan te tasten;*

\*\*\*

8. We hebben gezien dat het document “estimation des coûts et des revenus (“raming van de kosten en inkomsten”) geen opdrachtdocument is (zie nummer 4), waardoor de opmerking niet relevant is.

9. Wat de asbestinventaris en sommige van de ter documentatie bijgevoegde archieven van architectonische plannen betreft (waarvan er enkele, zoals bekend, dateren van 1949), is hier sprake van een materiële fout. Het spreekt vanzelf dat de inventaris en de archieven in beide talen beschikbaar zullen worden gesteld.

Er zij echter op gewezen dat dit bijlagen zijn die, zodra zij op de eProcurement-site zijn gepubliceerd, in de praktijk voor de economische operatoren beschikbaar zullen zijn nadat zij door de kwalitatieve selectiefase zijn gekomen. Ter herinnering, we zitten in het stadium van de kandidatuur en niet van de offertes.

In ieder geval vindt u in de bijlage de asbestinventarisatie en de in het Nederlands vertaalde plannen.

10. Voorts wordt vastgesteld dat geen opmerkingen zijn gemaakt over de vertaling van de belangrijkste documenten, namelijk het beschrijvend document en het kandidaatstellingsformulier.

## II.3 Percentage van de sociale woningen

11. In het besluit wordt kritiek geuit op de opdrachtdocumenten omdat de 10% niet in alle documenten op dezelfde wijze wordt toegepast:

*Overwegende dat, over alle opdrachtdocumenten heen, de vastlegging van 10% sociale woningen niet overal op dezelfde manier wordt gehanteerd; dat de interne onverenigbaarheden in de opdrachtdocumenten met betrekking tot de minimumvereisten voor sociale huisvesting (verschillende formuleringen die kunnen overeenkomen met verschillende eisen) afbreuk kunnen doen aan het transparantiebeginstel als bedoeld in artikel 4 van de voornoemde wet van 17 juni 2016;*

\*\*\*

12. In het stadium van de lancering van de mededinging is het van belang dat de potentiële economische actoren zich bewust zijn van het feit dat sociale woningen, geraamd op 10% van het aantal geconventioneerde woningen, nodig zijn, met dien verstande dat “het de bedoeling [is] om ca. 120 sociale en geconventioneerde woningen te bouwen.”[2]

Voorgesteld wordt dit punt tijdens de dialoog te verduidelijken, hetgeen is toegestaan. Het is namelijk ingewikkeld om in dit stadium van de procedure het precieze percentage als minimumeis vast te stellen.

13. In tegenstelling tot wat in het ministerieel besluit staat, gaat het hier niet over een “minimumeis”. De enige minimumeisen hebben betrekking op de functies die met dit project worden nagestreefd:

*“De volgende elementen zijn minimumeisen:*

- Het plaatsbezoek;*
- De drie functies (woningen, de groene ruimte en de polykliniek) moeten zijn opgenomen in de voorgestelde oplossingen.*
- De minimale programmering van de behoeften van de polykliniek, zoals bedoeld in nummer 3.4”*

De regelgeving schrijft niet voor dat het percentage sociale woningen als minimumeis moet worden vermeld.

De opmerking is dus irrelevant.

#### **II.4 Kwalitatieve selectie - objectief criterium voor de beperking van het aantal kandidaten**

14. Het criterium voor de beperking van het aantal kandidaten wordt betwist in het schorsingsbesluit. Het heeft de volgende vorm:

*Overwegende dat in het kader van deze concurrentiegerichte dialoog, de aanbestedende overheid een van de criteria van beperking en rangschikking van de kandidaten als volgt vastlegt: “relevantie van de voorgestelde referenties ten opzichte van het huidige project”; dat de formulering van dit criterium noch nauwkeurig noch objectief genoeg is om te begrijpen hoe het zal worden toegepast en hoe de vermindering zal plaatsvinden in strijd met artikel 79, §2, van de bovenvermelde wet van 17 juni 2016; dat bijgevolg het naleven van de beginselen van transparantie en gelijke behandeling van de inschrijvers zoals bedoeld in artikel 4 van de voornoemde wet van 17 juni 2016 niet gewaarborgd is;*

\*\*\*

15. Ter herinnering, het beschrijvend document voorziet het volgende:

*“Overeenkomstig artikelen 39 en 79 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten worden er slechts drie kandidaten uitgenodigd om aan de dialoog deel te nemen. Indien meer dan drie kandidaten voldoen aan de kwalitatieve selectiecriteria, worden de beperking en de rangschikking van de kandidaten gebaseerd op onderstaande criteria:*

*Criterium 1 – 70 punten: relevantie van de voorgestelde referenties ten opzichte van het huidige project.*

*Alleen de referenties zoals voorgesteld in het kader van nummer 2.3.5, B ‘Referenties’, komen in aanmerking voor deze rangschikking.*

*Het feit waarbij de ondernemers referenties voorstellen die volledig of gedeeltelijk dezelfde zijn als die van het team dat zich voorstelt, wordt beoordeeld.*

*Criterium 2 – 30 punten: aantal m<sup>2</sup> aan woningen zoals voorgesteld in het kader van de referenties.*

De kritiek heeft betrekking op criterium 1, in die zin dat de formulering ervan niet voldoende nauwkeurig of objectief is om te begrijpen hoe het zal worden toegepast.

In het criterium wordt echter uitdrukkelijk gesteld dat alleen die referenties in aanmerking worden genomen die de kandidaten in staat hebben gesteld aan de selectiecriteria te voldoen. In het criterium wordt immers uitdrukkelijk verwezen naar 2.3.5. B “Referenties” waarin alle drempels voor de minimumeisen zijn opgenomen. Het is de bedoeling de relevantie van de aangevoerde referenties te beoordelen en na te gaan welke kandidaten de meest relevante referenties in verband met deze opdracht hebben aangevoerd. De aanbestedende overheid hoeft dus niet meer alleen na te gaan of aan de minimumeisen is voldaan, maar welke referenties het meest relevant zijn voor de opdracht. In dit verband wordt in het bestek uitdrukkelijk vermeld dat referenties van het in deze dialoog voorgestelde team als een toegevoegde waarde zullen worden beschouwd.

Is een dergelijk relevantiecriteria juridisch problematisch? Het antwoord is nee.

16. Meteen al dient te worden opgemerkt dat in de regelgeving niet wordt gespecificeerd welke criteria mogen worden gehanteerd, noch hoe deze moeten worden gewogen.

17. Het is evenmin in strijd met het beginsel van transparantie om niet beter te specificeren wat wordt bedoeld met relevante referenties. De Raad van State overwoog immers het volgende in zijn

arrest nr. 238.888 van 27 juli 2017:

*“Voorts is, anders dan de verzoekende partijen betogen, uitdrukkelijk in de Selectieleidraad bepaald dat de **relevantie van de gekozen referentieprojecten** moest worden toegelicht.*

*Alhoewel dit niet uitdrukkelijk is bepaald, lijkt het eveneens **logisch en voorzienbaar** dat een referentie voor elk van de drie voormelde disciplines “architectuur”, “technieken” en “stabieliteit” **positiever zou worden beoordeeld.***

*Uit al hetgeen voorafgaat lijkt aldus prima facie niet te volgen dat de verwerende partij niet redelijkerwijze mocht besluiten dat de aanvragen tot deelneming van de vijf geselecteerde kandidatenteams “tot de meest relevante” behoren.”*

18. In de praktijk wordt een dergelijk criterium vaak gebruikt. Het maakt het mogelijk een rangorde op te stellen op basis van de relevantie van de referenties die worden aangevoerd om te voldoen aan de selectiecriteria in verband met de opdracht. In dit verband voorzien **de standaarddocumenten van de BGHM**, die op haar website zijn gepubliceerd, in vergelijkbare termen in een dergelijk criterium voor de selectie van projectontwerpers:

*Criterium 3 - Relevantie en kwaliteit van de door de aanvrager gekozen referenties (doc 3a en/of doc 3b) in relatie tot het onderwerp van de opdracht: wordt beoordeeld op basis van een gedetailleerde presentatie van elke referentie (teksten en beeldmateriaal). De voorgestelde (al dan niet gebouwde) referenties dateren van de laatste 5 jaar*

Het ontbreekt het bezwaar dus aan relevantie.

## II.5 Gunning: subcriterium betreffende de kwaliteit van de woningen

19. In het besluit wordt bezwaar gemaakt over de onregelmatigheid van de formulering van het subcriterium “kwaliteit van de voorgestelde huisvesting”. In het subcriterium wordt het begrip “kwaliteit” niet toegelicht en de gemeente legt niet uit hoe zij dit subcriterium denkt toe te passen:

*Overwegende dat het beschrijvend document 4 gunningscriteria vastlegt, al dan niet onderverdeeld in subcriteria; dat het 1e gunningscriterium (stedenbouwkundige en architectonische kwaliteiten van het te bouwen complex) wordt opgedeeld in 2 subcriteria, waaronder “de kwaliteit van de voorgestelde huisvesting”; dat dit laatstgenoemd subcriterium echter de draagwijdte van de termijn “kwaliteit” niet specificeert en de gemeente aldus niet verduidelijkt hoe ze dit subcriterium denkt te gaan toepassen; dat men derhalve kan besluiten dat het dit criterium aan transparantie ontbreekt, in tegenspraak met het artikel 4 van de bovenvermelde wet van 17 juni 2016;*

\*\*\*

20. Ter herinnering, het criterium heeft de volgende vorm.

<b>Stedenbouwkundige en architectonische kwaliteiten van het te bouwen complex</b>
Dit gunningscriterium wordt beoordeeld aan de hand van: * De algemene architectonische kwaliteiten: integratie in de context, volume en gevels, gebouwblok, enz. 25 * De kwaliteit van de voorgestelde huisvesting

Het gunningscriterium voorziet dus in twee subgunningssubcriteria, die elk gewogen zijn.

21. De rechtspraak is consistent in die zin dat de analysemethode en de beoordelingselementen niet vooraf mogen worden bekendgemaakt. Op 30 maart 2021 heeft de Raad van State deze aspecten onderzocht in een arrest waarin wordt herinnerd aan de volgende regel:

*“Un pouvoir adjudicateur n’est pas tenu de porter à la connaissance des soumissionnaires, préalablement au dépôt des offres, la méthodologie qu’il appliquera afin d’évaluer les offres au regard des critères d’attribution. Il dispose donc d’une certaine liberté dans l’accomplissement de son évaluation, et peut donc, sans modifier les critères d’attribution*

*établis dans le cahier des charges ou dans l'avis de marché, structurer son propre travail et d'analyse des offres présentées”[3] (p. 56).*

Die les wordt nog eens herhaald door de Raad van State in een arrest nr. 250.536 van 7 mei 2021.

In het arrest nr. 247.802 van 16 juni 2020<sup>[4]</sup> is ook bepaald dat volgens de jurisprudentie van het Hof van Justitie van de Europese Unie het gebruik van onaangekondigde of vooraf gewogen criteria bij de vergelijking van offertes toelaatbaar is indien aan dezelfde drie specifieke voorwaarden is voldaan.

*“- geen wijziging brengt in de in het bestek of de aankondiging van de opdracht gedefinieerde gunningscriteria voor de opdracht;  
- geen elementen bevat die, indien zij bij de voorbereiding van de offertes bekend waren geweest, deze voorbereiding hadden kunnen beïnvloeden;  
- niet is gehanteerd met inaanmerkingneming van elementen die discriminerend kunnen werken jegens een van de inschrijvers.”*

22. De in het ministerieel besluit gewenste nauwkeurigheid is dus rechtens niet gerechtvaardigd. De kwaliteit van de huisvesting is nauwkeurig genoeg om de economische operatoren ervan bewust te maken dat de kwaliteit van de voorgestelde woningen zal worden beoordeeld.

\*\*\*

23. Als aanvullende opmerking dient het volgende te worden opgemerkt. Artikel 81 van de wet van 17 juni 2016 bepaalt uitdrukkelijk dat de term “kwaliteit“ een wettelijk gunningscriterium is: “Het kan onder meer gaan om de volgende criteria:

*a ) **kwaliteit**, waaronder technische verdienste, esthetische en functionele kenmerken, toegankelijkheid, geschiktheid van het ontwerp voor alle gebruikers, sociale, milieu- en innovatieve kenmerken, de handel en de voorwaarden waaronder deze plaatsvindt;”*

De Raad van State heeft in zijn arrest nr. 248.055 van 14 juli 2020 herhaald dat de aanbestedende overheid over een discretionaire bevoegdheid beschikt en dat de aan de Raad van State toevertrouwde controle zich ertoe beperkt na te gaan of de door de aanbestedende overheid gemaakte beoordeling op voldoende veruitwendigde en draagkrachtige motieven berust. De tekstuele beoordeling van de kwaliteit van de offertes door evaluatie van de positieve en negatieve punten van de verschillende offertes is een voldoende motivering:

*“Het komt in elk geval **niet aan de Raad van State** toe om de beoordeling van de offertes over te doen en aldus zijn visie op de evaluatie van de offertes **in de plaats te stellen** van deze van de aanbestedende overheid. In de uitoefening van het hem opgedragen rechtmatigheidstoezicht mag hij desgevraagd **wel nagaan of deze beoordeling berust op voldoende veruitwendigde en draagkrachtige motieven** en of het bestuur daarbij zijn beoordelingsruimte niet te buiten is gegaan.*

*Te dezen lijken in het verslag van nazicht per offerte de beoordelingselementen te zijn besproken zo als die werden aangekondigd in het bestek bij de beide subgunningscriteria van het eerste gunningscriterium “ontwerp” waarbij op het eerste gezicht **uiting wordt gegeven aan verschillende appreciaties van de kwaliteit van de offertes onderling**. Het gaat om een beschrijvende evaluatie in woorden gekoppeld aan het toekennen van een puntenscore, waarbij in hoofdzaak de **belangrijkste pluspunten en minpunten** zoals die door de stuurgroep werden geformuleerd bij de beoordeling van de offertes worden hernomen*

*De verzoekende partij toont aldus niet aan dat de **dewoordelijke motivering** van de beoordeling in het verslag van nazicht, dat integraal deel uitmaakt van de bestreden gunningsbeslissing, niet in een evenredige verhouding staat tot de gegeven punten score.”*

24. Bovendien gaat het bezwaar voorbij aan het gebruik van de concurrentiegerichte dialoog. In dat opzicht herhaalt de doctrine het volgende: “*Une alternative plus réaliste pourrait donc être d'énoncer des critères d'attribution nombreux et très généraux, à interpréter selon les ambitions énoncées progressivement en cours de dialogue, et évoluant avec le degré de précision attendu des participants au fur et à mesure des phases du dialogue.*”[5] De doctrine erkent dus de mogelijkheid om de criteria tijdens de dialoog te moduleren en te preciseren, rekening houdend met de specifieke kenmerken van deze gunningswijze.

Bovendien zou, indien het nodig zou zijn preciezer te zijn, dit nog steeds tijdens de dialoog kunnen gebeuren, zonder de regelmatigheid van de procedure aan te tasten, zoals reeds in de rechtspraak is geoordeeld. In het geval van een concurrentiegerichte dialoog is geoordeeld dat:

*29. Cerner considère que si le pouvoir adjudicateur décide d'évaluer les offres au regard d'un critère TCO, c'est-à-dire du coût total de possession, il est normal qu'il doive tenir*

compte de tous les coûts pertinents liés à l'offre.

(...)

Au cours du dialogue, le pouvoir adjudicateur peut discuter de tous les aspects du marché avec les participants. Le dialogue peut porter non seulement sur les aspects techniques du projet mais également sur les aspects économiques (prix, coûts, revenus, ... ) ou sur les aspects juridiques. Mais, le dialogue ne peut pas conduire à modifier l'objet du marché ou les besoins à satisfaire, ni ses caractéristiques fondamentales au moment du lancement du marché. Ce sont les moyens pour y parvenir qui font l'objet du dialogue, non les besoins du pouvoir adjudicateur (...).

36. A la différence de la procédure négociée, la phase de dialogue dans le cadre d'un marché dialogue compétitif se situe en amont de la procédure, c'est-à-dire avant que les offres ne soient déposées car ce sont les moyens pour réaliser le projet qui feront l'objet du dialogue. Le dialogue ne porte pas sur l'offre des candidats. Le dialogue compétitif vise à déterminer les conditions du marché, ce qui aboutira souvent à la rédaction d'un cahier spécial des charges (...).

37. La loi ne définit pas le TCO. La notion de « coûts de cycle de vie » telle qu'elle ressort de l'article 82, § I<sup>er</sup> de la loi du 17 juin 2016 relative au marché (cité à titre exemplatif par Cerner puisqu'il n'est pas contesté que la loi n'était pas en vigueur au jour du lancement du marché en cause), ne cite pas les coûts salariaux du pouvoir adjudicateur. Le « cas d'affaires » établi par la firme Gartner et transmis aux candidats mentionne « le coût de travail lié à l'utilisation d'un actif » mais les CUSL insiste sur le caractère marginal de cette communication, rédigé avant le lancement du marché, alors que les conditions du marché restaient à discuter.

38. Si le Document descriptif énonce, que « l'inventaire définitif des éléments du calcul du TCO sera précisé à l'issue des Workshops ( .. ) et ensuite dans le cahier spécial des charges », comme la réglementation l'autorise, tous les coûts du TCO visés au point 1.6 du Document explicatifs sont liés au produit. Il n'est pas démontré que les CUSL ont laissé croire aux participants au dialogue compétitif que des coûts internes comme ceux liés à la charge salariale du pouvoir adjudicateur seraient nécessairement intégrés dans le TCO. Les CUSL n'ont pas varié sur la définition du TCO, à l'issue du dialogue, et après être informées des Solutions de chaque participant, de sorte que le risque de favoritisme n'est pas établi par Cerner. (...)

43. Il s'ensuit que ce moyen n'est pas fondé.[6]

Deze opmerking mist bijgevolg elke rechtsgrondslag.

### **III. Bijkomende opmerkingen**

25. De nota aan de Minister, die bij het schorsingsbesluit was gevoegd, bevat een aantal aanvullende opmerkingen. Ze worden hier behandeld.

Allereerst dient te worden opgemerkt dat het in de meeste gevallen gaat om opportuniteitsoverwegingen en niet om overwegingen in verband met de wettelijkheid. Volledigheidshalve worden zij beantwoord, hoewel dit juridisch niet noodzakelijk is, aangezien zij niet zijn opgenomen in de motivering van de schorsing.

#### **III.1 Gezamenlijke opdracht**

26. We lezen in de nota aan de Minister een bewering dat de overeenkomst voor de gezamenlijke opdracht niet zou zijn overgemaakt[7].

\*\*\*

27. De opsteller van de akte is blijkbaar verkeerd ingelicht. Deze overeenkomst is op 20 december 2021 door de Raad goedgekeurd. Dit is overigens uitdrukkelijk meegedeeld aan de toezichthoudende overheid op 21 december 2021 (zie bijlage bij deze nota).

Afgezien daarvan, hoewel de gemeente de aanbestedende overheid is ten aanzien van derden, is bovendien bepaald dat de overeenkomst bij het sluiten ervan driepartijdig zal zijn. Voorts is een specifieke rol toegekend aan Iris Aankopen. In het bijzonder bestek wordt dit uitdrukkelijk vermeld (p. 4):

In haar hoedanigheid van aanbestedende overheid in de b  
wet van 17 juni 2016 is de gemeente Etterbeek inzonder  
betrekking tot de volgende opdrachten:

- de algemene coördinatie, op zowel technis  
de lancering, het voeren, de gunning en  
uitvoering van de Opdracht, onverminderd  
deel betreffende de uitvoering van de op  
polykliniek;
- nemen en uitvoeren van alle genom  
communicatie ervan aan de betrokken de

---

4 | 52

---

- lancering, het voeren en de gunning;
- alle formele of informele communicatie r  
Inschrijvers of de benaderde opdrachtne  
opdracht.

Of nog (p. 5):

De Overeenkomst die na afloop van de huidige op Overeenkomst zijn tussen de gemeente Etterbeek, IZZ de opdracht zal hoe dan ook een nauwe coördinatie t vereisen met het oog op de verwezenlijking van het pr

IZZ zal de ruimte “polykliniek” erkennen en de parti dialoog een akkoord te bereiken over uitvoeriger nade de bepalingen van nummer 5.4.

De economische operatoren worden dus geïnformeerd over het feit dat het onderdeel van de polikliniek specifiek zal worden opgevolgd door IZZ.

28. Bovendien is er geen wettelijke bepaling die de aanbestedende overheid van een gezamenlijke opdracht verplicht om de volledige overeenkomst aan de andere deelnemers mee te delen. De opmerking is derhalve rechtens niet relevant.

29. Uit de overeenkomst met IZZ blijkt duidelijk dat IZZ een actieve rol zal spelen in het onderdeel van de polikliniek:

*de deelname van IZZ aan de vergaderingen voorafgaand aan de gunning met betrekking tot de polikliniek en de bijhorende dialogen. IZZ moet zijn analyse van de regelmatigheid van de offertes met betrekking tot het programma en de gunningscriteria voor de polikliniek binnen 30 dagen na de mededeling van de offertes aan de gemeente bezorgen.*

Of nog:

*Het ontwerp van de selectiebeslissing, van de beslissing tot slot van de dialoog en van de gemotiveerde beslissing tot gunning worden door de gemeente ter advies bezorgd aan IZZ. IZZ neemt een beslissing binnen tien dagen vanaf de kennisgeving van de akte die hem worden voorgelegd.*

*In geval van een ongunstig advies van IZZ komen de partijen overeen om binnen 7 dagen een overleg te organiseren in aanwezigheid van de burgemeester van de gemeente, de voorzitter van de medische raad en de voorzitter van IZZ.*

*(...)*

*Onverminderd de mogelijkheid om een stuurcomité op te richten, is de gemeente als enige verantwoordelijk voor de controle en de opvolging van de uitvoering van de opdracht, met uitzondering van het deel met betrekking tot de polikliniek.*

*IZZ is als enige verantwoordelijk voor de controle en de opvolging van de uitvoering van de polikliniek.*

### III.2 Financiering van het project tussen de partijen

30. De nota aan de Minister vermeldt dat het ontbreekt aan een duidelijk kader betreffende de rechten en plichten van de partijen in het kader van deze overheidsopdracht. Er worden vraagtekens geplaatst bij de doorzichtigheid van de financiering van het project.<sup>[8]</sup>

\*\*\*

31. Samengevat ziet de financiering er als volgt uit:

- de gemeente betaalt de sociale woningen. De gemeente heeft bovendien contact opgenomen over subsidiëring van de sociale woningen.
- IZZ betaalt het gedeelte van de polikliniek.
- De economische operator financiert het project door de verkoop van de appartementen aan derden. Op de verkoopprijs, ontvangt de gemeente als opbrengst het aandeel van de grondwaarde. Dit aandeel omvat een vaste toezegging van de economische operator, alsmede een toeslag die afhankelijk is van de mededinging.

De financiering van het project wordt toegelicht in het beschrijvend document in punt 4 *Prijzen en financieringswijze*.

Er zij op gewezen dat in de overeenkomst voor de gezamenlijke opdracht uitdrukkelijk is bepaald dat IZZ kosteloos een gesplitst zakelijk recht op de grond krijgt. Met betrekking tot de betaling bepaalt de overeenkomst het volgende:

*De aankoop van de polikliniek bij de begunstigde van de gezamenlijke opdracht zal worden uitgevoerd door IZZ, die de volledige kosten zal financieren, met uitzondering van de kosten van de omgeving van het gebouw, die volledig door de gemeente zullen worden gedragen. IZZ zal de aankoopprijs van de polikliniek dus rechtstreeks aan de begunstigde betalen.*

### **III.3 Begrotingsinschrijving**

32. De nota aan de Minister verwijst naar het feit (p. 3, punt c) dat de inschrijving in de buitengewone begroting voor 2022 vragen oproept.<sup>[9]</sup>

\*\*\*

33. De opdracht zal niet worden gegund in 2022, maar eerder eind 2023. Het is bijgevolg niet nodig om al over te gaan tot een inschrijving in de begroting van 2022.

De overweging over de begrotingspost kan inderdaad worden geschrapt.

### **III.4 Tussenkost van de gemeentelijke organen in het vervolg van de procedure**

34. De nota aan de Minister verwijst naar de tussenkost van de gemeentelijke organen in het vervolg van de procedure.<sup>[10]</sup>

\*\*\*

35. Het is niet de bedoeling van de gemeente om de tussenkost van de wettelijk bevoegde instanties te negeren. In elk geval gaat het hier alleen om toekomstige handelingen, die op dit moment niet worden voorgelegd aan de toezichthoudende overheid waardoor de opmerking irrelevant is.

### **III.5 Vrije woningen**

36. De nota aan de Minister verwijst naar het feit dat de vrije woningen niet terugkomt in de beraadslaging noch in de behoeften van het beschrijvend document, terwijl het beschrijvend document bepaalt dat deze overheidsopdracht ook deels betrekking heeft op een gedeelte van vrije woningen.<sup>[11]</sup>

\*\*\*

37. Er wordt niet betwist dat in het beschrijvend document niet de nadruk wordt gelegd op de vrije woningen. Dit is logisch aangezien het slechts een optie is die aan de economische operatoren wordt opengelaten, bijvoorbeeld indien dit voor hen economisch wenselijk zou zijn. Met andere woorden, dit is geen doelstelling die door de gemeente moet worden bereikt; een project dat geen vrije woningen omvat, zou volkomen toelaatbaar zijn. Het is derhalve niet passend dit op te nemen als onderdeel van het voorwerp van de opdracht, laat staan als onderdeel van het behoefteprogramma.

### **III.6 Sociale woningen en minimumeis**

38. In de nota aan de Minister wordt erop gewezen dat de eis van 10% sociale woningen niet in alle documenten op dezelfde wijze zou worden toegepast, en dat de sociale woningen als minimumeis zouden moeten worden opgenomen.<sup>[12]</sup>

\*\*\*

39. In aanvulling op wat reeds is gezegd (zie II.3), moet worden opgemerkt dat er geen wettelijke verplichting is om het percentage sociale woningen als minimumeis vast te stellen. Dit wordt verklaard door het feit dat de projecten afkomstig zullen zijn van de economische operatoren en dat het percentage enigszins kan variëren naar gelang van de gebouwde vierkante meters.

### **III.7 Gebruik van de concurrentiegerichte dialoog - rechtvaardiging**

40. De nota aan de Minister verwijst naar het feit dat het gebruik van de concurrentiegerichte dialoog gedeeltelijk wordt gerechtvaardigd door artikel 38 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, terwijl artikel 38 niet van toepassing zou zijn op deze overheidsopdracht.<sup>[13]</sup>

\*\*\*

41. De concurrentiegerichte dialoog is gerechtvaardigd, rechtens en feitelijk. Feitelijk wordt er geen kritiek geuit. Rechtens is de dialoog gebaseerd op artikel 39 van de wet, dat zelf verwijst naar artikel 38, vandaar de in het bestek gebruikte formulering. Er zij op gewezen dat in het bestek slechts twee mogelijkheden worden genoemd voor het gebruik van de concurrentiegerichte dialoog, die er uitdrukkelijk op van toepassing zijn.

De opmerking is dus irrelevant.

### III.8 Uitvoeringstermijn van het contract

42. In de nota aan de Minister wordt erover geklaagd dat de aanbestedende overheid weliswaar geen termijn voor de uitvoering van de opdracht heeft vastgesteld, maar wel een reeks strikte termijnen die gerespecteerd te dienen worden, en dat deze termijnen, die belangrijk werden geacht, niet in een minimumeis zijn vertaald.<sup>[14]</sup>

\*\*\*

43. Het bestek voorziet het volgende met betrekking tot de termijn:

#### 5.6 Duur van de opdracht en uitvoeringstermijn

Dit contract wordt gesloten voor een periode van meer e  
aard van het project en de omvang van de uit te voeren w

De aanbestedende overheid heeft geen termijn voor de  
een reeks strikte termijnen op, met name voor de sloo  
inschrijver moet in zijn offerte een termijn voorstellen (in

Indien de gemeente vóór de kennisgeving van de op  
verkregen, moeten de vermoedelijk volledige  
asbestverwijderingsvergunningen binnen 3 maanden na d  
uitvaardigende instantie worden ingediend en moet m  
begonnen zodra de vergunning uitvoerbaar is. Als de ge

heeft gekregen, moet de vergunning voor asbestverwijdering  
de opdrachtnemer.

**Maximumtermijn in kalenderdagen: 1.640 kalenderdagen**

Deze termijn wordt opgeschort tussen de ontvangstbevestiging  
voor stedenbouwkundige aangelegenheden bevoegde instanties  
op de afgifte van de stedenbouwkundige vergunningen.  
duren voordat de werkzaamheden na de verlening van de vergunning  
gaan.

De aanbestedende overheid vestigt de bijzondere aandacht op de  
naleving van de termijn.

De gemeente behoudt zich het recht voor schadevergoeding te vragen  
indien deze verantwoordelijk is voor de weigering, of de vertraging van  
vergunningen.

44. Bovendien is de uitvoering omkaderd door een maximumtermijn: in punt 8 van het beschrijvend document is voorzien in een clause om uit het contract te treden, waarmee geen rekening lijkt te zijn gehouden.

45. Juridisch gezien schrijft de regelgeving niet voor dat de uitvoeringstermijn als minimumeis moet worden gesteld. De gemeente ziet niet in hoe deze bepaling van het beschrijvend document, die ook voorziet in tussentijdse termijnen voor specifieke hypothesen (bijvoorbeeld sloop om kraken te voorkomen), in strijd zou zijn met de regelgeving. De gewestelijke overheid beroept zich namelijk op geen enkele wettelijke bepaling ter ondersteuning van deze opmerking.

46. Bij gelegenheid dient het volgende te worden opgemerkt. Bij een project van deze omvang, waarbij de oplossingen van de economische operatoren zelf zullen komen, zou het onredelijk zijn de mogelijkheid open te laten om de termijnen tijdens de dialoog te bespreken, indien dit gerechtvaardigd zou zijn.

### **III.9 Gebruik van talen**

47. In de nota aan de Minister wordt erop gewezen dat er onduidelijkheid zou bestaan over het gebruik van talen in punt 1.8, hetgeen in strijd zou kunnen zijn met de wet op het gebruik van talen in bestuurszaken.<sup>[15]</sup>

\*\*\*

48. Het is niet de bedoeling van de gemeente om het bestek of enig ander opdrachtdocument toe te passen op een wijze die in strijd is met het gebruik van talen in bestuurszaken.

### **III.10 Uitsluitingsgronden**

49. In de nota aan de Minister wordt aangeklaagd dat het bestek geen bepaling bevat die de kandidaten verplicht een uittreksel uit het strafregister voor te leggen en wordt aanbevolen dit in de opdrachtdocumenten te vermelden.<sup>[16]</sup>

\*\*\*

50. De uitsluitingsgronden worden georganiseerd in artikel 67, eerste lid van de wet van 17 juni 2016. Deze bepaling is - evenals andere - van rechtswege van toepassing, zodat zij niet in de opdrachtdocumenten moet worden opgenomen. Uiteraard zal ze in de toekomst strikt worden nageleefd.

### **III.11UEA – bij te voegen documenten en administratieve vereenvoudiging**

51. In de nota aan de Minister wordt erop gewezen dat elke kandidaat bij de indiening van de deelnemingsaanvraag alle bewijsstukken moet voegen, hetgeen niet in overeenstemming zou zijn met het beginsel van administratieve vereenvoudiging.<sup>[17]</sup>

\*\*\*

52. Aangezien de concurrentiegerichte dialoog een verplichte procedure in twee fasen is, werd gevraagd om bij de deelnemingsaanvragen referenties te voegen waaruit hun bekwaamheid blijkt. Deze manier van werken is wettig in het recht, en zeer gebruikelijk in procedures in twee fasen, zoals hier. Indien de gevraagde inlichtingen en documenten niet op eigen initiatief worden voorgelegd, zou de aanbesteder in de kwalitatieve selectiefase verplicht zijn de kandidaten opnieuw om de ontbrekende documenten en inlichtingen te verzoeken, hetgeen geen waarborg voor vereenvoudiging lijkt te zijn...

Bovendien is deze handelwijze bekrachtigd in een recent arrest van de Raad van State. De verplichting om een UEA in te dienen bij de indiening van een offerte belet de aanbestedende overheid niet om, zodra de offerte is ingediend, de voorlegging te eisen van de attesten, verklaringen en andere bewijsmiddelen bedoeld in artikel 72 van het koninklijk besluit van 18 april 2017.<sup>[18]</sup>

### **III.12 Subgunningscriterium, gebruik van “enz.”**

53. In de nota aan de Minister wordt aangeklaagd dat het eerste subcriterium van het eerste gunningscriterium onnauwkeurige bewoordingen bevat door het gebruik van “enz.”, hetgeen in strijd is met het transparantiebeginsel.<sup>[19]</sup>

\*\*\*

54. Dit zijn voorbeelden van beoordelingselementen, die geen sub-subgunningscriteria vormen. Wij bevinden ons namelijk in het stadium van de analysemethode van de offertes, en niet van een gunningscriterium of subgunningscriterium. In dit verband wordt verwezen naar hetgeen hierboven is gezegd (zie punt 20).

55. In rechte is de opmerking irrelevant. In arrest nr. 251.042 van 23 juni 2021 heeft de Raad van State zich als volgt uitgesproken over het gebruik van de term “enz.”:

*“Le cahier spécial des charges décline le critère « vision du projet (55 points) » en trois sous-critères « vision sur la faisabilité du projet (20 points) », « vision architecturale en ce qui concerne la réalisation du projet sur site et en tenant compte des prescriptions urbanistiques et du programme de besoins (25 points) » et « vision sur les équipements techniques et le concept de durabilité (10 points) ». Une série d'éléments explicatifs viennent préciser les sous-critères d'attribution, permettant ainsi aux soumissionnaires d'en connaître la juste portée et de les interpréter sensiblement de la même manière. Ces éléments explicatifs semblent prima facie constituer tout au plus des éléments d'appréciation. Le requérant ne prétend que ces éléments manqueraient de clarté. **Ce qu'il dénonce ce sont les mentions « etc. » qui sont reprises sous ces éléments d'appréciation. Le pouvoir adjudicateur n'est cependant pas tenu d'exposer, de manière exhaustive, dans le cahier spécial des charges, tous les éléments qu'un sous-critère d'attribution peut recouvrir. Comme le relève la partie adverse dans sa note d'observations, la formule « etc. » permet à chaque soumissionnaire d'ajouter, à ceux déjà énumérés dans le cahier spécial des charges, d'autres éléments de nature à mieux refléter la pertinence de son offre au regard du sous-critère d'attribution considéré. Du reste, le requérant n'explique pas concrètement en quoi les mentions « etc. » sous les éléments d'appréciation énumérés pour les trois sous-critères du critère « vision du projet » auraient empêché les soumissionnaires d'anticiper correctement les éléments attendus par la partie adverse. Le deuxième moyen, en sa première branche, n'est pas sérieux, sans qu'il soit nécessaire d'examiner d'autres motifs éventuels de rejet.”***

De Raad van State was derhalve van oordeel dat deze handelwijze niet in strijd was met de

beginselen van transparantie en gelijkheid, maar dat iedere inschrijver aldus in staat werd gesteld om aan de reeds in het bijzonder bestek vermelde elementen andere elementen toe te voegen die de relevantie van zijn offerte met betrekking tot het betrokken subgunningscriterium beter konden weergeven.

### **III.13 Tijdschema**

56. In de nota aan de Minister wordt erop gewezen dat bij het tijdschema van de plaatsingsprocedure geen rekening wordt gehouden met het feit dat elk nieuw document dat in de loop van de procedure wordt opgesteld, ter goedkeuring zal moeten worden voorgelegd aan het besluitvormingsorgaan dat bevoegd is om de voorwaarden van de opdracht vast te stellen.<sup>[20]</sup>

\*\*\*

57. Het beschrijvend document voorziet een indicatieve planning. Die is inderdaad krap, maar het spreekt voor zich dat de documenten en voorwaarden zullen worden vastgesteld door de wettelijk bevoegde organen.

Wat de opdrachtvoorwaarden betreft, is het de bedoeling dat deze, indien zij tijdens de dialoog worden verduidelijkt of gewijzigd, door de Raad worden goedgekeurd, indien en wanneer nodig, en uiterlijk vóór de afsluiting van de dialoog en de goedkeuring van de inschrijvingsgids. In dit verband heeft de Raad van State reeds geoordeeld dat opdrachtvoorwaarden die vóór de formele goedkeuring zijn bekendgemaakt, niet onregelmatig zijn indien zij zijn vastgesteld door het wettelijk bevoegde orgaan:

Selon la requérante, l'illégalité de la modification des charges tiendrait, d'une part, à ce que cette modification a été décidée par l'autorité compétente pour fixer les conditions de participation et, d'autre part, à ce qu'elle méconnaît les principes de bonne administration et de non-discrimination. Tels qu'exposés et débattus, ces deux griefs sont rejetés. Les réponses suivantes :

- En ce qui concerne la première des deux illégalités alléguées, à savoir que l'avis rectificatif et le cahier spécial des charges modifié en 2017, alors que les modifications litigieuses ont seulement été adoptées lors de la délibération du conseil de l'action sociale de la partie adverse en 2017. Cela étant, il doit être constaté que, lorsqu'ils ont soumis leur offre, les soumissionnaires Kone et Otis, la partie adverse s'est fondée sur le cahier spécial des charges qui avait bien fait l'objet d'une décision prise par l'autorité compétente et ayant fait l'objet d'une publication dans l'avis rectificatif. La requérante ne soutient, par ailleurs, pas que le cahier spécial des charges serait pas conforme à la modification décidée par le conseil de l'action sociale de la partie adverse et – dès lors, précisément, que le contenu de l'avis rectificatif du 27 juin 2017 correspond à celui de la décision prise le 28 juin 2017. La requête est dépourvue d'intérêt à invoquer l'absence d'une nouvelle décision. Le premier grief d'illégalité allégué ne peut, en conséquence,

Of nog:

*« L'article 65/4 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dispose comme suit :*

*" L'autorité adjudicatrice établit une décision motivée;*

*1o lorsqu'elle décide de recourir à une procédure négociée sans publicité;*

*2o lorsqu'elle décide de recourir à une procédure négociée avec publicité dans les*

*secteurs classiques;*

*[...]*

*5o lorsqu'elle attribue un marché, quelle que soit la procédure;*

*[...]*

*Dans les cas mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, les motifs de la décision doivent exister au moment où celle-ci est prise mais la décision motivée peut cependant être établie a posteriori, et au plus tard lors de l'établissement de la décision d'attribution visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>[...]."*

*Aux termes de cette disposition, la décision de lancer le marché par procédure négociée, procédure d'exception, hors secteurs spéciaux, qui logiquement précède la rédaction du C.S.C., peut donc être établie par l'autorité compétente après le lancement effectif de la procédure, après la communication du C.S.C., après l'ouverture des offres et même, au plus tard au moment de la décision d'attribution. Il s'ensuit que, prima facie, l'autorité compétente peut approuver un C.S.C., rédigé en application d'une décision de lancer un marché selon la procédure d'adjudication, après sa communication mais avant l'ouverture*

58. De gemeente is zich bewust van het strakke tijdschema. Dit wordt gerechtvaardigd door het verlies dat wordt veroorzaakt door de site niet te gebruiken. In ieder geval is het zeker dat elke beslissing door de wettelijk bevoegde organen zal worden aangenomen. Dit geldt met name voor de inschrijvingsgids die voorafgaat aan de indiening van de definitieve offertes, die door de Raad zal worden vastgesteld.

Evenzo zullen de termijnen voor standstill en toezicht strikt in acht worden genomen. Het is niet de bedoeling van de autoriteiten om deze termijnen te overschrijden.

Aangezien het tijdschema indicatief is, kan het in de loop van de procedure worden verduidelijkt, zonder dat de voorwaarden van de opdracht worden gewijzigd.

### **III.14 Deelnamevergoeding**

59. In de nota aan de Minister wordt aangeklaagd dat in het beschrijvend document wordt vermeld dat de inschrijver een vergoeding zal ontvangen voor zijn deelname aan de dialoog indien de opdracht wordt gesloten. Volgens de nota zou deze voorwaarde nogal nadelig en disproportioneel zijn voor inschrijvers die aan de gehele procedure hebben deelgenomen en aan de selectiecriteria voldoen.

\*\*\*

60. Het lijkt paradoxaal om de vergoeding als nadelig voor de inschrijvers te beschouwen. Integendeel, het valt te betreuren dat bij veel projecten geen vergoeding wordt betaald voor de deelname van de inschrijvers, hetgeen hier niet het geval is.

61. In rechte verbiedt niets dat de betaling van de vergoeding aan de sluiting van de opdracht wordt gekoppeld. Uit opportuiniteitsoverwegingen lijkt het legitiem dat de aanbestedende dienst het geld pas wil betalen wanneer hij weet dat de opdracht is gesloten. Dit is een stimulans om de sluiting van de opdracht niet tegen te werken.

62. De gewestelijke overheid beroept zich namelijk op geen enkele wettelijke of reglementaire bepaling ter ondersteuning van haar opmerking, die louter opportunistisch lijkt te zijn.

### **III.15 UEA - handtekening**

63. In de nota aan de Minister wordt erop gewezen dat het kandidaatstellingsformulier, de bijlagen en het UEA niet individueel hoeven te worden ondertekend, aangezien deze documenten globaal worden ondertekend door ondertekening van het indieningsverslag.<sup>[22]</sup>

\*\*\*

64. Niets in de toegezonden documenten schrijft voor dat het UEA anders moet worden ondertekend dan door het indieningsverslag, waardoor de opmerking irrelevant is.

### **III.16 Groene ruimten - cabine Sibelga**

65. In de nota aan de Minister wordt gewezen op het feit dat verscheidende werken ten laste zijn van de opdrachtnemer, zoals groene ruimtes, Sibelga-cabine. In dit verband wijst zij erop dat bij de uitvoering regels gelden betreffende oplevering, boetes, straffen[23].

\*\*\*

66. Op basis van artikel 9 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 houdende de algemene regels inzake de uitvoering van overheidsopdrachten wordt in punt 1.1 van het beschrijvend document gesteld dat de uitvoeringsregels in een later stadium nader zullen worden gepreciseerd, naarmate de dialoogprocedure dit toelaat.

Indien de operatie de levering van goederen inhoudt, zoals groene ruimte, een Siblega-cabine, enz., moet er bovendien rekening mee worden gehouden dat de opdracht betrekking heeft op het ontwerp, de financiering en de uitvoering van de operatie, dat wil zeggen een hypothese die uitdrukkelijk wordt vermeld in artikel 9 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013, om niet het geheel van dit besluit dwingend te maken, wat niet *in rechte* wordt bekritiseerd door de gewestelijke administratie.

In dit stadium moet het aan de economische operatoren worden overgelaten om met eigen oplossingen en verbintenissen te komen. Zo nodig kunnen deze elementen in de loop van de dialoog worden aangevuld.

### III.17 Totale oppervlakte

67. In de nota aan de Minister wordt aangeklaagd dat de totale oppervlakte die op pagina 5 van het beschrijvend document wordt beschreven, niet overeenstemt met de oppervlakte die in het document “Raming van kosten en opbrengsten” wordt beschreven.<sup>[24]</sup>

\*\*\*

68. De totale oppervlakte is die welke in het beschrijvend document is vermeld.

Ter herinnering (zie nummer 0): het document over opbrengsten en ramingen is geen opdrachtdocument dat aan de economische operatoren moet worden meegedeeld, maar een intern werkdocument, waardoor de opmerking niet relevant is.

Laat ons het volgende nog opmerken. De totale beschikbare vloeroppervlakte kan tijdens de dialoog worden verduidelijkt. Bovendien zal de te bebouwen oppervlakte afhangen van de projecten van de economische operatoren waardoor dit cijfer in dit stadium uiteraard niet met zekerheid bekend is.

\*\* \* \*\*

### IV. Bijlagen

- Lijst meegedeeld op 21 december 2021 – overeenkomst betreffende de gezamenlijke opdracht
- Raming door de Gewestelijke Administratie
- Nederlandstalige versie van de opdrachtdocumenten uit nummer II.2

[1] B. Lombaert et consort, *Droit des marchés publics*, La Charte, 2020, p.304.

[2] Beschrijvend document, p. 5.

[3] Raad van State (Fr), nr. 250.271 van 30 maart 2021.

[4] Raad van State (Fr), nr. 247.802 van 16 juni 2020; Zie In het bijzonder Raad van State, arrest van 31 december 2015, nr. 233.374.

[5] B. Lombaert et consort, *Droit des marchés publics*, La Charte, 2020, p.304.

[6] Rb. Brussel (NL) (ref.), 13 oktober 2017, RG 17/83/C, pp. 9 en 10.

[7] Nota aan de Minister, pagina 3, punt a.

[8] Nota aan de Minister, pagina 3, punt b.

[9] Nota aan de Minister, pagina 3, punt c.

[10] Nota aan de Minister, pagina 3 en 4, punt d.

[11] Nota aan de Minister, pagina 4, punt e.

[12] Nota aan de Minister, pagina 2, punt c en pagina 4, punt g.

[13] Nota aan de Minister, pagina 4, punt h

[14] Nota aan de Minister, pagina 4, punt f

[15] Nota aan de Minister, pagina 4, punt i

[16] Nota aan de Minister, pagina 4, punt j

[17] Nota aan de Minister, pagina 5, punt h.

[18] Raad van State (Fr.), nr. 247.914 van 25 juni 2020, bvba *Rénovation de construction / de Regie der Gebouwen* (hoogdringend beroep).

[19] Nota aan de Minister, pagina 5, punt l.

[20] Nota aan de Minister, pagina 3.

[21] Raad van State (Fr.), nr. 252.190 van 23 november 2021.

[22] Nota aan de Minister, pagina 5, punt n.

[23] Nota aan de Minister, pagina 5, punt o.

[24] Nota aan de Minister, pagina 5, punt p.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Pour les points 6 et 7

*Monsieur le Bourgmestre:*

Nous avons été particulièrement surpris d’avoir appris la suspension d’une des

décisions les plus importantes de cette législature qui était relative au marché public.

Le conseil avait voté avec deux abstentions du CDH à l'époque.

C'est une décision majeure pour notre avenir et celui de la commune. Vous n'êtes pas sans savoir que la réussite de ce projet est porteur d'espoir mais aussi d'éléments financiers majeurs vu l'ampleur du dossier.

Ce dossier avait été préparé avec un avocat spécialisé en marché public. La décision de suspension par Arrêté est motivée principalement par des problèmes techniques. Je pense que ce sont des problèmes techniques administratifs.

Nous sommes précurseurs avec un marché de dialogue compétitif qui n'est pas encore tellement connu dans l'administration.

La décision justificative est faite par le bureau spécialisé en collaboration avec Madame Petit et Madame Mutombo. Chaque point a été techniquement, précisément et juridiquement rencontré.

On espère que la décision motivée de maintien sera accueillie favorablement par la tutelle.

*Monsieur Mommer :*

En ce qui concerne le groupe Défi, il n'y a pas de raison pour qu'on change d'avis sur le point qu'on a voté le 24 janvier, mais nous serions intéressé d'avoir la motivation que vous enverrez à la Région.

*Monsieur le Bourgmestre :*

La motivation se trouve déjà sur la plateforme BOS.

Contrairement à ce qu'on veut faire dans le dossier au niveau du dialogue compétitif, il n'y a eu aucun échange avec la tutelle à ce sujet. Si des contacts informels dans le respect de l'indépendance de chacune des instances avaient pu s'instaurer, on aurait pu éviter beaucoup d'éléments qui sont dans la motivation.

*Monsieur du Bus :*

Merci pour ces explications. Nous nous étions abstenus car la notion de logements libres ne nous paraissait pas claire. J'ai lu qu'il y avait aussi des demandes de clarifications qui avaient été formulées.

Notre souhait est que le projet avance. Il est urgent de voir les travaux commencer. Notre demande est d'acter le programme que nous soutenons entièrement sur le plan des logements moyens.

Nous soutenons tout à fait ce que vous déposez aujourd'hui et ce que vous introduisez comme explication.

*68 annexes / 68 bijlagen*

*Annexe+9+4+Liste+plans+HC\_dut-BE.pdf, HC\_BAB\_ARCH\_008jC.pdf,  
HC\_BC\_ARCH\_115B.pdf, HC\_58\_ARCH\_003C.pdf,  
Bijlage+9+5+inventaris+asbest+-+Auderghem+115 deel 1.pdf,  
HC\_BAB\_ARCH\_040b.pdf, HC\_BAB\_ARCH\_016C.pdf, HC\_BAB\_ARCH\_015D.pdf,  
05\_0017\_01-03 Rapport d'estimation.pdf, HC\_BAB\_ARCH\_051.pdf,  
HC\_BC\_ARCH\_114b.pdf, HC\_BC\_ARCH\_115C.pdf, HC\_BAB\_ARCH\_033A.pdf,  
HC\_58\_ARCH\_004C.pdf, HC\_GEN\_ARCH\_0001P.pdf, HC\_BC\_ARCH\_111A.pdf,*

*HC\_BAB\_ARCH\_014D\_2.pdf, HC\_BAB\_ARCH\_003KC.pdf,  
HC\_BAB\_ARCH\_0110.pdf, Aud 115 - Avis marché - Aankondiging opdracht  
28.03.22.pdf, HC\_BC\_ARCH\_118.pdf, HC\_GEN\_ARCH\_000C.pdf,  
HC\_58\_ARCH\_005P.pdf, HC\_58\_ARCH\_009C.pdf, HC\_BAB\_ARCH\_120b.pdf,  
HC\_BAB\_ARCH\_004tC.pdf, HC\_BAB\_ARCH\_014d.pdf, HC\_BC\_ARCH\_122.pdf,  
HC\_BC\_ARCH\_051.pdf, HC\_58\_ARCH\_000.pdf, HC\_58\_ARCH\_004P.pdf,  
HC\_BC\_ARCH\_191.pdf, HC\_58\_ARCH\_006C.pdf, HC\_BAB\_ARCH\_035a.pdf,  
HC\_BC\_ARCH\_108HC.pdf, HC\_58\_ARCH\_014C.pdf, HC\_BAB\_ARCH\_007oC.pdf,  
HC\_BAB\_ARCH\_030C.pdf, HC\_BC\_ARCH\_00a.pdf,  
Bijlage+9+5+Inventaris+asbest+-+Auderghem+115+Politie.pdf,  
HC\_BAB\_ARCH\_009kC.pdf, HC\_49\_ARCH\_001C.pdf, HC\_BAB\_ARCH\_012F.pdf,  
HC\_49\_ARCH\_010C.pdf, HC\_58\_ARCH\_015C.pdf, HC\_58\_ARCH\_023C.pdf,  
HC\_58\_ARCH\_001C.pdf, HC\_BC\_ARCH\_114A.pdf, HC\_58\_ARCH\_021C.pdf,  
HC\_BC\_ARCH\_185.pdf, HC\_BAB\_ARCH\_006IC.pdf, HC\_BAB\_ARCH\_125.pdf,  
HC\_58\_ARCH\_010C.pdf, HC\_58\_ARCH\_013C.pdf, HC\_BC\_ARCH\_118a.pdf,  
HC\_BAB\_ARCH\_005nC.pdf, Liste envoi Tutelle CC 21.12.22 .pdf, CC 21.12.22  
Marché conjoint 54152.pdf, HC\_BC\_ARCH\_121a.pdf, HC\_49\_ARCH\_00AC.pdf,  
HC\_58\_ARCH\_024C.pdf, HC\_49\_ARCH\_009C.pdf, HC\_58\_ARCH\_008C.pdf,  
HC\_58\_ARCH\_005C.pdf, HC\_BAB\_ARCH\_010kC.pdf, HC\_58\_ARCH\_002C.pdf,  
HC\_BC\_ARCH\_113.pdf, HC\_BC\_ARCH\_111C.pdf*

28.03.2022/A/0008

**Convention concernant l'utilisation d'infrastructures de vidéosurveillance communales ou zonales pour y installer des caméras à lecture automatique de plaque d'immatriculation**

Le Conseil communal,

Vu la demande de BPS et du CIRB de partager les infrastructures de la zone de police Montgomery et de la commune en terme de caméras de surveillance pour y installer des caméras à lecture automatique des plaques d'immatriculation;

Vu la contribution de ces dispositifs à la sécurité routière;

Vu le projet de convention ci-dessous :

DECIDE d'approuver la convention :

**CONVENTION CONCERNANT L'UTILISATION D'INFRASTRUCTURES DE VIDEOSURVEILLANCE COMMUNALES OU ZONALES POUR Y INSTALLER DES CAMERAS A LECTURE AUTOMATIQUE DE PLAQUE D'IMMATRICULATION**

**ENTRE:** La commune d'Etterbeek, avenue des Casernes, 31 à 1040 Bruxelles, représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Madame Annick PETIT, Secrétaire communale f.f.

Ci-dessous dénommée : « la commune »,

**E T :** Le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise, ayant son siège social Avenue des Arts 21 à 1000 Bruxelles représentée par Monsieur Nicolas Locoge, Directeur général ;

Ci-dessous dénommé : « Le CIRB,

**ET :** La zone de police 5343 Montgomery, ayant son siège social au 142-144 avenue de Tervueren, à 1150 Woluwe-Saint-Pierre et représentée par le Collège de police en la personne de Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre-Président, et Monsieur Michaël Jonniaux, Chef de corps,

Ci-dessous dénommée « la zone de police ».

**EN PRESENCE DE :**

Bruxelles-Prévention et Sécurité, ayant son siège social Rue de Ligne 40 à 1000 Bruxelles, représenté par Monsieur Yves Bastaerts, Directeur général adjoint

Ci-dessous dénommé : « BPS »

\*\*\*

**PREAMBULE**

Considérant que le déploiement de caméras à lecture automatique de plaque d'immatriculation tel que décidé par le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale pour les finalités de la zone à basse émission et les finalités policières, a été approuvé par le conseil communal de Etterbeek, le .....

Considérant que le système de reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation ANPR lit et enregistre en continu, de jour comme de nuit, les numéros de plaques.

Considérant que ce système permet de :

- retracer le trajet de véhicules en matière de délits communs, de terrorisme et d'infraction de roulage ;
- de vérifier si des véhicules sont signalés volés dans le système d'information Schengen II (SIS II);
- d'identifier les véhicules qui sont dépourvus d'une assurance valable ou qui ne sont pas en ordre de contrôle technique ;
- de veiller au respect de certaines réglementations interdisant l'accès des centres villes ou de certains axes sensibles à certaines catégories de véhicules, notamment dans le cadre de la réglementation régionale bruxelloise relative à la zone de basse émission ;

Considérant qu'en complément des caméras fixes ANPR installées en périphérie, les caméras ANPR installées sur certains axes ou à des carrefours importants au sein même de la zone, permettent d'enregistrer des véhicules circulant au sein de celle-ci ;

Considérant qu'afin de réduire les coûts, minimiser les ajouts d'infrastructure et accélérer les délais de réalisation, une mutualisation des installations sur les emplacements déjà équipés par la zone et les communes de vidéo protection est une plus-value. La mutualisation vise (courrier de BPS à la commune du 24/09/2019) :

- L'utilisation de poteaux existants déjà équipés de caméras ou de transmission,

- L'utilisation du fût Sibelga pour y placer un second disjoncteur électrique,
- Le passage de câbles dans les gaines existantes ainsi que dans le poteau (pour éviter le vandalisme),
- Le partage de la bande passante présente uniquement dans les sites où cela ne présente pas de risque de saturation pour les caméras de vidéo protection ;

Considérant qu'en sa séance du 04.10.2019, le Collège de police a marqué son accord de principe quant à cette demande de mutualisation des installations ;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir les obligations des parties dans le cadre de cette mutualisation des infrastructures ;

## **II EST CONVENU CE QUI SUIT**

### **Article 1- OBJET**

1. La présente convention a pour objet de préciser les relations entre les parties concernant l'installation des caméras ANPR effectuée à la demande du CIRB sur les mâts/poteaux appartenant à la commune d'Etterbeek ou à la zone de police et dont la gestion est confiée à la zone de police Montgomery. Elle a une durée indéterminée.
1. Les lieux concernés sont repris à l'annexe 1 de la présente convention. Cette annexe aura pour vocation d'évoluer dans la mesure où des lieux d'installations de nouvelles caméras ne sont pas encore identifiés à la date de la signature de la présente convention. Chaque partie recevra dès lors un exemplaire de l'annexe mise à jour.

### **Article 2- OBLIGATIONS DE LA ZONE**

2.1. La zone de police procèdera à l'analyse du dossier d'installation des caméras ANPR (site survey) et le transmettra à la commune. La zone de police vérifiera notamment la possibilité de partager la bande passante présente en veillant à ce que cela ne présente pas de risque de saturation. Ce dossier d'installation sera composé de la demande du CIRB et de la proposition d'installation émanant de son fournisseur.

2.2. La zone de police établira avec la commune, en présence du CIRB, un état des lieux avec des photos prises avant placement des caméras ANPR ainsi qu'un état des lieux avec des photos prises après le placement des caméras ANPR sur ses installations.

### **Article 3 -OBLIGATIONS DE LA COMMUNE**

3.1. La commune confirmera par courriel adressé à la zone de police, en se basant notamment sur l'avis rendu par la zone de police en exécution de l'article 2.1, son accord ou son refus concernant chaque demande d'installation introduite par le CIRB via la zone de police.

3.2. La commune établira avec la zone, en présence du CIRB, un état des lieux (cfr.

article 2.2) avec des photos des installations visées par la présente convention prises avant placement des caméras ANPR ainsi qu'un état des lieux descriptifs des travaux de placement avec des photos prises après le placement des caméras ANPR sur ses installations.

#### **Article 4- OBLIGATIONS DU CIRB**

4.1. Le CIRB (à travers son exploitant technique du service ANPR désigné par lui) s'engage à adresser ses demandes d'installation de caméras ANPR à la zone de police pour approbation, à l'adresse [ZPZ.Montgomery.ICT@police.belgium.eu](mailto:ZPZ.Montgomery.ICT@police.belgium.eu). Après analyse technique, la zone de police transmettra le dossier à la commune, conformément à l'article 2.1.

4.2. Le CIRB (à travers son exploitant technique du service ANPR désigné par lui) s'engage, dans le cadre de l'objet de la présente convention, à faire exécuter les travaux sur l'infrastructure de la zone de police et de la commune (poteau, points de concentration...) selon les instructions de la commune et de la zone qui tiendront compte des besoins du CIRB.

4.3. Le CIRB (à travers son exploitant technique du service ANPR désigné par lui) s'engage à respecter la séparation des données des caméras de la zone de police et de celles des caméras ANPR permettant au CIRB (à travers son exploitant technique du service ANPR désigné par lui) de gérer ses caméras à travers le réseau de la zone de police, sans que le CIRB ne puisse avoir accès aux autres composants du réseau de la zone de police.

4.4. Le CIRB (à travers son exploitant technique du service ANPR désigné par lui) s'engage à fournir les informations nécessaires à la zone de police et à la commune afin que celles-ci puissent faire adapter les plans « As Build » des installations de la zone de police et de la commune selon les instructions de la commune et de la zone en tenant compte des besoins du CIRB.

4.5. Le CIRB s'engage à n'imputer aucun frais à charge des communes ou de la zone de police pour le placement de ses installations et à supporter tous les coûts directs ou indirects liés au placement de ses installations.

4.6. Le CIRB (à travers son exploitant technique du service ANPR désigné par lui) s'engage à effectuer le réglage des caméras ANPR à ses frais.

4.7. Le CIRB (à travers son exploitant technique du service ANPR désigné par lui) s'engage à réparer tout dommage causé suite à l'installation des caméras ANPR sur les mâts et autres installations appartenant à la commune et à la zone de police, que ce soit au moment du placement ou par la suite.

4.8. Le CIRB (à travers son exploitant technique du service ANPR désigné par lui) assumera la maintenance de ses équipements liés à des caméras ANPR dès leur installation y compris les interventions nécessaires en cas de panne.

4.9. Le CIRB s'engage à respecter les prescriptions légales et notamment celles imposées par le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD). Et à faire respecter ces prescriptions légales par l'exploitant technique du service ANPR désigné par lui.

4.10. Le CIRB (à travers son exploitant technique du service ANPR désigné par lui) s'engage à faire les demandes de branchements électriques sur réseau public auprès de Sibelga. Si un branchement doit être réalisé sur l'infrastructure communale ou zonale, il en demandera l'autorisation auprès de la partie concernée (via la zone de police).

#### **Article 5 – Obligations de BPS**

BPS se porte garant vis-à-vis de la commune et de la zone de police :

- Du respect, par le CIRB, de l'ensemble des dispositions de la présente

convention ;

- Du respect, pour ce qui concerne les données personnelles recueillies au moyen des caméras à lecture automatique de plaque d'immatriculation visées par la présente convention, du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE dit règlement général sur la protection des données (RGPD), de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police et de toutes autres dispositions légales ou réglementaires relatives à la protection des données à caractère personnel.
- D'assurer les caméras ANPR à ses frais.

### **Article 6 - Résiliation**

Les parties pourront résilier la convention en cas de manquement de l'une d'elles aux obligations du présent contrat dans les trois (3) mois de l'envoi d'une mise en demeure par courrier recommandé les dénonçant restée infructueuse et sans préjudice d'éventuels dommages et intérêts.

En cas de résiliation, le CIRB enlèvera à ses propres frais tous les équipements qui lui appartiennent et qui ont été installés en vertu de la présente convention. Cet enlèvement devra intervenir dans les 45 jours de la résiliation, à défaut de quoi la zone de police pourra prendre l'initiative de cet enlèvement aux frais du CIRB.

### **Article 7 - Litige et loi applicable**

Le présent contrat est soumis au droit belge.

En cas de différend relatif à son interprétation ou son exécution, les Tribunaux de Bruxelles, rôles francophones, sont seuls compétents

Annexe 1 : Liste des lieux concernés.

La présente est établie le .....à ..... en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

Pour la zone de Police,

Pour la commune d'Etterbeek

M. JONNIAUX,  
DE WOLF

V. DE WOLF.

A. PETIT

V.

Chef de corps  
Bourgmestre

Président du collège de police Secrétaire communale

N. LOCOGE  
Directeur général

Y. BASTAERTS  
Directeur général adjoint

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

**Overeenkomst betreffende het gebruik van de gemeentelijke of zonale videobewakingsinfrastructuur voor de installatie van camera's met automatische nummerplaatherkenning**

De gemeenteraad,

Gezien het verzoek van BPS en CIBG om de infrastructuur van de politiezone Montgomery en de gemeente op het gebied van bewakingscamera's te delen met het oog op de installatie van camera's met automatische nummerplaatherkenning;

Gezien de bijdrage van deze voorzieningen aan de verkeersveiligheid;

Gezien de ontwerp-overeenkomst hieronder:

BESLUIT de overeenkomst goed te keuren:  
Vertaald met [www.DeepL.com/Translator](http://www.DeepL.com/Translator) (gratis versie)

**OVEREENKOMST BETREFFENDE HET GEBRUIK VAN DE GEMEENTELIJKE OF ZONALE VIDEOBEWAKINGSINFRASTRUCTUUR VOOR DE INSTALLATIE VAN CAMERA'S MET AUTOMATISCHE NUMMERPLAATHERKENNING**

**TUSSEN:** De gemeente Etterbeek, Kazernenlaan 31 in 1040 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, waarnemend gemeentesecretaris,

Hieronder “de gemeente” genoemd,

**EN:** Het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest, met maatschappelijke zetel Kunstlaan 21 in 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Nicolas Locoge, algemeen directeur,

Hieronder “het CIBG” genoemd,

**EN:** De politiezone 5343 Montgomery, met maatschappelijke zetel op de Tervurenlaan 142-144 in 1150 Sint-Pieters-Woluwe en vertegenwoordigd door het politiecollege in de persoon van de heer Vincent De Wolf, burgemeester-voorzitter, en de

heer Michaël Jonniaux, korpschef,

Hieronder de “politiezone” genoemd.

**IN AANWEZIGHEID VAN:**

Brussel Preventie en Veiligheid, met maatschappelijke zetel de Lignestraat 40 in 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Yves Bastaerts, algemeen adjunct-directeur,

Hieronder “BPV” genoemd.

\*\*\*

**PREAMBULE**

overwegende dat de installatie van camera's met automatische nummerplaatherkenning waarover de Brussels Hoofdstedelijke Regering een beslissing heeft genomen met het oog op de lage-emissiezone en politiedoeleinden, is goedgekeurd door de gemeenteraad van Etterbeek op .....

overwegende dat het automatische nummerplaatherkenningsysteem ANPR dag en nacht continu de nummerplaten leest en registreert;

overwegende dat dit systeem het mogelijk maakt om:

- het traject van voertuigen te traceren in verband met veel voorkomende misdrijven, terrorisme en verkeersovertredingen;
- na te gaan of voertuigen in het Schengeninformatiesysteem II (SIS II) als gestolen zijn opgegeven;
- voertuigen te identificeren die geen geldige verzekering hebben of die niet in orde zijn met de technische controle;
- de naleving te verzekeren van bepaalde voorschriften die de toegang tot stadscentra of bepaalde gevoelige wegen verbieden voor bepaalde categorieën voertuigen, met name in het kader van de Brusselse gewestelijke reglementering met betrekking tot de lage-emissiezone;

overwegende dat, naast de vaste ANPR-camera's die in de periferie zijn geïnstalleerd, de ANPR-camera's die op bepaalde wegen of belangrijke kruispunten in de zone zelf zijn geïnstalleerd, het mogelijk maken voertuigen te registreren die in de zone rondrijden;

overwegende dat, om de kosten te drukken, de bijkomende infrastructuur tot een minimum te beperken en de uitvoeringstermijnen te versnellen, een mutualisering van de installaties op de locaties die reeds door de zone en de gemeenten met videobeveiliging zijn uitgerust een toegevoegde waarde is. De doelstellingen van de mutualisering (brief van BPV aan de gemeente van 24/09/2019):

- Het gebruik van bestaande palen die reeds zijn uitgerust met camera's of zendmasten,
- Het gebruik van de schat van Sibelga om een tweede elektrische stroomonderbreker te plaatsen,

- Kabels door de bestaande leidingen en door de paal leiden (om vandalisme te voorkomen),
- Het delen van de bestaande bandbreedte alleen op plaatsen waar geen risico van verzadiging bestaat voor de videobeveiligingscamera's;

overwegende dat het politiecollege in zijn zitting van 04.10.2019 een principeakkoord heeft gegeven voor deze vraag tot mutualisering van installaties;

overwegende dat moet worden voorzien in de verplichtingen van de partijen in het kader van deze mutualisering van infrastructuur;

## **WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:**

### **Artikel 1 – Voorwerp**

1. Deze overeenkomst heeft tot doel de relaties tussen de partijen te verduidelijken betreffende de installatie van ANPR-camera's die op vraag van het CIBG worden uitgevoerd op de masten/palen die toebehoren aan de gemeente Etterbeek of aan de politiezone Montgomery en waarvan het beheer wordt toevertrouwd aan de politiezone Montgomery. Deze overeenkomst heeft een onbepaalde duur.
1. De betrokken locaties zijn opgenomen in bijlage 1 van deze overeenkomst. Die bijlage zal evolueren voor zover de locaties voor de installatie van nieuwe camera's op de datum van ondertekening van deze overeenkomst nog niet zijn vastgesteld. Elke partij zal bijgevolg een exemplaar van de bijgewerkte bijlage ontvangen.

### **Artikel 2 – VERPLICHTINGEN VAN DE ZONE**

2.1. De politiezone analyseert het dossier voor de installatie van de ANPR-camera's (site survey) en stuurt het door naar de gemeente. De politiezone controleert met name of de aanwezige bandbreedte kan worden gedeeld, waarbij erop wordt toegezien dat dit geen gevaar voor verzadiging oplevert.

Dit installatiedossier zal bestaan uit de aanvraag van het CIBG en het installatievoorstel van zijn leverancier.

2.2. De politiezone stelt samen met de gemeente, in aanwezigheid van het CIBG, een plaatsbeschrijving met foto's die vóór de installatie van de ANPR-camera's zijn genomen alsook een plaatsbeschrijving met foto's die na de installatie van de ANPR-camera's op haar installaties zijn genomen.

### **Artikel 3 – VERPLICHTINGEN VAN DE GEMEENTE**

3.1. De gemeente bevestigt per e-mail aan de politiezone, met name op basis van het advies dat de politiezone overeenkomstig artikel 2.1 heeft uitgebracht, haar akkoord

of weigering met betrekking tot elke aanvraag tot installatie die door het CIBG via de politiezone wordt ingediend.

3.2. De gemeente stelt samen met de zone, in aanwezigheid van het CIBG, een plaatsbeschrijving op (zie artikel 2.2.) met foto's van de installaties die worden bedoeld in deze overeenkomst die vóór de installatie van de ANPR-camera's zijn genomen alsook een beschrijvende plaatsbeschrijving van de installatiewerkzaamheden met foto's die na de installatie van de ANPR-camera's op haar installaties zijn genomen.

#### **Artikel 4 – VERPLICHTINGEN VAN HET CIBG**

4.1. Het CIBG (via de door hem aangeduide technische operator van de ANPR-dienst) verbindt zich ertoe zijn aanvragen voor de installatie van ANPR-camera's ter goedkeuring te richten aan de politiezone, op het adres [ZPZ.Montgomery.ICT@police.belgium.eu](mailto:ZPZ.Montgomery.ICT@police.belgium.eu). Na technische analyse zal de politiezone het dossier overmaken aan de gemeente, overeenkomstig artikel 2.1.

4.2. Het CIBG (via de door hem aangeduide technische operator van de ANPR-dienst) verbindt zich ertoe, in het kader van deze overeenkomst, de werkzaamheden aan de infrastructuur van de politiezone en de gemeente (palen, concentratiepunten...) te laten uitvoeren volgens de instructies van de gemeente en de zone, die rekening zullen houden met de behoeften van het CIBG.

4.3. Het CIBG (via de door hem aangeduide technische operator van de ANPR-dienst) verbindt zich ertoe de scheiding van de gegevens van de camera's van de politiezone en die van de ANPR-camera's te respecteren, zodat het CIBG (via de door hem aangeduide technische operator van de ANPR-dienst) zijn camera's kan beheren via het netwerk van de politiezone, zonder dat het CIBG toegang heeft tot de andere componenten van het netwerk van de politiezone.

4.4. Het CIBG (via de door hem aangeduide technische operator van de ANPR-dienst) verbindt zich ertoe de nodige informatie te verstrekken aan de politiezone en de gemeente zodat zij de "As Build"-plannen van de installaties van de politiezone en de gemeente kan laten aanpassen volgens de instructies van de gemeente en de zone, rekening houdend met de behoeften van het CIBG.

4.5. Het CIBG verbindt zich ertoe geen kosten aan de gemeenten of de politiezone aan te rekenen voor de plaatsing van zijn installaties en alle directe of indirecte kosten te dragen die verband houden met de plaatsing van zijn installaties.

4.6. Het CIBG (via de door hem aangeduide technische operator van de ANPR-dienst) verbindt zich ertoe de afstelling van de ANPR-camera's op eigen kosten uit te voeren.

4.7. Het CIBG (via de door hem aangeduide technische operator van de ANPR-dienst) verbindt zich ertoe de schade te herstellen die is veroorzaakt door de installatie van de ANPR-camera's op de masten en andere installaties die toebehoren aan de gemeente en de politiezone, zowel op het ogenblik van de plaatsing als daarna.

4.8. Het CIBG (via de door hem aangeduide technische operator van de ANPR-dienst) zal het onderhoud van zijn aan de ANPR-camera's gekoppelde uitrusting op zich nemen zodra deze geïnstalleerd is, met inbegrip van de nodige interventies in geval van panne.

4.9. Het CIBG verbindt zich ertoe de wettelijke voorschriften na te leven en met name de voorschriften die worden opgelegd door de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG). En om ervoor te zorgen dat deze wettelijke voorschriften worden nageleefd door de door hem aangeduide technische operator van de ANPR-dienst.

4.10. Het CIBG (via de door hem aangeduide technische operator van de ANPR-dienst) verbindt zich ertoe de aanvragen voor elektrische aansluitingen op het openbare net te richten aan Sibelga. Indien een verbinding met de gemeentelijke of zonale infrastructuur moet worden gemaakt, zal het de betrokkene om toestemming vragen (via de politiezone).

#### **Artikel 5 – VERPLICHTINGEN VAN BPV**

BPS garandeert aan de gemeente en de politiezone:

- De naleving door het CIBG van alle bepalingen van deze overeenkomst;
- De naleving, wat betreft de persoonsgegevens die worden verzameld door middel van de in deze overeenkomst bedoelde camera's voor automatische nummerplaatlezing van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, bekend als de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG), van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens, de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt en alle andere wettelijke of reglementaire bepalingen in verband met de bescherming van persoonsgegevens.
- Om de ANPR-camera's op zijn kosten te verzekeren.

#### **Artikel 6 – ONTBINDING**

De partijen kunnen de overeenkomst ontbinden in geval van schending door een van hen van de verplichtingen van deze overeenkomst binnen drie (3) maanden na de verzending van een ingebrekestelling per aangetekende post die zonder gevolg is gebleven en onverminderd eventuele schadevergoedingen en interesten.

In geval van ontbinding zal het CIBG op eigen kosten alle aan hem toebehorende en krachtens deze overeenkomst geïnstalleerde apparatuur verwijderen. Deze verwijdering moet plaatsvinden binnen 45 dagen na de ontbinding, bij gebreke waarvan de politiezone het initiatief tot deze verwijdering op kosten van het CIBG kan nemen.

#### **Artikel 7 – GESCHILLEN EN TOEPASSELIJKE WETGEVING**

Dit contract is onderworpen aan het Belgische recht.

In geval van geschillen met betrekking tot de interpretatie of de uitvoering ervan, zijn enkel de Franstalige rechtbanken van Brussel bevoegd.

Bijlage 1: Lijst van de betrokken locaties.

Deze overeenkomst werd opgesteld op ..... in ..... in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Voor de politiezone Montgomery,  
Etterbeek,

Voor de gemeente

M. JONNIAUX,  
DE WOLF

V. DE WOLF.

A. PETIT

V.

Korpschef  
Burgemeester

Voorzitter van het politiecollege Gemeentesecretaris

Voor het CIBG

Voor BPV

N. LOCOGE  
Algemeen directeur

Y. BASTAERTS  
Algemeen adjunct-directeur

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Convention communeETB -ZP- CIRB Poteau080721 (Corr CIRB) (002).pdf*

---

28.03.2022/A/0009

**Réfugiés en provenance d'Ukraine - Exonération du paiement des taxes et redevances diverses liées au droit de séjour en Belgique prévues par le règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs ainsi que par le règlement redevances pour services administratifs.**

Le Conseil communal,

Considérant l'invasion russe en Ukraine en date du 24 février 2022 ;

Considérant que dans ce contexte, de nombreux ressortissants étrangers se retrouvent dans l'obligation de quitter leur pays afin de protéger leur vie, avec l'espoir de regagner leur pays et leurs libertés ;

Considérant que l'Union européenne a décidé d'activer la directive 2001/55/CE du Conseil de l'Union européenne (protection temporaire). Cela implique que les réfugiés

en provenance d'Ukraine pourront trouver refuge en Belgique pour une période d'un an (renouvelable), et ce à partir du 4 mars 2022 ;

Considérant que la situation dramatique vécue par les réfugiés en provenance d'Ukraine, il serait opportun d'exonérer ces derniers du paiement des taxes et redevances diverses liées au droit de séjour en Belgique prévues par le règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs ainsi que par le règlement redevances pour services administratifs ;

Considérant que, en application du règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs actuellement en vigueur, un certain nombre de personnes se sont acquittées de ces taxes diverses liées au droit de séjour en Belgique ;

Considérant l'article 172 de la Constitution belge consacrant le principe d'égalité et de non-discrimination en matière fiscale et étendant le principe de légalité de l'impôt aux exemptions et aux avantages fiscaux ;

Considérant qu'il sera procédé, par effet rétroactif, au remboursement des montants perçus pour les taxes visées par ces nouvelles exonérations, dès janvier 2022 ;

DECIDE :

1. De soumettre une délibération au conseil communal du 28 mars 2022 en vue de modifier comme ci-après l'article 1 et 4 du règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs :

Article 1 :

*Ancien texte :*

Il est établi à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et pour un terme expirant le 31 décembre 2025 inclus au profit de la Commune d'Etterbeek et aux conditions fixées ci-dessous, une taxe sur la délivrance par l'Administration communale de tout document administratif quelconque. La taxe est due par la personne physique ou morale à laquelle le document est délivré sur demande ou d'office par la commune.

*Nouveau texte :*

Il est établi à partir du **1<sup>er</sup> janvier 2022** et pour un terme expirant le 31 décembre 2025 inclus au profit de la Commune d'Etterbeek et aux conditions fixées ci-dessous, une taxe sur la délivrance par l'Administration communale de tout document administratif quelconque. La taxe est due par la personne physique ou morale à laquelle le document est délivré sur demande ou d'office par la commune.

Article 4 :

*Ancien texte :*

Sont exonérés de la taxe :

- a) les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou de tout autre décision de l'autorité ;
- b) les documents délivrés à des personnes indigentes. L'indigence est constatée par toute pièce probante ;
- c) les autorisations relatives à des manifestations religieuses, philosophiques, politiques ou culturelles, celles à délivrer aux œuvres de bienfaisance pour l'organisation d'une fête, d'un bal ou d'un cortège ainsi que pour le placement d'un

- calicot, sauf si le calicot porte une publicité commerciale ;
- d) les certificats pour l'obtention de tickets ou d'abonnements à prix réduits auprès de la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles, de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges et de la Société des Transports en commun (Tec) et de Lijn ;
  - e) les autorités judiciaires, les administrations publiques et les institutions y assimilées, de même que les établissements d'utilité publique ;
  - f) les documents, etc...prévus à l'article 2 littéra H, indispensables à la recherche d'un emploi et délivrés aux demandeurs d'emplois régulièrement inscrits aux Offices régionaux de l'Emploi ;
  - g) les documents, etc...prévus à l'article 2 littéra H, indispensables pour l'inscription à une société immobilière de service public (SISP) ;
  - h) les permis d'urbanisme concernant exclusivement l'installation de collecteurs solaires ou autres installations d'utilisation rationnelle de l'énergie et les extraits des registres de la population (certificat de composition de ménage, certificat de résidence principale avec ou sans historique, certificat de résidence en vue d'un mariage, certificat de nationalité, certificat de vie, certificat de cohabitation légale, certificat de mode de sépulture et/ou rites, certificat du registre des électeurs, extrait des registres, etc.) sont délivrés gratuitement ;

*Nouveau texte :*

Sont exonérés de la taxe :

- a) les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou de tout autre décision de l'autorité ;
- b) les documents délivrés à des personnes indigentes. L'indigence est constatée par toute pièce probante ;
- c) les autorisations relatives à des manifestations religieuses, philosophiques, politiques ou culturelles, celles à délivrer aux œuvres de bienfaisance pour l'organisation d'une fête, d'un bal ou d'un cortège ainsi que pour le placement d'un calicot, sauf si le calicot porte une publicité commerciale ;
- d) les certificats pour l'obtention de tickets ou d'abonnements à prix réduits auprès de la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles, de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges et de la Société des Transports en commun (Tec) et de Lijn ;
- e) les autorités judiciaires, les administrations publiques et les institutions y assimilées, de même que les établissements d'utilité publique ;
- f) les documents, etc...prévus à l'article 2 littéra H, indispensables à la recherche d'un emploi et délivrés aux demandeurs d'emplois régulièrement inscrits aux Offices régionaux de l'Emploi ;
- g) les documents, etc...prévus à l'article 2 littéra H, indispensables pour l'inscription à une société immobilière de service public (SISP) ;
- h) les permis d'urbanisme concernant exclusivement l'installation de collecteurs solaires ou autres installations d'utilisation rationnelle de l'énergie et les extraits des registres de la population (certificat de composition de ménage, certificat de résidence principale avec ou sans historique, certificat de résidence en vue d'un mariage, certificat de nationalité, certificat de vie, certificat de cohabitation légale, certificat de mode de sépulture et/ou rites, certificat du registre des électeurs, extrait des registres, etc.) sont délivrés gratuitement ;
- i) les documents délivrés en vertu de l'Arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, aux réfugiés qui entrent en ligne de compte pour pouvoir bénéficier du statut de protection temporaire au sens de l'article 5 de la directive 2001/55/CE du Conseil de l'Union européenne;**
- j) la carte biométrique, le titre de séjour biométrique et le certificat d'identité**

**pour un enfant de moins de douze ans délivrés aux bénéficiaires de la protection temporaire au sens de l'article 5 de la directive 2001/55/CE du Conseil de l'Union européenne.**

2. De soumettre une délibération au conseil communal du 28 mars 2022 en vue de modifier comme ci-après, l'article 1, 15° et 5, du règlement redevances pour services administratifs :

Article 1, 15° :

*Ancien texte :*

Constitution d'un dossier pour inscription dans la commune de personnes non-belges venant de l'étranger (par personne) à l'exception des personnes ayant introduit une demande tendant à obtenir le statut de réfugié : € 30,00

*Nouveau texte :*

Constitution d'un dossier pour inscription dans la commune de personnes non-belges venant de l'étranger (par personne) à l'exception des personnes ayant introduit une demande tendant à obtenir le statut de réfugié **ainsi que les personnes ayant obtenu le statut de protection temporaire au sens de l'article 5 de la directive 2001/55/CE du Conseil de l'Union européenne.**

Article 5 :

*Ancien texte :*

Le présent règlement-redevance est applicable du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2025

*Nouveau texte :*

Le présent règlement-redevance est applicable du **1er janvier 2022** au 31 décembre 2025

3. D'autoriser à titre exceptionnel l'application immédiate des exonérations prévues aux points 1 et 2 sous réserve d'entérinement par le Conseil communal.

Décide :

1. De soumettre une délibération au conseil communal du 28 mars 2022 en vue de modifier comme ci-après l'article 1 et 4 du règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs ;
2. De soumettre une délibération au conseil communal du 28 mars 2022 en vue de modifier comme ci-après, l'article 1, 15° et 5, du règlement redevances pour services administratifs ;
3. D'autoriser à titre exceptionnel l'application immédiate des exonérations prévues aux points 1 et 2 sous réserve d'entérinement par le Conseil communal ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Vluchtelingen afkomstig uit Oekraïne – Vrijstelling van de betaling van de diverse belastingen en retributies in verband met het verblijfsrecht in België voorzien in het reglement-belasting op de afgifte van administratieve stukken en**

## het reglement retributies voor administratieve diensten

De gemeenteraad,

gelet op de Russische invasie in Oekraïne op 24 februari 2022;

overwegende dat in die context heel wat buitenlandse onderdanen gedwongen zijn om hun land te verlaten hun leven te beschermen, in de hoop hun land en hun vrijheid terug te krijgen;

overwegende dat de Europese Unie heeft beslist om richtlijn 2001/55/CE van de Raad van de Europese Unie (tijdelijke bescherming) te activeren. Dat houdt in dat vluchtelingen afkomstig uit Oekraïne hun toevlucht kunnen zoeken in België voor een periode van een jaar (hernieuwbaar) en dat vanaf 4 maart 2022;

overwegende dat het gezien de dramatische situatie die de vluchtelingen afkomstig uit Oekraïne beleven, opportuun zou zijn om hen vrij te stellen van de betaling van de diverse belastingen en retributies in verband met het verblijfsrecht in België voorzien in het reglement-belasting op de afgifte van administratieve stukken en het reglement retributies voor administratieve diensten;

overwegende dat, in toepassing van het reglement-belasting op de afgifte van administratieve stukken, een aantal personen worden vrijgesteld van die diverse belastingen in verband met het verblijfsrecht in België;

gelet op artikel 172 van de Belgische Grondwet waarin het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie op fiscaal vlak is vastgelegd en waarin het beginsel van de wettigheid van de belastingheffing wordt uitgebreid tot belastingvrijstellingen en -verminderingen;

overwegende dat, met terugwerkende kracht, zal worden overgegaan tot de terugbetaling van de bedragen die werden geïnd voor de belastingen waarop deze nieuwe vrijstellingen betrekking hebben en dat vanaf januari 2022;

### BESLIST

1. Om artikel 1 en 4 van het reglement-belasting op de afgifte van administratieve stukken als volgt te wijzigen:

Artikel 1:

*Oude tekst:*

Vanaf 1 januari 2020 en voor een termijn vervallend op 31 december 2025 wordt ten gunste van de gemeente en volgens de hierna vermelde voorwaarden een belasting geheven op afgifte door het Gemeentebestuur van enigerlei administratief document. De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of de rechtspersoon aan wie het document op zijn aanvraag of ambtshalve door de gemeente wordt afgegeven.

*Nieuwe tekst:*

Vanaf **1 januari 2022** en voor een termijn vervallend op 31 december 2025 wordt ten gunste van de gemeente en volgens de hierna vermelde voorwaarden een belasting geheven op afgifte door het Gemeentebestuur van enigerlei administratief document. De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of de rechtspersoon aan wie het document op zijn aanvraag of ambtshalve door de gemeente wordt afgegeven.

#### Artikel 4:

##### *Oude tekst:*

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- a) de documenten die gratis moeten worden afgegeven door het gemeentebestuur krachtens een wet, een koninklijk besluit of enig ander overheidsreglement;
- b) de documenten afgegeven aan behoeftigen. De behoefte mag bewezen worden door eender welk bewijsstuk;
- c) de toelatingen met betrekking tot godsdienstige, filosofische, politieke of culturele manifestaties, deze afgegeven aan liefdadigheidswerken voor het inrichten van een feest, een dansgelegenheid of een stoet alsook voor het plaatsen van een paneel, behalve indien dit paneel handelspubliciteit bevat;
- d) de getuigschriften om tickets tegen verminderde prijs te bekomen bij de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer te Brussel, de Nationale Maatschappij van de Belgische Spoorwegen, de Lijn en la Société de Transports en commun (Tec);
- e) de rechterlijke overheden, de openbare besturen en gelijkgestelde instellingen evenals de instellingen van openbaar nut;
- f) de documenten, enz. voorzien onder artikel 2 littera H, noodzakelijk voor het zoeken naar werk en afgegeven aan werkzoekenden die regelmatig ingeschreven zijn bij de Gewestelijke Diensten voor Arbeidsvoorziening;
- g) de documenten, enz. voorzien onder artikel 2 littera H, noodzakelijk voor de inschrijving bij een Openbare Vastgoed Maatschappij (OVM);
- h) De stedenbouwkundige vergunningen betreffende uitsluitend het installeren van zonnecollectors of andere installeringen voor het rationeel energieverbruik en de uittreksels uit bevolkingsregisters (attest van gezinssamenstelling, attest van hoofdverblijfplaats met of zonder geschiedenis, attest van verblijfplaats voor het huwelijk, attest van nationaliteit, attest van leven, attest van wettelijke samenwoning, attest van begrafeniswijze en/of riten, attest van het kiezersregister, uittreksel uit de registers, enz.) worden gratis afgeleverd.

##### *Nieuwe tekst:*

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- a) de documenten die gratis moeten worden afgegeven door het gemeentebestuur krachtens een wet, een koninklijk besluit of enig ander overheidsreglement;
- b) de documenten afgegeven aan behoeftigen. De behoefte mag bewezen worden door eender welk bewijsstuk;
- c) de toelatingen met betrekking tot godsdienstige, filosofische, politieke of culturele manifestaties, deze afgegeven aan liefdadigheidswerken voor het inrichten van een feest, een dansgelegenheid of een stoet alsook voor het plaatsen van een paneel, behalve indien dit paneel handelspubliciteit bevat;
- d) de getuigschriften om tickets tegen verminderde prijs te bekomen bij de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer te Brussel, de Nationale Maatschappij van de Belgische Spoorwegen, de Lijn en la Société de Transports en commun (Tec);
- e) de rechterlijke overheden, de openbare besturen en gelijkgestelde instellingen evenals de instellingen van openbaar nut;
- f) de documenten, enz. voorzien onder artikel 2 littera H, noodzakelijk voor het zoeken naar werk en afgegeven aan werkzoekenden die regelmatig ingeschreven zijn bij de Gewestelijke Diensten voor Arbeidsvoorziening;
- g) de documenten, enz. voorzien onder artikel 2 littera H, noodzakelijk voor de inschrijving bij een Openbare Vastgoed Maatschappij (OVM);
- h) De stedenbouwkundige vergunningen betreffende uitsluitend het installeren van zonnecollectors of andere installeringen voor het rationeel energieverbruik en de

uittreksels uit bevolkingsregisters (attest van gezinssamenstelling, attest van hoofdverblijfplaats met of zonder geschiedenis, attest van verblijfplaats voor het huwelijk, attest van nationaliteit, attest van leven, attest van wettelijke samenwoning, attest van begrafeniswijze en/of riten, attest van het kiezersregister, uittreksel uit de registers, enz.) worden gratis afgeleverd;

**i) de documenten die worden afgeleverd op grond van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen aan vluchtelingen die in aanmerking komen voor het statuut van tijdelijke bescherming in de zin van artikel 5 van de richtlijn 2001/55/CE van de Raad van de Europese Unie;**

**j) de biometrische kaart, de biometrische verblijfstitel en het attest van identiteit voor een kind jonger dan twaalf jaar die worden afgeleverd aan begunstigen van de tijdelijke bescherming in de zin van artikel 5 van de richtlijn 2001/55/CE van de Raad van de Europese Unie.**

2. Om artikel 1, 15° en 5 van het reglement retributies voor administratieve diensten als volgt te wijzigen:

Artikel 1, 15°:

*Oude tekst:*

Opmaak van een dossier van inschrijving in de gemeente voor niet-Belgische personen afkomstig uit het buitenland (per persoon), uitgezonderd de personen die een aanvraag hebben ingediend om het vluchtelingenstatuut te verkrijgen: € 30,00

*Nieuwe tekst:*

Opmaak van een dossier van inschrijving in de gemeente voor niet-Belgische personen afkomstig uit het buitenland (per persoon), uitgezonderd de personen die een aanvraag hebben ingediend om het vluchtelingenstatuut te verkrijgen **alsook personen die het statuut van tijdelijke bescherming hebben gekregen in de zin van artikel 5 van de richtlijn 2001/55/CE van de Raad van de Europese Unie.**

Artikel 5:

*Oude tekst:*

Onderhavig reglement is toepasselijk vanaf 1 januari 2020 tot en met 31 december 2025.

*Nieuwe tekst:*

Onderhavig reglement is toepasselijk vanaf **1 januari 2022** tot en met 31 december 2025.

3. om bij wijze van uitzondering toestemming te geven voor de onmiddellijke toepassing van de vrijstellingen uit punten 1 en 2 onder voorbehoud van bekrachtiging door de gemeenteraad.

BESLIST

1. Om een beraadslaging voor te leggen aan de gemeenteraad van 28 maart 2022 om artikel 1 en 4 van het reglement-belasting op de afgifte van administratieve stukken als volgt te wijzigen;
2. Om een beraadslaging voor te leggen aan de gemeenteraad van 28 maart 2022 om artikel 1, 15° en 5 van het reglement retributies voor administratieve diensten als volgt te wijzigen;

3. Om bij wijze van uitzondering toestemming te geven voor de onmiddellijke toepassing van de vrijstellingen uit punten 1 en 2 onder voorbehoud van bekrachtiging door de gemeenteraad.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*Monsieur Lenaers :*

Cette crise a frappé assez violement l'Europe et notre pays n'est pas exempt.

Dans la gestion de la crise, autant le président du CPAS que le Bourgmestre m'ont fait part de la détresse complète et financière de ces personnes. Ils m'ont donc demandé à moi ainsi qu'à l'échevin des finances, de proposer un amendement au règlement Redevance Taxe pour exonérer, de manière globale, toute personne qui a la qualification de réfugié telle que reprise dans la directive européenne. Et ce sont ces amendements qu'on vous demande de voter.

J'en profite pour remercier les services de la démographie, population et services étrangers pour accueillir et aider au mieux ces personnes en grande souffrance.

*Monsieur Debroux :*

Peut-on exonérer des taxes, uniquement les ukrainiens ?

*Monsieur Lenaers :*

Ce ne sont pas seulement les ukrainiens mais toutes les personnes qui ont ce statut de réfugié. C'est repris dans les modifications apportées au règlement.

*Monsieur Madrane :*

Il me semble que c'est la première fois qu'on active cette directive. J'ose espérer que demain, s'il y a d'autres réfugiés, qu'on activera cette directive.

*Monsieur Mommer :*

Cette exonération s'applique pour une durée indéterminée ?

*Monsieur Lenaers :*

Tant que les personnes ont ce statut. Nous mettons donc dans le règlement cette disposition. C'est ce qui est repris dans le règlement en tant que terme de modification.

*Monsieur le Bourgmestre :*

La durée du statut va jusqu'au 31 décembre 2025.

Le Conseil communal,

Considérant qu'en date du 21 novembre 2019, le Collège des Bourgmestre et échevin·e·s a marqué accord pour le lancement des potagers collectifs dans le jardin Jean-Félix Hap ;

Considérant qu'en date du 17 février 2020, le Conseil communal a approuvé le règlement devant encadrer ces potagers collectifs ;

Considérant qu'au terme de 2 années potagères, il est souhaitable de proposer des modifications de ce règlement pour permettre sa mise en application concrète :

- Il est possible aux occupant·e·s ayant déjà bénéficié d'une parcelle de poser à nouveau leur candidature, moyennant 2 points de pénalité ;
- Les personnes marquant leur intérêt pour le projet en-dehors d'un appel à candidatures sont inscrites sur une liste de réserve et sont recontactées lors de l'appel à candidatures suivant, lancé lorsque le registre est épuisé ;
- Les candidat·e·s qui ne sont plus résident·e·s à Etterbeek sont automatiquement radié·e·s du registre ;
- Les parcelles sont mises à disposition pour une durée d'un an, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, renouvelable 3 fois ; une période de transition est proposée pour les participant·e·s ayant signé la 1<sup>ère</sup> mouture du règlement ;
- Lorsque 1/3 ou plus des membres d'un collectif quittent le projet, les membres restant disposent de la parcelle jusqu'au 31 décembre de l'année en cours et sont ensuite invité·e·s à libérer leur parcelle ;
- Les occupant·e·s doivent veiller à l'intégration paysagère de leur parcelle au sein du parc classé ;

DECIDE d'approuver le règlement ci-après.

## **RÈGLEMENT CONCERNANT L'ATTRIBUTION DES PARCELLES-POTAGÈRES COMMUNALES SITUÉES SUR LE SITE DU LORFOR AU SEIN DU JARDIN JEAN-FÉLIX HAP**

### **CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 1 : Définitions**

Au sens du présent Règlement, il faut entendre par :

**Site-potager** : le terrain composé d'une ou plusieurs parcelles cadastrales contiguës, aménagé sous la forme de différentes parcelles potagères qui sont utilisées de manière individuelle ou collective

**Parcelle-potagère** : le lopin de terre situé dans le jardin Jean-Félix Hap et destiné à la culture maraîchère

**Candidat·e-occupant·e** : la personne physique ou morale ayant adressé une demande conforme d'occupation d'une parcelle-potagère

**Périmètre du CDQ** : le périmètre « Chasse Gray » s'articule autour de l'axe de la chaussée de Wavre entre le carrefour de la Chasse et le square dei Marmi. Il est délimité par le pont du Gerموir au sud-ouest, La Chasse au sud-est et par la place Jourdan au Nord.

**Ménage** : l'ensemble des occupant·e·s d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

**Collectif non-marchand** : association de plusieurs ménages, ASBL, école, institution, comité de riverain·e·s, etc.

**Construction** : toute édification en bois, béton ou autres matériaux tels que chalet à outils, abri de jardin, tour à pommes de terre, serre, table de semis et compostière personnelle, etc.

### **Article 2: Champ d'application**

Le présent Règlement s'applique aux parcelles-potagères communales mises en occupation à titre temporaire et précaire sur le site-potager du jardin Jean-Félix Hap.

### **Article 3 : Répartition et aménagement des sites-potagers**

Le site-potager représente une surface de 480m<sup>2</sup> environ.

- 160 m<sup>2</sup> environ sont dédiés aux collectifs non-marchands ;
- les 320 m<sup>2</sup> restants sont dédiés aux ménages.

## **CHAPITRE 2 : CANDIDATURE - CONDITIONS ET INSCRIPTION**

### **Article 4 : Conditions d'attribution, points de priorité et de pénalité**

#### **Article 4.1 : Pour les ménages etterbeekois**

Sur base de sa situation, le·la candidat·e-occupant·e se verra attribuer des points de priorité.

- 1 point de priorité est accordé aux candidat·e·s-occupant·e·s résidant dans le périmètre du Contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray »
- 1 point de priorité est accordé aux candidat·e·s-occupant·e·s qui occupent un logement ne comprenant pas de jardin privatif, cour ou terrasse de plus de 20 m<sup>2</sup>
- 1 point de priorité est accordé aux candidat·e·s-occupant·e·s issu·e·s d'une famille nombreuse
- 2 points de priorité sont accordés aux candidat·e·s-occupant·e·s dont les revenus nets\* imposables du ménage ne dépassent pas un plafond de :
  - • **23.283,17 euros**, pour une personne vivant seule
  - • **25.870,20 euros**, pour un ménage disposant d'un seul revenu
  - • **29.565,98 euros**, pour un ménage avec plusieurs revenus

\*Ces revenus sont augmentés de 2.217,44 euros pour chaque enfant à charge. Un enfant à charge reconnu handicapé = 2 enfants à charge. Les montants sont augmentés de 4.434,89 euros pour une personne majeure reconnue handicapée.

- 2 points de pénalité sont comptés aux candidat·e·s-occupant·e·s qui ont déjà bénéficié d'une parcelle potagère au sein du site-potager du jardin Jean-Félix Hap dans le passé (en tant que ménage).

#### **Article 4.2: Pour les collectifs non-marchands etterbeekois**

Sur proposition de notation du service Participation Citoyenne (Consultations et Rencontres citoyennes), le Collège des Bourgmestre et Échevin·e·s analysera les candidatures selon les critères suivants :

- Nombre de personnes impactées par le projet

- Description du projet
- Portée pédagogique du projet
- Description de l'usage de la production

Chacun de ces critères sera noté sur dix points.

### **Article 5 : Inscriptions**

Les demandes d'occupation des parcelles-potagères sont introduites exclusivement au moyen du formulaire établi (formulaire en annexe 1 pour les ménages, annexe 2 pour les collectifs) et dans le délai de l'appel à candidatures. Une copie de moins de trois mois des informations reprises sur la puce de la carte d'identité est à joindre au dossier de candidature, pour les ménages. Pour les personnes souhaitant bénéficier des deux points de priorité accordés lorsque les revenus n'excèdent pas les montants précités, une copie du dernier avertissement-extrait de rôle est nécessaire.

La candidature est déposée (sur prise de RDV) au service Participation Citoyenne (Consultations et Rencontres citoyennes) contre accusé de réception ou par courriel à [potagersHAP@etterbeek.brussels](mailto:potagersHAP@etterbeek.brussels). Si le dossier est complet, le-la candidat-e-occupant-e reçoit directement un accusé de réception mentionnant la date de l'inscription et le numéro de candidature.

La date et l'heure de l'accusé de réception font foi quant à la date d'introduction de la candidature.

Les personnes marquant leur intérêt pour le projet en dehors d'un appel à candidatures se voient proposer d'être inscrites sur la liste de réserve et seront recontactées lors de l'appel à candidatures suivant.

### **Article 6 : Registre**

Le service Participation Citoyenne (Consultations et Rencontres citoyennes) de la commune tient un registre des candidatures conformes.

Le registre indique le numéro de la candidature, le nom et l'adresse du-de la candidat-e ainsi que le nombre de points que détient chaque candidat-e-occupant-e.

Le registre classe les candidatures en fonction du nombre de points des candidat-e-s-occupant-e-s. Les parcelles-potagères seront attribuées aux candidat-e-s-occupant-e-s détenant le plus de points. En cas d'égalité, les candidatures sont classées dans l'ordre chronologique d'introduction des demandes.

Le registre est accessible pour consultation aux candidat-e-s inscrit-e-s et aux conseiller-ère-s communaux conformément à la Nouvelle Loi Communale.

Le-la candidat-e-occupant-e est tenu-e d'informer le service Participation Citoyenne (Consultations et Rencontres citoyennes) sans délai de tout changement dans sa situation qui affecterait le nombre de points. Le nombre de points du-de la candidat-e est, le cas échéant, immédiatement recalculé et le-la candidat-e à nouveau inscrit-e au registre.

Si un changement de situation qui affecte le nombre de points du-de la candidat-e survient après que la parcelle-potagère lui a été attribuée, il-elle est autorisé-e à occuper celle-ci pour la durée initialement prévue (1 an renouvelable 3 fois). Si le-la candidat-e n'est plus résident-e d'Etterbeek, il-elle est automatiquement radié-e du registre au 31 décembre.

Le service Participation de la commune procédera annuellement à une analyse du registre et en fera rapport au Collège des Bourgmestre et Échevin-e-s.

Lorsque les candidatures du registre sont épuisées, un nouvel appel à candidatures est lancé. Les personnes figurant sur la liste de réserve sont invitées à y répondre en remplissant leur dossier de candidature selon les modalités prévues à l'article 5.

### **Article 7 : Protection des données**

Le service Participation Citoyenne collecte les données personnelles en vue de

permettre la sélection des candidat·e·s sur base des critères cités à l'article 4.1. Le formulaire de candidature ainsi que les documents preuves pour les critères d'attribution et la liste de réserve sont conservés durant le délai d'utilité administrative.

Ces données ne sont transmises à aucun tiers.

Le·la candidat·e ou l'occupant·e peut à tout moment demander de consulter ou de rectifier ses données en contactant le service Participation Citoyenne. Toute personne sur liste d'attente peut également demander que ses données soient supprimées.

### **CHAPITRE 3 : OCCUPATION ET PROCEDURE D'ATTRIBUTION**

#### **Article 8 : Procédure d'attribution**

Chaque fois qu'il doit attribuer une parcelle, le Collège des Bourgmestre et Échevin·e·s contacte par courrier ou courriel le·la candidat·e-occupant·e détenant le plus de points et dont la candidature est la plus ancienne.

Ce courrier ou courriel l'informe de la disponibilité de la parcelle et est accompagné d'un formulaire de réponse et d'un plan précisant la localisation et la délimitation de la parcelle-potagère proposée.

Le·la candidat·e-occupant·e est invité·e à renvoyer dans les 15 jours le formulaire de réponse complété.

Le refus d'une parcelle entraîne la radiation du registre. Le·la candidat·e-occupant·e radié·e du registre peut à tout moment introduire une nouvelle demande conforme au règlement.

L'absence de réaction dans les 15 jours entraîne la radiation de sa candidature sauf si le·la candidat·e-occupant·e justifie son attitude dans les 15 jours et que le Collège accepte cette justification.

#### **Article 9 : Conditions d'occupation**

La parcelle-potagère est mise à la disposition des occupant·e·s gratuitement.

La commune met à la disposition des occupant·e·s une base d'outils, qui sera stockée dans l'abri de jardin situé dans le jardin Jean-Félix Hap. Il sera à charge des occupant·e·s de les remplacer en cas de détérioration ou de vol. Les occupant·e·s sont libres d'ajouter des outils supplémentaires, à leurs frais, s'ils·elles jugent cela nécessaire.

Il sera à charge des occupant·e·s de financer les graines et semences.

### **CHAPITRE 4 : DUREE DES ATTRIBUTIONS ET GESTION DES PARCELLES**

#### **Article 10 : Durée d'occupation des parcelles-potagères**

Les parcelles-potagères sont mises à disposition pour une durée d'un an, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, renouvelable trois fois (4 années d'occupation possibles au total).

Un formulaire d'évaluation sera envoyé à chaque participant·e au mois d'octobre afin de lui laisser la possibilité ou non de se réinscrire pour l'année suivante s'il·elle n'a pas encore atteint ses 4 années d'occurrence.

À défaut de réponse, ou en cas de réponse négative dans le mois de notification du formulaire d'évaluation, l'occupation n'est pas reconduite et la parcelle est attribuée, au 1<sup>er</sup> janvier suivant, à un·e candidat·e selon les règles d'attribution prévues à l'article 7 de ce règlement.

Si une parcelle est réattribuée en cours d'année le·la nouvel·le occupant·e bénéficiera de la parcelle jusqu'au 31 décembre de l'année en cours sans que cela ne soit compté comme une occurrence. La personne sera appelée, en octobre, à remplir le formulaire d'évaluation et à manifester son souhait ou non d'entamer sa 1<sup>ère</sup> année officielle d'occupation.

L'occupant·e pourra mettre fin à l'occupation, à tout moment, moyennant un préavis de un mois.

Moyennant le même préavis, la commune pourra mettre fin à l'occupation à tout moment, si l'occupant·e ne respecte pas le règlement, après une mise en demeure préalable restée sans effet. En cas de faute grave de la part de l'occupant·e, la commune pourra mettre fin à l'occupation sans préavis.

### **Article 11 : Gestion des départs au sein d'un collectif non-marchand**

Lorsque 1/3 ou plus des membres d'un collectif non-marchand quittent le projet, les membres restants disposent de la parcelle jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, après quoi ils·elles sont invité·e·s à libérer leur parcelle.

### **Article 12 : Gestion et entretien des parcelles**

§1 Les parcelles-potagères mises à disposition des citoyen·ne·s sont destinées à la production maraîchère pour la consommation privée et dans un but non lucratif.

§2 Il est strictement interdit de céder, scinder, échanger ou faire cultiver la parcelle potagère par une tierce personne sans autorisation préalable de la commune. S'il·elle se trouve dans l'impossibilité de cultiver sa parcelle-potagère ou de maintenir son terrain dans un état d'entretien normal, l'occupant·e est tenu·e d'en avvertir le service Environnement de la commune.

§3 Les dimensions des parcelles-potagères et des chemins communs ne peuvent être modifiées par les occupant·e·s.

§4 Les occupant·e·s des différentes parcelles-potagères réalisent en commun les travaux d'entretien général du site et de ses abords immédiats. En cas de négligence, la commune se réserve le droit d'exiger la remise en état des lieux. À cet effet, un PV sera établi par le fonctionnaire délégué du service Environnement, détaillant le délai de remise en état des lieux et les travaux à effectuer. La commune peut fournir éventuellement une aide logistique pour certains travaux.

§5 Aucune construction ne pourra être érigée sur les parcelles-potagères sans l'accord préalable du Collège des Bourgmestre et Échevin·e·s.

§6 Le jardin Jean-Félix Hap étant un parc classé, les occupant·e·s veillent à l'intégration paysagère de leur parcelle. Par exemple, les filets de protection des cultures doivent être de couleur discrète (noir, blanc, vert ou brun).

§7 L'occupant·e de la parcelle-potagère s'engage à :

- Tout au long de l'année, veiller au bon aménagement, à la propreté et à l'entretien de la parcelle-potagère mise à disposition et, de manière générale, d'en user en « personne prudente et raisonnable » selon la notion consacrée reprise au code civil et dans la jurisprudence ;
- Éviter toute nuisance pour le voisinage en respectant les heures d'ouverture du jardin Jean-Félix Hap ;
- Cultiver en ayant recours à des méthodes de culture reconnues en agriculture biologique, sans pesticide, herbicide ou engrais chimique et ne pas recourir à des semences génétiquement modifiées. Seuls sont autorisés les biocides utilisés en agriculture biologique, pour autant que des mesures préventives de lutte contre les maladies et ravageurs aient effectivement été appliquées en amont. Seuls les amendements provenant d'un compost ou d'une décoction naturelle sont autorisés ;
- Ne pas cultiver des plantes invasives et de grands développements comme l'arbre à papillon, la renouée du Japon, la balsamine de l'Himalaya, l'arbre à tige, etc.
- Participer à d'éventuelles réunions de coordination ;
- Participer à la dynamique collective et s'investir dans les travaux collectifs

relatifs à la gestion de l'eau, du compost, des outils, et à l'embellissement des espaces communs (cour, chemins, espaces de petits fruits, ...).

§8 Le service Environnement de la commune procèdera à une visite annuelle, lors de la pleine saison, pour juger de l'état de la parcelle-potagère. En cas de non-occupation ou de mauvaise gestion de la parcelle, l'occupant-e devra se justifier auprès du service Environnement. Si la justification n'est pas recevable, la parcelle sera réattribuée selon les règles d'attribution prévues à l'article 8.

## **CHAPITRE 5: AUTRES DISPOSITIONS**

### **Article 13: Recours**

En cas de litige, seuls les tribunaux de l'arrondissement de Bruxelles sont compétents.

### **Article 14: Entrée en vigueur**

Le présent Règlement entre en vigueur le 01/04/2022.

Pour les occupant·e·s soumis au précédent règlement, le terme de leur 1<sup>ère</sup> occupation de 2 ans marquera leur passage au régime du présent Règlement : ce dernier leur sera proposé à la signature et il·elle·s pourront se réinscrire pour l'année suivante, qui débutera au 1<sup>er</sup> janvier suivant. Pour atteindre 4 années d'occupation possibles au total, cette réinscription leur sera ensuite à nouveau autorisée 1 fois.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

## **Herziening van het reglement betreffende de toewijzing van gemeenschappelijke groentepercelen op de Lorfor-site binnen de Jean-Félix Hap-tuin**

De gemeenteraad,

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen op 21 november 2019 akkoord is gegaan met de lancering van de collectieve moestuinen in de Jean-Félix Hap-tuin;

overwegende dat de gemeenteraad van 17 februari 2020 het reglement met betrekking tot die collectieve moestuinen heeft goedgekeurd;

overwegende dat het na afloop van 2 moestuinjaren wenselijk is om wijzigingen aan dit reglement voor te stellen om de concrete toepassing ervan mogelijk te maken:

- Het is mogelijk voor gebruikers die al een perceel hebben gehad om zich opnieuw kandidaat te stellen met 2 strafpunten.
- Mensen die belangstelling tonen voor het project buiten een kandidatuuroproep worden ingeschreven op een reservelijst en opnieuw gecontacteerd bij de volgende kandidatuuroproep die wordt gelanceerd wanneer het register is uitgeput.
- De kandidaten die niet meer in Etterbeek wonen worden automatisch geschrapt uit het register.
- De percelen worden ter beschikking gesteld voor een periode van één jaar, van 1 januari tot en met 31 december, die 3 keer kan worden verlegd. Er wordt een overgangperiode voorgesteld voor de deelnemers die de eerste versie van het reglement hebben ondertekend.
- Wanneer 1/3 of meer leden van een collectief het project verlaten, beschikken

de resterende leden nog over het perceel tot 31 december van het lopende jaar en worden zij nadien gevraagd om het perceel vrij te maken.

- De gebruikers moeten waken over de landschapsintegratie van hun perceel in het geklasseerde park.

## BESLIST

1. om het onderstaande reglement goed te keuren.

### **GEMEENTE ETTERBEEK REGLEMENT BETREFFENDE DE TOEKENNING VAN DE GEMEENTELIJKE MOESTUINPERCELEN OP DE LORFORSITE IN DE JEAN-FÉLIX HAPTUIN**

#### **HOOFDSTUK 1: ALGEMENE BEPALINGEN**

##### **Artikel 1: Definities**

Voor de toepassing van onderhavig reglement wordt verstaan onder:

**Moestuinsite:** het terrein dat bestaat uit een of meer aaneengesloten kadastrale percelen, aangelegd in de vorm van verschillende moestuinpercelen die individueel of collectief worden gebruikt.

**Moestuinperceel:** het lapje grond gelegen in de Jean-Félix Haptuin dat bestemd is voor tuinbouw.

**Kandidaat-gebruiker:** de natuurlijke persoon of rechtspersoon die een geldige aanvraag heeft ingediend voor het gebruik van een moestuinperceel.

**Perimeter van het DWC:** de perimeter “Jacht-Gray” loopt rond de as van de Waversesteenweg tussen het Jachtkruispunt en het dei Marmiplein. De perimeter wordt afgebakend door de Mouterijbrug in het zuidwesten, de Jacht in het zuidoosten en het Jourdanplein in het noorden.

**Gezin:** het geheel van bewoners van eenzelfde woning zonder dat die personen noodzakelijkerwijs aan elkaar verwant zijn. Een gezin kan uit een enkele persoon bestaan.

**Non-profitorganisatie:** vereniging van verschillende gezinnen, vzw, school, instelling, buurtcomité...

**Constructie:** elke constructie in hout, beton of andere materialen zoals een gereedschapshuisje, tuinhuis, aardappeltoren, serre, zaaitafel en persoonlijke compostrecipiënt, enz.

##### **Artikel 2: Toepassingsgebied**

Onderhavig reglement is van toepassing op de gemeentelijke moestuinpercelen die tijdelijk en ten precaire titel in gebruik worden gegeven op de moestuinsite van de Jean-Félix Haptuin.

##### **Artikel 3: Verdeling en aanleg van de moestuinsites**

De moestuinsite heeft een oppervlakte van ongeveer 480 vierkante meter.

- 160 vierkante meters zijn bedoeld voor de non-profitorganisaties.
- de overige 320 vierkante meters zijn bedoeld voor de gezinnen.

#### **HOOFDSTUK 2: KANDIDATUUR - VOORWAARDEN EN INSCHRIJVING**

## **Artikel 4: Toekenningsvoorwaarden, voorrangspunten en strafpunten**

### **Artikel 4.1: Voor Etterbeekse gezinnen**

Op basis van zijn situatie krijgt de kandidaat-gebruiker voorrangspunten.

- 1 voorrangspunt wordt toegekend aan de kandidaat-gebruikers die in de perimeter van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” wonen.
- 1 voorrangspunt wordt toegekend aan de kandidaat-gebruikers die in een woning wonen zonder privétuin, binnenplaats of terras van meer dan 20 m<sup>2</sup>.
- 1 voorrangspunt wordt toegekend aan de kandidaat-gebruikers die uit een groot gezin komen.
- 2 voorrangspunten worden toegekend aan de kandidaat-gebruikers van wie het netto belastbaar inkomen van het gezin niet hoger is dan:
  - • **23.283,17 euro**, voor een persoon die alleen woont;
  - • **25.870,20 euro**, voor een gezin met één inkomen
  - • **29.565,98 euro**, voor een gezin met meerdere inkomens

\* Die inkomens worden verhoogd met 2.217,44 euro per kind ten laste. Een kind ten laste met een erkende handicap = 2 kinderen ten laste. De bedragen worden verhoogd met 4.434,89 euro voor een meerderjarig persoon met een erkende handicap.

- 2 strafpunten voor de kandidaat-gebruikers die al gebruik hebben gemaakt van een moestuinperceel binnen de moestuinsite van de Jean-Félix Haptuin in het verleden (als gezin).

### **Artikel 4.2: Voor Etterbeekse non-profitorganisaties**

Op basis van een voorstel van de dienst Burgerparticipatie (Burgerraadplegingen en -ontmoetingen) zal het college van burgemeester en schepenen de kandidaturen analyseren aan de hand van de volgende criteria:

- Aantal personen waarop het project een invloed heeft
- Beschrijving van het project
- Pedagogische draagwijdte van het project
- Beschrijving van het gebruik van de opbrengsten

Aan elk van die criteria zal een cijfer op tien worden gegeven.

### **Artikel 5: Inschrijvingen**

De aanvragen voor het gebruik van de moestuinpercelen worden uitsluitend ingediend aan de hand van het daartoe bestemde formulier (formulier in bijlage 1 voor de gezinnen, bijlage 2 voor de non-profitorganisaties) en binnen de termijn van de kandidatuuroproep. Gezinnen moeten een kopie van minder dan drie maanden oud van de informatie op de chip van de identiteitskaart bij het kandidatuurdossier voegen. Voor personen die in aanmerking wensen te komen voor de twee voorrangspunten die worden toegekend wanneer het inkomen de bovengenoemde bedragen niet overschrijdt, is een kopie van het recentste aanslagbiljet vereist.

De aanvraag moet worden ingediend (na afspraak) bij de dienst Burgerparticipatie (Burgerraadplegingen en -ontmoetingen) tegen ontvangstbevestiging tijdens de openingsuren of via e-mail naar [potagersHAP@etterbeek.brussels](mailto:potagersHAP@etterbeek.brussels). Als het dossier volledig is, ontvangt de kandidaat-gebruiker onmiddellijk een ontvangstbevestiging met vermelding van de datum van inschrijving en het kandidatuurnummer.

De datum en het tijdstip van de ontvangstbevestiging zijn het bewijs van de datum van

indiening van de aanvraag.

Mensen die belangstelling tonen voor het project buiten een kandidatuuroproep krijgen het voorstel om te worden ingeschreven op een reservelijst en opnieuw gecontacteerd te worden bij de volgende kandidatuuroproep.

#### **Artikel 6: Register**

De dienst Burgerparticipatie (Burgerraadplegingen en -ontmoetingen) van de gemeente houdt een register bij van de conforme kandidaturen.

In het register staat het kandidatuurnummer, de naam en het adres van de kandidaat en het aantal punten dat elke kandidaat-gebruiker heeft.

Het register rangschikt de aanvragen op basis van het aantal punten van de kandidaat-gebruikers. De moestuinpercelen worden toegewezen aan de kandidaat-gebruikers met de meeste punten. In geval van een gelijke stand worden de kandidaturen gerangschikt in chronologische volgorde van indiening van de aanvragen.

Het register kan worden geraadpleegd door ingeschreven kandidaten en door de gemeenteraadsleden in overeenstemming met de Nieuwe Gemeentewet.

De kandidaat-gebruiker is verplicht om de Dienst Burgerparticipatie (Burgerraadplegingen en -ontmoetingen) onmiddellijk op de hoogte te brengen van elke wijziging van zijn situatie die gevolgen zou hebben voor het aantal punten. Het aantal punten van de kandidaat wordt indien nodig onmiddellijk opnieuw berekend en de kandidaat wordt opnieuw ingeschreven in het register.

Als een verandering in de situatie van de kandidaat die van invloed is op het aantal punten plaatsvindt nadat het moestuinperceel aan hem is toegewezen, heeft hij toestemming om het perceel te gebruiken voor de duur die aanvankelijk was gepland (1 jaar, 3 keer hernieuwbaar). Als de kandidaat niet langer in Etterbeek woont, wordt hij automatisch uit het register geschrapt op 31 december.

De dienst Participatie van de gemeente voert jaarlijks een analyse van het register uit en brengt verslag uit aan het college van burgemeester en schepenen.

Wanneer de kandidaturen van het register zijn uitgeput, wordt een nieuwe kandidatuuroproep gelanceerd. De mensen op de reservelijst worden uitgenodigd om hierop te reageren door hun kandidatuur dossier in te vullen volgens de voorwaarden uit artikel 5.

#### **Artikel 7: Gegevensbescherming**

De dienst Burgerparticipatie verzamelt persoonsgegevens om de kandidaten te kunnen selecteren op basis van de in artikel 4.1 bedoelde criteria. Het kandidatuurformulier en de bewijsdocumenten voor de gunningscriteria en de reservelijst worden bewaard gedurende de administratieve gebruikstermijn.

Die gegevens worden niet doorgegeven aan derden.

De kandidaat of de gebruiker kan op elk moment vragen om zijn gegevens te raadplegen of te corrigeren door contact op te nemen met de dienst Burgerparticipatie. Ook iedereen op de wachtlijst kan vragen dat zijn gegevens worden verwijderd.

### **HOOFDSTUK 3: GEBRUIK EN TOEKENNINGSPROCEDURE**

#### **Artikel 8: Toekenningsprocedure**

Elke wanneer het een perceel moet toewijzen, neemt het college van burgemeester en schepenen per post of via e-mail contact op met de kandidaat-gebruiker met de meeste punten en de oudste kandidatuur.

Deze brief of e-mail informeert hem over de beschikbaarheid van het perceel en wordt vergezeld van een antwoordformulier en een plan waarin de locatie en de afbakening van het voorgestelde moestuinperceel worden aangegeven.

De kandidaat-gebruiker wordt verzocht om het ingevulde antwoordformulier binnen 15 dagen terug te sturen.

Weigering van een perceel heeft tot gevolg dat de kandidaat uit het register wordt geschrapt. Een kandidaat-gebruiker die uit het register is geschrapt, kan op elk moment een nieuwe aanvraag indienen overeenkomstig het reglement.

Indien niet binnen 15 dagen wordt geantwoord, wordt de kandidatuur geschrapt, tenzij de kandidaat-gebruiker zijn houding binnen 15 dagen rechtvaardigt en het college deze motivering aanvaardt.

#### **Artikel 9: Gebruiksvoorwaarden**

Het moestuinperceel wordt gratis ter beschikking gesteld van de gebruikers.

De gemeente stelt de gebruikers een basispakket van gereedschap ter beschikking, dat wordt opgeslagen in het tuinhuisje in de Jean-Félix Haptuin. Het is de verantwoordelijkheid van de gebruikers om het gereedschap te vervangen in geval van schade of diefstal. Het staat de gebruikers vrij om, op eigen kosten, extra gereedschap toe te voegen als zij dat nodig achten.

Het is de verantwoordelijkheid van de gebruikers om voor het zaaigoed te betalen.

#### **HOOFDSTUK 4: DUUR VAN DE TOEKENNING EN BEHEER VAN DE PERCELEN**

#### **Artikel 10: Duur van het gebruik van de moestuinpercelen**

De moestuinpercelen worden ter beschikking gesteld voor een periode van één jaar, van 1 januari tot en met 31 december, die drie keer kan worden verlegd (4 gebruiksjaren in totaal).

Elke deelnemer ontvangt in oktober een evaluatieformulier met de mogelijkheid om zich al dan niet opnieuw in te schrijven voor het volgende jaar als hij de periode van 4 jaar nog niet heeft bereikt.

Bij gebrek aan een antwoord of bij een negatief antwoord binnen de maand na de kennisgeving van het evaluatieformulier, wordt het gebruik niet verlengd en wordt het perceel op de volgende 1e januari toegewezen aan een kandidaat volgens de toekenningsregels van artikel 7 van dit reglement.

Als een perceel opnieuw wordt toegekend tijdens een lopend jaar, mag de gebruiker het perceel gebruiken tot 31 december van het lopende jaar zonder dat die periode wordt meegerekend als periode. In oktober zal die persoon het evaluatieformulier moeten invullen en aangeven of hij al dan niet wil starten met het eerste officiële gebruiksjaar.

De gebruiker kan op elk moment een einde maken aan het gebruik op voorwaarde van een opzegtermijn van een maand.

Met inachtneming van dezelfde opzegtermijn kan de gemeente het gebruik op elk moment beëindigen indien de gebruiker zich niet aan het reglement houdt nadat een voorafgaande ingebrekestelling zonder gevolg is gebleven. In geval van ernstig fout van de gebruiker kan de gemeente het gebruik zonder opzegtermijn beëindigen.

#### **Artikel 11: Beheer van vertrekken uit een non-profitorganisatie**

Wanneer 1/3 of meer leden van een non-profitorganisatie het project verlaten, beschikken de resterende leden nog over het perceel tot 31 december van het lopende jaar en worden zij nadien gevraagd om het perceel vrij te maken.

#### **Artikel 12: Beheer en onderhoud van de percelen**

§1. De moestuinpercelen die ter beschikking van de burgers worden gesteld zijn bestemd voor de productie van groenten voor particuliere consumptie en zonder winstoogmerk.

§2. Het is ten strengste verboden om het moestuinperceel over te dragen, te verdelen, te ruilen of te laten bewerken door een derde zonder voorafgaande toestemming van de gemeente. Als hij niet in de mogelijkheid is om het moestuinperceel te verbouwen of de grond in een normale staat van onderhoud te houden, is de gebruiker verplicht om de dienst Leefmilieu van de gemeente hiervan op de hoogte te brengen.

§3. De afmetingen van de moestuinpercelen en de gemeenschappelijke paden mogen niet door de gebruikers worden gewijzigd.

§4. De gebruikers van de verschillende moestuinpercelen voeren samen de algemene onderhoudswerkzaamheden op de site en in de directe omgeving uit. In geval van

nalatigheid behoudt de gemeente zich het recht voor om te eisen dat de site wordt hersteld. Daartoe wordt door de gedelegeerde ambtenaar van de dienst Leefmilieu een proces-verbaal opgesteld waarin de termijn voor de herstelling van de site en de uit te voeren werkzaamheden wordt aangegeven. De gemeente kan voor bepaalde werkzaamheden logistieke hulp bieden.

§5. Op de moestuinpercelen mogen geen constructies worden opgetrokken zonder voorafgaande toestemming van het college van burgemeester en schepenen.

§6. Aangezien de Jean-Félix Haptuin een geklasseerd park is, moeten de gebruikers waken over de landschapsintegratie van hun perceel. De beschermingsnetten van hun gewassen moeten bijvoorbeeld een discrete kleur hebben (zwart, wit, groen of bruin).

§7. De gebruiker van het moestuinperceel verbindt zich ertoe om:

- Het hele jaar door te zorgen voor de goede inrichting, de netheid en het onderhoud van het ter beschikking gestelde moestuinperceel en, in het algemeen, om het als een “voorzichtig en redelijk persoon” te gebruiken volgens de betekenis die is vastgelegd in het Burgerlijk Wetboek en in de rechtspraak;
- Overlast voor de omwonenden te vermijden door de openingsuren van de Jean-Félix Haptuin te respecteren;
- Om te kweken met behulp van teeltmethoden die door de biologische landbouw zijn erkend, zonder pesticiden, onkruidverdelgers of chemische meststoffen en om geen genetisch gemanipuleerde zaden te gebruiken. Enkel biociden die in de biologische landbouw worden gebruikt zijn toegestaan op voorwaarde dat de preventieve maatregelen ter bestrijding van ziekten en plagen eerder effectief werden toegepast. Alleen bodemverbeteraars afkomstig van compost of natuurlijke aftreksels zijn toegestaan;
- Geen invasieve planten en grote ontwikkelingen zoals vlinderstruiken, Japanse duizendknoop, reuzenbalsemien, stambomen te telen, enz.
- Eventuele coördinatievergaderingen bij te wonen;
- Deel te nemen aan de collectieve dynamiek en zich in te zetten voor het waterbeheer, de compostplaats, het gereedschap en de verfraaiing van de gemeenschappelijke ruimten (binnenplaats, wegen, ruimten met klein fruit...).

§8. De dienst Leefmilieu van de gemeente brengt jaarlijks tijdens het hoogseizoen een bezoek om de toestand van het groenteperceel te beoordelen. In geval van niet-gebruik of slecht beheer van het perceel zal de gebruiker zich moeten verantwoorden tegenover de dienst Leefmilieu. Indien de rechtvaardiging niet ontvankelijk is, wordt het perceel opnieuw toegewezen volgens de in artikel 8 bedoelde toekenningsregels.

## **HOOFDSTUK 5: ANDERE BEPALINGEN**

### **Artikel 13: Beroep**

In geval van geschillen zijn enkel de rechtbanken van het arrondissement Brussel bevoegd.

### **Artikel 14: Inwerkingtreding**

Onderhavig reglement treedt in werking op 01/04/2022.

Voor de gebruikers die onder het vorige reglement vallen, betekent het einde van hun eerste tweejarige gebruik de overgang naar het huidige reglement: dit zal hen ter ondertekening worden aangeboden en zij zullen zich opnieuw kunnen inschrijven voor het volgende jaar, dat op 1 januari daaropvolgend zal beginnen. Om een totaal van 4 mogelijke gebruiksjaren te bereiken, zullen zij zich dan een keer opnieuw mogen inschrijven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

28.03.2022/A/0011 **Règlement des chèques sports - Modification - Approbation**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en séance du 16/12/2019, le conseil communal a approuvé le règlement pour l'octroi de chèque sport communaux visant à favoriser l'accès au sport aux jeunes etterbeekois ;

Considérant que le sport est très important tant sur le plan physique, psychologique, intellectuel et social ; et ce plus que jamais depuis le début de la pandémie ;

Considérant que cette aide permet à des enfants de débiter une pratique sportive à laquelle ils n'auraient pas eu accès ;

Considérant qu'une collaboration entre la commune et le CPAS a été mise en place afin que leur public puisse aussi en bénéficier ;

Considérant que le service des sports souhaite qu'un maximum de jeunes etterbeekois puissent en bénéficier et ce, quels que soient les revenus de leurs représentants légaux ;

Considérant que ces modifications ne changent en rien la collaboration existante avec le CPAS ;

Décide:

1. d'approuver les termes du règlement pour l'octroi de chèques sport communaux visant à favoriser l'accès au sport aux jeunes etterbeekois tel que repris ci-dessous ;
2. de prendre acte du formulaire de demande.

Règlement pour l'octroi de chèques sport communaux visant à favoriser l'accès au sport aux jeunes etterbeekois – Texte amendé.

#### Article 1er – Objet du règlement

La Commune d'Etterbeek, soucieuse de promouvoir le sport auprès des jeunes de 5 à 18 ans inclus, octroie un chèque sport d'une valeur de 50 € par bénéficiaire qui entre dans les conditions décrites ci[1] dessous.

#### Article 2 - Nature de l'intervention financière et caractéristiques

Par chèques sport, on entend toute contribution financière d'un montant nominal de 50 € visant l'aide directe aux familles et aux jeunes etterbeekois ; celle-ci est destinée à promouvoir la pratique du sport en club et la diversification sportive (sport pour tous, sport loisir, sport découverte, handisport, sport d'élite, ...).

### Article 3 - Conditions d'octroi des chèques-sport

Le chèque sport n'est attribué par principe qu'une seule fois par année scolaire. La demande de chèque sport doit être complétée et signée par l'intéressé ou son représentant légal s'il est mineur. Elle doit être déposée durant l'année scolaire du paiement de la cotisation. Le bénéficiaire potentiel devra obligatoirement remplir, au moment de l'introduction de la demande, les conditions cumulatives suivantes :

- Être âgé de 5 ans à 18 ans compris
- Être domicilié à Etterbeek
- Être inscrit à une activité sportive pour au minimum 3 mois (club\*, VGC, Adeps, parascolaire...) et pouvoir en apporter la preuve (attestation du club, de l'association, de la VGC ou de l'ADEPS, de l'école).
- Pratiquer l'activité sportive sur le territoire communal ou ailleurs

\* Un club sportif est un ensemble de personnes (minimum 10) dont l'inscription dans une même association qu'elle soit de fait ou sans but lucratif peut être à tout moment prouvée au collège des Bourgmestre et Echevins et dont au moins une personne assume la responsabilité et est connue comme telle de l'administration communale d'Etterbeek.

Il a pour objectif principal d'assurer et de coordonner la pratique d'activités nécessitant un effort physique aux membres affiliés.

### Article 4 – Procédure

#### §1.

La demande de chèques sport doit obligatoirement être introduite via le formulaire prévu auprès du service des primes de la commune d'Etterbeek, à l'exclusion de tout autre service communal. La demande de chèque sport devra, pour être recevable, être obligatoirement introduite, endéans la saison sportive du paiement de la cotisation (septembre à juin), sauf dérogation du Collège des Bourgmestre et Echevins. Tout dossier doit être complet (accompagné de toutes les copies nécessaires (voir §2), avant dépôt ou envoi de celui-ci au service des primes. Celui-ci devra être envoyé soit par courrier, au service des primes de l'Administration communale d'Etterbeek, avenue des Casernes 31/1 à 1040 Etterbeek, soit par mail à [primes.premies@etterbeek.brussels](mailto:primes.premies@etterbeek.brussels), soit déposé au guichet rapide de l'Administration communale. A défaut, le chèque ne pourra être octroyé.

#### §2.

Le service des sports et le service de la jeunesse, dûment mandaté par le Collège, examine les conditions de recevabilité et de fond de la demande d'octroi du chèque sport sur base des pièces justificatives suivantes : · Le formulaire chèques sport, dûment complété et signé par l'intéressé ou le représentant légal s'il est mineur ; · L'attestation de participation dûment complétée par le représentant du club où le jeune est affilié ; · La composition de ménage récente (octroyée gratuitement au service population de la commune d'Etterbeek où le jeune doit être domicilié) ; · La preuve de paiement de la cotisation au club sportif ou à l'association ;

### Article 5 - Exclusion

Le collège peut décider de ne pas octroyer le chèque sport si une fausse déclaration ou attestation a été introduite.

## Article 6 - Paiement

Un montant de 50 euros est viré par le service des primes sur le compte bancaire repris dans le formulaire de demande. Les paiements seront exclusivement effectués par versement sur un compte bancaire et effectif à partir du mois de janvier de la saison en cours.

## Article 7 - Budget

L'application du présent règlement est subordonnée à l'inscription au budget des crédits nécessaires. L'émission des chèques sport sera effectuée à concurrence de l'allocation budgétaire approuvée. Si le nombre de demandes excède le budget disponible, la date de l'introduction du dossier complet servira de critère d'attribution.

## Article 8 – Entrée en vigueur

Le présent règlement remplace toutes les dispositions réglementaires antérieures.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

## **Reglement van sportcheques - Wijziging - Goedkeuring**

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 16/12/2019 het reglement voor de toekenning van gemeentelijke sportcheques om de toegang tot sport voor Etterbeekse jongeren te bevorderen heeft goedgekeurd;

overwegende dat sport zeer belangrijk is op fysiek, psychologisch, intellectueel en sociaal vlak en dat zelfs nog meer dan ooit sinds het begin van de pandemie;

overwegende dat dankzij deze financiële hulp kinderen kunnen starten met een sportactiviteit die anders niet toegankelijk zou zijn geweest voor hen;

overwegende dat een samenwerking werd opgestart tussen de gemeente en het OCMW zodat de begunstigden van het OCMW er ook zouden van kunnen genieten;

overwegende dat de dienst Sport er zoveel mogelijk jongeren uit Etterbeek van willen laten genieten en dat ongeacht het inkomen van hun wettelijke vertegenwoordigers;

overwegende dat deze wijzigingen de bestaande samenwerking met het OCMW helemaal niet veranderen;

## BESLIST

1. om de voorwaarden van het onderstaande reglement voor de toekenning van gemeentelijke sportcheques om de toegang tot sport voor Etterbeekse jongeren te bevorderen goed te keuren;
2. om akte te nemen van het aanvraagformulier.

Reglement voor de toekenning van gemeentelijke sportcheques om de toegang tot sport voor Etterbeekse jongeren te bevorderen

## **Artikel 1 – Onderwerp van het reglement**

De gemeente Etterbeek wil sport promoten bij jongeren van 5 tot en met 18 jaar en kent daarom een sportcheque ter waarde van 50 euro toe per begunstigde die beantwoordt aan de onderstaande voorwaarden.

## **Artikel 2 – Aard van de financiële bijdrage en kenmerken**

Onder “sportcheques” verstaat men elke financiële bijdrage met een nominaal bedrag van 50 euro om Etterbeekse gezinnen en jongeren rechtstreeks te helpen. Die bijdrage is bedoeld om de beoefening van sport in clubverband en sportdiversifiëring (sport voor iedereen, sport als vrijetijdsbesteding, sport als ontdekking, sport voor personen met een handicap, elitesport...) te promoten.

## **Artikel 3 – Voorwaarden voor de toekenning van de sportcheques**

**De sportcheque wordt uit principe slechts een keer per schooljaar toegekend.**

**Het aanvraagformulier voor de sportcheques moet ingevuld en ondertekend worden door de betrokkene of door zijn wettelijke vertegenwoordiger als hij minderjarig is. De aanvraag moet ingediend worden tijdens het schooljaar waarin de bijdrage werd betaald.**

**De potentiële begunstigde moet op het moment dat de aanvraag wordt ingediend beantwoorden aan de volgende cumulatieve voorwaarden:**

**•Tussen 5 en 18 jaar oud zijn**

**•Gedomicilieerd zijn in Etterbeek**

- Ingeschreven zijn in een organisatie met maatschappelijke zetel in Etterbeek en/of die haar activiteiten uitoefent in Etterbeek**

**•Ingeschreven zijn voor een sportactiviteit gedurende minstens 3 maanden (club\*, VGC, Adeps, buitenschools...) en daarvan een bewijs voorleggen (attest van de club, van de vereniging, van de VGC of van ADEPS, van de school.)**

**•De sportactiviteit beoefenen op het grondgebied van de gemeente of elders**

*\*Een sportclub is een geheel van personen (minstens 10) van wie de inschrijving in eenzelfde vereniging, of het nu een feitelijke vereniging of een vereniging zonder winstoogmerk is, op elk moment kan worden bewezen aan het college van burgemeester en schepenen en waarvoor minstens één persoon de verantwoordelijkheid op zich neemt en als dusdanig bekend is bij het gemeentebestuur van Etterbeek.*

*Haar voornaamste doelstelling is het verzekeren en coördineren van de beoefening van activiteiten die fysieke inspanning van haar leden vergen.*

## **Artikel 4 – Procedure**

§1. De aanvraag van de sportcheques moet worden ingediend aan de hand van [het formulier](#) bij de dienst Premies van de gemeente Etterbeek, met uitsluiting van elke andere gemeentedienst.

Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag van de sportcheques worden ingediend binnen het sportseizoen waarin de bijdrage werd betaald (september tot juni), behalve als het college van burgemeester en schepenen een afwijking toestaat.

Elk dossier moet volledig zijn (met alle nodige kopieën (zie §2)) voordat het wordt bezorgd aan de dienst Premies.

Het dossier moet hetzij per post naar de dienst Premies van het gemeentebestuur van Etterbeek worden verstuurd (Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek), hetzij via e-mail naar [primes.premies@etterbeek.brussels](mailto:primes.premies@etterbeek.brussels) worden verstuurd, hetzij worden afgegeven aan het snelloket van het gemeentebestuur.

Zo niet, dan kan de cheque niet worden toegekend.

§2. De dienst Sport en de dienst Jeugd, die gemachtigd werden door het college, onderzoeken de ontvankelijkheidsvoorwaarden en de inhoudelijke voorwaarden van de aanvraag voor de toekenning van de sportcheques op basis van de volgende bewijsstukken:

- Het aanvraagformulier voor de sportcheques, ingevuld en ondertekend door de betrokkene of door zijn wettelijke vertegenwoordiger als hij minderjarig is;
- Het deelnameattest ingevuld door de vertegenwoordiger van de club waarbij de jongere is aangesloten;
- Een recent attest van gezinssamenstelling (dat wordt gratis uitgereikt op de dienst Bevolking van de gemeente Etterbeek waar de jongere gedomicilieerd is);
- Het bewijs van betaling van de bijdrage aan de sportclub of vereniging.

#### **Artikel 5 – Uitsluiting**

Het college kan beslissen om de sportcheque niet toe te kennen als een valse verklaring werd afgelegd of een vals attest werd ingediend.

#### **Artikel 6 – Betaling**

Een bedrag van 50 euro wordt gestort op de bankrekening die vermeld is op het aanvraagformulier.

De betalingen worden uitsluitend uitgevoerd per overschrijving op een bankrekening en gaan in januari van het lopende seizoen in.

#### **Artikel 7 – Budget**

De toepassing van dit reglement is onderworpen aan de inschrijving van de nodige kredieten in de begroting.

De sportcheques worden uitgereikt ten bedrage van het toegekende budget.

Als het aantal aanvragen het beschikbare budget overschrijdt, wordt de datum waarop het volledige dossier werd ingediend als toekenningscriterium gebruikt.

## Artikel 8 – Inwerkingtreding

Dit règlement vervangt alle vorige bepalingen van reglementen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*Monsieur du Bus :*

Merci pour la commission qui a permis d'avoir des échanges instructifs sur la motivation de cette modification.

Nous soutenons cette modification qui permettra une simplification administrative. Il serait intéressant d'analyser les raisons pour lesquelles des parents n'inscrivent pas leurs enfants dans des activités sportives.  
Il y a un enjeu de santé publique de lutter contre la surcharge pondérale. La tranche de population des jeunes n'échappe pas à ce danger de santé publique.

Inciter les jeunes à pratiquer une activité physique est une obligation en tant que service public. Le chèque de 50 € ne représente pas un déterminant majeur et reste faible. Nous plaçons pour que ce montant, si le budget le permet, soit revu à la hausse.

*Madame Njomgang :*

Nous sommes conscients de ce problème d'obésité et de surcharge pondérale, c'est pourquoi nous avons proposé en 2019 au conseil communal d'octroyer des chèques d'une valeur de 50€.

On vous remercie de proposer d'augmenter le budget et peut-être d'augmenter l'incitant aux enfants entre 6 et 18 ans. On pourrait dès lors soutenir d'une manière plus importante nos jeunes dans la pratique d'une activité sportive.

Le service est à l'écoute des habitants et nous est revenu pour proposer ces modifications. Nous avons également tenu compte de vos amendements.

Le conseil approuve les amendements suivants:

Article 3, 3ème puces, rajout de l'astérisque :  
club\*

Article 3, une 4ème puce a été rajoutée :  
Pratiquer l'activité sportive sur le territoire communal ou ailleurs

Article 4, 2ème paragraphe le terme "la saison" a été rajouté.

Article 6, les termes " par le service des primes" ont été supprimés.

Article 8, les termes "remplace toutes les dispositions réglementaires antérieures" ont été rajoutés.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Règlement des chèques sports - Texte amendé.pdf, formulaire chèques sport FR.pdf, règlement NL.pdf, 2019.12.16 approbation règlement.pdf*

---

## Service de prévention - Preventiedienst

28.03.2022/A/0012 **Lutte contre le décrochage scolaire/Convention 2022-2024/Approbation**

Le Conseil communal,

Vu l'arrête du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 décembre 2021 accordant une subvention à la Commune d'Etterbeek dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire pour les années 2022-2024;

Attendu que cette subvention est octroyée afin de mettre en œuvre des actions développées par la commune sur son territoire pour lutter contre le décrochage scolaire ;

Vu la convention transmise par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale le 14 février 2022;

Considérant que cette convention entre en vigueur le 1er janvier 2022 et se termine le 31 décembre 2024,

DECIDE d'approuver la convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Etterbeek dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire pour les années 2022-2024, ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Convention

ENTRE

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par Rudi Vervoort, Ministre-Président, dénommée ci-après "la Région de Bruxelles-Capitale"

ET

La commune d'Etterbeek représenté(e) par

Vincent De Wolf, Bourgmestre et Annick Petit, Secrétaire communale, ff

dénommé(e) ci-après "le bénéficiaire"

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT:

### **Article 1er: Objet de la convention**

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d'une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale d'un montant de 764.434 EUR conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du

09/12/2021.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

## **Article 2: Projets**

La subvention est allouée au bénéficiaire pour la mise en œuvre de projet(s) locaux favorisant l'accrochage scolaire. Le numéro de référence du dossier (numéro visa), à mentionner lors des prochains échanges avec l'administration, est 2104110114.

Les projets 2022-2024 communaux favorisant l'accrochage scolaire sont :

- Suivi individuel
- Graines de médiateur
- Atelier de sensibilisation au civisme à l'école
- Contrôle de l'obligation scolaire (COS)
- Flash Info
- Atelier "apprendre par le jeu"
- Atelier d'orientation scolaire
- Parcours ton orientation (PTO)
- Espaces d'aide à l'apprentissage (école de devoirs et remédiation scolaire)
- Burnout et stress parental
- Projet de foot à l'école avec le Royal Sporting Club d'Anderlecht (RSCA)
- Sensibilisons les jeunes aux violences scolaires !
- Séance de sensibilisation au harcèlement scolaire, au cyber-harcèlement et aux dangers des réseaux sociaux
- Projet de développement personnel par le sport et la citoyenneté
- Apprendre à apprendre
- Prévention des assuétudes
- Atelier sur le fonctionnement émotionnel et comportemental de l'enfant et de l'adolescent
- Agir sur les stéréotypes liés au genre et sur les violences sexistes

Cette liste de projets est susceptible d'être adaptée, sur accord entre le Service École et la commune, en vue de coller au mieux à la réalité locale. Dans le cas où la liste de projets est modifiée, elle fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Dans le cas où un avenant est nécessaire, suite à une modification de la liste des projets, une mise à jour de la ventilation budgétaire de la subvention entre les projets sera envoyée dans les plus brefs délais au Service École.

## **Article 3: Durée**

La convention porte sur la période du 01/01/2022 au 31/12/2024.

## **Article 4: Modalités financières**

Les dépenses prises en charge par la subvention sont :

- loyer et charges ;
- frais de promotion et publication ;
- frais d'animation ;

- frais administratifs ;
- frais d'équipement ;
- frais de véhicule et déplacements (hors dépenses de voyage) ;
- rétribution de tiers et de sous-traitants, honoraires, vacataires ;
- frais de personnel ;
- matériel informatique.

Les frais de personnel peuvent être co-subsidiés par Bruxelles Prévention Sécurité (BPS) et par perspective.brussels lorsque qu'un membre du personnel (ex. fonctionnaire de prévention, coordinateur administratif, évaluateur interne) est à la fois affecté à un ou plusieurs projet(s) relatif(s) à la lutte contre le décrochage scolaire et à un ou plusieurs projet(s) lié(s) à d'autres priorités du Plan global de prévention et de sécurité (PGPS).

La subvention de 764.434 EUR sera liquidée en quatre tranches :

- une première tranche de 30 % du montant de la subvention liquidée après la conclusion de la présente convention et sur présentation d'une déclaration de créance pour le 01/04/2022 au plus tard. ;
- une deuxième tranche de 30 % du montant de la subvention liquidée après réception et analyse du rapport de suivi annuel des projets menés au cours de la période allant du 01 janvier au 31 décembre 2022 et des pièces justificatives y relatives, sur base d'une déclaration de créance pour le 01/06/2023 au plus tard. ;
- une troisième tranche 30 % du montant de la subvention liquidée après réception et analyse du rapport de suivi annuel des projets menés au cours de la période allant du 01 janvier au 31 décembre 2023 et des pièces justificatives y relatives, sur base d'une déclaration de créance adressée pour le 01/06/2024 au plus tard.;
- le solde de 10% du montant de la subvention liquidé après réception et analyse du rapport final d'évaluation des projets menés au cours de la période allant du 01 janvier au 31 décembre 2024 et des pièces justificatives y relatives, sur base d'une déclaration de créance pour le 01/06/2025 au plus tard.

La demande de paiement se fait donc sous la forme de "déclarations de créance". Ces dernières doivent :

- être rédigées sur papier à en-tête, datées et signées par une personne habilitée à engager le bénéficiaire ;
- mentionner impérativement les éléments suivants :
  - le numéro de référence du dossier 2104110114;
  - le motif du paiement ;
  - le montant demandé en paiement ;
  - le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé.
- être adressées au Service Comptabilité de perspective.brussels, Rue de Namur 59, 1000 Bruxelles ou par e-mail à [inv.bf@perspective.brussels](mailto:inv.bf@perspective.brussels) avec copie au Service École à [nelmoussati@perspective.brussels](mailto:nelmoussati@perspective.brussels).

#### **Article 5: Suivi annuel et Évaluation finale (projets-finances)**

Les projets cités à l'article 2 seront suivis et évalués par le Service École de perspective.brussels.

Les rapports de suivis et d'évaluation comprendront :

- un suivi ou une évaluation des projets en tant que tels ;
- une évaluation financière (avec un tableau récapitulatif et les pièces justificatives).

Pour des raisons de simplification du traitement administratif, les documents seront à remplir en ligne en se connectant à IRISbox, guichet électronique de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le modèle des rapports (projets et finances), établi par le Service École de perspective.brussels, sera communiqué à la commune bénéficiaire au plus tôt trois mois avant la date de clôture d'envoi du rapport.

Le rapport de suivi annuel ou le rapport final d'évaluation des projets, le tableau récapitulatif et les pièces justificatives doivent être introduits au plus tard pour le 01 mars des années 2023, 2024 et 2025 auprès du Service École de perspective.brussels.

Les pièces justificatives - des factures et/ou tickets de caisse probants, permettant de démontrer la pertinence des dépenses par rapport à l'objectif poursuivi - à fournir concernent les frais de personnel et de fonctionnement. Elles ne pourront porter que sur des dépenses effectuées au cours de la période visée à l'article 3.

Pour ce qui concerne les frais de traitement pour lesquels une intervention est demandée, les fiches de paie, fiche(s) ONSS et copie des contrats devront être fournies.

Le tableau récapitulatif énumère de façon chronologique et numérotée, les différentes dépenses nécessaires à la réalisation des projets visées à l'article 4. Il mentionnera le titre des projets et le montant du subside qui leur a été alloué. Il se terminera par un total.

Lorsqu'une dépense est subventionnée par plusieurs pouvoirs subsidiaires, la ventilation entre pouvoirs subsidiaires sera reprise.

Si le bénéficiaire est assujéti à la T.V.A., les montants hors T.V.A. doivent être pris en compte sauf la quotité non-récupérable de la T.V.A.

## **Article 6: Paiements**

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires.

Les paiements seront exécutés dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

## **Article 7: Communication**

Tout document destiné au public dans le cadre d'un projet cité à l'article 2 de la présente convention doit se référer nécessairement à l'intervention financière de la Région.

Le logo de perspective.brussels, mis à la disposition du bénéficiaire sur simple demande, doit figurer sur ces documents.

Les communications peuvent s'inspirer d'autres éléments de la charte graphique de perspective.brussels. Celle-ci sera également communiquée sur demande adressée au Service École.

Tout document doit être transmis au Service École de perspective.brussels dès sa

réalisation. En outre, tout événement organisé dans ce contexte doit obligatoirement faire référence à l'aide financière précitée et être renseigné au moins un mois à l'avance au Service École de perspective.brussels.

### **Article 8: Marchés publics**

Lorsque le bénéficiaire de la subvention est une personne morale qui, à la date de la décision de lancer un marché, a été créée pour satisfaire spécifiquement aux besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial et dont :

- soit l'activité est financée à plus de cinquante pour cent par les services du Gouvernement ou un organisme administratif autonome,
- soit la gestion est soumise à un contrôle desdits services ou organismes,
- soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par lesdits services et organismes,

celle-ci est soumise aux dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

### **Article 9: Imputation budgétaire**

Le montant de la subvention est imputable sur l'article budgétaire 02.004.27.01.4321 du budget 2021 de perspective.brussels.

### **Article 10: contrôle des subventions**

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant sur les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention.

Ces articles sont reproduits in extenso ci-dessous:

Art 92: Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, précitée, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93: Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art 94: Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire:

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention,
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée,
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93,
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art 95: Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

### **Article 11: Litiges**

Tout litige ou contestation relatif à la présente convention sera soumis aux Tribunaux de Bruxelles, seuls compétents.

### **Article 12: Transmission des documents**

Toutes les notifications ou communications, en vertu de la présente convention, à l'exception de(s) déclaration(s) de créance à rédiger par le bénéficiaire, seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. Pour la Région  
Perspective.brussels  
Service École  
Madame Julie Lumen  
Rue de Namur, 59  
1000 - Bruxelles

2. Pour le bénéficiaire  
La commune d'Etterbeek  
Avenue des Casernes, 31  
1040 - Etterbeek

M. Vincent De Wolf, Bourgmestre

Fait à Bruxelles le ..... (en deux exemplaires).

Pour la commune d'Etterbeek,  
La Secrétaire communale, ff  
Bourgmestre

Pour la Région de Bruxelles-  
LeCapitale,

Annick Petit Vincent De Wolf

Rudi Vervoort  
Ministre-Président

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek, le 28 mars 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

## **Bestrijding van schoolverzuim/Overeenkomst 2022-2024/Goedkeuring.**

De gemeenteraad,

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 9 december 2021 tot toekenning van een subsidie aan de gemeente Etterbeek in het kader van de strijd tegen schooluitval voor de jaren 2022-2024;

overwegende dat die subsidie wordt uitgereikt om acties uit te voeren die op touw worden gezet door de gemeente op haar grondgebied in de strijd tegen schooluitval;

gelet op de overeenkomst die werd doorgestuurd door het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 14 februari 2022;

overwegende dat die overeenkomst in werking treedt op 1 januari 2022 en eindigt op 31 december 2024;

BESLIST om de hierbij gevoegde overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Etterbeek in het kader van de strijd tegen schooluitval voor de jaren 2022-2024 goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

Overeenkomst

TUSSEN

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door Rudi Vervoort, minister-president  
hierna 'het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' genoemd

EN

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door

Vincent De Wolf, Burgemeester en Annick Petit, de wnd. Gemeentesecretaris

hierna 'de begunstigde' genoemd

WERD HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

### **Artikel 1: Voorwerp van de overeenkomst**

Deze overeenkomst regelt de modaliteiten van de terbeschikkingstelling van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ten belope van 764.434 euro aan de begunstigde conform het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 09/12/2021.

Het toepassingsgebied van bovengenoemd besluit kan in geen geval krachtens deze overeenkomst worden gewijzigd, beperkt of uitgebreid.

### **Artikel 2: Projecten**

De subsidie wordt aan de begunstigde toegekend voor de uitvoering van project(en) ter bevordering van preventie van schoolverzuim. Het referentienummer van het dossier (visumnummer), dat bij de volgende uitwisselingen met de administratie moet worden vermeld, is 2104110114.

De gemeentelijke projecten 2022-2024 ter preventie van schoolverzuim zijn:

- Individuele opvolging
- Zaden van bemiddelaar
- Workshop van burgerschaps sensibilisatie op school
- Controle van de leerplicht
- Flash Info
- Workshop "leer door te spelen"
- Workshop over studiekeuzevoorlichting
- Parcours ton orientation (PTO)
- Ruimten voor schoolshulpmiddelen (huiswerkklassen en remediëring)
- Ouderlijke burnout en stress
- Project van voetbal op school met Royal Sporting Club Anderlecht (RSCA)
- Maak jongeren bewust van schoolgeweld!
- Bewustmakingssessie over pesterijen op school, cyberpesterijen en de gevaren van sociale netwerken
- Project van persoonlijke ontwikkeling door sport en burgerschap
- Leren te leren
- Preventie van verslaving
- Workshop over de emotionele en gedragswerking van kinderen en tieners
- Handelen op genderstereotypen en gendergerelateerd geweld

Deze lijst van projecten kan in overleg tussen de Dienst Scholen en de gemeente worden aangepast opdat ze zo goed mogelijk de lokale werkelijkheid zou weergeven. Indien de lijst van projecten wordt gewijzigd, zal deze het voorwerp uitmaken van een bijlage bij deze overeenkomst.

In het geval een aanpassing nodig is door een wijziging van de lijst met de projecten, zal een aanpassing van de budgettaire opsplitsing van de subsidie voor de projecten zo snel mogelijk naar de Dienst Scholen worden gestuurd.

### **Artikel 3: Duur**

De overeenkomst heeft betrekking op de periode van 01.01.2022 tot en met 31.12.2024.

### **Artikel 4: Financiële modaliteiten**

Indien een bijlage nodig is, na een wijziging in de lijst van projecten, wordt zo snel mogelijk een bijgewerkte begrotingstoekenning naar de Dienst Scholen verzonden.

Deze uitgaven worden gedekt door de subsidie:

- huur en lasten ;
- promotie- en publicatiekosten;
- animatiekosten;
- administratieve kosten;
- uitrustingskosten;

- vervoersmiddelen- en verplaatsingskosten (exclusief reiskosten);
- vergoeding van derden en onderaannemers, honoraria, individuele aannemers;
- personeelskosten;
- computerapparatuur.

De personeelskosten kunnen door Brussel Preventie & Veiligheid (BPV) en perspective.brussels samen worden gesubsidieerd wanneer een personeelslid (bv. preventiemedewerker, administratief coördinator, interne beoordelaar) wordt toegewezen aan zowel één of meer project(en) in verband met de strijd tegen schooluitval als aan één of meer project(en) in verband met andere prioriteiten van het Globaal Veiligheids- en Preventieplan (GVPS).

De subsidie van 764.434 euro wordt in vier schijven betaald:

- een eerste schijf van 30% van het subsidiebedrag zal worden uitbetaald na het sluiten van de bedoelde overeenkomst en na overmaking uiterlijk op 01.04.2022 van een schuldvordering;
- een tweede schijf van 30% van het subsidiebedrag zal worden uitbetaald na ontvangst en analyse van het jaarlijkse follow-upverslag over de projecten die in de periode van 1 januari tot 31 december 2022 zijn uitgevoerd en de bijbehorende bewijsstukken, op basis van een schuldvordering die uiterlijk op 01.06.2023 wordt gericht;
- een derde schijf van 30% van het subsidiebedrag zal worden uitbetaald na ontvangst en analyse van het jaarlijkse follow-upverslag over de projecten die in de periode van 1 januari tot 31 december 2023 zijn uitgevoerd en de bijbehorende bewijsstukken, op basis van een schuldvordering die uiterlijk op 01.06.2024 wordt gericht;

het saldo van 10 % wordt vereffend na ontvangst en analyse van het definitieve evaluatieverslag over de projecten die in de periode van 1 januari tot 31 december 2024 zijn uitgevoerd en de bijbehorende bewijsstukken, op basis van een schuldvordering die uiterlijk op 01.06.2025 wordt gericht.

Elke betalingsaanvraag gebeurt dus in de vorm van een 'schuldvordering'. Deze schuldvorderingen moeten:

- worden opgesteld op papier met briefhoofd, gedateerd zijn en ondertekend zijn door een persoon die bevoegd is om de begunstigde te verbinden;
- de volgende elementen vermelden:
  - het referentienummer van het dossier (2104110114) ;
  - de reden voor de betaling;
  - het bedrag waarvan de betaling wordt gevraagd;
  - het nummer van de bankrekening waarop dit bedrag moet worden overgemaakt.
- worden verstuurd naar de boekhoudafdeling van perspective.brussels, Naamsestraat 59, 1000 Brussel of per e-mail naar [inv.bf@perspective.brussels](mailto:inv.bf@perspective.brussels) met een kopie naar de Dienst Scholen aan [nelmoussati@perspective.brussels](mailto:nelmoussati@perspective.brussels).

## **Artikel 5: Beoordeling (projecten-financiën)**

De in artikel 2 genoemde projecten worden beoordeeld door de Dienst Scholen van perspective.brussels.

Het evaluatieverslag bevat:

- een beoordeling van de projecten als zodanig;
- een financiële evaluatie (met een samenvattende tabel en bewijsstukken).

Om de administratieve verwerking te vereenvoudigen, moeten de documenten online worden ingevuld via IRISbox, het elektronische loket van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het model van het evaluatieverslag (projecten en financiën), opgesteld door de Dienst Scholen van perspective.brussels, wordt ten vroegste drie maanden voor de uiterste datum van verzending van het verslag bezorgd aan de begunstigde gemeente.

Het jaarlijkse follow-upverslag of het definitieve evaluatieverslag van het project, de samenvattende tabel en de bewijsstukken moeten uiterlijk op 1 maart van de jaren 2023, 2024 en 2025 bij de Dienst Scholen van perspective.brussels worden ingediend. De te verstrekken bewijsstukken – facturen en/of kassabonnen waaruit blijkt dat de uitgaven relevant zijn voor het nagestreefde doel – hebben betrekking op de personeels- en werkingskosten. Zij mogen alleen betrekking hebben op uitgaven die in de in artikel 3 bedoelde periode zijn gedaan.

Wat de verwerkingskosten betreft waarvoor een bijdrage wordt aangevraagd, moeten de loonstrookjes, RSZ-fiche(s) en een kopie van de contracten worden verstrekt.

In de samenvattende tabel staat een chronologische en genummerde opsomming van de verschillende vereiste uitgaven voor de uitvoering van het project zoals uiteengezet in artikel 4. De titel van de projecten en het bedrag van de toegekende subsidie worden vermeld. De tabel wordt met een totaal afgesloten.

Indien een uitgave door meerdere subsidiërende overheden wordt gesubsidieerd, wordt de uitsplitsing tussen deze overheden vermeld.

Indien de begunstigde btw-plichtig is, moeten de bedragen exclusief btw in aanmerking worden genomen, met uitzondering van het niet-terugvorderbare deel van de btw.

## **Artikel 6: Betalingen**

De betalingen gebeuren binnen de limieten van de begrotingskredieten.

De betalingen worden zo spoedig mogelijk verricht, rekening houdend met de controles die moeten worden uitgevoerd.

## **Artikel 7: Communicatie**

Op elk voor het publiek bestemd document in het kader van een in artikel 2 van deze overeenkomst genoemd project moet staan dat het project financiële steun krijgt van het Gewest.

Het logo van perspective.brussels, dat op eenvoudig verzoek aan de begunstigde ter beschikking wordt gesteld, moet op deze documenten worden vermeld.

De communicatie kan andere elementen ontlenen aan de huisstijl van perspective.brussels. Op verzoek aan de Dienst Scholen wordt die huisstijl ook meegeedeeld.

Elk document moet, zodra het is opgesteld, aan de Dienst Scholen van perspective.brussels worden bezorgd. Bovendien moet elk evenement dat in deze context wordt georganiseerd, verplicht naar de genoemde financiële steun verwijzen

en minstens één maand op voorhand aan de Dienst Scholen van perspective.brussels worden meegedeeld.

### **Artikel 8: Overheidsopdrachten**

Wanneer de begunstigde van de subsidie een rechtspersoon is die op de datum van de beslissing om een opdracht uit te schrijven opgericht is met het specifieke doel te voorzien in behoeften van algemeen belang zonder industriële of commerciële doelen na te streven, en waarvan:

- hetzij de activiteit voor meer dan vijftig procent door de overheidsdiensten of een autonome administratieve instelling wordt gefinancierd;
- hetzij het beheer onderworpen is aan controle door deze diensten of instellingen;
- hetzij de leden van het bestuursorgaan, het leidinggevende of het toezichthoudende orgaan voor meer dan de helft door deze diensten of instellingen zijn aangewezen;

is deze onderworpen aan de bepalingen van de wet van 17 juni 2016.

### **Artikel 9: Aanrekening op de begroting**

Het bedrag van de subsidie komt ten laste van begrotingsartikel 02.004.27.01.4321 van de begroting 2021 van perspective.brussels.

### **Artikel 10: Controle van de subsidies**

Artikels 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing wanneer het om subsidies gaat.

Deze artikels worden hieronder integraal weergegeven:

Art. 92: Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art. 93: Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze

controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art. 94: Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde:

- 1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;
- 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;
- 3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert;
- 4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art. 95: Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

#### **Artikel 11: Geschillen**

Alle geschillen en betwistingen in verband met deze overeenkomst moeten worden voorgelegd aan de rechtbanken van Brussel, die als enige bevoegd zijn.

#### **Artikel 12: Indiening van documenten**

Alle kennisgevingen of mededelingen in het kader van deze overeenkomst, met uitzondering van de door de begunstigde op te stellen schuldvordering(en), worden door de partijen rechtsgeldig aan de volgende adressen gericht:

1. Voor het Gewest  
perspective.brussels  
Dienst Scholen  
Mevrouw Julie Lumen  
Naamsestraat, 59  
1000 - Brussel

2. Voor de begunstigde  
De gemeente Etterbeek  
Kazernenlaan, 31  
1040 - Etterbeek

De Heer Vincent De Wolf, Burgemeester

Opgesteld in Brussel op ..... (in tweevoud).

Voor de gemeente Etterbeek,

Voor het Brussels Hoofdstedelijk  
Gewest,

De wnd. Gemeentesecretaris  
Burgemeester  
Annick Petit  
Wolf

De  
Vincent De

Rudi Vervoort  
Minister-president

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 28 maart 2022

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*Madame Bataille :*

On se réjouit du renouvellement de cette convention.

C'est un programme indispensable à l'accompagnement et à l'éducation des jeunes en difficulté sociale et scolaire. La convention prévoit un dispositif d'évaluation des projets.

Dans ce cadre-là, je regrette que le conseil communal ne reçoive pas les évaluations des périodes écoulées lorsque l'on propose des conventions. Ce n'est pas la première fois que je demande de disposer des rapports d'évaluations.

*Monsieur du Bus :*

Pouvez-vous répondre à ma collègue avant de passer au point suivant ?

*Madame Njomgang :*

Les rapports existent et vous pourrez en disposer mais ici on parle du volet prévention.

*Monsieur le Bourgmestre :*

Il suffit de demander communication du document d'évaluation qui est fait automatiquement à chaque renouvellement du dispositif du décrochage scolaire par la Région.

Madame la Secrétaire a noté qu'on peut vous l'envoyer sans problème. C'est un document administratif qui est établi avant même qu'on ne puisse renouveler le dispositif et qui est sous contrôle des dispositions par le gouvernement bruxellois.

---

## **Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A**

28.03.2022/A/0013 **Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour**

## **information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

**Date : 03/02/2022.**

**Objet** : Wavre 337 (duplex au 2ème étage) – Rénovation de la salle de bains - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.

**Estimation de la dépense** : 2.500,00 € HTVA

**Article budgétaire** : 614-01 du budget ordinaire 2022 de la Régie Foncière.

**Date : 03/02/2022.**

**Objet** : Etang 131 (RDC) – Nouveau revêtement de sol - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution. - Application de l'article 234 § 3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.

**Estimation de la dépense** : 24.000,00 € HTVA.

**Article budgétaire** : 243-01 du budget ordinaire 2022 de la Régie Foncière.

**Date : 10/02/2022.**

**Objet** : Préau 17 – Placement d'extracteurs d'air - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.

**Estimation de la dépense** : 4.500,00 € HTVA.

**Article budgétaire** : 243-01 du budget ordinaire 2022 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 03/02/2022 et 10/02/2022 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

**Datum: 03/02/2022.**

Onderwerp: Waver 337 (duplex op de tweede verdieping) – Renovatie van de badkamer - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.500,00 € zonder BTW.

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2022 van de Regie van Grondbeleid.

**Datum: 03/02/2022.**

Onderwerp: Vijver 131 (gelijkvloers) – Nieuwe vloerbedekking - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 24.000,00 € zonder BTW.

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2022 van de Regie van Grondbeleid.

**Datum: 10/02/2022.**

Onderwerp: Pandhof 17 – Plaatsing van luchtafzuigers - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 4.500,00 € zonder BTW.

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2022 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 03/02/2022 en 10/02/2022 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

**Date : 24/02/2022.**

Objet : Régie Foncière – Jardin intérieur Wavre/Gray/Etang et jardins privés – Entretien et travaux de jardinage - Exercice 2022 - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 30.000,00 € TVAC (TVA 21 %).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2022 de la Régie Foncière.

**Date : 24/02/2022.**

Objet : Immeuble 2/6 rue de l'Etang – Remplacement de serrures multipoints des portes blindées d'accès aux appartements - Exercice 2022 - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution. - Application de l'article 234 § 3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 6.900,00 € TVAC (TVA 21 %).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2022 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24/02/2022 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de

concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

**Datum: 24/02/2022.**

**Onderwerp:** Regie van Grondbeleid – Binnentuin Waver/Gray/Vijver en privé tuinen – Onderhoud en tuinwerkzaamheden - Dienstjaar 2022 - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

**Raming van de uitgave:** 30.000,00 € € BTW inbegrepen (BTW 21 %).

**Begrotingsartikel:** 614-01 van de gewone begroting 2022 van de Regie van Grondbeleid.

**Datum: 24/02/2022.**

**Onderwerp:** Gebouw 2/6 Vijverstraat – Vervanging van meerpuntsloten van gepantserde toegangsdeuren van appartementen - Dienstjaar 2022 - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

**Raming van de uitgave:** 6.900,00 € BTW inbegrepen (BTW 21 %).

**Begrotingsartikel:** 614-01 van de gewone begroting 2022 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 24/02/2022 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

28.03.2022/A/0015 **Régie Foncière - Modification budgétaire n° 1.**

Le Conseil Communal,

Vu l'Arrêté du 06/11/2003 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu la circulaire du 04/02/2005 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la gestion financière des Régies communales ;

Considérant que des travaux complémentaires sur le chantier de rénovation de l'immeuble sis chaussée de Wavre 508 et sur le chantier de construction du projet intergénérationnel, ont entraîné un dépassement de l'estimation de ces 2 projets ;

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 15/04/2021 : Régie Foncière - Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray – Travaux de restauration de la Maison Hap – Chaussée de Wavre 508 - Approbation de décomptes divers compris entre n°1 et n°128 ;

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 23/02/2017 : Contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » - Mission d'un auteur de projet pour l'aménagement du Pôle 3 « Intergénération » avenue d'Auderghem 219/221/233 et avenue du Préau 24 - Approbation de l'avenant 1 ;

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 12/12/2019 : Contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » - Mission d'un auteur de projet pour l'aménagement du Pôle 3 « Intergénération » avenue d'Auderghem 219/221/233 et avenue du Préau 24 - Approbation d'honoraires complémentaires :

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 13/09/2020 : Contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » - Mission d'un auteur de projet pour l'aménagement du Pôle 3 « Intergénération » avenue d'Auderghem 219/221/233 et avenue du Préau 24 - Approbation d'honoraires complémentaires – Avenant n°2 :

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 17/06/2021 : Contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » - Mission d'un auteur de projet pour l'aménagement du Pôle 3 « Intergénération » avenue d'Auderghem 219/221/233 et avenue du Préau 24 - Approbation d'honoraires complémentaires – Avenant 3 ;

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 24/06/2021 : Régie Foncière - Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray – Travaux pour l'aménagement du Pôle 3 - Intergénération : salle polyvalente avenue d'Auderghem 219, crèche et logements avenue d'Auderghem 221, « Maison des Enfants » et logements avenue d'Auderghem 233, ludothèque avenue du Préau 24 – Approbation de décomptes divers entre n°1 et n°147 ;

Considérant que des décomptes doivent encore être approuvés par le Collège ;

Considérant que le solde à percevoir des subsides a été surestimé dans le budget patrimonial 2022 ;

Considérant que selon l'article 7 § 2 de l'Arrêté du 06/11/2003 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, toute prévision de dépassement du montant du projet fixé lors de l'adjudication doit faire l'objet d'une modification budgétaire, de même que toute modification du mode de financement ;

Considérant le point 3.1.4 de la circulaire du 04/02/2005 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, relatif aux modifications budgétaires qui prévoit que l'établissement d'une modification budgétaire est nécessaire lorsque le coût global d'un investissement doit être revu à la hausse en cours d'exercice et que dès lors les points 1, 2 et 3 du tableau du projet doivent être modifiés ;

Considérant que selon l'article 13 de l'Arrêté du 06/11/2003 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, les modifications budgétaires sont soumises aux mêmes procédures que celles applicables au budget et qu'elles sont dûment justifiées pour chaque crédit budgétaire ;

Considérant qu'aucun délai n'est prévu pour l'introduction des modifications budgétaires, ni dans l'Arrêté, ni dans la circulaire ;

DECIDE :

Le budget patrimonial est modifié conformément aux fiches de projets d'investissements « Rénovation de l'immeuble 508 chaussée de Wavre » et « Projet intergénérationnel » ci annexées et le nouveau résultat du budget patrimonial est arrêté aux chiffres figurant au tableau 1 ci-après :

Article budgétaire	Budget initial	Augmentation	Diminution
<b>242 – Travaux de construction et d'aménagement</b>	2.355.422,45 €	1.489.000,00 €	
<b>151 – Subsidés de la Région</b>	3.461.552,00 €		76.762,00 €
<b>1710 – Emprunts à charge de la Régie</b>	524.000,00 €	155.000,00 €	
<b>1711 – Emprunts à charge de la Commune</b>	403.280,00 €	1.204.600,00 €	

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 28 votes positifs, 2 abstentions.

*Abstentions : Gisèle Mandaila, Thierry Mommer.*

---

### **Regie van Grondbeleid – Begrotingswijziging nr 1.**

De Gemeenteraad,

Gezien het besluit van 06/11/2003 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gezien de omzendbrief van 04/02/2005 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het financieel beheer van de Gemeentebedrijven;

Overwegende dat aanvullende werken op de renovatiewerf van het gebouw gelegen 508 Waversesteenweg en de bouwwerf van de intergenerationeel project, een overschrijding van de schatting van deze 2 projecten hebben veroorzaakt;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 15/04/2021: Regie van Grondbeleid – Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Restauratie van het Haphuis – Waversesteenweg 508 – Goedkeuring van diverse afrekeningen tussen nummer 1 en nummer 128;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 15/04/2021 23 februari 2017: Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Opdracht van projectontwerper voor de inrichting van pool 3 “Intergeneraties”,

Oudergemlaan 219/221/233 en Pandhoflaan 24 – Goedkeuring van aanhangsel 1;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 15/04/2021 12 december 2019: Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Opdracht van projectontwerper voor de inrichting van pool 3 “Intergeneraties”, Oudergemlaan 219/221/233 en Pandhoflaan 24 – Goedkeuring van bijkomende erelonen;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 15/04/2021 3 september 2020: Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Opdracht van projectontwerper voor de inrichting van pool 3 “Intergeneraties”, Oudergemlaan 219/221/233 en Pandhoflaan 24 – Aanhangsel 2;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 15/04/2021 17 juni 2021: Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Opdracht van projectontwerper voor de inrichting van pool 3 “Intergeneraties”, Oudergemlaan 219/221/233 en Pandhoflaan 24 – Aanhangsel 3;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 15/04/2021 14 juni 2021: Regie van Grondbeleid – Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Werken voor de inrichting van Pool 3 “Intergeneraties”: polyvalente zaal Oudergemlaan 219, crèche en woningen Oudergemlaan 221, “Maison des Enfants”, spelothek Oudergemlaan 233, spelothek Pandhoflaan 24 – Goedkeuring van diverse afrekeningen tussen nummer 1 en nummer 147;

Overwegende dat afrekeningen nog door het college moeten worden goedgekeurd;

Overwegende dat het saldo van de subsidies nog te ontvangen, in de patrimoniale begroting 2022 te hoog geraamd werd ;

Overwegende dat volgens artikel 7 § 2 van het besluit van 06/11/2003 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, elke kredietoverschrijding van het bij de gunning gekende bedrag het voorwerp moet uitmaken van een begrotingswijziging; ook voor elke wijziging in de financieringswijze;

Overwegende dat punt 3.1.4 van de omzendbrief van 04/02/2005 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de begrotingswijzigingen, dat voorziet dat een begrotingswijziging dient opgemaakt te worden wanneer de totale kosten van een investering opwaarts herzien moeten worden tijdens het dienstjaar en bijgevolg de punten 1,2 en 3 van de projecttabel gewijzigd moeten worden;

Overwegende dat volgens artikel 13 van het besluit van 06/11/2003 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de begrotingswijzigingen aan dezelfde procedures zijn onderworpen als deze die toepasbaar zijn op de begroting, en dat zij voor elk krediet behoorlijk gerechtvaardigd moeten worden;

Overwegende dat geen enkel termijn voor de invoering van de begrotingswijzigingen wordt bepaald, noch in het besluit, noch in de omzendbrief;

**BESLUIT:**

De patrimoniale begroting wordt gewijzigd overeenkomstig met de hierbijgevoegde steekkaarten van de investeringsprojecten "Renovatie van het gebouw gelegen 508 Waversesteeweg" en "Intergenerationeel project" en het nieuwe resultaat van de

patrimoniaire begroting wordt vastgelegd in de cijfers die in de hierna vermelde tabel 1 voorkomen:

Begrotingsartikel	Oorspronkelijke begroting	Verhoging	Vermindering	Resultaat
242 – Bouw- en inrichtingswerken	2.355.422,45 €	1.489.000,00 €		3.844.422,45 €
151 – Subsidies Gewest	3.461.552,00 €		76.762,00 €	3.384.790,00 €
1710 – Leningen van de Regie	524.000,00 €	155.000,00 €		679.000,00 €
1711 – Leningen van de Gemmente	403.280,00 €	1.204.600,00 €		1.607.880,00 €

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 28 positieve stemmen, 2 onthoudingen.  
*Onthoudingen : Gisèle Mandaila, Thierry Mommer.*

*Monsieur Mommer :*

Abstention du groupe Défi pour une cohérence sur le budget.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Approbation tutelle Budget 2022.pdf, Projet Intergénération.pdf, Projet Wavre 508.pdf*

---

28.03.2022/A/0016

**Régie Foncière – Adhésion à la centrale d’achat de l’intercommunale Sibelga pour l’accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux en vue de la rénovation énergétique de bâtiments ou du déploiement d’installations de production d’électricité verte (Programme RenoClick).**

Le Conseil Communal,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l’ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l’article 24bis ;

Considérant que l’article 2, 6° de la 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47, §2, de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Considérant qu'en vertu de l'article 47, §4, de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées ; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;

Considérant qu'une telle centrale d'achat a été mise en place par l'intercommunale Sibelga en ce qui concerne l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux de la Région de Bruxelles en vue de la rénovation énergétique de bâtiments ou du déploiement d'installations de production d'électricité verte ;

Vu l'intérêt pour la Régie Foncière de recourir à cette centrale d'achat qui permettra de bénéficier de l'expertise de Sibelga pour les marchés publics relatifs aux travaux, fournitures et services en matière de rénovation énergétique et de déploiement d'installations de production d'énergie renouvelable ;

DECIDE :

- 1) d'adhérer à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de la rénovation énergétique de bâtiments ou du déploiement d'installations de production d'électricité verte (Programme RenoClick)
- 2) d'approuver le règlement régissant cette centrale d'achat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Regie van Grondbeleid - Toetreding tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van de lokale en gewestelijke openbare besturen met het oog op de energetische renovatie van gebouwen of de implementatie van installaties voor de productie van groene stroom (Programma RenoClick).**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op het Koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, meer bepaald artikel 24bis;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47 &2 van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat krachtens artikel 47, §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder de procedures toe te passen voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een opdrachtcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag gunnen voor de levering van gecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat die overheidsopdrachten voor diensten eveneens de levering van ondersteunende aankoopactiviteiten kunnen omvatten;

Overwegende dat een dergelijke aankoopcentrale werd opgericht door de intercommunale Sibelga ter begeleiding van de plaatselijke en regionale openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de energetische renovatie van gebouwen of de implementatie van installaties voor de productie van groene stroom;

Gelet op het belang voor de Regie van Grondbeleid om een beroep te doen op die aankoopcentrale waarmee voordeel kan worden gehaald uit de expertise van Sibelga voor de overheidsopdrachten betreffende de werken, leveringen en diensten in verband met de energetische renovatie van gebouwen of de implementatie van installaties voor de productie van groene stroom.

BESLUIT :

- 1) toe te treden tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga ter begeleiding van de plaatselijke en regionale openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met het oog op de energetische renovatie van gebouwen of de implementatie van installaties voor de productie van groene stroom (Programma RenoClick);
- 2) het reglement goed te keuren dat die opdrachtcentrale regelt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*RenoClick\_Reglement\_NL.pdf, RenoClick\_Règlement\_FR.pdf*

---

## **Participation - Participatie**

28.03.2022/A/0017 **Commission Participative Mixte pour débattre sur les signes coloniaux - Règlement d'Ordre Intérieur**

Le Conseil Communal,

Considérant la motion votée par le Conseil communal du 29 juin 2020 sur la création d'une commission participative mixte visant à créer un débat citoyen sur les signes coloniaux dans l'espace public etterbeekois ;

Considérant que nous avons pré établi un règlement d'ordre intérieur au nom de la

Commission comme mandaté par le Conseil du 29 juin 2020 ;

Considérant que le ROI devra aussi être validé par la Commission et que des légers changements pourraient être apportés ;

Considérant que les accompagnateurs Mme Chantal Kesteloot et M. Romain Landmeters ont été choisis suite au rapport remis au collège du 28 octobre 2021 ;

Considérant que les accompagnateurs feront un travail de recherche et de vulgarisation important en amont ;

DECIDE d'approuver le ROI de la Commission :

### **Règlement d'ordre intérieur:**

Commission Participative Mixte

Vu l'article 1er de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, à savoir que « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité » ;

Vu le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels adopté le 16 décembre 1966 par l'Assemblée générale des Nations Unies ;

Vu la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro le 27 octobre 2005, qui reconnaît le « besoin d'impliquer chacun dans le processus continu de définition et de gestion du patrimoine culturel », ainsi que le « bien-fondé des politiques du patrimoine et des initiatives pédagogiques qui traitent équitablement tous les patrimoines culturels et promeuvent ainsi le dialogue entre les cultures et entre les religions » ;

Considérant la colonisation belge en Afrique et l'émoi légitime que le fait colonial suscite au sein de la population et, plus particulièrement, au sein des diasporas africaines subsahariennes ;

Considérant la nécessité de poursuivre le travail de mémoire initié au sein des institutions du pays à différents niveaux de pouvoir (fédéral, régional, communautaire et communal) de façon à renforcer une prise de conscience et une prise de connaissance large de l'histoire nationale et de lutter sans relâche contre toutes les formes de discrimination, de racisme, de xénophobie, de tyrannie et d'oppression, tant dans leurs expressions actuelles que leurs symboles passés ;

Considérant que le travail de mémoire sur le fait colonial ne repose pas uniquement sur un processus juridico-politique et qu'il doit, bien au contraire, être plus largement concerté à travers une participation effective de la société civile, en vue de poursuivre le développement d'une société plus ouverte, plus tolérante et riche de sa diversité et d'œuvrer pour une alliance respectueuse et solide entre l'Europe et l'Afrique ;

Considérant que la connaissance de l'histoire commune implique, en outre, une représentativité de l'hétérogénéité pour un dialogue interculturel respectueux de la dignité humaine et la compréhension mutuelle ;

Considérant la présence dans l'espace public communal de références (monuments,

statues, noms de rue, plaques commémoratives, etc.) liées à l'histoire de la colonisation belge en Afrique ;

Considérant que ces références font partie intégrante de l'histoire et du patrimoine de la commune qu'il s'agit de préserver ;

Considérant qu'en l'absence de toute contextualisation ces références heurtent une partie de la population ;

Considérant que, pour cette raison, il importe de permettre un débat concerté et éclairé au sein d'une commission participative mixte, réunissant des élus de la commune, des habitants, des associations et des experts reconnus sur les questions coloniales, en vue de présenter l'historicité du colonialisme belge partout où cela s'avère nécessaire et de permettre à la population de s'exprimer sur ce qu'elle souhaite entre par exemple le maintien des témoignages du fait colonial, leur contextualisation ou leur modification ;

Considérant qu'au-delà du devoir de mémoire qui incombe à l'autorité publique et à tout citoyen, ce processus participatif a une vocation pédagogique en permettant à chacun d'appréhender l'histoire dans toute sa complexité sans tomber dans la caricature improductive ;

Considérant le travail de réflexion et de soutien aux initiatives de la société civile entamé dans des communes bruxelloises sur la décolonisation de l'espace public ;  
Considérant la détermination sans faille du Conseil communal de s'inscrire pleinement dans une démarche pragmatique et prospective des enjeux mémoriels et culturels intrinsèquement liés à l'histoire coloniale belge, comme moyen d'atteindre une société apaisée ;

Considérant les engagements du Collège des bourgmestre et échevins énoncés dans la note d'orientation politique pour « une commune inclusive et ouverte sur le monde » et pour « l'appropriation par les habitants.es d'Etterbeek de leur vie de quartier et l'histoire, notamment l'empreinte coloniale, que cette dernière renferme » ;

Considérant qu'en date du 26 juin 2018 le Conseil communal a adopté le plan quinquennal « Commune Hospitalière » qui contient, notamment, l'engagement de mettre en place les outils de lutte contre les préjugés et le racisme » ;

Considérant les actions déjà entreprises par la Commune d'Etterbeek en collaboration avec le tissu associatif pour décoloniser l'espace public entre autres :

- L'apposition de plaques de rues temporaires féminisant l'espace public dans les rues portant les noms de militaires ayant participé activement à la colonisation ;
- La mise en œuvre de balades décoloniales à destination des riverains, des écoles et de l'administration sur le territoire communal ;
- La volonté de mettre en place une exposition temporaire sur l'indépendance du Congo dans l'espace public ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

## **Chapitre I : Objectifs et Missions**

### **Article 1**

Les présents statuts régissent la mise en place et le fonctionnement de la Commission participative mixte relative à la recontextualisation, aux mesures à prendre et à la mise en place d'une commission participative mixte à Etterbeek.

La Commission est constituée pour une durée de 12 mois maximum à partir de son installation.

### **Article 2**

La Commission Participative Mixte a pour vocation de débattre des références liées à l'histoire de la colonisation dans l'espace public communal.

Plus spécifiquement, la Commission a pour mission de formuler, sur base de ses travaux toute proposition et recommandation visant à améliorer la prise en compte et la connaissance de l'empreinte coloniale présente sur le territoire communal, notamment, à travers :

1. L'élaboration d'argumentaires historiques et pédagogiques permettant de contextualiser les éléments patrimoniaux liés au fait colonial présents sur l'espace public communal ;
2. Le maintien ou la modification de ces éléments ;
3. Le recours aux créations artistiques autour des œuvres d'art du colonialisme en vue de les transformer ;
4. La réalisation d'un travail pédagogique proposé aux jeunes etterbeekois pour la mémoire coloniale dans un cadre plus large de lutte contre les discriminations ;

La Commission agit sans porter préjudice aux missions des autres instances consultatives officielles exerçant dans le champ d'une compétence communale.

## **Chapitre II : Composition**

### **Article 3**

Les membres de la commission sont répartis de la façon suivante :

1. 10 membres du conseil communal selon une représentation proportionnelle, en application du système d'Hondt, entre les groupes qui composent le conseil communal, conformément à l'article 120, alinéa 2 de la Nouvelle Loi Communale. Étant entendu que chaque groupe a droit à au moins un représentant au sein de la commission participative mixte.
2. 20 membres tirés au sort, dans le respect de la législation concernant la protection des données personnelles, par le service désigné à cet effet par le Collège des bourgmestre et échevins, parmi ceux ayant remis leur candidature dans les 600 personnes à qui la lettre a été envoyée par tirage aléatoire ou sur base d'une candidature spontanée. Le tirage au sort respecte autant que possible les trois principes :
  - a. Parité homme-femme ;
  - b. 1/3 de personnes ayant moins de 35 ans
  - c. Une représentativité des quartiers de la commune

Étant entendu que les membres tirés au sort doivent répondre aux conditions suivantes :

- a. Être âgés de seize ans accomplis
- b. Jouir des droits civils et politiques et ne pas faire l'objet d'une condamnation ou d'une décision emportant l'exclusion ou la suspension des droits électoraux (droit de vote et droit d'éligibilité) de ceux qui sont appelés à

- voter aux élections communales
- c. Ne pas faire l'objet d'une condamnation ou d'une décision entraînant, aux élections communales, l'exclusion ou la suspension du droit de vote
  - d. N'exercer aucun des mandats ou fonctions ci-après :
    - i. Membre de la Chambre des représentants, du Sénat, du Parlement de la région bruxelloise et du Parlement européen
    - ii. Membre du gouvernement fédéral, d'un gouvernement communautaire ou régional
    - iii. Bourgmestre, échevin, président d'un CPAS, conseiller communal ou membre du conseil de l'aide sociale
1. Une co-présidence mixte, un élu et un habitant, et paritaire, un homme et une femme, choisis au sein de la commission participative mixte
  1. Les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins ont le statut d'observateurs permanents sans droit de vote
  1. Un secrétariat tenu par le fonctionnaire désigné à cette fin par le Secrétariat communal

#### **Article 4**

La qualité de membre de la Commission est incompatible avec :

- a. Membre de la Chambre des représentants, du Sénat, du Parlement de la région bruxelloise et du Parlement européen
- b. Membre du gouvernement fédéral, d'un gouvernement communautaire ou régional
- c. Bourgmestre, échevin, président d'un CPAS, conseiller communal ou membre du conseil de l'aide sociale

Afin de constater l'absence d'incompatibilités, les membres de la Commission doivent préalablement déclarer ne pas être dans l'une des situations d'incompatibilités précitées.

Le mandat des membres composant la Commission prend fin à la dissolution de l'organisation, soit un an après son installation.

#### **Article 5**

Des listes de suppléants sont constituées pour pallier aux éventuels remplacements des membres en cours de mandat, selon la procédure établie à l'article 3 du présent règlement. Après avoir reçu une information complète sur le projet, si un membre renonce à participer à la commission participative mixte ou se trouve dans une des situations d'incompatibilités, il est remplacé par un autre membre également tiré au sort. A cet effet, plusieurs membres surnuméraires seront préalablement tirés au sort.

Les suppléants doivent répondre aux mêmes exigences que les membres effectifs de la Commission.

En cas de décès, de démission, d'exclusion, d'incompatibilité constatée ultérieurement à la désignation ou de déménagement hors du territoire communal d'un membre désigné par tirage au sort, il est pourvu à son remplacement par un suppléant selon l'ordre d'inscription sur la liste de suppléants ad hoc.

#### **Article 6**

Le fonctionnaire communal en charge de la participation (consultations et rencontres citoyennes) est chargé, notamment, de :

- Veiller au respect des objectifs de la Commission et à l'utilisation en bon père de famille des crédits budgétaires et autres moyens éventuellement alloués à la Commission.
- Assurer les convocations et l'agenda de la Commission
- Encadrer les réunions
- Assurer la logistique
- Assurer la liaison entre la Commission et les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, ainsi que les services communaux concernés
- Créer des sous-groupes de travail en fonction des thématiques à traiter
- Veillez à la réalisation du travail de ces sous-groupes
- Être le point de contact du comité d'accompagnement et le référent des membres
- Être l'agent de liaison entre les experts et le comité d'accompagnement

### **Chapitre III : Fonctionnement**

#### **Section 1. Co-présidence**

##### **Article 7**

Lors de sa première installation, la Commission sera présidée par le doyen de celle-ci et le Bourgmestre, Vincent de Wolf. Dans cette première réunion et au plus tard la deuxième, la Commission met un place une nouvelle co-présidence mixte, un élu et un habitant, et paritaire, un homme et une femme choisis au sein de la commission participative mixte.

#### **Section 2. Missions**

##### **Article 8**

La Commission participative mixte sera chargée pendant une durée de 12 mois dès son installation des missions suivantes :

1. Identifier sur le territoire communal l'ensemble des références patrimoniales (monuments, statues, noms de rue, plaques commémoratives, etc.) liées à l'histoire de la colonisation belge en Afrique, notamment en s'appuyant sur les recherches et inventaires déjà établis par les services régionaux et fédéraux compétents, par les associations et les experts sur cette question
2. Entendre et recueillir les avis des représentants des organismes et associations reconnus pour leur connaissance et leur travail sur l'histoire coloniale et le devoir de mémoire, ainsi que les scientifiques proposés pour audition par les personnes-ressource ou une majorité des membres de la commission participative mixte en vue de réaliser un examen critique du passé colonial belge
3. Formuler sur base de ses travaux toute proposition et recommandation visant à améliorer la prise en compte et la connaissance de l'empreinte coloniale présente sur le territoire communal, notamment, à travers les points énoncés dans l'article 2.
4. Présenter ses conclusions intermédiaires en réunion publique
5. Elaborer au terme de ses travaux un rapport qui comporte la synthèse des débats et les propositions qui seront soumises au Conseil communal, sans préjudice des initiatives et compétences du Collège et du Conseil en la matière
6. Adopter un règlement d'ordre intérieur qui comprend les modalités pratiques

de ses réunions

7. S'agissant d'un groupe de travail, les travaux de la commission participative mixte ne sont pas publics et l'identité des citoyens est anonyme dans le rapport

La Commission est tenue de renvoyer aux conclusions qui seront apportées par la commission parlementaire « Commission Spéciale Congo » au niveau fédéral. Ainsi que du groupe de travail de Urban Brussels.

### **Section 3. Plénière – Participation**

#### **Article 9**

La Commission se réunit en séances plénière, 4 à 6 fois sur l'année, pour se consacrer au débat.

Les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins ont le statut d'observateurs permanents sans droit de vote.

Le public pourra participer aux sessions plénières ou des intervenants sont invités, sous réserve que ces derniers acceptent une présence supplémentaire.

#### **Article 10**

A la demande d'au moins deux-tiers des membres, la Commission peut solliciter l'audition d'un expert externe supplémentaire sur un dossier soumis à ses réflexions.

La Commission soumet cette demande au Collège des Bourgmestre et Echevins endéans les 14 jours calendrier. Ce dernier est chargé de désigner, dans le respect des lois sur les marchés publics, un expert externe qui sera présent lors d'une prochaine séance de la Commission.

### **Section 5. Programme de l'année**

#### **Article 11**

Conformément aux dispositions de l'article 8, la Commission établira un agenda de ses travaux et auditions.

#### **Article 12**

La mise en œuvre du programme de débats est réalisée par les membres de la Commission réunis en groupes thématiques.

Le fonctionnaire communal en charge de la participation (consultations et rencontres citoyennes) est membre de chacun de ses groupes thématiques créées au sein de la Commission.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme, il est chargé, notamment, de :

- Veiller au respect des objectifs de la Commission
- Assurer la liaison entre les groupes thématiques, d'une part, et les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins et les services communaux concernés, d'autre part.

#### **Article 13**

Au sein de la Commission, les avis et les recommandations sont pris au consensus. En cas de blocage empêchant d'aboutir à l'adoption des avis et des recommandations prévues à l'ordre du jour, la Commission procède à un vote à la majorité qualifiée (aux deux/tiers) des membres présents.

#### **Chapitre IV : Prérogatives et Règles de travail s'appliquant aux membres**

##### **Article 14**

Il est mis à la disposition de la Commission un local et le matériel nécessaire à la tenue de ses réunions, en fonction des moyens et outils disponibles.

##### **Article 15**

Les membres de la Commission s'engagent à participer aux travaux avec l'assiduité nécessaire.

#### **Chapitre V : Dispositions finales**

##### **Article 16**

La participation à la Commission donne droit, à chaque membre présent à l'exception des membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, du fonctionnaire communal en charge de la participation (consultations et rencontres citoyennes) et des autres fonctionnaires communaux sollicités, à une indemnité de bénévoles de 34 euros par séance plénière telle que visée par la législation sur le volontariat.

##### **Article 17**

Deux personnes-ressource reconnues pour leur expertise sur l'histoire de la colonisation belge en Afrique, seront engagées en vue d'accompagner la commission participative mixte dans ses travaux.

Celles-ci doivent être issues du milieu académique, du milieu culturel et/ou de la fonction publique.

En fonction de leur statut, celles-ci seront rémunérés par une facture pour les prestations en amont et par jetons de présence de 250 euros par séance plénière.

##### **Article 18**

Tout conflit d'interprétation des dispositions du présent règlement sera tranché par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

##### **Article 19**

Siéger dans cette commission implique un devoir de respect des avis de chacun.

Pour le bon déroulement des travaux de la Commission, les membres sont tenus par un devoir de discrétion.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Votes sur l'amendement : à l'unanimité.

Votes sur le texte amendé :

30 votants : 30 votes positifs.

---

#### **Gemengde Participatieve Commissie om te debatteren over de koloniale tekens - Huishoudelijk Reglement**

De gemeenteraad,

gelet op de motie die werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 29 juni 2020 houdende de oprichting van een gemengde participatieve commissie om een burgerdebat op gang te brengen over de koloniale tekens in de openbare ruimte in Etterbeek;

overwegende dat wij vooraf een huishoudelijk reglement hebben opgesteld in naam van de commissie overeenkomstig het mandaat van de raad van 29 juni 2020;

overwegende dat dat huishoudelijk reglement ook zal moeten worden goedgekeurd door de commissie en dat er kleine wijzigingen zouden kunnen worden aangebracht;

overwegende dat de begeleiders mevrouw Chantal Kesteloot en de heer Romain Landmeters werden gekozen naar aanleiding van het rapport dat werd ingediend bij het college op 28 oktober 2021;

overwegende dat de begeleiders vooraf al veel opzoekwerk en vulgarisatiewerk zullen uitvoeren;

BESLIST om het huishoudelijk reglement van de commissie goed te keuren.

### **Huishoudelijk Reglement**

Gemengde participatieve commissie

gelet op artikel 1 van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, met name: “Alle menselijke wezens worden vrij en gelijk in waardigheid en in rechten geboren. Zij zijn begiftigd met verstand en geweten, en behoren zich jegens elkander in een geest van broederschap te gedragen.”;

gelet op het internationaal verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten dat op 16 december 1966 werd goedgekeurd door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties;

gelet op de kaderconventie van de Raad van Europa over de waarde van het cultureel erfgoed voor de samenleving, opgesteld in Faro op 27 oktober 2005, dat “de noodzaak om eenieder te betrekken bij het voortdurende proces dat het cultureel erfgoed definieert en beheert” en “de gegrondheid van het beleid rond erfgoed en de pedagogische initiatieven die al het cultureel erfgoed gelijk behandelen en zo de dialoog tussen de culturen en de religies bevorderen” erkent;

gele top de Belgische kolonisatie in Afrika en de terechte opschudding die de kolonisatie teweegbrengt bij de bevolking en, in het bijzonder, bij de diaspora uit Sub-Sahara-Afrika;

gelet op de noodzaak om het herdenkingswerk voort te zetten dat binnen de instellingen op verschillende bestuursniveaus (federaal, gewesten, gemeenschappen en gemeenten) al werd geleverd met als doel om de bewustwording en de ruimere kennis van de nationale geschiedenis te versterken en om te blijven strijden tegen elke vorm van discriminatie, racisme, xenofobie, dictatuur en onderdrukking, zowel voor wat hun huidige uitingen betreft als hun symbolen uit het verleden;

overwegende dat het herdenkingswerk in verband met het koloniale feit niet

uitsluitend gebaseerd is op een juridisch-politiek proces en dat het, integendeel, op grotere schaal moet worden gecoördineerd door de daadwerkelijke deelname van het maatschappelijk middenveld, met het oog op de ontwikkeling van een samenleving die opener, toleranter en diverser is en die streeft naar een respectvol en solide bondgenootschap tussen Europa en Afrika;

overwegende dat kennis van onze gemeenschappelijke geschiedenis bovendien een representativiteit van heterogeniteit impliceert voor een interculturele dialoog met respect voor de menselijke waardigheid en wederzijds begrip;

gelet op aanwezigheid in de openbare ruimte van de gemeente van verwijzingen (monumenten, standbeelden, straatnamen, herdenkingsplaten, enz.) die verband houden met de geschiedenis van de Belgische kolonisatie in Afrika;

overwegende dat die verwijzingen integraal deel uitmaken van de geschiedenis en het erfgoed van de gemeente die men moet bewaren;

overwegende dat, bij gebrek aan enige contextualisering, deze verwijzingen een deel van de bevolking kwetsen;

overwegende dat het daarom belangrijk is om een gezamenlijk en onbevooroordeeld debat toe te laten binnen een gemengde participatieve commissie, die verkozenen van de gemeente, inwoners, verenigingen en erkende deskundigen op het gebied van koloniale kwesties samenbrengt, met als doel om de historiciteit van het Belgische kolonialisme waar nodig voor te stellen en de bevolking de kans te geven haar mening te geven over wat zij wenst, bijvoorbeeld het behoud van de getuigenissen van het koloniale feit, de contextualisering ervan of de wijziging ervan;

overwegende dat dit participatieve proces, dat verder gaat dan de herinneringsplicht van de overheid en van iedere burger, een pedagogische roeping heeft door iedereen de kans te geven de geschiedenis in al haar complexiteit te begrijpen zonder in een onproductieve karikatuur te vervallen;

gelet op het denkwerk en de ondersteuning van de initiatieven van het maatschappelijk middenveld die in de Brusselse gemeenten werden opgestart met betrekking tot de dekolonisatie van de openbare ruimte;

gelet op de vastberadenheid van de gemeente om zich ten volle in te zetten voor een pragmatische en toekomstgerichte benadering van de herinnering en de culturele kwesties die onlosmakelijk verbonden zijn met de Belgische koloniale geschiedenis als een middel om een vreedzame samenleving tot stand te brengen;

gelet op de verbintenissen van het college van burgemeester en schepenen die in de politieke oriëntatienota zijn opgenomen voor "een inclusieve gemeente met een open blik op de wereld" en voor "de toe-eigening door de inwoners van Etterbeek van hun leven in de wijk en de geschiedenis, in het bijzonder de koloniale invloed";

overwegende dat de gemeenteraad op 26 juni 2018 het vijfjarenplan "Gastvrije gemeente" heeft goedgekeurd dat in het bijzonder de verbintenis omvat om de nodige instrumenten in het leven te roepen om de strijd aan te binden met vooroordelen en racisme;

gelet op de acties die de gemeente Etterbeek al heeft genomen in samenwerking met het verenigingsleven om de openbare ruimte te dekolonialiseren, met name:

- De plaatsing van tijdelijke straatnaamborden om de openbare ruimte te vervrouwelijken in straten die de naam dragen van militairen die actief hebben meegewerkt aan de kolonisatie;
- De organisatie van dekoloniale wandelingen voor de buurtbewoners, de scholen en het gemeentebestuur in de gemeente;
- De wens om een tijdelijke tentoonstelling te organiseren in de openbare ruimte over de onafhankelijkheid van Congo;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

## **Hoofdstuk I: Doelstellingen en opdrachten**

### **Artikel 1**

Deze statuten regelen de invoering en de werking van de gemengde participatieve commissie betreffende de hercontextualisering, de te nemen maatregelen en de oprichting van een gemengde participatieve commissie in Etterbeek.

De commissie wordt samengesteld voor een periode van maximaal 12 maanden vanaf haar installatie.

### **Artikel 2**

De gemengde participatieve commissie heeft tot doel om te debatteren over de verwijzingen naar het koloniale verleden in de openbare ruimte van onze gemeente. Meer specifiek heeft de commissie de opdracht om, op basis van haar werkzaamheden, voorstellen of aanbevelingen te formuleren om de aandacht voor en de kennis van de koloniale afdruk op het gemeentelijke grondgebied te verbeteren, in het bijzonder door:

1. De uitwerking van historische en pedagogische argumentaties die het mogelijk maken om de erfgoedelementen in de openbare ruimte van de gemeente die verband houden met het koloniale verleden in een context te plaatsen;
2. Het behoud of de wijziging van die elementen;
3. Het gebruik van artistieke creaties rond de kunstwerken van het kolonialisme om die kunstwerken te vervormen;
4. De realisatie van educatief werk voor Etterbeekse jongeren over het koloniale geheugen in een breder kader van de strijd tegen discriminatie;

De commissie handelt zonder afbreuk te doen aan de opdrachten van de andere officiële adviserende instanties die werken binnen een gemeentelijke bevoegdheid.

## **Hoofdstuk II: Samenstelling**

### **Artikel 3**

De leden van de commissie zijn als volgt verdeeld:

1. 10 gemeenteraadsleden volgens een evenredige vertegenwoordiging, in toepassing van het systeem d'Hondt, tussen de fracties die de gemeenteraad vormen, in overeenstemming met artikel 120, alinea 2 van de Nieuwe Gemeentewet. Met dien verstande dat elke fractie recht heeft op minstens één vertegenwoordiger in de gemengde participatieve commissie.
2. 20 leden die worden geloot, in naleving van de wetgeving over de bescherming van persoonsgegevens, door de dienst die daarvoor wordt aangesteld door het college van burgemeester en schepenen, uit de mensen

die zich kandidaat hebben gesteld uit de 600 mensen naar wie de brief bij loting of op basis van een spontane kandidatuur is toegestuurd. De loting houdt zoveel mogelijk rekening met de drie principes:

- a. Gelijkheid mannen-vrouwen;
- b. 1/3 van de mensen is jonger dan 35 jaar
- c. Een representativiteit van de verschillende wijken in de gemeente;

Met dien verstande dat de gelote leden aan de volgende voorwaarden moeten voldoen:

- a. De volle leeftijd van zestien jaar hebben;
  - b. Genieten zijn politieke en burgerrechten en niet het voorwerp uitmaken van een veroordeling of een beslissing die voor een gemeenteraadskiezer de uitsluiting of de opschorting van het kiesrecht meebrengt (stemrecht of verkiesbaarheidsrecht);
  - c. Niet het voorwerp uitmaken van een veroordeling of een beslissing die voor de gemeenteraadsverkiezingen de uitsluiting of de opschorting van het stemrecht meebrengt;
  - d. Niet een van de volgende mandaten of functies uitoefenen:
    - i. Lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat, het Brusselse Parlement of het Europees Parlement;
    - ii. Lid van de federale regering of een gemeenschaps- of gewestregering;
    - iii. Burgemeester, schepen, OCMW-voorzitter, gemeenteraadslid of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn.
1. Er wordt een gemengd (een verkozene en een inwoner) en gelijk (een man en een vrouw) medevoorzitterschap gekozen binnen de gemengde participatieve commissie.
1. De leden van het college van burgemeester en schepenen hebben het statuut van permanente waarnemers zonder stemrecht.
1. Er wordt een secretariaat georganiseerd door de ambtenaar die daarvoor wordt aangesteld door de gemeentesecretaris.

#### **Artikel 4**

De hoedanigheid van lid van de commissie is niet verenigbaar met:

- a. Lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat, het Brusselse Parlement of het Europees Parlement;
- b. Lid van de federale regering of een gemeenschaps- of gewestregering;
- c. Burgemeester, schepen, OCMW-voorzitter, gemeenteraadslid of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn.

Om de afwezigheid van onverenigbaarheid vast te stellen, moeten de leden van de commissie vooraf verklaren dat zij zich niet in een van de voornoemde situaties van onverenigbaarheid bevinden.

Het mandaat van de leden die de commissie vormen eindigt bij de ontbinding van de organisatie, dat wil zeggen een jaar na haar installatie.

#### **Artikel 5**

Er worden lijsten met plaatsvervangers opgesteld met het oog op de eventuele

vervanging van leden tijdens het mandaat, overeenkomstig de procedure uit artikel 3 van dit reglement. Als een lid, nadat hij de volledige informatie heeft gekregen over het project, ervan afziet om deel te nemen aan de gemengde participatieve commissie of zich in een van de situaties van onverenigbaarheid bevindt, dan wordt hij vervangen door een ander lid dat ook wordt geloot. Daarom worden vooraf verschillende extra leden geloot.

De plaatsvervangers moeten beantwoorden aan dezelfde eisen als de effectieve leden van de commissie.

In geval van overlijden, ontslag, uitsluiting, onverenigbaarheid die wordt vastgesteld na de aanstelling of verhuizing buiten het gemeentelijke grondgebied van een lid dat werd aangesteld door loting, wordt dat lid vervangen door een plaatsvervanger volgens de volgorde van de ad hoc lijst van plaatsvervangers.

### **Artikel 6**

De gemeenteambtenaar die verantwoordelijk is voor participatie (burgerraadplegingen en -ontmoetingen) heeft met name de volgende taken:

- Toezien op de naleving van de doelstellingen van de commissie en op het gebruik als een goede huisvader van de budgettaire en andere middelen die eventueel worden toegekend aan de commissie;
- De uitnodigingen en de agenda van de commissie opstellen en versturen
- De vergaderingen begeleiden
- De logistiek coördineren
- Optreden als schakel tussen de commissie en de leden van het college van burgemeester en schepenen en de betrokken gemeentediensten
- Sub-werkgroepen oprichten in functie van de thema's die moeten worden behandeld
- Ervoor zorgen dat die sub-werkgroepen hun werkzaamheden uitvoeren
- De contactpersoon zijn van het begeleidingscomité en het aanspreekpunt van de leden
- De verbindingspersoon zijn tussen de deskundigen en het begeleidingscomité

## **Hoofdstuk III: Werking**

### **Afdeling 1. Medevoorzitterschap**

#### **Artikel 7**

Tijdens haar eerste installatie wordt de commissie voorgezeten door het oudste lid van de commissie en de burgemeester, Vincent De Wolf. Tijdens die eerste vergadering en uiterlijk tijdens de tweede vergadering, kiest de commissie een gemengd (een verkozen en een inwoner) en gelijk (een man en een vrouw) medevoorzitterschap binnen de gemengde participatieve commissie.

### **Afdeling 2. Opdrachten**

#### **Artikel 8**

De gemengde participatieve commissie krijgt gedurende een periode van twaalf maanden vanaf haar installatie de volgende taken:

1. Een overzicht maken van alle erfgoedverwijzingen op het gemeentelijke grondgebied (monumenten, standbeelden, straatnamen, herdenkingsplaten, enzovoort) die verband houden met de Belgische kolonisatie in Afrika, in het

bijzonder door zich te baseren op onderzoeken en inventarissen die al werden uitgevoerd door de bevoegde gewestelijke en federale diensten, door verenigingen en door experts binnen dit domein.

2. Luisteren naar de meningen van vertegenwoordigers van organisaties en verenigingen die worden erkend voor hun kennis en hun werk rond de koloniale geschiedenis en de herinneringsplecht en die meningen verzamelen alsook luisteren naar de wetenschappers die door de deskundigen of een meerderheid van de leden van de gemengde participatieve commissie worden voorgedragen met als doel om het koloniale verleden van België aan een kritisch onderzoek te onderwerpen;
3. Op basis van haar werkzaamheden voorstellen of aanbevelingen formuleren om de aandacht voor en de kennis van de koloniale afdruk op het gemeentelijke grondgebied te verbeteren, in het bijzonder aan de hand van de punten uit artikel 2.
4. Haar tussentijdse conclusies voorstellen tijdens een openbare vergadering;
5. Na afloop van haar werkzaamheden een rapport opstellen dat de synthese vormt van de debatten en de voorstellen die zullen worden voorgelegd aan de gemeenteraad, onverminderd de initiatieven en bevoegdheden van het college en de raad binnen dit domein;
6. Een huishoudelijk reglement opstellen met de praktische regeling van de vergaderingen van de commissie;
7. Aangezien het over een werkgroep gaat, zijn de werkzaamheden van de gemengde participatieve commissie niet openbaar en wordt de identiteit van de burgers anoniem gemaakt in het rapport;

De commissie moet verwijzen naar de conclusies die de parlementaire commissie “Bijzondere commissie Congo” zal trekken op federaal niveau. Alsook de werkgroep van Urban Brussels.

### **Afdeling 3. Plenaire vergaderingen – Deelname**

#### **Artikel 9**

De commissie komt 4 tot 6 keer per jaar samen in plenaire zitting om te debatteren. De leden van het college van burgemeester en schepenen hebben het statuut van permanente waarnemers zonder stemrecht.

Het publiek mag de plenaire zittingen bijwonen of er worden sprekers uitgenodigd, op voorwaarde dat die laatsten akkoord gaan met een extra aanwezigheid.

#### **Artikel 10**

Op vraag van minstens twee derde van de leden kan de commissie vragen dat een bijkomende externe deskundige gehoord wordt over een dossier.

De commissie legt die aanvraag binnen 14 kalenderdagen voor aan het college van burgemeester en schepenen. Het college heeft de taak om, in naleving van de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten, een externe deskundige aan te stellen die aanwezig zal zijn op een volgende zitting van de commissie.

### **Afdeling 5. Jaarprogramma**

#### **Artikel 11**

In overeenstemming met de bepalingen uit artikel 8 stelt de commissie een agenda van haar werkzaamheden en hoorzittingen op.

## **Artikel 12**

De uitvoering van het debatprogramma wordt door de leden van de commissie in thematische groepen verricht.

De gemeenteambtenaar die verantwoordelijk is voor participatie (burgerraadplegingen en -ontmoetingen) is lid van elk van de thematische groepen die worden opgericht binnen de commissie.

In het kader van de uitvoering van het programma, is het in het bijzonder zijn of haar taak om:

- Ervoor te zorgen dat de doelstellingen van de commissie worden gerespecteerd.
- Op te treden als schakel tussen de thematische groepen enerzijds en de leden van het college van burgemeester en schepenen en de betrokken gemeentediensten anderzijds.

## **Artikel 13**

Binnen de commissie worden de adviezen en aanbevelingen geformuleerd bij consensus. In geval van een impasse die verhindert om de adviezen en aanbevelingen aan te nemen die op de agenda staan, kan de commissie overgaan tot een stemming met gekwalificeerde meerderheid (met twee derden) van de aanwezige leden.

## **Hoofdstuk IV: Voorrechten en werkregels die van toepassing zijn op de leden**

### **Artikel 14**

Een lokaal en het nodige materiaal om de bijeenkomsten te organiseren worden ter beschikking gesteld van de commissie in functie van de beschikbare middelen.

### **Artikel 15**

De leden van de commissie verbinden zich ertoe om met de nodige toewijding mee te werken.

## **Hoofdstuk V: Slotbepalingen**

### **Artikel 16**

De deelname aan de commissie geeft elk aanwezig lid, met uitzondering van de leden van het college van burgemeester en schepenen, de gemeenteambtenaar die verantwoordelijk is voor participatie (burgerraadplegingen en -ontmoetingen) en andere gemeenteambtenaren die worden gevraagd, recht op een vrijwilligersvergoeding van 34 euro per plenaire zitting, zoals bedoeld in de wetgeving betreffende het vrijwilligerswerk.

### **Artikel 17**

Er worden twee deskundigen aangesteld die worden erkend voor hun expertise in verband met de geschiedenis van de Belgische kolonisatie in Afrika met als doel om de gemengde participatieve commissie te begeleiden bij haar werkzaamheden.

Die deskundigen moeten afkomstig zijn uit de academische wereld, de culturele wereld en/of de overheid.

In functie van hun statuut worden zij vergoed door een factuur voor prestaties vooraf en door presentiegeld van 250 euro per plenaire zitting.

### **Artikel 18**

Het college van burgemeester en schepenen neemt een beslissing over alle interpretatiegeschillen met betrekking tot de bepalingen uit dit reglement.

### **Artikel 19**

Zetelen in deze commissie houdt de plicht in elkaars mening te respecteren.  
Voor het goede verloop van de werkzaamheden van de commissie zijn de leden gebonden door een discretieplicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Stemmen op het amendement : unaniem.

Stemmen op de geamendeerde tekst :

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*Monsieur du Bus :*

Nous sommes interrogatifs sur la partie du ROI relative à la composition de la commission.

Il nous revient en effet que plusieurs membres ont manifesté, via une candidature spontanée, leur souhait de participer à ladite commission. Leurs candidatures ne résultent donc pas d'une première sélection aléatoire suivie d'un tirage au sort. Or, le ROI précise que les membres de la société civile sont issus d'un tirage au sort au sein d'un groupe de 600 personnes sélectionnées par tirage aléatoire. Nous n'avons aucun problème à accepter l'idée que la présence de certains membres résulte de candidatures spontanées, mais il convient alors de faire coller le ROI à la réalité en apportant l'amendement suivant :

Chapitre II, article 3, point 2 (et non point 1), après ... après tirage aléatoire, ajouter :  
ou sur base d'une candidature spontanée.

*Monsieur le Bourgmestre :*

Je n'ai pas géré personnellement les opérations de tirage au sort et de constitution. Je sais que certaines personnes voulaient participer de manière spontanée et que cela a été accepté lors de la première réunion d'installation. Mais il est compliqué de continuer à fonctionner de la sorte, il faut suivre ce qu'il y a de marqué dans le règlement.

*Monsieur du Bus :*

Je ne parle pas de ceux qui par curiosité voulaient assister aux réunions, ce sont des personnes qui ont rempli un document de candidature disponible sur le site internet de la commune.

Monsieur Le Bourgmestre :

Madame la secrétaire me fait savoir qu'il faut également faire allusion aux

incompatibilités pour se raccrocher à une clause qui se présente avant dans le texte, mais c'est purement technique et cela ne posera pas de problème.

*Monsieur Biauce :*

Est-ce qu'on a une idée de la proportion de volontaires et de tirés au sort ?

*Monsieur le Président :*

Ils ont tous été tirés au sort.

*Monsieur du Bus :*

La fonctionnaire en charge m'a communiqué que 24 candidatures ont été retenues. Dans ces 24 candidatures, des candidatures sont issues du second tirage au sort et certaines personnes résultent d'une candidature spontanée, 20 sont membres et 4 sont suppléants.

Ce qui veut dire que tout ceux qui ont manifesté leur souhait de faire partie de la commission s'y retrouvent, soit en tant qu'effectif soit en tant que suppléant.

*Monsieur le Président :*

Vote sur l'amendement : à l'unanimité

Vote sur le point : à l'unanimité.

*Madame Mandaila :*

Merci pour le travail abattu par le service pour la tenue de la commission à ce sujet il y a un mois. Le travail va commencer et j'espère être à la hauteur de la présidence.

*Monsieur Madrane :*

Je vois que l'on parle d'incompatibilité. Ce que je peux comprendre. Ici je vois qu'on a mis une incompatibilité: qui est "membre du parlement". Quelle en est sa justification ?

*Monsieur le Bourgmestre :*

Sauf erreur de ma part, les incompatibilités ne jouent que pour les personnes qui ont été tirées au sort.

*Monsieur Madrane :*

À la lecture de l'article 2 et l'article 3, il peut y avoir une confusion.

**Amendement de Mr du Bus :**

Chapitre II, article 3, point 2 (et non point 1), après ....tirage aléatoire, ajouter : *ou sur base d'une candidature spontanée.*

**Amendement van Mr du Bus :**

Hoofdstuk II, artikel 3, punt 2 (en niet punt 1), na ..... bij loting is toegestuurd, toevoegen: *of op basis van een spontane kandidatuur.*

**La déclaration de solidarité avec l'Ukraine dans le cadre du programme cités interculturelles (ICI)**

Le conseil communal,

Vu l'invasion de l'Ukraine par la Russie en date du 24.02.2022;

Considérant que cette guerre a déjà causé la fuite de plus de trois millions d'Ukrainiens en dehors des frontières de leur pays ; que les pays limitrophes organisent l'accueil massif des réfugiés qui passent la frontière; que bien que plus éloignée du théâtre des opérations, la Belgique est également le lieu d'accueil temporaire d'une partie de ces réfugiés ukrainiens et notamment de ceux qui ont un lien avec notre pays ;

Considérant que cet événement aussi soudain que dramatique a suscité au sein de la population belge en général, et etterbeekoise en particulier, un élan de solidarité exceptionnel; que très rapidement, de nombreuses initiatives ont vu le jour dans la commune en vue de fournir l'aide nécessitée par cette situation d'urgence ;

Considérant que dès le 26.02.2022, une banderole géante affichant les couleurs de l'Ukraine a été déployée sur la façade de l'hôtel communal en soutien au peuple ukrainien ;

Considérant qu'à la demande du gouvernement fédéral, notre commune a entrepris le recensement de toutes les capacités d'hébergement disponibles sur notre territoire; que le service d'Initiative Locale d'Accueil du CPAS a été mis à la disposition des citoyens souhaitant proposer un hébergement; que ce service peut être contacté par téléphone et/ou par mail ;

Considérant qu'en vue de permettre au personnel de répondre directement et de manière cohérente aux sollicitations qui lui parviennent par divers canaux relativement aux mesures adoptées par la commune en soutien aux réfugiés ukrainiens et aux démarches à entreprendre pour en bénéficier, une communication a été réalisée via intranet; qu'une communication publique a également été réalisée via le site internet de la commune ;

Considérant qu'au vu de cette situation, la Commune a organisé en collaboration avec le CPAS, une grande collecte de vivres et de produits de première nécessité amenée à se tenir sur l'esplanade de l'Hôtel communal tous les jours de 8h à 17h et le mardi de 8h à 19h à partir du 10 mars 2022 ; que les biens ainsi collectés seront acheminés vers Siemiatycze;

Considérant que le CPAS d'Etterbeek a, par ailleurs, lancé un appel aux dons pour soutenir les réfugiés ukrainiens ainsi que les ménages qui les hébergent gratuitement à Etterbeek; que les fonds récoltés serviront à participer aux frais de première nécessité (alimentaire, vestimentaire, scolaire, etc.) des réfugiés accueillis dans notre commune;

Considérant que la commune se veut réactive et proactive et se félicite de pouvoir apporter son aide au peuple ukrainien et de pouvoir soutenir les citoyens etterbeekois qui font preuve d'une extrême générosité;

Considérant que la commune participe au programme « Cités Interculturelles » du

Conseil de l'Europe (programme ICI), depuis l'adoption par le Conseil communal de la convention d'adhésion en date du 19 octobre 2020;

Considérant la déclaration de solidarité avec l'Ukraine diffusée auprès des membres du programme ICI par le Conseil de l'Europe ;

Décide d'approuver la déclaration de solidarité avec l'Ukraine dans le cadre du programme ICI.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

### **Solidariteitsverklaring voor Oekraïne in het kader van het programma Interculturele Steden (ICI)**

De gemeenteraad,

gelet op de Russische invasie in Oekraïne op 24.02.2022;

overwegende dat deze oorlog al meer dan drie miljoen Oekraïners buiten de grenzen van hun land heeft doen vluchten; dat de buurlanden de massale opvang organiseren van vluchtelingen die de grens oversteken; dat, hoewel België verder verwijderd is van het strijdtoneel, ook in ons land een deel van deze Oekraïense vluchtelingen tijdelijk wordt opgevangen, en in het bijzonder diegenen die een band hebben met ons land;

overwegende dat deze even plotselinge als dramatische gebeurtenis een buitengewone golf van solidariteit onder de Belgische bevolking in het algemeen en de Etterbekenaren in het bijzonder heeft teweeggebracht; dat er tal van initiatieven in de gemeente zijn genomen om de door deze noodsituatie vereiste hulp te verlenen;

overwegende dat sinds 26.02.2022 een reusachtig spandoek met de kleuren van Oekraïne ophangt aan de gevel van het gemeentehuis als steunbetuiging aan het Oekraïense volk;

overwegende dat onze gemeente op vraag van de federale regering een inventaris heeft opgemaakt van alle opvangcapaciteiten die op ons grondgebied beschikbaar zijn; dat de dienst Lokaal Opvanginitiatief van het OCMW ter beschikking is gesteld van de burgers die een woning wensen aan te bieden; dat deze dienst telefonisch en/of per e-mail bereikbaar is;

overwegende dat, om het personeel in staat te stellen rechtstreeks en coherent te reageren op de verzoeken die zij via diverse kanalen krijgen in verband met de maatregelen die de gemeente neemt ter ondersteuning van de Oekraïense vluchtelingen en de stappen die moeten worden ondernomen om van die maatregelen gebruik te maken, een mededeling via het intranet werd gepubliceerd; dat ook een openbare mededeling is gepubliceerd op de website van de gemeente;

overwegende dat de gemeente, gezien deze situatie, in samenwerking met het OCMW een grote inzameling van levensmiddelen en eerste levensbehoeften heeft georganiseerd, die vanaf 10 maart 2022 dagelijks van 8.00 tot 17.00 uur en op dinsdag van 8.00 tot 19.00 uur op het plein voor het gemeentehuis wordt gehouden; dat de aldus ingezamelde goederen naar Siemiatycze zullen worden vervoerd;

overwegende dat het OCMW van Etterbeek bovendien een oproep tot giften heeft gelanceerd om de Oekraïense vluchtelingen en de gezinnen die hen gratis onderdak bieden in Etterbeek te steunen; dat de ingezamelde giften zullen worden gebruikt voor de kosten van de basisbehoeften (voedsel, kleding, scholing, enz.) van de vluchtelingen die in onze gemeente worden opgevangen;

overwegende dat de gemeente reactief en proactief wil zijn en blij is hulp te kunnen bieden aan de Oekraïense bevolking en de burgers van Etterbeek te kunnen steunen die blijk geven van extreme vrijgevigheid;

overwegende dat de gemeente deelneemt aan het programma “Interculturele Steden” van de Raad van Europa (programma ICI) sinds de goedkeuring door de gemeenteraad van de aansluitovereenkomst op 19 oktober 2020;

gelet op de solidariteitsverklaring voor Oekraïne die de Raad van Europa onder de leden van het programma ICI heeft verspreid;

## BESLIST

- om de solidariteitsverklaring voor Oekraïne in het kader van het programma Interculturele Steden (ICI) goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Déclaration solidarité Ukraine.docx*

---

## Finances - Financiën

28.03.2022/A/0019 **Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant un subside visant à financer pour l'année 2021, la revalorisation de la fonction publique locale et plus particulièrement le personnel des hôpitaux publics dont les communes prennent le déficit en charge**

Le conseil communal,

LE GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE,

Vu l'ordonnance du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle;

Vu l'ordonnance du 18 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 2019 fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis favorable de l'inspection des Finances du 24 novembre 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 1er décembre 2021;

Vu le test égalité des chances du 22 octobre 2021;;

Considérant que la décision du 22 octobre 2020, prise par le gouvernement bruxellois de revaloriser la fonction publique locale et, plus particulièrement d'améliorer le statut pécuniaire des agents des hôpitaux publics dont les communes prennent en charge le déficit ;

Considérant le protocole 2020/3 relatif à un accord sectoriel 2020/2024 conclu au sein du comité C, on de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que l'accord sectoriel 2020/2024 prévoit notamment les montants à accorder pour permettre à tous les agents des hôpitaux publics de bénéficier de mesures de revalorisation de leur statut pécuniaire ;

Considérant que le protocole d'accord 2020/03 prévoit l'intervention de la Région de Bruxelles-Capitale pour le remboursement d'un abonnement STIB et l'octroi d'une prime de fin d'année au personnel des hôpitaux publics;

Considérant que les dépenses de personnel sont une charge importante et récurrente ;

Considérant que pour des fonctions équivalentes au sein d'autres pouvoirs locaux bruxellois les travailleurs obtiennent les avantages précités ;

Considérant que l'intervention de la Région de Bruxelles-Capitale par le biais d'un subside aux communes qui prennent en charge le déficit des hôpitaux publics permettra ceux-ci de valoriser les membres de leur personnel tout en allégeant la charge que constitue cette revalorisation du statut pécuniaire ;

Considérant que l'inscription des crédits nécessaires au budget général des dépenses de l'exercice 2021 constitue une première étape du processus de revalorisation salariale 2020-2024 ;

Considérant que le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale prévoit, pour l'exercice 2021, un crédit d'engagement sous l'allocation de base 10.004.27.08.43.22;

Sur la proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles compétent pour les pouvoirs locaux;

A R R E T E :

### **Article 1<sup>er</sup>**

§ 1 Une subvention d'un montant de 8.300.000,00 EUR à charge de l'allocation de base 10.004.27.08.43.22 du budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'exercice 2021, est alloué à la Ville de Bruxelles et aux communes d'Anderlecht, Etterbeek, Ixelles et Saint-Gilles en exécution de l'accord sectoriel 2020/2024 et selon les modalités inscrites dans le protocole du comité C 2020/3 susvisé.

§2 les montants qui sont accordés aux bénéficiaires selon les dispositions du paragraphe précédent sont mentionnés à l'annexe du présent arrêté

### **Article 2**

Le subside se rapporte à la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2021 et est destiné à assurer la continuité de l'accord sectoriel portant sur la revalorisation de la fonction publique locale est plus parti culièrement le personnel des hôpitaux publics dont les communes prennent le déficit en charge conformément au protocole 2020/03 sanctionnant la revalorisation prévue par l'accord sectoriel 2020-2024.

### **Article 3**

Le paiement du subside visé à l'article 1<sup>er</sup> s'effectue en une seule tranche ; les montants dus seront versés dans leur intégralité sur le compte bancaire des communes bénéficiaires pour la fin de l'année 2021, voire au début de l'année 2022.

### **Article 4**

Les communes bénéficiaires sont tenues de rétrocéder immédiatement la quote-part du subside revenant aux hôpitaux dont elles prennent en charge le déficit. Elles s'engagent à faire parvenir à la Direction des Initiatives subventionnées de Bruxelles Pouvoirs locaux, pour le 15 février 2022 au plus tard la preuve du versement sur le compte des ayants-droits. De délai est de stricte application.

### **Article 5**

Le Ministre compétent pour les pouvoirs locaux ou son administration peut demander au bénéficiaire toutes informations complémentaire nécessaires au traitement du dossier et effectuer sur place toute démarche utile afin de les récolter.

### **Article 6**

La direction des initiatives subventionnées de Bruxelles Pouvoirs Locaux du service public régional de Bruxelles est le service administratif désigné pour s'assurer de la bonne gestion des crédits alloués par cet arrêté.

### **Article 7**

Et arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

### **Article 8**

Le Ministre qui a les pouvoirs locaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie met het oog op het financieren voor het diesntjaar 2021, van de herwaardering van het openbaar ambt, in het bijzonder het personeel van de**

## **openbare ziekenhuizen waarvan zij het tekort ten laste nemen**

De gemeenteraad,

### DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING

Gelet op de ordonnantie van 23 février 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle;

Gelet op de ordonnantie van 18 december 2020 houdende de algemene begroting der uitgaven van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor her begrotingsjaar 2021;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 22 juli 2019 tot vaststelling van de derdeling van de bevoegdheden tussen de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op het gunstig advies van de inspectie van Financiën op 24 november 2021

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting op 09/12/2020;

Gelet op de gelijkeansentest van 22 oktober 2021;

Overwegende de op 22 oktober 2021 door de Brusselse Regering genomen beslissing met het oog op de herwaardering van het plaatselijke openbaar ambt, in het bijzonder de verbetering van het geldelijk statuut van de agenten van de openbare ziekenhuizen waarvan de gemeenten het tekort ten laste nemen.

Overwegende het protocol 2020/3 met betrekking tot een sectoraal akkoord 2020/2024 afgesloten in Comité C, van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat het sectoraal akkoord 2020/2024 voorziet in de toe te kennen bedragen opdat al de agenten van de openbare ziekenhuizen herwaarderingsmaatregelen van hun geldelijk statuut zouden genieten;

Overwegende het protocol 2020/3 voorziet in het tussenkomst van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de terugbetaling van een MIVB abonnement et in de toekenning van een eindjaar premie voor het personeel van de openbare ziekenhuizen;

Overwegende dat de personeelsuitgaven een aanzienlijke en terugkerende last vormen;

Overwegende dat voor gelijksoortige ambten de werknemers bij andere Brusselse lokale besturen over voornoemde voordelen beschikken;

Overwegende dat de gewestelijke bijdrage in de vorm van een subsidie aan de gemeenten die het tekort van de openbare ziekenhuizen ten laste nemen, de valorisatie van de personeelsleden van laatstgenoemden beoogt, alsmede de verlichting van de last van de herwaardering van het geldelijk statuut.

Overwegende dat de inschrijving van de nodige kredieten in de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 2021 beantwoordt aan de noodzaak om de continuïteit is van het proces van de herwaardering van de lonen 2020/2024;

Overwegende dat, vor het begrotingsjaar 2021, de algemeente uitgavenbegroting van

het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een bedrag van 8.300.000,00 EUR voorziet in vastleggingskrediet op de basis locatie 10.004.27.08.43.22;

Op voordracht van de minister die voor de openbare ziekenhuizen bevoegd voor de plaatselijke besturen;

## B E S L U I T

### **Artikel 1**

§ 1 een subsidie van 8.300.000,00 EUR ten laste van basisallocatie 10.004.27.08.43.22 van de algemene uitgavenbegroting van het Brussels hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2021, wordt in uitvoering van het sectoraal akkoord 2020/2024 en volgens de modaliteiten ingeschreven in het protocol van het comité C 2020/03 aan de Stad Brussel en aan de gemeenten Anderlecht, Etterbeek, Elsene en Sint-Gillis toegekend.

§ 2 de bedragen die aan de begunstigden toegekend worden overeenkomstig de bepalingen van de voorgaande paragraaf worden vermeld in de bijlage bij dit besluit.

### **Artikel 2**

De subsidie heeft betrekking op de periode van 1 januari tot 31 december 2021 en is bestemd om de continuïteit van het sectoraal akkoord over de herwaardering van het openbaar ambt te verzekeren, overeenkomstig het protocol 2020/03 tot bekrachtiging van de herwaardering voorzien in het sectorale akkoord 2020-2024.

### **Artikel 3**

De betaling van de in artikel 1 bedoelde subsidie gebeurt in een enkele keer. Het verschuldigde bedrag zal integraal op de bankrekening van elke begunstigde tegen het einde van het jaar 2021, of zelfs begin 2022 voorwaarden gestort.

### **Artikel 4**

De begunstigde gemeenten worden ertoe gehouden het aandeel van de subsidie dat toekomt aan de ziekenhuizen waarvan zij het tekort ten laste nemen onmiddellijk door te storten. Ze verbinden zich ertoe ten laatste voor 15 februari 2022 een bewijs van de betaling op de bankrekening van de rechthebbenden over te maken aan de directie gesubsidieerde initiatieven van Brussel plaatselijke besturen van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel. Deze termijn is van strikte toepassing.

### **Artikel 5**

De Minister bevoegd voor plaatselijke besturen of zijn administratie mag de begunstigde alle bijkomende gegevens vragen die nodig zijn voor de behandeling van het dossier en mag alle daartoe aangewezen stappen ondernemen om ze ter plaatse te bekomen.

### **Artikel 6**

De directie gesubsidieerde initiatieven van Brussel plaatselijke besturen van de gewestelijke overheidsdienst Brussel wordt aangewezen als de administratieve dienst die ermee belast is in te staan voor een goed beheer van de bij dit besluit toegekende

kredieten.

### **Artikel 7**

Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2022.

### **Artikel 8**

De Minister bevoegd voor de plaatselijke besturen wordt belast met de uitvoering van dit besluit

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

28.03.2022/A/0020 **Budget 2022 - Crédits provisoires - 2ème trimestre 2022.**

Le Conseil communal,

Attendu que le budget pour 2022 ne pourra pas être présenté dans les délais légaux;

Vu l'article 14 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale;

DECIDE de demander à l'autorité de tutelle de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le deuxième trimestre 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 28 votes positifs, 2 abstentions.

*Abstentions : André du Bus, Louise-Marie Bataille.*

---

**Begroting 2022 - Voorlopige kredieten - 2de trimester 2022.**

De gemeenteraad,

overwegende dat de begroting over 2022 niet binnen de wettelijke termijnen kan ingediend worden;

gelet op artikel 14 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

BESLUIT aan de voogdijoverheid om machtiging te vragen over drie twaalfden voorlopige kredieten voor het tweede trimester 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 28 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

*Onthoudingen : André du Bus, Louise-Marie Bataille.*

*Monsieur du Bus :*

Nous aimerions avoir quelques explications par rapport au budget tant attendu.

Nous souhaitons, il y a 9 mois participer à l'évaluation de l'application de la NOP de la 1<sup>ère</sup> partie de la mandature pour préparer la seconde. Cette première partie étant caractérisée par la crise sanitaire.

Cette demande était soutenue par d'autres partenaires du conseil communal. Nous restons sans nouvelle.

2 Questions :

Pourquoi ce rapport du budget ?

Qu'en est-il de l'évaluation de la première partie de la NOP ? Qu'en est-il de la préparation de la seconde partie qui est liée au budget ?

*Monsieur Van Bockstal :*

Le collège est bien conscient du timing que nous établissons pour le budget 2022 incluant le plan triennal 2022 – 2024.

Nous aimerions organiser un conseil extra spécial le 28 avril 2022 pour avancer sur le budget, voire remplacer le conseil du 2 mai 2022.

Pour le timing, tout était lancé fin juin pour récupérer les indices de préparation fin octobre, mi-novembre au niveau des services.

Vous savez que la Région a eu d'énormes difficultés pour l'élaboration d'un budget transparent et cohérent durant des années, ce qui a impacté notre commune.

La norme restrictive des budgets à présenter pour 2022-2024 imposée par la Région à savoir être dans un mali reprenant l'ensemble des paramètres, a rendu notre travail très compliqué.

À juste titre, la Région a du aussi refaire son planning de calcul de budget.

Au niveau de la crise, la moindre planification au niveau de l'inflation a un impact majeur sur notre budget.

Plusieurs indexations nous ont été imposées puis annulées par la tutelle, rendant le calcul du Budget impossible.

Un premier aperçu du budget était passé au collège en décembre, un second il y a un mois. Nous sommes retournés vers les services pour obtenir une mise à jour de leur chiffres. Nous avons donc su boucler les informations le week-end dernier lesquelles pourront être présentées au collège le premier jeudi d'avril.

Nous avons donc une base pour travailler et pour obtenir l'appui de la Région dont on souhaite éviter un refus qui nous repousserait en juin ou juillet.

Nous reviendrons donc vers vous fin avril, début mai.

*Monsieur le Président :*

Abstention du groupe CDH

*Patrick Lenaers quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Arnaud Van Praet quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Vincent Paul Louis Biauce quitte la séance / verlaat de zitting.*

## Cultes et Laïcité - Erediensten en Laïciteit

28.03.2022/A/0021 **Culte Catholique - Eglise Saint-Henri - Compte 2020**

Le Conseil Communal.

Attendu que l'administration communale de Woluwé St Lambert nous a transmis le compte 2020 de l'Eglise St.Henri dont la circonscription territoriale s'étend partiellement sur le territoire de notre commune ;

Vu l'ordonnance régionale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les Fabriques d'Eglise;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'article 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Attendu qu'il est par ailleurs impossible de vérifier l'intervention communale de façon précise vu la non-communication des comptes des A.O.P., gestionnaires de la paroisse ;

Vu l'ordonnance régionale du 18/07/2002 portant sur diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le compte pour l'exercice 2020 de la Fabrique d'Eglise Saint-Henri qui est soumis à l'avis du Conseil communal;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend sur le territoire des communes de Woluwe Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre et Etterbeek;

Considérant que le résultat du compte 2020 doit se baser sur l'ensemble des moyens financiers de l'année, à savoir un montant en boni de 696.873,27€;

Considérant que ce montant concerne les avances pour la restauration globale de l'Eglise Saint-Henri perçue par la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les modifications suivantes proposées par l'administration communale de Woluwe Saint-Lambert;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de remplacer le montant inscrit en R.19 : 2.170.304,40€ (Boni du compte de l'exercice précédent) par le montant corrigé de 1.844.154,10€ ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de remplacer le montant inscrit en D.49 : 0,00€ (Fonds de réserve) par le montant de 696.873,27€;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de remplacer le montant inscrit en D.50L: 66,04€ (Dépenses diverses) par le montant de 1.318,19€;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de remplacer le montant inscrit en D63A: 849.150,23€ (Dépenses extraordinaires relatives à un exercice antérieur) par le montant de 0,00€;

Considérant que le compte 2020 modifié se clôture en équilibre;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins de Woluwe Saint Lambert du 09/09/2021;

RECETTES

Ordinaires	31.650,95€	
Extraordinaires	2.348.550,98€	
<b>TOTAL</b>		<b>2.380.201,93€</b>

DEPENSES

Relative au Culte	194,86€	
Ordinaires	709.200,25€	
Extraordinaires	1.670.806,82€	
<b>TOTAL</b>		<b>2.380.201,93€</b>
<b>SOIT EN EQUILIBRE</b>		<b>0,00€</b>

DECIDE d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité supérieure du compte 2020 de la fabrique d'Eglise Saint-Henri qui est clôturé, comme suit, en équilibre après l'inscription de 696.873,27€ à la rubrique D.49.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

**Katholieke Eredienst - Sint-Hendrikskerk - Rekening 2020**

De Gemeenteraad.

Overwegende dat het Gemeentebestuur van St Lambrechts-Woluwe ons de rekening over 2020 van de St-Hendrikskerk, waarvan de gebiedsomschrijving gedeeltelijk op het grondgebied van onze gemeente ligt, heeft toegestuurd ;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken ;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet van 04/03/1870 op het tijdelijke van de erediensten ;

Overwegende dat het bovendien onmogelijk is om de bijdrage van de gemeente nauwkeurig te controleren gezien de niet-vermelding van de rekeningen van de A.O.P. , beheerders van de parochie ;

Gelet op artikel 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2020 van de Sint-Hendrikskerkfabriek die, voor advies, aan de Gemeenteraad wordt voorgesteld ;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van de gemeente, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe en Etterbeek ;

Overwegend dat het resultaat van de rekening 2020 gebaseerd moet zijn op alle financiële middelen van het jaar, namelijk een bonusbedrag van € 696.873,27;

Overwegend dat dit bedrag voorschotten betreft voor de algehele restauratie van de Sint-Henrikerk ontvangen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de volgende wijzigingen voorgesteld door het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe;

Gezien het feit dat het daarom gepast is om het bedrag ingevoerd in R.19: € 2.170.304,40 (Bonus van de rekening van het voorgaande jaar) te vervangen door het gecorrigeerde bedrag van € 1.844.154,10;

Overwegende dat het daarom passend is om het in D.49 opgenomen bedrag: € 0,00 (Reservefonds) te vervangen door een bedrag van € 696.873,27;

Overwegende dat het daarom passend is om het in D.50L opgenomen bedrag: € 66,04 (Andere gewone uitgaven) te vervangen door een bedrag van € 1.318,19;

Overwegende dat het daarom passend is om het in D.63A opgenomen bedrag: € 849.150,23 (Buitengewone uitgaven met betrekking tot een vorig jaar) te vervangen door een bedrag van € 0,00;

Overwegende dat de gewijzigd rekening 2020 in evenwicht voorgesteld wordt ;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen van Sint-Lambrechts-Woluwe van 09/09/2021;

#### ONTVANGSTEN

Gewone	31.650,95€
Buitengewone	2.348.550,98€
<b>TOTAAL</b>	<b>2.380.201,93€</b>

#### UITGAVEN

Betreffende de erendienst	194,86€
Gewone	709.200,25€
Buitengewone	1.670.806,82€
<b>TOTAAL</b>	<b>2.380.201,93€</b>

**HETZIJ IN EVENWICHT 0,00 €**

BESLIST een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring door de hogere overheid van de rekening 2020 van de Sint-Hendrikerk-fabriek die als volgt wordt afgesloten, in evenwicht na de boeking van € 696.873,27 onder de rubriek D.49.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage  
St henri cpte 2020.pdf*

---

## **Cohésion sociale - Sociale Cohesie**

28.03.2022/A/0022 **Nouveau ROI de la Concertation locale de Cohésion sociale**

Le Conseil communal,

Considérant que le nouveau décret de Cohésion sociale impose la révision du ROI des Concertations locales de Cohésion sociale ;

Considérant que ce décret prévoit une grande partie du ROI qui ne peut être modifiée ;

Considérant que certains articles du ROI peuvent être amendés par les Concertations locales ;

Considérant que la Concertation locale de Cohésion sociale d'Etterbeek a amendé différents articles de son ROI ;

Considérant la proposition de ROI en annexe du présent Collège ;

Considérant qu'après validation du ROI par le Collège des Bourgmestre et Echevin·e·s, celui-ci devra être réapprouvé par la Concertation locale puis par la COCOF ;

DÉCIDE d'approuver le nouveau ROI de la Concertation locale de Cohésion sociale.

### **Règlement d'Ordre Intérieur des concertations locales**

Nouveau Décret ; modifications au ROI précédent

*Articles 18 à 25 du Décret de la COCOF du 30 novembre 2018 (ci-nommé « Décret »)*

*Articles 126 à 130 de l'Arrêté 20 juin 2019 portant exécution du Décret de la COCOF du 30 novembre 2018*

### **CHAPITRE 1. Objet du R.O.I.**

**Article 1.** Une concertation locale est créée dans chaque commune éligible. Elle réunit tous les acteurs de la cohésion sociale présents sur son territoire. La concertation locale vise :

1. Une meilleure information des acteurs locaux de la cohésion sociale et le développement de collaborations entre opérateurs de cohésion sociale ;
2. Le travail en réseau, la transversalité des démarches, le décroisement des actions, l'intersectorialité des pratiques, l'échange de bons usages ;
3. Le diagnostic et la connaissance des enjeux locaux en matière de cohésion sociale ainsi que la recherche de réponses collectives aux problèmes

- éventuels identifiés ;
4. La recherche d'une cohérence des actions retenues en application du Décret avec d'autres programmes politiques, que ceux-ci relèvent des pouvoirs locaux, régionaux, communautaires, fédéraux, européens ou internationaux ;
  5. La rencontre avec d'autres secteurs organisés ou non travaillant à la cohésion sociale et au vivre et faire ensemble sur le territoire de la commune éligible ;
  6. Tout autre objet qu'elle juge pertinent.

**Article 2.** La concertation locale peut remettre des avis d'initiative sur des sujets touchant de près ou de loin à la cohésion sociale. Ces avis sont adressés, à tout le moins, à la commune et au Collège. Ils peuvent être adjoints d'une note de minorité.

## **CHAPITRE 2. Composition de la concertation**

### **Article 3.**

§ 1. La concertation locale est composée de membres avec voix délibératives et des membres avec voix consultatives.

§ 2. Les membres avec voix délibérative sont :

1. Le Bourgmestre de la commune concernée ou l'échevin ayant la cohésion sociale dans ses attributions ;
2. Les opérateurs agréés portant au moins une action prioritaire de type local sur le territoire de la commune concernée ;
3. Les opérateurs agréés portant au moins une action prioritaire de type régional dont une part significative de leur action se déroule sur le territoire de la commune concernée. Par part significative, la Concertation entend que l'association de cohésion sociale régionale concernée doit disposer de son siège social sur la commune ou doit exercer des activités régulières sur le territoire communal permettant un ancrage local en termes d'activités ou de public touché.

L'opérateur agréé de type régional peut introduire une candidature motivée auprès de la coordination locale en précisant : le(s) siège(s) d'activité de l'opérateur ; la part de ses actions se déroulant sur le territoire de la commune ; les partenariats avec les acteurs publics et associatifs situés sur le territoire de la commune. Le candidat se présentera en concertation locale et la candidature sera soumise au vote.

L'opérateur portant une action prioritaire de type régional membre avec voix délibérative accepte la supervision de la coordination locale au même titre que les opérateurs portant une action de type local.

§ 3. Les membres avec voix consultative sont notamment :

1. Le Membre du Collège ayant la cohésion sociale dans ses attributions ou son représentant ;
2. Les services du Collège ;
3. Le CRACS ;
4. Le CREDAF ;
5. Le CREDASC ;
6. Les associations sans but lucratif subventionnées en vertu du Décret et n'étant pas membres avec voix délibérative ;

7. Le président du centre public d'action sociale de la commune concernée ou son représentant, à défaut un représentant de la coordination sociale ;
8. Le fonctionnaire de prévention de la commune concernée ou son représentant ;
9. La coordination accueil-temps-libre (ATL) de la commune concernée ;
10. Le centre culturel reconnu de la commune concernée ;
11. Les établissements d'enseignement primaire et secondaire organisés ou subventionnés présents dans la commune concernée ;
12. Les bureaux d'accueil pour primo-arrivants agréés par la COCOF actifs sur le territoire de la commune concernée.

**Article 4.** Chaque opérateur membre désigne une personne représentante effective et une personne représentante suppléante (en indiquant les contact téléphonique et courriel respectifs), pour la durée de l'agrément. Le mandat est renouvelable et exercé gratuitement.

Toute modification dans la désignation des représentant.e.s et des suppléant.e.s doit faire l'objet d'une notification à la coordination locale dans les plus brefs délais. Leur révocation éventuelle doit toujours être motivée.

#### **Article 5.**

§ 1. Afin de favoriser la transversalité, le décloisonnement et l'intersectorialité, la concertation locale invite d'autres acteurs publics ou associatifs ne bénéficiant pas d'un agrément de cohésion sociale et actifs sur le territoire de la commune dans le champ de, entre autres :

1. L'action sociale ;
2. La prévention ;
3. L'accueil des primo-arrivants ;
4. L'enseignement et de l'accrochage scolaire ;
5. L'accueil temps libre, du parascolaire, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse ;
6. La culture et de l'éducation permanente ;
7. La prévention de la santé et la santé mentale ;
8. La formation ;
9. L'insertion socio-professionnelle ;
10. L'intergénérationnel.

§ 2. La concertation locale peut inviter plus d'acteurs afin de favoriser la transversalité.

**Article 6.** La concertation peut prévoir plus de membres associatifs avec voix consultative.

§ 1. Un opérateur ayant une expertise en cohésion sociale et souhaitant intégrer la concertation locale en tant que membre avec voix consultative peut proposer sa candidature par lettre motivée à la coordination locale, qui exposera la candidature lors de la prochaine réunion de la concertation.

§ 2. Si aucun membre ne s'y oppose, l'opérateur est accueilli dans la concertation locale. S'il y a opposition, la concertation procède à un vote précédé d'un débat. Toute décision de refus est motivée et notifiée, par écrit, à l'opérateur dont la candidature a été rejetée.

#### **Article 7.**

§ 1. Les opérateurs membres avec voix consultative peuvent se faire exclure en deux situations:

1. L'opérateur avec voix consultative est absent de manière consécutive à plus de trois réunions de la concertation locale, sans justification ou excuse préalable ;
2. La coordination locale ou tout membre de la concertation apprend des faits qu'elle considère comme graves sur l'opérateur avec voix consultative ; le cas échéant à l'intervention d'un de ses membres, apprend des faits qui, s'ils sont démontrés, sont susceptibles de constituer un motif grave ne permettant plus d'associer un opérateur aux activités de coordination notamment des attitudes manifestement en désaccord avec le décret ou des actes pénalement répréhensibles.

§ 2. Dans les deux situations, la coordination peut ajouter l'exclusion de l'opérateur avec voix consultative à l'ordre du jour de la réunion suivante. Celui-ci est informé, sous un délai raisonnable, des faits qui sont susceptibles de provoquer son exclusion éventuelle. L'exclusion suppose un débat et un vote au sein de la concertation lesquels ne peuvent intervenir qu'après avoir permis à l'opérateur en procédure d'exclusion de s'exprimer devant la concertation locale afin de faire valoir ses moyens de défense. L'opérateur en procédure d'exclusion peut être invité à s'exprimer devant la concertation locale pour ce point à l'ordre du jour si la concertation le juge pertinent. Il s'absente de la réunion au moment du débat et du vote de ce point à l'ordre du jour.

§3 Toute décision d'exclusion est motivée et notifiée par écrit à l'opérateur concerné. Une copie de ladite décision est adressée au Membre du Collège ayant la Cohésion sociale dans ses attributions

### **CHAPITRE 3. Modes d'organisation et de fonctionnement**

**Article 8.** La présidence des réunions de la concertation locale est assurée par le Bourgmestre ou l'Échevin en charge de la cohésion sociale ou son représentant ou, à défaut, par la coordination locale. La concertation locale peut se choisir une co-présidence en son sein

§1 La concertation locale peut se doter d'une co-présidence.

§2 La co-présidence prépare l'ordre du jour de la concertation locale avec la présidence et la coordination. Dans ce cadre, la co-présidence participe à au moins une réunion préparatoire préalable aux concertations et aide à formuler l'ordre du jour. Si cela est nécessaire, la co-présidence participe également à des réunions de debriefing des concertations afin d'assurer le suivi de certains débats qui le nécessiteraient.

§3 Le choix de se doter d'une co-présidence ou non est voté annuellement par les membres de la Concertation à la majorité simple.

§4 Seuls les membres associatifs de la concertation peuvent se porter candidats à la co-présidence.

§5 Après présentation des candidatures, la co-présidence est élue à bulletin secret à chaque début d'année civile par les membres de la Concertation. Son mandat a une durée d'un an renouvelable avec un maximum de deux années consécutives.

§6 La Concertation veille à assurer, dans la mesure du possible, une alternance de genre dans le choix de la co-présidence.

La coordination locale assure le secrétariat de la concertation locale. Si la commune ne dispose pas de coordination locale, le secrétariat est assuré par le Bourgmestre ou l'échevin ayant la cohésion sociale dans ses attributions.

L'animation de la concertation locale est assurée, soit par le Bourgmestre ou l'Échevin en charge de la cohésion sociale ou son représentant, soit par la

coordination locale. Cette modalité est susceptible de varier en fonction des points à l'ordre du jour.

**Article 9.** La concertation locale se réunit au minimum trois fois par an. Elle se déroule prioritairement pendant les jours et heures ouvrables.

La concertation locale doit, tant que possible, être représentée dans des organes intersectoriels locaux afin de favoriser le décloisonnement et la transversalité.

**Article 10.** La concertation locale veille à organiser, au moins une fois par an, une réunion conjointe avec les concertations de la ou des communes avoisinantes. Cette réunion a notamment pour objectif d'améliorer l'action communautaire autour des limites communales et d'échanger autour des pratiques et des réalités de terrain.

Le choix du lieu pour l'organisation de la concertation locale est laissé à la discrétion de la coordination locale.

**Article 11.**

§ 1. La concertation locale désigne deux personnes représentantes (un effectif et un suppléant) parmi ses membres pour siéger en tant que membre avec voix délibérative auprès du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, section Cohésion sociale. Ces représentant.e.s ne peuvent être ni le président de la concertation locale, ni l'échevin en charge de Cohésion sociale, ni la coordination locale. Les candidatures motivées seront envoyées à la coordination locale et feront l'objet d'une présentation en concertation locale et ensuite soumise au vote des membres de la concertation locale.

§1 Les deux personnes (effective et suppléante) travaillent en binôme.

§2 La Coordination inscrit un point à l'ordre du jour, de sa propre initiative ou sur demande d'un membre de la Concertation pour discuter l'avancement des discussions au conseil consultatif;

§3 Les membres du conseil consultatif s'engagent à effectuer un petit compte-rendu à la Coordination à l'issue de chaque réunion du conseil consultatif ;

La coordination s'engage à transmettre ce compte-rendu à l'ensemble des membres de la Concertation locale ;

§4 Si les points à l'ordre du jour du conseil consultatif concernent directement les associations etterbeekoises actives en cohésion sociale ou que des questions sont perçues comme sensibles par les personnes représentantes, ces dernières en informent la Coordination.

Saisie de cette problématique, la Coordination, veille en concertation avec les personnes représentantes à préparer au mieux la prochaine séance du Conseil consultatif ;

§5 Si au moins trois membres de la Concertation considèrent que la ou les personne(s) élue(s) ne représente(nt) plus ou pas assez la Concertation locale d'Etterbeek, elles disposent du droit d'en avvertir la Coordination qui veillera à inscrire un point à l'ordre du jour de la première séance de Concertation utile afin de décider ou non du remplacement des personnes en question.

§6 Les représentant.e.s de la Concertation au sein du Conseil consultatif de la concertation souhaitant démissionner de leur mandat en informent la Coordination qui inscrit ce point à la première séance de Concertation utile.

§ 2. Ce mandat a une durée de 5 ans. Si durant leur mandat, les représentant.e.s ne sont plus membres de la concertation locale, une nouvelle désignation sera organisée.

**Article 12.** Le délai d'envoi des invitations à la concertation locale est de minimum 8 jours calendrier, sauf urgence motivée.

L'invitation précise systématiquement l'ordre du jour et les modalités d'accès aux documents préparatoires à consulter, dans la mesure où ces derniers n'ont pu être transmis simultanément à l'invitation.

La proposition d'ordre du jour de la concertation est du ressort de la coordination locale. Cependant, chaque membre de la concertation dispose de la possibilité de proposer la mise à l'ordre du jour d'un point :

1. Dans un délai de 8 jours calendrier précédant la concertation locale ;
2. Dès réception de l'invitation ;
3. En réunion.

Le refus d'inscription d'un point à l'ordre du jour est toujours motivé.

**Article 13.** La concertation siège valablement si 50% des membres avec voix délibératives sont présents. Les décisions se prennent à la majorité absolue des votants présents, c'est-à-dire la moitié plus un du nombre des membres présents. Si le quorum de présence n'est pas atteint, une deuxième réunion est convoquée dans un délai maximum de 8 jours calendrier. Il peut y être procédé valablement aux votes, quel que soit le nombre de membres avec voix délibérative présents.

Les opérateurs agréés doivent au moins représenter la majorité absolue des voix délibératives pour les votes qui concernent les avis sur les demandes d'agrément, de modification d'agrément et de renouvellement d'agrément (article 25 du Décret).

**Article 14.** Les décisions se prennent à la majorité absolue des votants présents, c'est-à-dire la moitié plus un du nombre des membres présents. La procédure de vote concernant les demandes, les renouvellements et les modifications d'agrément, ainsi que sur le Pacte Local est détaillée à l'article 22 de ce Règlement. Pour les votes concernant tous les autres types de points à l'ordre du jour,

§1 Le droit de vote est élargi aux membres avec voix consultatives si le quorum des membres avec voix délibérative est atteint.

§2 Pour maintenir leur droit au vote, les associations avec voix consultative doivent avoir participé ou avoir été représentées à soit plus de la moitié des concertations organisées sur l'année civile soit à 3 concertations organisées durant la même période.

§3 Les Centres d'appui régionaux (CRACs, CREDASC, CREDAF), les services de la COCOF et les services communaux ne disposent en tout état de cause que d'une voix consultative.

**Article 15.**

§1 Les votes se font par défaut à main levée, sauf demande contraire exprimée par au

moins un tiers des membres de la concertation disposant d'un droit de vote. En fonction des points à l'ordre du jour, la procédure de vote peut varier.

§2 En tout état de cause, le vote intervient toujours à bulletin secret pour les questions de personnes, en ce compris l'admission et l'exclusion d'un membre ou d'un opérateur.

**Article 16.** Le fonctionnement de la concertation locale garantit l'accès et le droit de parole de tous et toutes, ainsi que la transparence des décisions. Le respect du droit des associations de faire valoir leur opinion contraire à l'avis global est assuré par la rédaction de notes de minorités systématiquement incluses dans les procès-verbaux des concertations locales.

**Article 17.** Chaque réunion de concertation locale fait l'objet d'un procès-verbal, qui mentionne systématiquement au minimum :

1. La liste des présent.e.s, excusé.e.s et absent.e.s avec mention de l'organisme qu'ils.elles représentent ;
2. L'ordre du jour ;
3. La synthèse des débats, clôturés ou non, les décisions prises et les éventuelles notes de minorité.

Les procès-verbaux sont formellement approuvés en début de chaque réunion de concertation locale.

**Article 18.** Au-delà de l'organisation des trois réunions plénières, la concertation locale peut se décliner en réunions par quartier, groupes de travail, réunions thématiques ou toute autre forme de rencontre que la concertation locale estime pertinente et utile à son objet.

**Art. 19.** La définition des orientations spécifiques communales, mentionnées à l'article 11 du Décret, est proposée par la commune éligible sur avis de la concertation locale. La commune peut proposer un maximum de 5 orientations spécifiques qui s'ajoutent à celles déjà définies à l'article 10 du Décret.

#### **Article 20.**

§ 1. Sur proposition de la coordination locale, chaque concertation locale établit chaque année un rapport qui doit contenir au moins les éléments suivants :

1. Liste des membres de la concertation locale ;
2. Dates et lieux des réunions de la concertation locale ;
3. Compte rendu succinct des travaux de la concertation locale effectuée sur l'année ;
4. Résumé des avis rendus dont au moins ceux dans le cadre de l'article 14 § 2 du Décret (*avis motivé sur les demandes d'agrément, de modification d'agrément et de renouvellement d'agrément*).

§ 2. Ce rapport annuel est transmis au plus tard pour le 1<sup>er</sup> mai de l'année suivante. Il doit être envoyé au moins au Membre du Collège, aux services du Collège, à la section cohésion sociale du conseil consultatif et au CRACS. La coordination veille à la publicité de ce rapport.

#### **CHAPITRE 4. Rôle de la concertation locale quant aux demandes d'agrément, de modification d'agrément et de renouvellement d'agrément**

**Article 21.** La concertation locale remet un avis sur les demandes d'agrément, de modification d'agrément et de renouvellement d'agrément (article 14, § 2 du Décret).

§ 1. Cet avis porte sur chaque action prioritaire et uniquement sur les actions prioritaires de type local. L'avis doit être motivé. Il porte notamment sur l'adéquation de la demande d'agrément aux besoins identifiés localement, sur le plan quinquennal proposé et sur le fond de la demande d'agrément.

§ 2. La concertation locale a accès à toutes les pièces de la demande d'agrément ainsi qu'aux conclusions de l'instruction du dossier (voir article 35 de l'arrêté d'exécution du Décret). La coordination transmet au préalable à la concertation une fiche informative qui résume l'instruction faite par la coordination et les services du Collège. Cette fiche est construite à partir du dossier de candidature et du plan quinquennal de chaque opérateur candidat ainsi que des visites de terrain de la coordination préalables à l'instruction, telles que prévues dans le Pacte local.

**Article 22.** Les dispositions prévues à l'article 14 du présent ROI sont également applicables au présent chapitre

De manière transitoire, pour la première procédure d'avis sur les demandes d'agrément, la composition des concertations locales demeure identique à celle définie par le Décret du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale.

**Article 23.** Les dispositions prévues à l'article 15 du présent ROI sont également applicables au présent chapitre.

**Article 24.** Les votes sont systématiquement précédés d'un débat collectif permettant à chacun de s'exprimer. Afin de permettre la participation des membres de la concertation locale au débat, la coordination locale leur transmet au préalable l'ensemble des documents utiles. En cas d'impossibilité motivée, un exemplaire des documents est disponible en séance.

**Article 25.** Le débat et le vote pour ces matières sont précédés d'une présentation de chaque opérateur candidat et du débat de fond qui s'en suit.

§ 1. L'opérateur candidat dispose de quelques minutes pour exposer son projet et répondre aux questions de la concertation locale.

§ 2. L'opérateur candidat et tout membre de la concertation qui a un intérêt personnel et direct dans la candidature ne peut assister à la discussion de ce point. L'opérateur candidat et, le cas échéant, le membre qui a un intérêt, quitte la séance le temps nécessaire à la discussion à l'élaboration de l'avis et, le cas échéant, du vote concernant ce dossier.

§ 3. En cas d'impossibilité pour l'opérateur candidat de présenter son projet, la coordination expose la candidature de l'opérateur qui demande son agrément/ renouvellement/ modification.

**Article 26.** Le travail d'avis sur les demandes d'agrément, renouvellement et modification peut être réparti sur plusieurs réunions de la concertation locale. Le vote pour l'ensemble des dossiers de candidature peut, ainsi, être effectué lors d'une réunion ultérieure à celle des présentations des candidats opérateurs et des débats de fond.

**Article 27.** La concertation locale peut, avant le vote en concertation décidant de l'octroi, du renouvellement ou de la modification d'un agrément, désigner un ou plusieurs de ses membres pour rendre un rapport exploratoire sur une ou plusieurs demandes d'agrément.

§ 1. À la suite des débats de fond précédant les votes, les membres de la concertation locale peuvent demander un rapport exploratoire sur une ou plusieurs demandes d'agrément déjà présentées et discutées en concertation. Cette demande doit être motivée et formulée par au moins 5 membres. L'opportunité de réaliser ou non ce rapport exploratoire doit être soumise au vote de la concertation. En cas de vote positif, à la majorité simple, une commission est élue pour réaliser le rapport exploratoire sur une ou plusieurs demandes d'agrément.

§ 2. L'élection de membres de la commission responsable d'un rapport exploratoire se fait par candidature spontanée. Cette commission peut être composée de minimum 2 et maximum 5 personnes.

§ 3. Si plus que 5 membres sont candidats à intégrer la commission, une élection à bulletin secret a lieu pour choisir les 5 membres.

§ 4. Les membres qui présentent une demande d'agrément ou renouvellement ne peuvent pas analyser leur propre dossier.

§ 5. Sur base des documents fournis par la coordination, le rapport exploratoire porte sur l'appréciation globale d'une demande d'agrément ou sur tout point plus spécifique que la concertation juge pertinent de clarifier ou d'approfondir.

§ 6. La commission responsable d'un rapport exploratoire dispose de maximum 5 jours ouvrables pour rendre les conclusions de son rapport, qui sont transmises à tous les membres de la concertation locale. La concertation locale se réunira dans les 8 jours ouvrables maximum après la transmission rapport exploratoire.

§ 7. À la réunion suivante, la commission responsable d'un rapport exploratoire expose ses conclusions à la concertation locale.

§ 8. Le rapport exploratoire ne remplace pas le débat et le vote en concertation.

## **CHAPITRE 5 : Champs d'action**

### **Article 28.**

§ 1. Le présent règlement d'ordre intérieur s'applique à l'ensemble des membres de la concertation locale, tels que visés à l'article 3.

§ 2. Un exemplaire du règlement sera transmis à l'ensemble des membres de la concertation locale, ainsi qu'à tout nouveau membre, qu'il ait voix délibérative ou consultative.

## **CHAPITRE 6 : Entrée en vigueur**

### **Article 29.**

§1. Le présent règlement est d'application après avis de la concertation locale et après approbation du Conseil communal.

§ 2. Les articles du présent règlement ne peuvent pas être modifiés, à l'exception des articles 3 (§2 3°), 6, 7, 11 (§3), 14, 15, 21 (§2), 22, 23, 25 (§1 et 3), et 27 (§1-§3 et §5-§7), et 29 (§2), afin de respecter l'arrêté d'exécution du Décret.

§ 3. Toute modification du présent règlement doit être transmis sans délai au Membre du Collège compétent pour la Cohésion sociale qui vérifie la conformité du règlement avec la législation en vigueur. Il avertit la concertation locale dans un délai de soixante jours après réception de toute non-conformité constatée et invite la concertation locale à modifier les dispositions non-conformes dans un délai de trois mois. À défaut d'avis dudit Membre du Collège dans le délai de soixante jours, le règlement est réputé approuvé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

---

## **Nieuw huishoudelijk reglement van het lokaal overlegplatform voor sociale samenhang**

De gemeenteraad,

overwegende dat het nieuwe decreet betreffende de sociale samenhang voorschrijft dat het huishoudelijk reglement van de lokale overlegplatformen voor sociale samenhang moeten worden herzien;

overwegende dat dit decreet voorziet in een groot deel van de huishoudelijk reglement dat niet kan worden gewijzigd;

overwegende dat bepaalde artikels van het huishoudelijk reglement kunnen worden gewijzigd door de lokale overlegplatformen;

overwegende dat het lokaal overlegplatform voor sociale samenhang van Etterbeek verschillende artikels van zijn huishoudelijk reglement heeft gewijzigd;

gelet op het voorstel van huishoudelijk reglement dat is bijgevoegd bij dit college;

overwegende dat het huishoudelijk reglement na goedkeuring door het college van burgemeester en schepenen zal moeten worden goedgekeurd door het lokaal overlegplatform en vervolgens door de Franstalige Gemeenschapscommissie (COCOF);

BESLIST om het nieuwe huishoudelijk reglement van het lokaal overlegplatform voor sociale samenhang goed te keuren.

### **PROGRAMMA VOOR SOCIALE COHESIE**

#### **Huishoudelijk reglement van de lokale overlegplatformen**

Nieuw decreet; wijzigingen aan het vorige huishoudelijk reglement

*Artikel 18 tot 25 van het decreet van de Franstalige Gemeenschapscommissie (COCOF) van 30 november 2018 (hierna het decreet genoemd)*

*Artikel 126 tot 130 van het besluit van 20 juni 2019 houdende uitvoering van het decreet van de Franstalige Gemeenschapscommissie (COCOF) van 30 november 2018*

#### **HOOFDSTUK 1. Voorwerp van het huishoudelijk reglement**

**Artikel 1.** In elke in aanmerking komende gemeente, wordt een lokaal overlegplatform opgericht. Daarin zijn alle actoren inzake sociale samenhang verenigd die op het grondgebied van de gemeente aanwezig zijn. Het overlegplatform streeft naar:

1. betere informatie van de lokale actoren voor sociale samenhang en samenwerking tussen de operatoren voor sociale samenhang;
2. networking, transversaliteit van de initiatieven, ontschotting van de acties, intersectorialiteit van de praktijken, uitwisseling van goede gebruiken;
3. diagnose en kennis van de lokale uitdagingen op het vlak van sociale samenhang evenals het op zoek gaan naar collectieve antwoorden op de problemen die eventueel vastgesteld worden;
4. het op zoek gaan naar coherentie van de acties die in toepassing van het decreet genomen worden met andere politieke programma's, ongeacht of deze uitgaan van het lokale, gewestelijke, communautaire, federale, Europese of internationale overheidsniveau;
5. ontmoetingen met andere al dan niet georganiseerde sectoren die rond sociale samenhang en het samen leven en samen doen werken op het grondgebied van de in aanmerking komende gemeente;
6. elke andere doelstelling die het relevant acht.

**Artikel 2.** Het lokaal overlegplatform kan op eigen initiatief adviezen uitbrengen over thema's die al dan niet nauw met sociale samenhang verbonden zijn. Deze adviezen worden minstens aan de gemeente en het College bezorgd. De adviezen kunnen vergezeld gaan van een minderheidsnota.

## **HOOFDSTUK 2. Samenstelling van het overlegplatform**

### **Artikel 3.**

§ 1. Het lokaal overlegplatform bestaat uit leden met beslissende stem en leden met raadgevende stem.

§ 2. De leden met beslissende stem zijn:

1. de burgemeester van de gemeente in kwestie of de schepen die bevoegd is voor sociale samenhang;
2. de erkende operatoren die minstens één lokaal prioritair initiatief uitvoeren op het grondgebied van de gemeente in kwestie;
3. de erkende operatoren die minstens één gewestelijk prioritair initiatief uitvoeren en waarvan het optreden voor een aanzienlijk deel plaatsvindt op het grondgebied van de gemeente in kwestie.

Het lokaal overlegplatform verstaat onder “aanzienlijk deel” dat de vereniging voor sociale samenhang haar maatschappelijke zetel in de gemeente moet hebben of regelmatige activiteiten op het grondgebied van de gemeente moet uitvoeren, waardoor een lokale verankering in termen van activiteiten of het bereikte publiek mogelijk wordt.

De erkende operator van gewestelijke aard kan bij de lokale coördinatie een gemotiveerde kandidatuur indienen, met vermelding van: de bedrijfszetel(s) van de operator; het aandeel van zijn acties dat op het grondgebied van de gemeente plaatsvindt; de partnerschappen met overheden en verenigingen die op het

grondgebied van de gemeente zijn gevestigd. De kandidaat zal zich tijdens het lokaal overlegplatform voorstellen en de kandidatuur zal ter stemming worden voorgelegd.

De operator die een gewestelijke prioritaire actie opzet en lid met beslissende stem is aanvaardt de supervisie van de lokale coördinatie evenals de operatoren die een lokale prioritaire actie opzetten.

§ 3. De leden met raadgevende stem zijn meer bepaald:

1. het collegelid dat bevoegd is voor sociale samenhang of diens vertegenwoordiger;
2. de diensten van het College;
3. het gewestelijk ondersteuningscentrum voor sociale samenhang (CRACS);
4. het gewestelijk centrum voor de bevordering van de alfabetisering en Frans taalonderricht voor volwassenen (CREDAF);
5. het gewestelijk centrum voor de bevordering van de school- en burgerschapsbegeleiding (CREDASC);
6. de verenigingen zonder winstoogmerk die gesubsidieerd worden op grond van het decreet en die geen lid met beslissende stem zijn;
7. de voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente in kwestie of diens vertegenwoordiger, bij ontstentenis een vertegenwoordiger van de sociale coördinatie;
8. de preventieambtenaar van de gemeente in kwestie of diens vertegenwoordiger;
9. de coördinator van de buitenschoolse activiteiten van de gemeente in kwestie;
10. het erkend cultureel centrum van de gemeente in kwestie;
11. de georganiseerde of gesubsidieerde lagere en middelbare scholen in de gemeente in kwestie;
12. de door de Franse Gemeenschapscommissie erkende onthaalkantoren voor nieuwkomers die actief zijn op het grondgebied van de gemeente in kwestie.

**Artikel 4.** Elke operator dat lid is duidt een effectieve vertegenwoordiger en een plaatsvervangende vertegenwoordiger aan (met vermelding van hun respectieve telefoonnummer en e-mailadres), voor de duur van de erkenning. Het mandaat is hernieuwbaar en wordt kosteloos uitgeoefend.

Elke wijziging in de aanwijzing van vertegenwoordigers en plaatsvervangers moet zo snel mogelijk aan de lokale coördinatie worden meegedeeld. Hun eventuele ontheffing moet altijd worden gemotiveerd.

#### **Artikel 5.**

§ 1. Ter bevordering van de transversaliteit, de ontschotting en de intersectorialiteit richt het lokaal overlegplatform een uitnodiging tot andere actoren uit de openbare of verenigingssector die geen erkenning inzake sociale samenhang hebben en op het grondgebied van de gemeente actief zijn op het vlak van, onder meer:

1. sociale actie;
2. preventie;
3. de opvang van nieuwkomers;
4. onderwijs en preventie van schoolverzuim;
5. vrijetijds- en buitenschoolse opvang, jeugd en jeugdzorg;
6. cultuur en voortgezet onderwijs;
7. gezondheidspreventie en geestelijke gezondheid;
8. opleiding;
9. socioprofessionele inschakeling;

## 10. het intergenerationele aspect.

§ 2. Het lokaal overlegplatform kan ter bevordering van de transversaliteit meer actoren uitnodigen.

**Artikel 6.** Het overlegplatform kan voorzien in nog meer verenigingsleden met raadgevende stem.

§ 1. Een operator met een expertise op het vlak van sociale samenhang die zich als lid met raadgevende stem bij het lokaal overlegplatform wenst aan te sluiten, kan zijn kandidatuur stellen aan de hand van een gemotiveerde brief aan de lokale coördinatie, die de kandidatuur tijdens de eerstvolgende vergadering van het lokaal overlegplatform voorstelt.

§ 2. Als geen enkel lid bezwaar maakt, wordt de operator onthaald in het lokaal overlegplatform. Als er bezwaar is, gaat het lokaal overlegplatform over tot stemming, voorafgegaan door een debat. Elke beslissing tot weigering wordt gemotiveerd en de operator van wie de kandidatuur is afgewezen wordt daarvan schriftelijk in kennis gesteld.

### **Artikel 7.**

§ 1. Operatoren die lid zijn met raadgevende stem kunnen in twee situaties worden uitgesloten :

1. De operator met raadgevende stem is opeenvolgend afwezig op meer dan drie vergaderingen van het lokaal overlegplatform, zonder rechtvaardiging of voorafgaande verontschuldiging;
2. De lokale coördinatie of elk lid van het lokaal overlegplatform verneemt feiten over de operator met raadgevende stem die zij als ernstig beschouwen; verneemt, in voorkomend geval, door tussenkomst van een van haar leden, kennis van feiten die, indien zij bewezen worden, een ernstige reden kunnen vormen om een operator niet langer te associëren met de activiteiten van de coördinatie, met name houdingen die duidelijk in strijd zijn met het decreet of strafbare feiten.

§ 2. In beide situaties kan de coördinatie de uitsluiting van de operator met raadgevende stem op de agenda van de volgende vergadering plaatsen. De operator wordt binnen een redelijke termijn in kennis gesteld van de feiten die tot zijn eventuele uitsluiting kunnen leiden. Uitsluiting veronderstelt een debat en een stemming binnen het lokaal overlegplatform die pas kunnen plaatsvinden nadat de operator in uitsluitingsprocedure de gelegenheid heeft gekregen om zich voor het lokaal overlegplatform uit te spreken om zijn middelen van verdediging uiteen te zetten. De operator in uitsluitingsprocedure kan worden uitgenodigd om het woord te nemen voor het lokaal overlegplatform over dit agendapunt als het overlegplatform dit relevant acht. Tijdens het debat en de stemming over dit agendapunt is de operator niet aanwezig op de vergadering.

§ 3. Elke beslissing tot uitsluiting wordt gemotiveerd en de operator van wordt er schriftelijk van in kennis gesteld. Een kopie van die beslissing wordt bezorgd aan het collegelid dat bevoegd is voor sociale samenhang.

## **HOOFDSTUK 3. Organisatie en werking**

**Artikel 8.** De vergaderingen van het lokaal overlegplatform worden voorgezeten door

de burgemeester of de schepen die bevoegd is voor sociale samenhang of zijn vertegenwoordiger of, bij ontstentenis daarvan, door de lokale coördinatie. Het lokaal overlegplatform kan onder zijn leden een medevoorzitter kiezen.

§ 1. Het lokaal overlegplatform kan een medevoorzitter aanduiden.

§ 2. De medevoorzitter bereidt de agenda van het lokaal overlegplatform voor met de voorzitter en de coördinatie. In dat kader neemt de medevoorzitter deel aan ten minste één voorbereidende vergadering voorafgaand aan de lokale overlegplatformen en helpt hij bij het opstellen van de agenda. Indien nodig neemt de medevoorzitter ook deel aan de debriefingsvergaderingen van het lokaal overlegplatform om ervoor te zorgen dat bepaalde debatten worden opgevolgd als dat nodig zou zijn.

§ 3. Over de keuze om al dan niet een medevoorzitter aan te duiden wordt jaarlijks met gewone meerderheid van stemmen door de leden van het lokaal overlegplatform gestemd.

§ 4. Alleen verenigingsleden van het lokaal overlegplatform kunnen zich kandidaat stellen voor het medevoorzitterschap.

§ 5. Na de indiening van de kandidaturen wordt de medevoorzitter aan het begin van elk kalenderjaar bij geheime stemming gekozen door de leden van het lokaal overlegplatform. De ambtstermijn bedraagt één jaar en kan met ten hoogste twee opeenvolgende jaren worden verlengd.

§ 6. Het lokaal overlegplatform ziet er zoveel mogelijk op toe dat het medevoorzitterschap afwisselend door mannen en vrouwen wordt waargenomen.

De lokale coördinatie verzorgt het secretariaat van het lokaal overlegplatform. Als de gemeente niet beschikt over een lokale coördinatie, wordt het secretariaat waargenomen door de burgemeester of de schepen die bevoegd is voor sociale samenhang.

De vergaderingen van het lokaal overlegplatform worden geleid door de burgemeester of de schepen die bevoegd is voor sociale samenhang of zijn vertegenwoordiger of, bij ontstentenis daarvan, door de lokale coördinatie. Deze modaliteit kan variëren in functie van de agendapunten.

**Artikel 9.** Het lokaal overlegplatform komt minstens driemaal per jaar samen. Het vindt hoofdzakelijk plaats op werkdagen en tijdens de werkuren.

Ter bevordering van de ontschotting en de transversaliteit moet het lokaal overlegplatform zo veel mogelijk vertegenwoordigd zijn in lokale intersectorale organen.

**Artikel 10.** Het lokaal overlegplatform ziet erop toe om minstens eenmaal per jaar een gezamenlijke vergadering te organiseren met de overlegplatformen van de of een van de naburige gemeente(n). Die vergadering heeft tot doel om de gemeenschappelijke actie rond de gemeentelijke grenzen te verbeteren en praktijken en ervaringen uit te wisselen.

De keuze van de plaats voor de organisatie van het lokaal overlegplatform wordt overgelaten aan de lokale coördinatie.

**Artikel 11.**

§ 1. Het lokaal overlegplatform duidt uit zijn leden twee vertegenwoordigers aan (een effectieve en een plaatsvervangende) die als stemgerechtigde leden zetelen in de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid, afdeling Sociale Samenhang. Deze vertegenwoordigers mogen niet de voorzitter van het lokaal overlegplatform, de schepen bevoegd voor sociale samenhang of de lokale coördinatie

zijn. De gemotiveerde kandidaturen worden naar de lokale coördinatie verstuurd en aan het lokaal overlegplatform voorgesteld om vervolgens ter stemming aan de leden van het lokaal overlegplatform te worden voorgelegd.

§ 1. De twee personen (effectieve en plaatsvervangende) werken samen in duo.

§ 2. De coördinatie zet op eigen initiatief of op verzoek van een lid van de het lokaal overlegplatform een punt op de agenda om de voortgang van de besprekingen in de adviesraad te bespreken.

§ 3. De leden van de adviesraad verbinden zich ertoe aan het eind van elke vergadering van de adviesraad een kort verslag aan de coördinatie te bezorgen.

De coördinatie verbindt zich ertoe dat verslag aan alle leden van het lokaal overlegplatform te bezorgen.

§ 4. Als de agendapunten van de adviesraad rechtstreeks betrekking hebben op de Etterbeekse verenigingen die actief zijn op het gebied van sociale samenhang of als onderwerpen door de vertegenwoordigers als gevoelig worden ervaren, brengen zij de coördinatie daarvan op de hoogte.

De coördinatie zal er in overleg met de vertegenwoordigers voor zorgen dat de volgende vergadering van de adviesraad goed wordt voorbereid.

§ 5. Als ten minste drie leden van het lokaal overlegplatform van mening zijn dat de gekozen perso(o)n(en) het lokaal overlegplatform van Etterbeek niet meer of niet voldoende vertegenwoordigt (vertegenwoordigen), hebben zij het recht de coördinatie hiervan op de hoogte te brengen, die ervoor zal zorgen dat een punt op de agenda van de eerstvolgende zitting van het lokaal overlegcomité wordt geplaatst om te beslissen of de betrokken personen al dan niet moeten worden vervangen.

§ 6. De vertegenwoordigers van het lokaal overlegplatform die hun mandaat wensen neer te leggen, delen dit mee aan de coördinatie, die dit punt op de agenda van de eerstvolgende vergadering van het lokaal overlegplatform zet.

§ 2. Dit mandaat duurt 5 jaar. Als de vertegenwoordigers tijdens hun mandaat niet langer lid zijn van het lokaal overlegplatform, zal een nieuwe benoeming worden georganiseerd.

**Artikel 12.** De termijn om de uitnodigingen voor het lokaal overlegplatform te versturen bedraagt minstens 8 kalenderdagen, behalve bij gemotiveerde hoogdringendheid.

De uitnodiging vermeldt systematisch de agenda en de procedures voor toegang tot de te raadplegen voorbereidende documenten voor zover deze niet tegelijk met de uitnodiging konden worden verstuurd.

Het voorstel voor de agenda van het lokaal overlegplatform valt onder de verantwoordelijkheid van de lokale coördinatie. Elk lid van het lokaal overlegplatform kan echter voorstellen om een punt op de agenda te plaatsen:

1. Binnen een termijn van 8 kalenderdagen voor het lokaal overlegplatform;
2. Vanaf ontvangst van de uitnodiging;
3. Tijdens de vergadering.

De weigering om een punt op de agenda te zetten moet altijd worden gemotiveerd.

**Artikel 13.** Het lokaal overlegplatform vergadert op een geldige manier als 50 procent van de leden met beslissende stem aanwezig is. De beslissingen worden genomen bij absolute meerderheid van de aanwezige stemmers, dat wil zeggen de helft plus een van de aanwezige leden. Als het aanwezigheidsquorum niet gehaald wordt, wordt binnen een termijn van maximaal 8 kalenderdagen een tweede vergadering bijeengeroepen. Daarop kan geldig gestemd worden, ongeacht het aantal aanwezige leden met beslissende stem.

De erkende operatoren moeten minstens de absolute meerderheid van de stemgerechtigden vertegenwoordigen voor de stemmingen die betrekking hebben op de adviezen over aanvragen tot erkenning, wijziging van erkenning of hernieuwing van erkenning (artikel 25 van het decreet).

**Artikel 14.** De beslissingen worden genomen bij absolute meerderheid van de aanwezige stemmers, dat wil zeggen de helft plus een van de aanwezige leden. De stemmingsprocedure in verband met de aanvragen tot erkenning, hernieuwing van erkenning of wijziging van erkenning en het Lokaal Pact wordt in detail toegelicht in artikel 22 van dit reglement. Voor stemmingen over alle andere soorten punten op de agenda,

§ 1. Het stemrecht wordt uitgebreid tot de leden met raadgevende stem als het quorum van de leden met raadgevende stem is bereikt.

§ 2. Om hun stemrecht te behouden, moeten verenigingen met raadgevende stem aanwezig zijn geweest of vertegenwoordigd zijn geweest bij meer dan de helft van de lokale overlegplatformen die tijdens het kalenderjaar werden georganiseerd ofwel bij 3 lokale overlegplatformen die tijdens dezelfde periode werden georganiseerd.

§ 3. De gewestelijke ondersteuningscentra (CRACS, CREDASC, CREDAF), de diensten van de Franstalige Gemeenschapscommissie (COCOF) en de gemeentediensten hebben in elk geval slechts een raadgevende stem.

**Artikel 15.**

§ 1. De stemming gebeurt standaard bij handopsteken, tenzij door ten minste een derde van de stemgerechtigde leden van het lokaal overlegplatform anders wordt gevraagd. Afhankelijk van de agendapunten kan de stemprocedure verschillen.

§ 2. Over persoonlijke aangelegenheden, met inbegrip van de toelating en uitsluiting van een lid of een operator, vindt de stemming in elk geval altijd geheim plaats.

**Artikel 16.** De werking van het lokaal overlegplatform garandeert de toegang en het recht van spreken aan allen alsook de transparantie van de beslissingen. Het respect voor het recht van de verenigingen om hun mening te uiten in tegenstelling tot de algemene opinie wordt gewaarborgd door het opstellen van minderheidsnota's die systematisch worden opgenomen in de notulen van het lokaal overlegplatform.

**Artikel 17.** Van elke vergadering van het lokaal overlegplatform worden notulen opgesteld, waarin systematisch ten minste het volgende wordt vermeld:

1. De lijst van aanwezigen, verontschuldigten en afwezigen met vermelding van de organisatie die zij vertegenwoordigen;
2. De agenda;
3. Een samenvatting van de debatten, al dan niet afgesloten, de genomen beslissingen en de eventuele minderheidsnota's.

De notulen worden aan het begin van elke vergadering van het lokaal overlegplatform formeel goedgekeurd.

**Artikel 18.** Naast de drie plenaire vergaderingen kan het lokaal overlegplatform ook vergaderingen per wijk, werkgroepen, thematische vergaderingen of elke andere vorm van vergadering omvatten die het lokaal overlegplatform voor zijn doel relevant en nuttig acht.

**Artikel 19.** De omschrijving van de specifieke gemeentelijke oriënteringen, die worden vermeld in artikel 11 van het decreet, wordt voorgesteld door de in aanmerking komende gemeenten na advies van de lokale coördinatie. De gemeente kan maximaal 5 specifieke oriënteringen voorstellen bovenop deze die reeds omschreven staan in artikel 10 van het decreet.

#### **Artikel 20.**

§ 1. Op voorstel van de lokale coördinatiestructuur stelt ieder lokaal overlegplatform jaarlijks een verslag op dat minstens de volgende elementen moet bevatten:

1. de lijst met de leden van het lokaal overlegplatform;
2. de data en plaatsen van de vergaderingen van het lokaal overlegplatform;
3. een beknopt verslag van de werkzaamheden van het lokaal overlegplatform in het afgelopen jaar;
4. een samenvatting van de uitgebrachte adviezen en op zijn minst van die welke kaderen in artikel 14, § 2 van het decreet (*gemotiveerd advies over de aanvragen tot erkenning, wijziging van erkenning of hernieuwing van erkenning*).

§ 2. Dat jaarverslag wordt ten laatste tegen 1 mei van het volgende jaar doorgestuurd. Het moet op zijn minst verzonden worden naar het collegelid, de diensten van het college, de afdeling sociale samenhang van de adviesraad en het gewestelijk ondersteuningscentrum voor sociale samenhang (CRACS). De coördinatiestructuur zorgt voor de openbaarmaking van dat verslag.

#### **HOOFDSTUK 4. Rol van het lokaal overlegplatform met betrekking tot de aanvragen tot erkenning, wijziging van erkenning of hernieuwing van erkenning**

**Artikel 21.** Het lokaal overlegplatform brengt een gemotiveerd advies over de aanvragen tot erkenning, wijziging van erkenning of hernieuwing van erkenning (artikel 14, § 2 van het decreet).

§ 1. Dat advies heeft betrekking op elke prioritaire actie en enkel op prioritaire acties van het lokale type. Het advies moet gemotiveerd zijn. Het geeft onder meer aan in hoeverre de erkenningsaanvraag tegemoetkomt aan de ter plaatse vastgestelde behoeften en beoordeelt het voorgestelde vijfjarig plan en de grondslag van de erkenningsaanvraag.

§ 2. Het lokaal overlegplatform heeft toegang tot alle stukken van de erkenningsaanvraag en tot de conclusies van het dossieronderzoek (zie artikel 35 van het uitvoeringsbesluit van het decreet). De coördinatie stuurt het lokaal

overlegplatform vooraf een informatiefiche toe [MOU7] met een samenvatting van het onderzoek dat de coördinatie en de diensten van het college hebben gevoerd. Deze fiche is gebaseerd op het kandidatuur dossier en het vijfjarig plan van elke kandidaat-operator alsook op de bezoeken op het terrein van de coördinatie voorafgaand aan het onderzoek, zoals bepaald in het Lokaal Pact.

**Artikel 22.** De bepalingen uit artikel 14 van dit huishoudelijk reglement zijn ook van toepassing op dit hoofdstuk.

Bij wijze van overgangsmaatregel blijft de samenstelling van het lokaal overlegplatform voor de eerste adviesprocedure over de erkenningsaanvragen identiek aan die uit het decreet van 13 mei 2004 betreffende de sociale samenhang.

**Artikel 23.** De bepalingen uit artikel 15 van dit huishoudelijk reglement zijn ook van toepassing op dit hoofdstuk.

**Artikel 24.** De stemming wordt systematisch voorafgegaan door een collectief debat waarin iedereen zijn mening kan geven. Om de leden van het lokaal overlegcomité in staat te stellen aan het debat deel te nemen, zendt de lokale coördinatie hun van tevoren alle relevante documenten toe. Als dat niet mogelijk is, wordt tijdens de vergadering een exemplaar van de documenten ter beschikking gesteld.

**Artikel 25.** Het debat en de stemming over deze kwesties worden voorafgegaan door een presentatie van elke kandidaat-operator en het daaropvolgende inhoudelijke debat.

§ 1. De kandidaat-operator krijgt enkele minuten de tijd om zijn project voor te stellen en vragen van het lokaal overlegplatform te beantwoorden.

§ 2. De kandidaat-operator en elk lid van het lokaal overlegplatform dat een rechtstreeks persoonlijk belang bij de kandidatuur heeft, mogen de bespreking van dit punt niet bijwonen. De kandidaat-operator, en in voorkomend geval het lid dat een belang heeft, verlaat de zitting gedurende de besprekingen, de uitwerking van het advies en eventueel de stemming over het dossier.

§ 3. Als de kandidaat-operator zijn project niet kan voorstellen, geeft de coördinatie toelichting bij de kandidatuur van de operator die zijn erkenning/hernieuwing/wijziging aanvraagt.

**Artikel 26.** De werkzaamheden in verband met de adviezen over aanvragen tot erkenning, hernieuwing en wijziging kunnen over meerdere vergaderingen van het lokaal overlegplatform worden gespreid. De stemming over alle kandidatuur dossiers kan dus plaatsvinden tijdens een vergadering na die van de presentaties van de kandidaat-operatoren en de inhoudelijke besprekingen.

**Artikel 27.** Het lokaal overlegplatform mag, voor de stemming waarin wordt beslist over de toekenning, de hernieuwing of de wijziging van een erkenning, één of meerdere van zijn leden aanstellen om een verkennend rapport uit te brengen over een of meerdere erkenningsaanvragen.

§ 1. Na de inhoudelijke debatten die aan de stemmingen voorafgaan, kunnen de leden van het lokaal overlegplatform vragen om een verkennend rapport over een of meerdere erkenningsaanvragen die al in het lokaal overlegplatform zijn voorgesteld en besproken. Die vraag moet worden gemotiveerd en geformuleerd door ten minste 5 leden. Het al dan niet uitvoeren van dit verkennend rapport moet aan een stemming

van het lokaal overlegplatform worden onderworpen. Bij een positieve uitslag van de stemming wordt bij gewone meerderheid een commissie gekozen die het verkennend verslag over een of meerdere erkenningsaanvragen zal opstellen.

§ 2. De verkiezing van de leden van de commissie die met een verkennend rapport belast is, geschiedt door middel van een spontane kandidatuur. Deze commissie kan uit ten minste 2 en ten hoogste 5 personen bestaan.

§ 3. Als meer dan 5 leden kandidaat zijn voor het comité, wordt een geheime stemming gehouden om de 5 leden te kiezen.

§ 4. Leden die een aanvraag voor erkenning of hernieuwing indienen, mogen hun eigen dossier niet analyseren.

§ 5. Op basis van de documenten die door de coördinatie worden verstrekt, heeft het verkennend rapport betrekking op de algemene beoordeling van een erkenningsaanvraag of op elk meer specifiek punt dat het lokaal overlegplatform relevant acht om te verduidelijken of uit te diepen.

§ 6. De commissie die belast is met het opstellen van een verkennend rapport beschikt over een termijn van ten hoogste 5 werkdagen om de conclusies van haar rapport bekend te maken, die aan alle leden van het lokaal overlegplatform worden toegezonden. Het lokaal overlegplatform komt bijeen binnen een termijn van ten hoogste 8 werkdagen na de toezending van het verkennende rapport.

§ 7. Tijdens de eerstvolgende vergadering legt de commissie die belast is met een verkennend rapport haar conclusies voor aan het lokaal overlegplatform.

§ 8. Het verkennend verslag komt niet in de plaats van het debat en de stemming tijdens het lokaal overlegplatform.

## **HOOFDSTUK 5: Toepassingsgebied**

### **Artikel 28.**

§ 1. Dit huishoudelijk reglement is van toepassing op alle leden van het lokaal overlegplatform, zoals bedoeld in artikel 3.

§ 2. Een exemplaar van het reglement moet worden bezorgd aan alle leden van het lokaal overlegplatform en aan nieuwe leden, zowel die met beslissende stem als die met raadgevende stem.

## **HOOFDSTUK 6: Inwerkingtreding**

### **Artikel 29.**

§ 1. Dit reglement is van toepassing na advies van het lokaal overlegplatform en goedkeuring door de gemeenteraad.

§ 2. De artikels van dit reglement mogen niet worden gewijzigd, met uitzondering van de artikels 3 (§2 3°), 6, 7, 11 (§3), 14, 15, 21 (§2), 22, 23, 25 (§1 en 3), et 27 (§1-§3 en §5-§7), en 29 (§2), om het uitvoeringsbesluit van het decreet na te leven.

§ 3. Elke wijziging van dit reglement moet onverwijld bezorgd worden aan het collegelid dat bevoegd is voor sociale samenhang, zodat het kan nagaan of het reglement in overeenstemming is met de geldende wetgeving. Het collegelid brengt

het lokaal overlegplatform binnen de zestig dagen na ontvangst op de hoogte van elke vastgestelde non-conformiteit en verzoekt het lokaal overlegplatform om de niet-conforme bepalingen binnen de drie maanden te wijzigen. Heeft het collegelid binnen de zestig dagen geen advies uitgebracht, dan wordt het reglement geacht te zijn goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

*Madame Bataille :*

Nous avons bien reçu le document avec une série de modifications dans le texte.

S'agit-il d'un toilettage ou est-ce qu'il y a un point majeur d'orientation nouvelle donnée à la commission ?

*Monsieur Sheikh Hassan :*

C'est plus que du toilettage.  
C'est une modification qui s'impose car le décret de cohésion sociale change radicalement. Il y a des impositions qui nous viennent de la cocof pour faire en sorte que les différentes concertations locales de cohésion sociale soient uniformisées ou qu'il y ait un canevas identique.

Les membres avec droit de vote et les membres avec voix consultative sont plus cadrés. Les désignations des membres pour les conseils consultatifs ont changé. Un système pour les procédures de vote en cas d'agrément est mis en place et se retrouve dans le ROI.

Un ROI le plus inclusif possible qui permet au maximum d'associations de pouvoir rentrer dans cette concertation.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*ROI\_Concertation amendée\_NL.docx, ROI Concertation amendée\_FR.docx*

*Patrick Lenaers entre en séance / treedt in zitting.*

*Arnaud Van Praet entre en séance / treedt in zitting.*

*Vincent Paul Louis Biauce entre en séance / treedt in zitting.*

---

28.03.2022/A/0023 **Diagnostic local de Cohésion sociale**

Le Conseil communal

Considérant qu'en vue de la mise en œuvre du nouveau décret de Cohésion sociale, la COCOF a demandé aux coordinations communales de Cohésion sociale d'élaborer un diagnostic local sur les besoins et offres au niveau socio-culturel et d'évaluer les nouveaux projets qui pourraient potentiellement être lancés ;

Considérant que le diagnostic a été rédigé par la coordination communale de Cohésion sociale suite à des entretiens avec différentes associations et partenaires ;

Considérant que ce diagnostic a également fait l'objet de rencontres avec le CRAcs ;

Considérant que les données statistiques reprises dans le diagnostic sont basées sur une étude commandée par la COCOF et réalisée par le CRAcs ;

Considérant le diagnostic final ci-annexé ;

DÉCIDE d'approuver le diagnostic local de Cohésion sociale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

### **Lokale diagnose van de sociale cohesie**

De gemeenteraad,

overwegende dat, met het oog op de uitvoering van het nieuwe decreet inzake sociale cohesie, de Franstalige Gemeenschapscommissie (COCOF) heeft gevraagd aan de gemeentelijke coördinaties voor sociale cohesie om een lokale diagnose op te stellen van de behoeften en het aanbod op sociaal-cultureel niveau en om de nieuwe projecten te evalueren die eventueel kunnen worden opgestart;

overwegende dat de diagnose werd opgesteld door de gemeentelijke coördinatie voor sociale cohesie na gesprekken met verschillende verenigingen en partners;

overwegende dat deze diagnose ook het onderwerp was van ontmoetingen met CRAcs;

overwegende dat de statistische gegevens uit de diagnose zijn gebaseerd op een studie die werd aangevraagd door de COCOF en werd uitgevoerd door CRAcs;

gelet op de finale diagnose in bijlage;

BESLIST om de lokale diagnose van de sociale cohesie goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*Madame Bataille :*

Je me réjouis que le conseil communal ait reçu pour approbation le diagnostic de cohésion sociale d'Etterbeek.

C'est dommage que cet intéressant document ne fasse pas l'objet d'une présentation en conseil communal. Le programme soutient de nombreuses personnes isolées et précarisées qui sont quotidiennement accompagnées par des associations dont les actions sont cruciales dans les quartiers de la chasse Saint-Pierre et Jourdan.

On constate que pour l'accompagnement à la scolarité et à la citoyenneté, il manque 2 places. Ainsi par exemple, L'asbl l'Aile ne peut inscrire les enfants tous les jours.

J'aimerais attirer l'attention sur la situation préoccupante de cette école de devoir située dans le quartier des logements sociaux à la rue de la grande haie.

Dans le cadre de la rénovation des logements, L'Aile doit quitter les locaux mis à disposition par Logiris et ne pourra y revenir car la législation bruxelloise interdit de destiner un logement à une autre affectation. L'Aile a donc besoin d'un soutien de la

commune pour retrouver des locaux adaptés à proximité du public précarisé auquel elle s'adresse.

Après la rénovation des logements, la population du quartier va doubler. C'est donc un appel à l'aide de L'Aile que je relaie. Sans quoi c'est le pilier principal de cohésion sociale dans ce quartier qui est menacé de disparition, ce qui créerait un déficit de cohésion qui serait préjudiciable à la cohésion sociale dans la commune.

*Monsieur Sheikh Hassan :*

Si vous le souhaitez, on peut programmer une présentation en conseil communal. Présentation qui a été faite en Collège d'ailleurs, à un moment moins chargé.

Je rejoins ce que vous dites, d'autant plus que dans le quartier, il n'y a pas d'école de devoirs.

À part l'Aile, les enfants et les parents ont tendance à ne pas aller plus loin que leurs quartiers pour trouver une place et on aurait beaucoup de gens en décrochage scolaire.

*Monsieur Van Praet :*

Je connais bien l'asbl L'Aile et le Bourgmestre aussi.

Cette asbl était il y a quelques années encore rue de la grande haie qu'on a relogé depuis 3 ans, sur proposition du Bourgmestre rue Jean Massart. L'asbl joue un rôle essentiel dans le quartier.

Des liens étroits sont nés avec l'association Logement et Harmonie Sociale, qui est en partenariat avec Logiris, la SLRB et la commune. Cette synergie est tellement importante que ce sont des représentants de LHS qui co-président l'asbl l'Aile, ce qui permet de renforcer la synergie, la collaboration et l'offre pour les habitants du quartier.

Sur le devenir à proprement parler, on n'est pas encore au renouveau. Ils savent que cela va venir. Ils vont sûrement quitter les lieux entre septembre et décembre prochain. On n'a pas encore lancé de marché mais comme gouverner c'est prévoir, des réunions techniques ont eu lieu pour essayer de les reloger dans un pôle commun où à la fois l'Aile et LHS pourront vivre ensemble et renforcer encore plus la synergie. Des propositions concrètes sont sur la table et on est en train de voir avec les services comment les mettre en oeuvre au mieux. Le Collège les soumettra au Conseil, en temps opportun.

Quant aux activités, une salle communautaire sera mise à leur disposition.

Monsieur le Bourgmestre a donné un accord de principe pour que les équipements scolaires à proximité, notamment dans le cadre de l'école des devoirs, puissent être mobilisés.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*22-04-07-rapport-quartier-neerlandais.pdf, 22-04-07-rapport-quartier-francais.pdf*

**Rapport sur l'état d'avancement des réparations des infrastructures endommagées lors des séismes dans le cadre du projet en Haïti « Sante se richès mwen »**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en date du 29 janvier 2019 le collège des bourgmestre et échevin·e·s et le conseil communal ont marqué leur approbation quant à la création d'un partenariat entre la commune d'Etterbeek et l'asbl Pro-Action Développement afin de déposer un projet commun pour l'appel à projet Vivaqua ;

Considérant que ce projet commun a été sélectionné par la Région de Bruxelles-Capitale, via le fond de Solidarité internationale de Vivaqua;

Considérant qu'en date du 25 janvier 2021, le conseil communal a approuvé la signature de la convention entre BRUXELLES ENVIRONNEMENT, VIVAQUA et l'administration communale d'Etterbeek pour le financement du projet « Sante se richès mwen : amélioration de l'hygiène, l'accès à l'eau et l'assainissement pour les communes de Corail et de Pestel, Département de la Grande Anse, Haïti. »;

Considérant qu'en date du 28 juin 2021 le Conseil communal a approuvé la convention de collaboration entre la commune d'Etterbeek et l'asbl Pro-Action Développement ;

Considérant qu'en séance du 16 septembre 2021, le collège des bourgmestre et échevin·e·s a approuvé l'octroi d'un don à notre partenaire PAD pour soutenir ses actions d'urgence qu'étaient les réparations des citernes collectives et la distribution de chlore aux populations des régions de Corail et de Pestel touchées par les séismes et les catastrophes naturelles des mois de juillet et août 2021, afin qu'elles puissent à nouveau jouir d'accès à l'eau potable ;

Considérant qu'en séance du 22 décembre 2021, le collège des bourgmestre et échevin·e·s a approuvé une augmentation du budget alloué au projet « Sante se richès mwen » de 3000€, afin de pallier l'augmentation des prix des matières premières suite à l'assassinat du président Jovenel Moïse et aux séismes qui ont durement touchés l'archipel durant l'été 2021, et ainsi éviter que les objectifs du projet soient drastiquement revus à la baisse ;

Considérant que cette somme a permis de réaliser les actions suivantes :

- La reconstruction, la réparation et la remise en état de 4 citernes de récupération d'eau de pluie. Chacune de ces citernes permet à 200 familles environ de s'approvisionner en eau potable. L'équipe de PAD sur place a collaboré avec la DINEPA (Direction nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement en Haïti) afin que celle-ci remplisse les citernes avec de l'eau potable durant les premières semaines ;
- Quelques interventions des membres de l'équipe de PAD dans une dizaine de localités, afin de rassurer la population sur l'utilisation des latrines arborloos. En effet, beaucoup de villageois n'osaient plus utiliser leurs latrines, par peur d'un effondrement de la fosse. Des animateur·rice·s sont allé·e·s sur place, ont testé la solidité des dalles, vérifié la stabilité des fosses et rassuré les bénéficiaires ;

- La création d'une formation aux techniques de construction antisismiques simples et peu coûteuses pour les habitations. Cette formation est en voie de finalisation ;

Considérant qu' en annexe de la présente délibération se trouve une chaleureuse lettre de remerciements de notre partenaire détaillant les impacts positifs que cette augmentation budgétaire a eu dans les villages dans lesquels ils travaillent, ainsi que les justificatifs d'achats du matériel et les photographies de l'équipe actives sur les chantiers à Corail et Pestel ;

PREND CONNAISSANCE de l'état d'avancement des réparations des infrastructures endommagées lors des séismes de l'été 2021, dans le cadre du projet "Sante se richès mwen" en Haïti.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

### **Verslag over de voortgang van de herstellingen van de infrastructuur die werd beschadigd bij de aardbevingen in het kader van het project in Haïti “Sante se richès mwen”**

De gemeenteraad,

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen en de gemeenteraad op 29 januari 2019 hun goedkeuring hebben gegeven voor een partnerschap tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Pro-Action Développement om een gemeenschappelijk project in te dienen voor de projectoproep van Vivaqua;

overwegende dat dit gemeenschappelijke project geselecteerd werd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest via het Fond voor internationale solidariteit van Vivaqua;

overwegende dat de gemeenteraad op 25 januari 2021 goedkeuring heeft gegeven voor de ondertekening van de overeenkomst tussen Leefmilieu Brussel, Vivaqua en het gemeentebestuur van Etterbeek voor de financiering van het project “Sante se richès mwen: verbetering van de hygiëne, de toegang tot water en de watersanering voor de gemeenten Corail en Pestel, departement Grande Anse, Haïti”;

overwegende dat de gemeenteraad op 28 juni 2021 goedkeuring heeft gegeven voor de samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Pro-Action Développement;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 16 september 2021 goedkeuring heeft gegeven voor de toekenning van een schenking aan onze partner PAD ter ondersteuning van zijn noodacties, namelijk de herstelling van collectieve reservoirs en de verdeling van chloor aan de bevolking van de door de aardbevingen en natuurrampen van juli en augustus 2021 getroffen regio's Corail en Pestel, zodat zij weer over drinkwater kan beschikken;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 22 december 2021 goedkeuring heeft gegeven voor een verhoging van het budget voor het project “Sante se richès mwen” met 3.000 euro, ter compensatie van de stijging van de grondstofprijzen na de moord op president Jovenel Moïse en de aardbevingen die de archipel in de zomer van 2021 zwaar hebben getroffen, en om zo te voorkomen dat de doelstellingen van het project drastisch zouden worden teruggeschoefd;

overwegende dat met dit bedrag de volgende acties konden worden gerealiseerd:

- Herbouw, reparatie en herstelling van 4 regenwatertanks. Elk van deze tanks voorziet ongeveer 200 gezinnen van drinkwater. Het team van PAD ter plaatse werkte samen met DINEPA (Direction nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement en Haïti) om de regenwatertanks gedurende de eerste weken met drinkwater te vullen;
- Enkele interventies door leden van het team van PAD in een tiental plaatsen, om de bevolking gerust te stellen over het gebruik van arborloo-latrines. Veel dorpelingen durfden hun latrines niet meer te gebruiken uit angst dat de put zou instorten. De begeleiders zijn ter plaatse gegaan, hebben de stevigheid van de platen getest, de stabiliteit van de putten gecontroleerd en de begunstigen gerustgesteld;
- Het opzetten van een opleidingscursus over eenvoudige en goedkope anti-seismische bouwtechnieken voor huizen. Aan deze opleiding wordt momenteel de laatste hand gelegd;

overwegende dat bij deze beraadslaging een hartelijke dankbrief van onze partner is gevoegd, waarin de positieve gevolgen worden beschreven die deze budgetverhoging heeft gehad in de dorpen waar zij werken, alsmede de bewijzen voor de aankoop van materiaal en foto's van het team dat actief is op het terrein in Corail en Pestel;

#### NEEMT AKTE

van de voortgang van de herstellingen van de infrastructuur die werd beschadigd bij de aardbevingen in de zomer van 2021, in het kader van het project “Sante se richès mwen” in Haïti.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*Monsieur Sheikh Hassan :*

C'est un point d'information suite à une demande de Madame Bataille en conseil précédent.

Cela reprend toutes les informations qui permettent de voir l'action réalisée par action développement et les problèmes rencontrés suite au séisme et l'assassinat du président haïtien.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*PAD - Lettre remerciements don Admin. communale Etterbeek.pdf, PAD - Reportage photos - Don Admin. communale Etterbeek.pdf, PAD - RAPFIN don Admin. communale Etterbeek.pdf*

---

## Achats - Aankopen

28.03.2022/A/0025 **Adhésion à la centrale de marché de l'ERAP pour la mise à disposition du logiciel Strat&Gov – Approbation de la convention**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment les articles 234, al. 2 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'article 2, 7° b) de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47, §2 de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Qu'en vertu de l'article 47, §4 de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées ; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;

Considérant que l'Ecole Régionale d'Administration Publique (ERAP) établi rue Capitaine Crespel, 35 à 1050 Bruxelles a conçu un support nécessaire aux administrations dans le pilotage de leur PST (Plan Stratégique Transversal) baptisé Strat&Gov ;

Considérant que cet outil informatique est paramétrable, intuitif, complet et sécurisé ; que cette l'application est l'outil indispensable qui simplifie la **gestion de projet**.

Considérant que ce logiciel se présente sous la forme d'une plateforme Web comparable dans son utilisation à la plateforme BOS utilisée par les services communaux ;

Vu la convention d'adhésion reprise en annexe de la présente délibération ;

Considérant que tous les services de l'administration peuvent utiliser ce logiciel s'ils le souhaitent ;

Considérant que le coût annuel s'élève à 1.815,00 € TTC quel que soit le nombre d'utilisateurs ;

Considérant que cette dépense peut être imputée à l'article 139/123-13 du budget ordinaire de 2022.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

**DÉCIDE :**

1. d'adhérer à la centrale de marché de l'Ecole Régionale d'Administration Publique (ERAP) pour la mise à disposition du logiciel Strat&Gov selon les dispositions reprises dans la convention en annexe de la présente délibération
2. d'imputer la dépense à l'article 139/123-13 du budget ordinaire de 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

### **Toetreding tot de aankoopcentrale van de GSOB voor de ter beschikking stelling van de software Strat&Gov – Goedkeuring van de raamovereenkomst**

De Gemeenteraad,

Gelet de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, ondermeer artikelen 234, lid. 2 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en haar latere wijzigingen ;

Gelet de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en haar latere wijzigingen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat artikel 2, 7° b) van de wet van 17 juni 2016 een opdrachtcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47, §2 van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat krachtens artikel 47, §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder de procedures toe te passen voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een opdrachtcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag gunnen voor de levering van gedecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat die overheidsopdrachten voor diensten eveneens de levering van ondersteunende aankoopactiviteiten kunnen omvatten;

Overwegende dat de Gewestelijke School van Openbare Besturen (GSOB) gevestigd Kapitein Crespelstraat, 35 te 1050 Brussel een steun heeft opgericht nodig voor de besturen in hun pilotering van hun TSP (Transversaal Strategisch Plan) genoemd Strat&Gov ;

Overwegende dat deze informaticatool configureerbaar, intuïtief, compleet en veilig is ; dat deze applicatie de essentiële tool is die projectbeheer vereenvoudigt;

Overwegende dat deze software in de vorm van een webplatform in gebruik vergelijkbaar is met het BOS-platform dat door gemeentelijke diensten wordt gebruikt;

Gelet op de bij dit beraad gevoegde lidmaatschapsovereenkomst;

Overwegende dat alle administratiediensten deze software kunnen gebruiken als ze dat willen;

Overwegende dat de jaarlijkse kost op 1.815,00 € TTC neerkomt welk aantal gebruikers ook ;

Overwegende dat deze uitgave uitgeschreven zal worden op artikel 139/123-13 van de gewone begroting van 2022.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

**BESLIST :**

1. Om toe te treden tot de aankoopcentrale van de Gewestelijke School voor Openbare Besturen (GSOB) voor de ter beschikking stelling van de software Strat&Gov volgens de bepalingen opgenomen in de raamovereenkomst in bijlage van huidige beraadslaging.
2. Om de uitgave uit te schrijven op artikel 139/123-13 van de gewone begroting van 2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*Madame Duvosquel :*

Qu'est-il de la mise en oeuvre au sein de l'administration pour favoriser l'adhésion de ce logiciel ?

*Madame Petit :*

Nous avons fait une présentation du logiciel en comité de management. Les premiers services intéressés auront la possibilité d'y travailler.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Overeenkomst van aansluiting - Strat&Gov - GB Etterbeek.docx, conditions centrale d'achat - StratGov 2021.docx*

---

## **Bâtiments publics - Openbare Gebouwen**

28.03.2022/A/0026 **Administration communale – Fixations des conditions de divers marchés publics  
Article 249 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour approbation des dépenses**

Le conseil communal,

Considérant que le budget communal 2022 n'est pas encore voté ;

Considérant que des travaux vont être entrepris dans la chaufferie de l'école « Claire joie », à partir du 16 mai 2022, consistant dans le remplacement de la chaudière actuelle par une nouvelle chaudière y compris travaux connexes ;

Considérant qu'avant l'entame de ces travaux, il y a lieu de procéder à des travaux de désamiantage et que la société en charge de ces travaux à besoin d'obtenir un permis

d'environnement qui peut prendre de 5 à 7 semaines ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a pris la décision qui s'impose au vu des délais et que cette autorité doit communiquer cette décision pour information au Conseil communal afin de savoir si celui-ci autorise ou non cette dépense ;

Considérant que les travaux concernés sont les suivants :

1. Ecole « Claire joie » - Travaux de désamiantage au niveau de la chaufferie et alentours

dépense : 7.253,95 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant que ce marché a fait l'objet d'un marché public de faible montant ;

Considérant que la dépense pourra être imputée au budget extraordinaire de 2022, article 722/724-60 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

**DÉCIDE D'**approuver la décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins, par l'application de l'article 249 de la nouvelle loi communale, pour les travaux de désamiantage au niveau de la chaufferie au sein de l'école « Claire joie » et la dépense y afférente.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter goedkeuring van de uitgaven**

De Gemeenteraad

Overwegende dat de gemeentelijke begroting 2022 nog niet gestemd is ;

Overwegende dat werken gepland zijn in het verwarmingslokaal van de school « Claire joie », vanaf 16 mei 2022, betreffende de vervanging van de huidige verwarmingsketel door een nieuwe ketel inbegrepen aanpalende werken ;

Overwegende dat vooraleer deze werken te beginnen, er overgegaan moet worden aan het asbest vrijmaken van de plaatsen en dat het bedrijf belast met deze werken een milieuvergunning moet behalen bij Brussel Leefmilieu dat 5 à 7 weken kan nemen ;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen de nodige beslissing heeft genomen gezien de termijnen en dat deze autoriteit de beslissing moet communiceren ter informatie aan de Gemeenteraad om te weten als deze de uitgave wel of niet toelaat;

Overwegende dat de betrokkene werken de volgende zijn:

1. School "Claire joie" - Asbest vrijmaken in het verwarmingslokaal en aanliggende plaatsen

uitgave : 7.253,95 (incl. 21% BTW);

Overwegende dat deze opdracht het voorwerp gemaakt heeft van een overheidsopdracht van beperkte waarde ;

Overwegende dat de uitgave in rekening gebracht zal worden op de buitengewone begroting van 2022, artikel 762/724-60 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST de beslissing genomen door het College van Burgemeester en Schepenen, door aanpassing van het artikel 249 van de nieuwe gemeentewet, voor de werken betreffende het asbest vrijmaken in het verwarmingslokaal en aanliggende plaatsen van de school “Claire joie” goed te keuren alsook de daarmee samenhangende uitgave.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

---

## **Garage communal - Gemeentelijke garage**

28.03.2022/A/0027 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'asbl Wijkhuis Chambéry, le lundi 04 avril 2022 (aller) et le vendredi 08 avril 2022 (retour) en vue de se rendre au Centre Européen Louis Delobbe, 27, Rue Saint Eloi, 5670 Olloy-sur-Viroin.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'asbl Wijkhuis Chambéry, le lundi 04 avril 2022 (aller) et le vendredi 08 avril 2022 (retour) en vue de se rendre au Centre Européen Louis Delobbe, 27, Rue Saint Eloi, 5670 Olloy-sur-Viroin.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'asbl Wijkhuis Chambéry

**Entre l'Administration Communale d'Etterbeek**

Avenue des Casernes 31/1  
1040 Etterbeek

**Et l'asbl Wijkhuis Chambéry**

c/o Monsieur Edwin VANHOLLEBEKE  
rue de Chambéry 24

Dit « le transporteur pour compte propre ».

**Il est convenu ce qui suit :**

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) destiné à transporter, le lundi 04 avril 2022 (aller) et le vendredi 08 avril 2022 (retour) un groupe de +/- 50 personnes.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'asbl Wijkhuis Chambéry.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

l'asbl Wijkhuis Chambéry intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'asbl Wijkhuis Chambéry

l'asbl Wijkhuis Chambéry s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'asbl Wijkhuis Chambéry devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résuleraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'asbl Wijkhuis Chambéry est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

l'asbl Wijkhuis Chambéry est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'asbl Wijkhuis Chambéry est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale

d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'asbl Wijkhuis Chambéry ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

l'asbl Wijkhuis Chambéry est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

---

**Terbeschikkingstelling aan de vzw Wijkhuis Chambéry van een gemeentebus (heen- en terugrit) op maandag 04 april 2022 (heenrit) en op vrijdag 08 april 2022 (terugrit) om naar het Centre Européen Louis Delobbe, 27, Rue Saint Eloi, 5670 Olloy-sur-Viroin te gaan.**

De gemeenteraad,

overwegende dat de vzw Wijkhuis Chambéry vraagt om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op maandag 04 april 2022 (heenrit) en op vrijdag 08 april 2022 (terugrit) om naar het Centre Européen Louis Delobbe, 27, Rue Saint Eloi, 5670 Olloy-sur-Viroin te gaan;

gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Wijkhuis Chambéry goed te keuren.

**Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek**

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

**En de vzw Wijkhuis Chambéry**

c/o Edwin VANHOLLEBEKE

Chambérystraat 24  
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

**wordt overeengekomen wat volgt:**

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer op maandag 04 april 2022 (heenrit) en op vrijdag 08 april 2022 (terugrit) van een groep van +/- 50 personen.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw Wijkhuis Chambéry.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Devzw Wijkhuis Chambéry komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Wijkhuis Chambéry

De vzw Wijkhuis Chambéry verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw Wijkhuis Chambéry de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Wijkhuis Chambéry aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw Wijkhuis Chambéry moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Wijkhuis Chambéry de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw Wijkhuis Chambéry of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Wijkhuis Chambéry is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening. De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage  
aanvraag bus Etterbeek Paaskamp 2022.pdf*

---

## Secrétariat - Secretariaat

28.03.2022/A/0028 **Interpellation de monsieur André du Bus relative aux mesures prises dans le cadre du soutien aux familles ukrainiennes**

Monsieur le Bourgmestre,

C'est avec consternation que nous avons appris et suivi les événements qui résultent de l'agression russe à l'égard de l'Ukraine. C'est aussi avec émotion que nous prenons connaissance de la situation bouleversante que vivent de nombreuses familles ukrainiennes qui arrivent en Belgique.

Nous savons que le niveau communal peut orchestrer au quotidien des réponses crédibles et humaines à l'égard de ces familles. Etterbeek n'est pas en reste puisque dès la première semaine du conflit des formules ont été proposées aux Etterbeekois

souhaitant manifester leur solidarité.

Dans ce contexte inédit, pouvez-vous nous faire part de l'état de la situation actuelle à propos des éléments suivants :

En matière de logements :

- le nombre de familles/personnes actuellement accueillies à Etterbeek
- le nombre de places de logement actuellement disponibles (secteur public d'une part – par ex des logements sociaux disponibles – et secteur privé d'autre part -mise à disposition de chambres chez le particulier)
- les pistes en cours d'activation pour augmenter cette offre de logement (par exemple, la possibilité d'occuper un logement en attente de permis d'urbanisme pour des travaux de rénovation/agrandissement)
- l'estimation du nombre de personnes que la commune pourrait/devrait accueillir

En matière scolaire :

- les possibilités d'accueil dans le réseau scolaire communal
- l'aide à l'interprétariat (recensement des personnes parlant l'ukrainien - peut-être la langue russe puisque beaucoup de familles ukrainiennes sont bilingues- et le français)

En matière d'emploi :

- les possibilités d'accompagnement pour la recherche d'emploi
- les possibilités d'apprentissage du français
- le renforcement éventuel des équipes de la Mission locale...

En matière sociale :

- l'évaluation des besoins spécifiques et les capacités de réponse des acteurs sociaux et contacts avec ces derniers (CPAS, Maisons médicales...)

En matière culturelle :

- L'implication éventuelle du Centre Senghor

Cette liste n'est pas exhaustive.

Par ailleurs, en matière d'appel à la solidarité, nous sommes étonnés de la formule relative à l'affectation des dons qui « *serviront à participer aux frais de première nécessité (alimentaire, vestimentaire, scolaire, etc.) des réfugiés accueillis dans notre commune.* » La raison de notre étonnement est liée plus précisément au fait qu'une aide financière est prévue via le revenu d'intégration dont peut/pourra bénéficier toute personne réfugiée ukrainienne. Et ce, comme le précise le Ministre Président Vervoort en réponse à une question d'actualité, *indépendamment du statut de son hôte s'il s'agit d'un particulier ; il précise même, il s'agit donc ici d'un revenu d'intégration comme famille ou comme isolé, pas comme cohabitant.*

De fait, sur le site SPP Intégration sociale on peut lire que les ukrainiens déplacés reçoivent le statut de protection temporaire dès qu'ils ont été enregistrés par l'Office des Étrangers et que les bénéficiaires de cette protection temporaire peuvent bénéficier de l'aide équivalente au revenu d'intégration. La solidarité sociale est donc clairement organisée par la loi et cette aide financière est remboursée à 100% aux CPAS par le Fédéral.

N'y-a-t il pas lieu dès lors d'informer les candidats hébergeurs de cette situation, de rappeler que les personnes qu'ils hébergent ont des droits sociaux à solliciter auprès du CPAS, et de réserver, le cas échéant, l'affectation des fonds récoltés à la couverture des dépenses favorisant l'hébergement (par exemple, élever une cloison au

sein d'une chambre pour permettre l'accueil de plusieurs enfants).

Nous vous remercions de clarifier également cette question.

Le Conseil entend l'interpellation.

---

**Interpellatie van mijnheer André du Bus betreffende de genomen maatregels in het kader van de steun voor de Oekraïense gezinnen.**

Geachte burgemeester

Wij hebben met ontzetting de gebeurtenissen gevolgd die het gevolg zijn van de Russische agressie tegen Oekraïne. Met ontroering hebben wij ook kennis genomen van de schrijnende situatie van vele Oekraïense gezinnen die in België zijn aangekomen.

Wij weten dat het gemeentelijke niveau dagelijks geloofwaardige en humane antwoorden kan geven aan deze gezinnen. Etterbeek is niet achtergebleven sinds de eerste week van het conflict, er zijn formules voorgesteld aan Etterbeekers die hun solidariteit willen betuigen.

Kunt u ons, in deze nooit eerder geziene context, iets vertellen over de huidige situatie met betrekking tot de volgende elementen?

Op het gebied van huisvesting:

- het aantal gezinnen/personen dat momenteel in Etterbeek is gehuisvest
- het aantal thans beschikbare huisvestingsplaatsen (overheidssector enerzijds - bv. beschikbare sociale woningen - en particuliere sector anderzijds - aanbod van kamers in particuliere woningen)
- de mogelijkheden die worden onderzocht om het woningaanbod te vergroten (b.v. de mogelijkheid om woningen te betrekken die wachten op een bouwvergunning voor renovatie/uitbreiding)
- het geschatte aantal mensen dat de gemeente zou kunnen/moeten huisvesten

Op het gebied van onderwijs :

- opvangmogelijkheden in het gemeentelijk netwerk van scholen
- hulp bij het tolken (identificatie van mensen die Oekraïens - eventueel Russisch, aangezien veel Oekraïense gezinnen tweetalig zijn - en Frans spreken)

In termen van werkgelegenheid :

- mogelijkheden voor ondersteuning bij het zoeken naar werk
- mogelijkheden om Frans te leren
- de mogelijke versterking van het lokale missieteam...

Op sociaal gebied:

- evaluatie van de specifieke behoeften en de reactiecapaciteit van de sociale actoren en contacten met hen (OCMW's, medische centra, enz.)

Op cultureel gebied :

- De mogelijke betrokkenheid van het Senghor-centrum

Deze lijst is niet uitputtend.

Wat de oproep tot solidariteit betreft, verbaast ons bovendien de formule betreffende de toewijzing van de giften die "zullen worden gebruikt om bij te dragen in de basisuitgaven (voedsel, kleding, scholing, enz.) van de vluchtelingen die in onze gemeente worden opgevangen". De reden voor onze verbazing houdt meer in het

bijzonder verband met het feit dat financiële hulp is gepland via het integratie-inkomen waarvan iedere Oekraïense vluchteling kan/zal profiteren.

En dit, zoals minister-president Vervoort in antwoord op een actualiteitsvraag uitlegde, ongeacht het statuut van de gastheer als het om een particulier gaat; hij voegde er zelfs aan toe dat het gaat om een integratie-inkomen als gezin of als alleenstaande, niet als samenwonende.

Op de SPP-website over sociale integratie staat namelijk dat ontheemde Oekraïners de status van tijdelijke bescherming krijgen zodra zij door de vreemdelingendienst zijn geregistreerd en dat de begunstigden van deze tijdelijke bescherming bijstand kunnen krijgen ter hoogte van het leefloon. De sociale solidariteit is dus duidelijk bij wet geregeld en deze financiële steun wordt door de federale overheid voor 100% aan de OCMW's terugbetaald.

Moet u de kandidaat-gastheren dus niet op de hoogte brengen van deze situatie, hen eraan herinneren dat de personen die zij opvangen sociale rechten hebben om een aanvraag in te dienen bij het OCMW, en eventueel de toewijzing voorbehouden van de ingezamelde fondsen om uitgaven te dekken die de gastheren ten goede komen (bijvoorbeeld het optrekken van een scheidingswand in een kamer om de opvang van meerdere kinderen mogelijk te maken).

Gelieve ook deze kwestie op te helderen.

De raad hoort de interpellatie.

*Monsieur le Bourgmestre :*

Je rappelle que nous avons fait un appel aux habitants pour l'accueil temporaire dans un logement etterbeekois.

Nous avons placé une bache symbolique dans les jours qui suivent le début du conflit.

Nous avons organisé une collecte de vivres et de produits de première nécessité sur l'esplanade dans le but de remplir un container afin de l'envoyer vers notre ville jumelée de Siemiatycze située à une centaine de km de la frontière avec l'Ukraine. Plusieurs contacts ont eu lieu, on doit organiser cela cette semaine.

Monsieur Van Praet vous parlera des dons sur le compte bancaire « Etterbeek Ukraine 2022 » via le CPAS.

L'idée est de pouvoir rembourser sur pièces, aux hébergeurs, les frais avancés pour permettre l'hébergement.

Il y a une exonération du paiement des taxes et redevances diverses liées au droit de séjour en Belgique, prévue par le règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs et par le règlement redevances pour services administratifs.

En ce qui concerne le nombre de familles, cela évolue tout le temps mais les derniers chiffres sont :

Il y a 174 réfugiés qui se sont vus délivrer une annexe 15, document accusant réception pour établissement à Etterbeek et par conséquent, qui sont inscrits au registre.

Plus de 130 familles proposent d'être hébergeur.

Une trentaine d'hébergements sont occupés.

Ce n'est pas toujours facile car il n'y a pas que le CPAS ou la commune qui s'occupe de ces hébergements.

Il y a de l'associatif qui prend directement des initiatives, les paroisses également.

Ce n'est pas facile car lorsque l'on reçoit une lettre du Ministre de l'intérieur et de la justice faisant obligation au Bourgmestre de demander les certificats des bonnes vies et mœurs aux hébergeurs pour éviter des débordements financiers, de vol ou sexuel, je suis resté à quia par rapport à cela dans la mesure où je ne suis pas certain que la circulaire soit légale mais je la sens légitime.

Nous avons donc anticipé cela en accord avec le CPAS en demandant des visites d'assistantes sociales et au besoin d'agents de proximité pour vérifier la salubrité, l'adéquation, la taille du logement et la bonne foi des hébergeurs.

Ce que nous avons fait avec Madame Petit, c'est d'écrire une lettre aux hébergeurs dès la réception de la circulaire les informant qu'une circulaire nous demande de les interroger quant à la délivrance de leurs certificats de bonne vie et mœurs. Qu'ils ne sont pas obligés de le donner mais que s'ils ne le donnent pas, ils seront rayés de la liste des hébergeurs.

Nous couvrons ainsi la responsabilité de la commune.

Je pense qu'on ne peut pas contrôler, dans cette circonstance-ci sur base de la circulaire, le certificat de bonne vie et mœurs.

Mais si quelqu'un n'a rien à cacher, où est le problème de donner son certificat ?

Et si la personne refuse, n'est-il pas conforme aux principes de précaution de prendre l'attitude de dire qu'ils ne sont plus dans les hébergeurs ?

Au niveau du fonctionnement, c'est plus compliqué. Il y a FEDASIL qui intervient comme opérateur.

On nous a demandé de communiquer le nom des hébergeurs.

Finalement, FEDASIL prenait contact avec les hébergeurs et nous ne le savions pas. Madame Petit avait organisé, avec la plus grande crèche de la communauté française, un accueil y compris pour les bébés, pour les jeunes enfants avec les puéricultrices, le service social présent, le service de Monsieur Queeckers, mais aucun réfugié n'est arrivé.

Les contacts se font parfois en soirée mais les hébergeurs ont aussi leurs vies. Cela n'a pas été simple.

50% sont passés par le CPAS pour l'hébergement.

Une cinquantaine d'adultes et 27 enfants. Ils ne sont peut-être pas tous passés par le service population. Nous sommes en train d'effectuer les contrôles.

Il y a eu une mobilisation du patrimoine des SISF : l'objectivation est en cours pour LOGIRIS, pour l'AIS et la Régie foncière.

Lors de la conférence des Bourgmestres, beaucoup se sont interrogés sur le caractère incomplet des circulaires adressées. On n'a aucune vue sur les réfugiés hébergés par des associations ou par un réseau informel. Il y a une différence entre le nombre d'annexes délivrées et le nombre d'hébergements dont la commune a connaissance dans le cadre des hébergements volontaires.

J'ai pu compter sur l'aide de la haute fonctionnaire qui s'est engagée à relayer nos demandes.

En matière scolaire, je remercie l'échevine et Madame De Greef qui étaient sur la brèche dès le début. Les directions d'écoles également.

Petit état des lieux du réseau scolaire communal : 9 enfants à Ernest Richard, 4 au Paradis, 4 à la Colombe et 1 à la Farandole.

Après les vacances de Pâque, ce sera 18 enfants. 2 à Absil.

La plupart des familles accueillies dans les écoles parlent l'anglais mais ce n'est pas toujours le cas.

On a par ailleurs reçu de l'aide notamment de la part des Ukrainiens inscrits dans le cadre du conseil consultatif des résidents européens et non-européens, qui sont en contact avec le CPAS. On a donc des personnes qui aident ponctuellement pour de la traduction et de l'interprétariat.

Au CPAS, nous avons des personnes qui pratiquent les deux langues.

*Monsieur Van Praet :*

Tout d'abord, c'est l'occasion de rappeler que la force des pouvoirs locaux réside dans ses fonctionnaires et dans une bonne collaboration entre les entités publiques. On démontre que la commune et le CPAS travaillent main dans la main.

170 personnes se sont inscrites à Etterbeek.

Le collège a veillé à la demande du CPAS qu'une transmission des données des personnes inscrites à Etterbeek puisse se faire vis-à-vis du CPAS. Ce qui permet de s'assurer que les personnes connues de la commune peuvent être contactées par le CPAS et inversement.

Pour défendre l'ouverture des droits, on va aller vers des initiatives proactives au niveau communal et du CPAS.

À peu près 50 % des personnes ukrainiennes à Etterbeek ont été relogées par le CPAS et la commune, dans le cadre de la gentillesse des habitants.

50 adultes, 27 enfants mineurs.

35 ménages ont accueilli des réfugiés ukrainiens.

Le conseil de l'action sociale a validé les termes d'une convention d'occupation précaire qui essaie d'organiser les droits et les obligations de l'hébergeur et des personnes qu'il accueille, pour essayer de pérenniser l'hébergement d'urgence.

Cette convention traduite en français, en néerlandais et en ukrainien pour que les réfugiés comprennent le document qu'ils signent, vise à organiser le respect de consignes basiques de bon vivre ensemble.

La convention prévoit que le CPAS alloue durant le premier mois de l'hébergement, un montant forfaitaire de 100€ pour que l'hébergeur n'assume pas seul l'ensemble des frais.

Après ouverture des droits à l'aide sociale des réfugiés, elle prévoit qu'ils versent eux-

mêmes un montant de 150 € auprès de l'hébergeur pour qu'on soit dans une cohabitation correcte.

Ces conventions sont en train d'être signées.

Le CPAS a mis en place une cellule d'accueil composée de travailleurs sociaux spécialisés et d'un agent administratif.

Une visite à domicile est prévue pour s'assurer de l'état du logement, faite le jour même ou le lendemain de l'arrivée des réfugiés.

Cette cellule accompagne les réfugiés dans l'ouverture de leurs droits sociaux.

Cette ouverture est un statut un peu magique qui implique qu'ils bénéficient tout de suite du droit au revenu d'intégration sociale, elle ouvre le droit à la mutuelle sans paiement de cotisation, l'octroi de l'allocation familiale et de la gratuité médicale.

Les dons récoltés atteignent 25.000 €, qui servent à soutenir les hébergeurs et les réfugiés car les démarches d'ouverture du droit à l'aide sociale prennent du temps. Il faut bien évidemment que les réfugiés soient détenteurs de l'attestation pour accéder aux droits.

On a à faire à des personnes perdues ou qui ne savent pas qu'elles peuvent demander. L'enquête sociale prend du temps également. On estime à 4 semaines pour ouvrir le droit à l'aide sociale.

Le droit s'ouvre au jour de la demande et n'est pas rétroactif.

Les montants doivent être libérés assez rapidement car ces personnes sont arrivées avec le strict minimum.

Le conseil de l'action sociale a fixé un montant de 58 € par semaine et par adulte et une quarantaine d'euros par enfant, ne sachant pas dans quelle direction on allait et quels étaient les dons qu'on allait recevoir.

On essaie de protéger les finances propres du CPAS, qui sont déjà en difficulté.

Sur l'emploi, la priorité est de reloger les personnes. On n'est pas encore au processus de réintégration socio-professionnelle. La priorité est de reloger les personnes et d'ouvrir les droits.

La scolarisation des enfants, l'apprentissage du français pour les adultes. On a pris la décision durant les 3 premiers mois de dispenser les personnes du trajet de l'intégration socio-professionnelle.

Nous ne sommes aujourd'hui pas en mesure de le faire, les ponts n'étant pas encore construits avec les autres organismes tels qu'Actiris ou Bruxelles Formation.

*Madame Njomgang :*

Les etterbeekois se posent la question de ce qui se fait au niveau culturel pour les ukrainiens, les ukrainiens également.

Ces personnes, outre le besoin de se loger, de s'habiller et de se scolariser ont besoin d'échanges et de cohésion sociale. Le centre culturel Senghor est fermé pour le moment mais le volet cohésion sociale recherche des interprètes pour permettre aux réfugiés de fréquenter le volet cohésion.

Ce volet reprend l'accueil en école de devoirs, le soutien à la parentalité et l'insertion par l'apprentissage du français en langue étrangère. Les cours Alpha également, pour ceux qui n'ont pas de niveau scolaire.

Cela rend l'échange et l'insertion possible. Ceci sera mis en place dès la réouverture du centre Senghor.

*Monsieur du Bus :*

Merci pour vos réponses.

J'aimerais insister sur un élément dans le cadre des cellules d'accueil. Qu'elles n'oublient pas de considérer les familles hébergeuses comme des partenaires en leur donnant un maximum d'informations pour informer les familles ukrainiennes à leur tour.

Il y a une série d'acteurs institutionnels que l'on connaît car nous sommes dans le milieu, mais la plupart des habitants ne les connaissent pas.

*1 annexe / 1 bijlage*

*IP-220311\_soutien aux familles ukrainiennes\_AdBV2.doc*

---

28.03.2022/A/0029 **Motion co-signée par Lucien Rigaux (PS-Vooruit+), Anne Vandersande (LB), Joanna Kaminska (Ecolo-Groen), André du bus (Alternative- cdH), Gisèle Mandaila (Défi) condamnant l'agression de l'ukraine par la Russie.**

Le conseil communal,

La présente proposition de résolution a pour objectif de condamner fermement l'agression militaire russe injustifiée et sans précédent contre l'Ukraine, de rappeler et soutenir le droit de l'Ukraine de se défendre et de résister contre les forces de l'agresseur et de plaider pour un cessez-le feu immédiat et un retrait de toutes les troupes russes hors des frontières de l'Ukraine telles qu'elles sont reconnues par la communauté internationale.

Elle vise également à rappeler l'éventail d'actions et de mesures que le gouvernement belge peut déployer graduellement au niveau de l'UE, de l'OTAN et des Nations Unies.

Elle vise, enfin, à définir le rôle des entités fédérées et des pouvoirs locaux dans cette crise et à les associer à la gestion des effets produits par cette guerre et par les décisions de la Belgique et de l'Union européenne.

**Rétroactes** : Le 21 février 2022, le Président russe Poutine s'est adressé à sa population afin d'annoncer sa décision de reconnaître unilatéralement les Républiques autoproclamées de Donetsk et Louhansk comme des républiques populaires indépendantes.

Cette décision a marqué une nouvelle rupture totale dans le droit international et le multilatéralisme. Elle a mis définitivement fin aux accords de Minsk.

Cette décision constitue une violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine comme c'était déjà le cas de l'annexion de la Crimée en 2014. Dans son discours, le Président russe a remis en question la légitimité même de l'Ukraine en tant que pays.

Il est apparu clairement, dès ce moment, que le risque d'un conflit armé était

extrêmement élevé.

Dans la nuit du 23 février, le Président russe a annoncé une opération militaire de grande envergure contre l'Ukraine. Sous le couvert de « forces de maintien de la paix », les troupes russes ont envahi l'Ukraine par le nord, l'est, le sud et l'Ouest via le Belarus. Il s'agit donc d'une invasion coordonnée par la Terre, la Mer et l'Air ainsi que dans le cyberspace.

Plusieurs tirs de roquettes et bombardements ont touché sévèrement des villes ukrainiennes depuis. Le nombre de victimes civiles ne cesse d'augmenter jour après jour de même que le nombre de personnes réfugiées et déplacées.

Depuis lors, chaque jour, nous avons toutes et tous été témoins d'une des plus grandes attaques militaires sur le continent européen depuis la Seconde Guerre mondiale. La Fédération de Russie a multiplié les attaques et les déclarations guerrière, bien au-delà des territoires occupés, jusqu'à Kiev et aux frontières de l'Union Européenne.

Depuis lors, chaque jour, les mouvements de la société civile russe condamnant cette invasion sont durement réprimés et intimidés comme l'est, par ailleurs, toute opposition politique au régime dans ce pays depuis de nombreuses années.

Suite à cette agression, l'ONU, l'UE, le Conseil de l'Europe, l'OSCE, l'OTAN et le G7 notamment se sont réunis afin de condamner et de prendre des mesures fortes de sanctions économiques contre les dirigeants et oligarques russes et d'aides militaire, financière, humanitaire et diplomatique en soutien au peuple ukrainien.

De nombreux observateurs et acteurs internationaux, étatiques ou associatifs, constatent et dénoncent, depuis le début de l'agression russe, des actes constitutifs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, qui ont déjà conduit à la saisine du Tribunal pénal international.

Nous tenons à réaffirmer notre soutien et saluons la rapidité de réaction de la Belgique, de ses entités fédérées, de l'UE et de l'OTAN. Et nous encourageons ces instances à poursuivre leurs efforts, sans relâche, dans la mise en place de mesures fermes, notamment dans l'application de mesures de sanctions économiques et financières supplémentaires, vis-à-vis des intérêts russes en particulier celles qui pourraient être prises au niveau individuel sur les dirigeants et oligarques russes.

Alors que de nombreux réfugiés ont été contraints au chemin de l'exil, principalement vers les pays de l'Union européenne, les autorités publiques etterbeekoises, avec le concours de sa population, se sont mobilisées pour coordonner l'accueil d'urgence des réfugiés ukrainiens qui arrivent sur notre territoire, leur apporter l'aide urgente requise par nos valeurs de solidarité et d'hospitalité, tout en coopérant avec la municipalité polonaise de Siemiatycze afin d'apporter une aide humanitaire à destination des réfugiés présent à la frontière avec l'Ukraine.

## 1.Dispositif

1. Vu l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie et la reconnaissance unilatérale par celle-ci des Républiques autoproclamées de Donetsk et Louhansk comme des républiques populaires indépendantes ;
2. Considérant la Charte des Nations unies et les principes du droit international et du droit international humanitaire ;
3. Rappelant les valeurs démocratiques et de paix inhérentes au projet de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe ;
4. Rappelant le mémorandum de Minsk du 19 septembre 2014 et l'ensemble des mesures visant à mettre en œuvre les accords de Minsk, convenus et signés à Minsk le 12 février 2015 et approuvés dans leur intégralité par la résolution 2202 (2015) du Conseil de sécurité des Nations unies du 17 février 2015 ;
5. Vu la réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU où la décision russe de déclarer l'indépendance des régions de Donetsk et de Louhansk a été considérée comme un acte contraire à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Ukraine avec le risque de conséquences régionales et mondiales et vu le veto opposé le 26 février 2022 par la Fédération de Russie lors d'un vote au Conseil de sécurité de l'ONU à une résolution déplorant dans les termes les plus forts son agression contre l'Ukraine et lui réclamant de retirer immédiatement ses troupes de ce pays ;
6. Considérant le paquet de sanctions proclamé par l'Union européenne le 24 et le 27 février[1] ainsi que les différentes mesures prises sur les plans diplomatique et militaire dans le cadre de l'UE et au niveau bilatéral par ses Etats-membres ;
7. Vu l'appel du Secrétaire général des Nations Unies à une cessation immédiate de toutes les attaques russes contre l'Ukraine ;
8. Vu les différentes déclarations du Secrétaire général de l'OTAN et l'activation de la NRF (*Nato Response Force*) ;
9. Vu l'invocation par plusieurs pays européens de l'art. 4 du Traité de l'OTAN ;
10. Considérant l'annonce du procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, du 28 février 2022 annonçant l'ouverture « aussi vite que possible » d'une enquête sur la situation en Ukraine évoquant des « crimes de guerre » et des « crimes contre l'humanité » qui ont pu être commis en Ukraine depuis plusieurs années.
11. Vu la déclaration du Premier ministre sur la situation en Ukraine en séance plénière du 24 février 2022 et le débat d'actualité qui s'en est suivi durant lequel le Premier ministre et les Ministres des Affaires étrangères et de la Défense ont, au nom du gouvernement, condamné fermement l'attaque de la Russie contre l'Ukraine ainsi que l'implication du Belarus ;
12. Rappelant l'importance des liens liant l'UE et l'Ukraine depuis de nombreuses années notamment dans le cadre de la Politique de voisinage et du Partenariat oriental ;
13. Vu les initiatives de dialogue menées avec la Russie à l'initiative du Chancelier Scholz et du Président Macron.
14. Vu les pourparlers de paix ouverts entre les délégations ukrainienne et russe depuis le 28 février 2022 ;
15. Vu les mesures prises et à prendre vis-à-vis de la situation humanitaire en Ukraine ainsi que pour permettre l'accueil des réfugiés sans aucune discrimination fondée sur la race, la religion ou l'origine ethnique ;
16. Considérant les 660000 réfugiés ukrainiens recensés par le HCR depuis le lancement de l'attaque russe jeudi passé et les tris sélectifs dont il serait fait état vis-à-vis de ressortissants des Pays tiers à la frontière notamment de l'Ukraine et de la Pologne ;
17. Rappelant avec insistance l'importance de continuer à mettre en œuvre tous

les moyens diplomatiques et politiques permettant de promouvoir une solution pacifique ;

18. Saluant les actes posés par le gouvernement jusqu'à présent sur le plan humanitaire, diplomatique et militaire ;
19. Saluant les décisions prises par les gouvernements des entités fédérées notamment sur les plans économique ou audiovisuel.
20. Saluant, enfin, les initiatives déjà prises par la commune et le CPAS d'Etterbeek, avec le soutien de très nombreux habitants, en termes d'accueil, d'hébergement et d'aide en faveur des réfugiés ukrainiens arrivant sur notre territoire ;

## **Le conseil communal d'Etterbeek condamne**

Les attaques militaires de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, sa souveraineté, son intégrité territoriale et ses habitants.

La reconnaissance, par la Russie, des « Républiques populaires » de Louhansk et de Donetsk, ainsi que la poursuite de l'occupation militaire de la Crimée.

Le soutien du Belarus au déploiement des troupes russes sur son territoire.

Cette reconnaissance et ces attaques militaires constituent une violation flagrante du droit international, des accords de Minsk et un mépris des initiatives diplomatiques bi et multilatérales entreprises pour rechercher une issue pacifique aux tensions régionales. Elles représentent une menace grave pour la paix, la sécurité et la stabilité en Europe et dans le monde entier.

## **EXPRIME**

Sa plus grande solidarité et son soutien au peuple ukrainien et à l'Ukraine indépendante et souveraine dans ses frontières internationalement reconnues.

Sa solidarité envers les militaires belges et leurs familles également impactées par ce contexte de guerre.

Son soutien au personnel diplomatique et civil et à leurs familles directement touchées par cet acte de guerre.

La nécessité d'accorder une attention particulière aux groupes vulnérables, aux minorités, ainsi qu'aux femmes et aux enfants, étant donné qu'ils sont particulièrement touchés en cas de conflit et nécessitent une protection et un soutien spécifiques.

## **APPELLE**

La Fédération de Russie à un cessez-le-feu immédiat.

La Fédération de Russie à cesser immédiatement ses actions militaires et paramilitaires, à retirer sans condition toutes ses forces et tous ses équipements militaires de l'ensemble du territoire ukrainien et à respecter pleinement l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine.

La Fédération de Russie à cesser toute destruction ciblée des biens patrimoniaux ukrainiens dans le but d'éradiquer les traces de son histoire nationale distincte.

## **S'ENGAGE A**

1. Être bien inscrite dans le cadre l'initiative « commune hospitalière » et en respecter les principes. Et poursuivre ses efforts pour garantir un accueil digne aux populations civiles réfugiées dans le cadre de sa compétence territoriale, notamment en assurant l'accueil des enfants au sein des crèches et écoles communales ;
2. Dans le cadre des dispositions légales relatives au revenu d'intégration, apporter, par son CPAS, l'aide sociale appropriée compte tenu des besoins réels des personnes accueillies ;
3. Assurer un suivi et une coordination des actions de solidarités sur la commune et des événements de soutien à la population ukrainienne et informer la population des différentes initiatives mises en place dans ce cadre.

## **DEMANDE AU GOUVERNEMENT FEDERAL**

1. De continuer à soutenir l'Ukraine et ses habitants face à l'agression de la Fédération de Russie ;
2. De condamner fermement dans tous les forums internationaux l'invasion de l'Ukraine par la Russie et d'exiger le retrait des troupes russes de l'Ukraine ;
3. De continuer à œuvrer au sein de l'Union européenne à une approche commune et à une coordination optimale entre les pays membres de l'UE au sein de l'OTAN et l'OSCE, sur les plans diplomatique, humanitaire et militaire ;
4. De soutenir des initiatives bi ou multilatérales visant la recherche d'un cessez-le feu et éviter toute surenchère militaire ;
5. De contribuer à mettre en œuvre tous les moyens diplomatiques et politiques permettant de promouvoir une solution politique et d'encourager la tenue de pourparlers pour une issue pacifique au conflit ;
6. D'examiner dans divers forums multilatéraux quelles initiatives diplomatiques sont encore possible et les exploiter au maximum ;
7. De continuer à se positionner au niveau des Nations Unies pour prôner le maintien du dialogue vers la paix, la protection des civils et la fin des hostilités ;

8. De s'assurer que les Etats membres de l'Union se concertent avant toute réunion stratégique de l'Otan et s'expriment d'une seule voix au sein de l'Alliance ;
9. De continuer à plaider, au niveau européen, en faveur de la prise et le maintien de sanctions aussi fermes que possible à l'encontre de Moscou, notamment de sanctions directes contre le président russe Poutine et les oligarques russes de son entourage direct, y compris contre les nombreux avoires qu'ils possèdent sur le territoire européen, le gel des avoires financiers russes et la déconnexion des banques russes du système de paiement international Swift ;
10. De coopérer avec l'UE à l'inventaire des biens meubles et immeubles des oligarques russes ;
11. De plaider en faveur de la prise de sanctions supplémentaires à l'encontre de la Bélarus et du président Loukachenko en raison de leur soutien actif de l'invasion de l'Ukraine par la Russie ;
12. De plaider, dans les forums multilatéraux, pour que des initiatives soient prises afin de documenter et d'identifier les crimes de guerre en vue de la poursuite ultérieure de leurs auteurs ;
13. De respecter le droit international et les droits humains dans toutes les actions qu'il entreprend ;
14. D'apporter assistance humanitaire et médicale à la population ukrainienne, tant par des apports directs en Ukraine que par l'organisation de l'accueil des réfugiés et de blessés chez nous et au sein de l'Union européenne ;
15. D'appliquer une politique d'accueil qui assure la protection de tous les réfugiés ukrainiens, dans la dignité, selon le principe de la solidarité internationale et sans discrimination ;
16. De mettre à disposition du matériel de conservation et de caisses ignifuges à destination des services patrimoniaux ukrainiens qui travaillent en ce moment à mettre à l'abri les trésors nationaux.
17. D'organiser l'accueil des réfugiés ukrainiens par le déclenchement de la phase fédérale qui assurera une coopération optimale entre l'état fédéral, les entités fédérées et les différents pouvoirs locaux.
18. De porter une attention particulière au suivi et à la mise à disposition de moyens, pour les communes et les CPAS, leur permettant d'assurer leurs missions liées à l'accueil, aux initiatives solidaires et à l'augmentation des demandes d'aides sociales qui résultent de la situation internationale et des mesures qui en découlent.

## **DEMANDE AUX REGIONS ET COMMUNAUTES, selon les compétences qui leur sont dévolues :**

1. De proposer rapidement des solutions d'hébergement sur le moyen terme en faveur des réfugiés ukrainiens aujourd'hui hébergés dans des solutions d'urgence, notamment chez des particuliers ;
2. De renforcer l'offre d'accueil des primo-arrivants ukrainiens pour leur inclusion dans la société, par le biais de l'apprentissage des langues, l'équivalence des diplômes et leur mise à l'emploi.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
30 votants : 30 votes positifs.

---

**Motie medeondertekend door Lucien Rigaux (PS-Vooruit+), Anne Vandersande (LB), Joanna Kaminska (Ecolo-Groen), André du bus (Alternative- cdH), Gisèle Mandaila (Défi) ter veroordeling van de russische agressie tegen Oekraïne.**

Deze ontwerpresolutie heeft tot doel om de ongerechtvaardigde en ongekende Russische militaire agressie tegen Oekraïne krachtig te veroordelen, om het recht van Oekraïne om zich tegen de strijdkrachten van de agressor te verdedigen en te verzetten in herinnering te brengen en te steunen en om op te roepen tot een onmiddellijk staakt-het-vuren en de terugtrekking van alle Russische troepen buiten de grenzen van Oekraïne, zoals die worden erkend door de internationale gemeenschap.

Ze heeft ook tot doel om de waaier van acties en maatregelen die de Belgische regering geleidelijk kan inzetten op het niveau van de EU, de NAVO en de VN te herhalen.

Tot slot heeft ze tot doel om de rol van de deelstaten en de lokale overheden in deze crisis te definiëren en hen te betrekken bij het beheer van de gevolgen van deze oorlog en van de beslissingen van België en de Europese Unie.

### **Voorgeschiedenis**

Op 21 februari 2022 heeft de Russische president Poetin zijn bevolking toegesproken om zijn beslissing bekend te maken om de zelf uitgeroepen republieken Donetsk en Luhansk eenzijdig te erkennen als onafhankelijke volksrepublieken.

Deze beslissing betekende een nieuwe, volledige breuk met het internationaal recht en het multilateralisme. Ze maakte een definitief einde aan de Minsk-akkoorden.

Deze beslissing is een flagrante schending van de soevereiniteit en territoriale integriteit van Oekraïne, zoals al het geval was met de annexatie van de Krim in 2014. In zijn toespraak trok de Russische president de legitimiteit van Oekraïne als land in twijfel.

Vanaf dat moment was het duidelijk dat het risico van een gewapend conflict zeer groot was.

In de nacht van 23 februari kondigde de Russische president een grootschalige militaire operatie tegen Oekraïne aan. Onder het mom van “vredestroepen” zijn Russische troepen Oekraïne via Wit-Rusland vanuit het noorden, oosten, zuiden en westen binnengevallen. Dit is een gecoördineerde invasie te land, ter zee en in de lucht, alsmede in cyberspace.

Verschillende raketaanvallen en bombardementen hebben Oekraïense steden sindsdien zwaar getroffen. Het aantal burgerslachtoffers neemt van dag tot dag toe, evenals het aantal vluchtelingen en ontheemden.

Sindsdien zijn wij allen dagelijks getuige geweest van een van de grootste militaire aanvallen op het Europese continent sinds de Tweede Wereldoorlog. De Russische

Federatie heeft haar aanvallen en oorlogsverklaringen ver buiten de bezette gebieden, tot in Kiev en aan de grenzen van de Europese Unie, uitgebreid.

Sindsdien worden elke dag bewegingen uit de Russische burgermaatschappij die deze invasie veroordelen hard onderdrukt en geïntimideerd, zoals elke politieke oppositie tegen het regime in dat land al vele jaren lang.

Naar aanleiding van deze agressie zijn met name de VN, de EU, de Raad van Europa, de OVSE, de NAVO en de G7 bijeengekomen om deze agressie te veroordelen en krachtige maatregelen te nemen in de vorm van economische sancties tegen de Russische leiders en oligarchen en van militaire, financiële, humanitaire en diplomatieke hulp ter ondersteuning van het Oekraïense volk.

Vele internationale waarnemers en actoren, zowel statelijke als niet-statale, hebben vanaf het begin van de Russische agressie daden opgemerkt en aangeklaagd die oorlogsmisdaden en misdaden tegen de mensheid vormen en die reeds hebben geleid tot de voorlegging ervan aan het Internationaal Strafhof.

Wij betuigen nogmaals onze steun en zijn verheugd over de snelle reactie van België, zijn deelstaten, de EU en de NAVO. En wij moedigen deze instanties aan om hun inspanningen onverminderd voort te zetten bij de uitvoering van krachtige maatregelen, met inbegrip van de toepassing van aanvullende economische en financiële sancties, tegen Russische belangen, met name maatregelen die op individueel niveau tegen Russische leiders en oligarchen kunnen worden genomen.

Terwijl vele vluchtelingen zich genoodzaakt zagen in ballingschap te gaan, voornamelijk naar de landen van de Europese Unie, heeft de overheid van Etterbeek zich met de hulp van haar bevolking gemobiliseerd om de noodopvang te coördineren van de Oekraïense vluchtelingen die op ons grondgebied aankomen, om hun de dringende hulp te bieden die onze waarden van solidariteit en gastvrijheid vereisen, en tegelijkertijd samen te werken met de Poolse gemeente Siemiatycze om humanitaire hulp te verlenen aan de vluchtelingen die zich aan de grens met Oekraïne bevinden.

## 1. Beschikking

1. gelet op de invasie van Oekraïne door de Russische Federatie en de eenzijdige erkenning door dit land van de zelf uitgeroepen republieken Donetsk en Luhansk als onafhankelijke volksrepublieken;
2. gelet op het Handvest van de Verenigde Naties en de beginselen van het internationaal recht en het internationaal humanitair recht;
3. herinnerend aan de democratische en vredeswaarden die inherent zijn aan het project van de Europese Unie en de Raad van Europa;
4. herinnerend aan het memorandum van Minsk van 19 september 2014 en het pakket maatregelen ter uitvoering van de Minsk-akkoorden, waarover op 12 februari 2015 in Minsk overeenstemming is bereikt en die op 17 februari 2015 in hun geheel zijn bekrachtigd bij Resolutie 2202 (2015) van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties;
5. gelet op de spoedvergadering van de VN-Veiligheidsraad waarin de Russische beslissing om de onafhankelijkheid van de regio's Donetsk en Luhansk uit te roepen werd beschouwd als een daad tegen de territoriale integriteit en soevereiniteit van Oekraïne die regionale en wereldwijde gevolgen kan hebben en gezien het veto van de Russische Federatie in een

stemming in de VN-Veiligheidsraad op 26 februari 2022 over een resolutie waarin in de krachtigste bewoordingen de agressie tegen Oekraïne wordt betreurd en de onmiddellijke terugtrekking van haar troepen uit dat land wordt geëist;

6. gelet op het pakket sancties dat de Europese Unie op 24 en 27 februari heeft afgekondigd[1], alsook de diverse diplomatieke en militaire maatregelen die in het kader van de EU en op bilateraal niveau door haar lidstaten zijn genomen;
7. gelet op de oproep van de secretaris-generaal van de Verenigde Naties tot onmiddellijke stopzetting van alle Russische aanvallen op Oekraïne;
8. gelet op de verschillende verklaringen van de secretaris-generaal van de NAVO en de activering van de NAVO-interventiemacht NRF (*Nato Response Force*);
9. overwegende dat verschillende Europese landen artikel 4 van het Verdrag van de NAVO hebben ingeroepen;
10. gelet op de aankondiging van de procureur van het Internationaal Strafhof (ICC), Karim Khan, op 28 februari 2022 om “zo spoedig mogelijk” een onderzoek in te stellen naar de situatie in Oekraïne, en waarin wordt verwezen naar “oorlogsmisdaden” en “misdaden tegen de mensheid” die in de afgelopen jaren in Oekraïne zouden zijn begaan;
11. gelet op de verklaring van de eerste minister over de situatie in Oekraïne in de plenaire vergadering van 24 februari 2022 en het daaropvolgende actualiteitsdebat, waarin de eerste minister en de ministers van Buitenlandse Zaken en Defensie namens de regering de aanval van Rusland op Oekraïne en de betrokkenheid van Wit-Rusland krachtig hebben veroordeeld;
12. herinnerend aan het belang van de banden die de EU en Oekraïne al vele jaren met elkaar verbinden, met name in het kader van het Nabuurschapsbeleid en het Oostelijk Partnerschap;
13. gelet op de initiatieven tot dialoog met Rusland op initiatief van bondskanselier Scholz en president Macron;
14. gelet op de vredesbesprekingen die sinds 28 februari 2022 tussen de Oekraïense en de Russische delegatie worden gevoerd;
15. gelet op de genomen en te nemen maatregelen met betrekking tot de humanitaire situatie in Oekraïne en om de opvang van vluchtelingen mogelijk te maken zonder enige discriminatie op grond van ras, godsdienst of etnische oorsprong;
16. gelet op de 660.000 Oekraïense vluchtelingen die door de UNHCR zijn geregistreerd sinds het begin van de Russische aanval afgelopen donderdag en de selectieve sortering van onderdanen van derde landen aan de grens, met name uit Oekraïne en Polen, waarvan sprake zou zijn;
17. met nadruk herinnerend aan het belang om alle diplomatieke en politieke middelen te blijven aanwenden om een vreedzame oplossing te bevorderen;
18. verheugd over het optreden van de regering tot dusver op humanitair, diplomatiek en militair vlak;
19. verheugd over de beslissingen van de regeringen van de deelstaten, met name op economisch en audiovisueel vlak;
20. verheugd, ten slotte, over de initiatieven die de gemeente en het OCMW van Etterbeek, met de steun van vele inwoners, reeds hebben genomen op het gebied van opvang, onderdak en hulp aan Oekraïense vluchtelingen die op ons grondgebied aankomen;

## **De gemeenteraad van Etterbeek**

## **VEROORDEELT**

de militaire aanvallen van de Russische Federatie tegen Oekraïne, zijn soevereiniteit, zijn territoriale integriteit en zijn inwoners.

de erkenning door Rusland van de “Volksrepublieken” Luhansk en Donetsk en de voortzetting van de militaire bezetting van de Krim.

de steun van Wit-Rusland voor de stationering van Russische troepen op zijn grondgebied.

Deze erkenning en militaire aanvallen zijn een flagrante schending van het internationaal recht, de Minsk-akkoorden en een verachting van de bilaterale en multilaterale diplomatieke initiatieven die zijn genomen om een vreedzame oplossing te vinden voor de spanningen in de regio. Zij vormen een ernstige bedreiging voor de vrede, de veiligheid en de stabiliteit in Europa en de wereld in het algemeen.

## **GEEFT UITDRUKKING VAN**

zijn grootste solidariteit met en steun voor het Oekraïense volk en voor een onafhankelijk en soeverein Oekraïne binnen zijn internationaal erkende grenzen.

zijn solidariteit met de Belgische militairen en hun gezinnen die ook door deze oorlog worden getroffen.

zijn steun aan het diplomatieke en burgerpersoneel en hun gezinnen die rechtstreeks door deze oorlogsdaad zijn getroffen.

de noodzaak om bijzondere aandacht te besteden aan kwetsbare groepen, minderheden, vrouwen en kinderen, aangezien zij in geval van conflict bijzonder worden getroffen en specifieke bescherming en steun behoeven.

## **ROEPT OP**

de Russische Federatie tot een onmiddellijk staakt-het-vuren.

de Russische Federatie om haar militaire en paramilitaire acties onmiddellijk te staken, om al haar strijdkrachten en militaire uitrusting onvoorwaardelijk van het gehele grondgebied van Oekraïne terug te trekken en om de territoriale integriteit, de soevereiniteit en de onafhankelijkheid van Oekraïne volledig te respecteren.

de Russische Federatie om een einde te maken aan alle gerichte vernielingen van eigendommen die deel uitmaken van het Oekraïense erfgoed, met als doel de sporen van de eigen nationale geschiedenis uit te wissen.

## **VERBINDT ZICH ERTOE**

1. om in de lijn te blijven liggen van het initiatief “gastvrije gemeente” en de beginselen ervan na te leven. En om zich te blijven inspannen voor een waardige opvang van burgervluchtelingen in het kader zijn territoriale bevoegdheid, met name door de opvang van kinderen in de gemeentelijke crèches en scholen te verzekeren;
2. om in het kader van de wettelijke bepalingen inzake het leefloon, via zijn

- OCMW de passende sociale bijstand te verlenen, rekening houdend met de reële behoeften van de personen die worden opgevangen;
3. om te zorgen voor de opvolging en de coördinatie van de solidariteitsacties in de gemeente en van evenementen ter ondersteuning van de Oekraïense bevolking en om de bevolking informeren over de verschillende initiatieven die in dit verband worden ontplooid.

## **VRAAGT AAN DE FEDERALE REGERING**

1. om Oekraïne en het Oekraïense volk te blijven steunen in het licht van de agressie van de Russische Federatie;
2. om de Russische invasie in Oekraïne in alle internationale fora krachtig te veroordelen en de terugtrekking van de Russische troepen uit Oekraïne te eisen;
3. om binnen de Europese Unie te blijven ijveren voor een gemeenschappelijke aanpak en een optimale coördinatie tussen de lidstaten van de EU binnen de NAVO en de OVSE, op diplomatiek, humanitair en militair vlak;
4. om bilaterale of multilaterale initiatieven die gericht zijn op het bereiken van een staakt-het-vuren en het vermijden van een militaire escalatie te steunen;
5. om bij te dragen tot het aanwenden van alle diplomatieke en politieke middelen om een politieke oplossing te bevorderen en het voeren van besprekingen voor een vreedzame oplossing van het conflict aan te moedigen;
6. om in verschillende multilaterale fora te onderzoeken welke diplomatieke initiatieven nog mogelijk zijn en deze ten volle benutten;
7. om zich op het niveau van de VN te blijven positioneren om te pleiten voor een voortgezette dialoog met het oog op vrede, bescherming van de burgerbevolking en beëindiging van de vijandelijkheden;
8. om ervoor zorgen dat de lidstaten van de EU elkaar vóór elke strategische NAVO-vergadering raadplegen en binnen het Bondgenootschap met één stem spreken;
9. om op Europees niveau te blijven pleiten voor het opleggen en handhaven van de strengst mogelijke sancties tegen Moskou, met inbegrip van directe sancties tegen de Russische president Poetin en de Russische oligarchen in zijn directe entourage, ook ten aanzien van hun omvangrijke holdings in Europa, het bevriezen van Russische financiële tegoeden en het verbreken van de toegang van Russische banken tot het internationale betalingssysteem Swift;
10. om samen te werken met de EU bij de inventarisatie van de roerende en onroerende goederen van de Russische oligarchen;
11. om te pleiten voor aanvullende sancties tegen Wit-Rusland en president Loekasjenko wegens hun actieve steun aan de Russische invasie in Oekraïne;
12. om in multilaterale fora te pleiten voor initiatieven om oorlogsmisdaden te documenteren en te identificeren met het oog op de latere vervolging van de daders;
13. om in alle acties die zij onderneemt het internationaal recht en de mensenrechten te eerbiedigen;
14. om humanitaire en medische hulp te verlenen aan de Oekraïense bevolking, zowel door rechtstreekse bijdragen in Oekraïne als door het organiseren van de opvang van vluchtelingen en gewonden in eigen land en in de Europese Unie;
15. om een opvangbeleid toe te passen dat de bescherming van alle Oekraïense

vluchtelingen waarborgt, in waardigheid, volgens het beginsel van internationale solidariteit en zonder discriminatie;

16. om beschermingsmateriaal en brandwerende dozen ter beschikking te stellen van de Oekraïense erfgoeddiensten die momenteel werken aan de bescherming van nationale schatten;
17. Om de opvang van de Oekraïense vluchtelingen te organiseren door de federale fase af te kondigen die een optimale samenwerking tussen de federale staat, de deelstaten en de verschillende lokale overheden zal garanderen;
18. om bijzondere aandacht te besteden aan de opvolging en de terbeschikkingstelling van middelen aan de gemeenten en de OCMW's, zodat zij hun opdrachten in verband met de opvang, de solidariteitsinitiatieven en de toename van de aanvragen om sociale hulp als gevolg van de internationale situatie en de daaruit voortvloeiende maatregelen, kunnen uitvoeren;

**VRAAGT AAN DE GEWESTEN EN GEMEENSCHAPPEN, naargelang de bevoegdheden die hen zijn toegekend:**

1. om snel voorstellen te doen voor huisvestingsoplossingen op middellange termijn voor Oekraïense vluchtelingen die vandaag in noodoplossingen zijn ondergebracht, met name bij particulieren;
2. om het opvangaanbod voor Oekraïense nieuwkomers te versterken met het oog op hun integratie in de samenleving, door middel van taalonderwijs, gelijkstelling van diploma's en tewerkstelling.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*Madame Kaminska :*

Il est important de souligner que monsieur Poutine a l'intention de détruire toute trace d'une culture ukrainienne, certes secondaire à l'attaque des populations civiles mais il me semble très important que l'on fasse tout pour la préserver.

Levée de la séance à 22:00  
Opheffing van de zitting om 22:00

La Secrétaire communale,  
De gemeentesecretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,

Annick Petit

Jean Laurent